

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

Tous les cardinaux
sont convoqués à Rome
pour le début de novembre

LIRE PAGE 44

2,00 F

Algérie, 1,30 dir.; Maroc, 1,80 dir.; Tunisie, 1,80 m.;
Liban, 1,20 l.; Israël, 12 s.; Belgique, 15 fr.;
Suisse, 5 s.; Pays-Bas, 100 f.; Danemark, 4 kr.;
Espagne, 30 pes.; Grande-Bretagne, 30 p.;
Grèce, 30 dr.; Iran, 70 r.; Italie, 200 l.;
Japon, 250 y.; Luxembourg, 15 fr.; Norvège, 150 kr.;
Portugal, 20 esc.; Roumanie, 100 lei; Suède, 2 kr.;
Slovaquie, 100 s.; Tchécoslovaquie, 20 Kčs.

Tarif des abonnements page 22
RUE DE LA
75427 PARIS CEDEX 09
C. G. P. 4207-33 Paris
Tél. Paris n° 505712
Tél. : 246-72-23

BULLETIN DE L'ÉTRANGER

Le sénateur Kennedy contre le président Carter ?

« A vos marques, prêts, partez ! » Tel était cette semaine le titre d'un article d'un magazine américain consacré à la compétition qui se dessine de plus en plus nettement entre le président Carter et le sénateur Kennedy. Ni l'un ni l'autre ne sont encore officiellement placés sur la ligne de départ, mais l'effervescence dans les vestiaires de la course à la Maison Blanche est à son comble.

Ces métaphores sportives ne sont pas que des figures de rhétorique. Elles se réfèrent au vœu de la vie publique américaine. La politique au jour le jour, le débat sur les grands problèmes, même quand ceux-ci, comme l'inflation et le prix du carburant, affectent tout un chacun, entraînent profondément les masses américaines et même les politiciens professionnels. Les uns et les autres ne commencent à vibrer qu'à l'imminence d'une campagne électorale. Et qu'importe si l'équipe présidentielle ne pense « qu'à ça » pendant des mois ! Qu'importe le prodigieux gaspillage de temps, d'énergie et d'argent que représentent les multiples « émissions » de cette course de fond vers un pouvoir qu'elle conduira à la quasi-impunité — deux ans sur quatre ! Pour rien au monde le public ne se laisserait frustrer d'une « saison » qu'il espère fertile en péripéties et en rebondissements palpitants. Démocratie et déséquilibre — voilà le paradoxe.

Or en est-on aujourd'hui du programme des réjouissances ? Le porte-parole du président Carter a fait savoir que la décision de ce dernier était prise, mais qu'elle ne serait pas divulguée avant plusieurs semaines. Les conseillers du président sont partagés sur la question de ce « timing ». Faut-il qu'il annonce qu'il briguera un second mandat avant ou après que le sénateur Kennedy se sera prononcé ? Jouer la défensive ou l'offensive ? Grave dilemme !

En attendant, les deux rivaux virtuels se sont rapprochés de la confrontation ouverte. A coup de petites phrases en de multiples interviews, le sénateur Kennedy, qui déclarait il y a moins de six mois qu'il pensait que M. Carter se représenterait et qu'il aurait son soutien, en vient à « ne pas exclure » une candidature dissidente qui déferait le président sortant. Il semble s'être désarmé trop avancé pour pouvoir reculer au dernier moment, et discerner ainsi durablement les légions de ses partisans qui rongent leur frein en comptant bien recevoir sous peu le signal du départ.

Du reste, un élément d'incertitude qui pesait sur les perspectives électorales de 1980 paraît se dissiper rapidement. On pouvait s'inquiéter jusqu'ici de ce qu'il adviendrait du parti démocrate en cas d'un duel Carter-Kennedy. La plupart des notables du parti qui en ont envisagé l'hypothèse ces derniers jours l'ont abordée avec une surprise sereine. Ils n'y voient pas le danger d'une crise interne. Le président lui-même a signalé qu'il ferait tout pour prévenir une division des démocrates.

Faut-il déduire de cette belle manœuvre que M. Carter se désisterait de bonne grâce et le sénateur Kennedy réaliserait dès les premières « primaires » un score bien meilleur que le sien ? Ou bien qu'il s'est si peu soucié de prendre en main ce qui subsiste de l'appareil de son parti qu'il sent manifestement que celui-ci n'hésiterait pas à le lâcher pour le remplacer par M. Kennedy si la popularité de ce dernier imposait électoralement cette relève ? Une relève qui, d'ores et déjà, est espérée par la plupart des membres du Congrès, dont le siège sera en jeu en même temps que la magistrature suprême. Est-il trop tôt ou trop tard, cependant, pour se demander si, dans l'état actuel du système politique américain, la présidence peut encore être exercée avec l'efficacité nécessaire ?

La lutte contre l'inflation et la spéculation sur l'or Les États-Unis portent leur taux d'escompte à un niveau record

Pour tenter de ralentir l'inflation et la demande de crédit qui reste forte aux États-Unis, les autorités américaines viennent de décider, mardi 18 septembre, de relever d'un demi-point le taux de l'escompte de la Réserve fédérale, qui est ainsi porté de 10,5 à 11 %, niveau jamais atteint.

Depuis l'évolution des cours de l'or continue de mobiliser l'attention, après la folle journée de mardi 18 septembre, qui a vu les cours de l'once de métal précieux progresser de près de 25 dollars (+ 6 %) et a amené les responsables du marché de Londres à suspendre les cotations pendant deux heures. La vente d'or mensuelle du Trésor américain, qui avait lieu ce même mardi et portait sur 750 000 onces, s'est effectuée sur la base d'un prix record : 377,75 dollars, les demandes étant trois fois supérieures à l'offre.

Pour tenter de freiner la spéculation qui se déroule dans une atmosphère sensiblement différente qu'il est amené aujourd'hui à mener la politique monétaire américaine.

On peut certes considérer comme étrangère à la frénésie qui s'est emparée du marché international du métal précieux la décision qu'a prise, mardi, avec mise en application immédiate, l'Institut d'émission américain de relever son taux d'escompte. Mais il est indéniable que l'extrême volatilité des cours de l'or est un des éléments importants de la situation, dont les autorités monétaires ont tenté de tenir compte. Tel est le cas aussi, bien sûr, pour les dirigeants des milieux financiers européens.

Mais le fait est que c'est aux États-Unis, à cause de l'existence d'un marché à terme (et de son mode de fonctionnement) que la spéculation sur l'or est la plus dangereuse pour l'ensemble du système monétaire et financier déjà soumis à de fortes tensions.

En France, et dans les autres pays du vieux continent (sans oublier les îles britanniques), la spéculation sur l'or est, du point de vue de l'économie générale, « regrettable ».

PAUL FABRA.
(Lire la suite page 39.)

UNE VIE EN OR

L'on ne croyait plus en rien, seules les vieilles idées avaient la peau dure.

Quant à l'arrogance de l'argent qui venait d'éclouer le président, on constatait qu'elle allait de pair avec son indispensable complément : la trépidation.

BERNARD CHAPUIS.

Le consensus français

par ALAIN DUHAMEL

Évoquée par le président de la République dans son entretien télévisé, puis par M. Marchais et par la C.G.T., la notion de « consensus social » constitue l'un des thèmes de la rentrée politique.

La chasse au consensus est ouverte. Ce sport distingué, d'origine plus anglo-saxonne ou scandinave que celle ou latine, passe, surtout selon les bons auteurs américains, pour rencontrer les plus extrêmes difficultés d'acclimatation en France. L'actualité immédiate le montre pourtant fort à la mode, et une observation plus continue incite même à nuancer fortement, voire à mettre en cause le diagnostic classique. Le consensus français n'est pas introuvable. Seulement, il se situe ailleurs et autrement que là où on l'attend en général.

D'abord parce que la chasse au consensus — c'est-à-dire à un

accord sensiblement plus large qu'une simple majorité arithmétique sur des valeurs et des orientations (1) est une activité plus fréquemment et largement pratiquée qu'en ne le croit par les dirigeants français, de toutes tendances.

Certes, le président de la République n'a pas l'équipage le plus viable et le plus ardent. Par fonction, par philosophie personnelle et par intérêt, il se montre le plus inlassable des chasseurs de consensus.

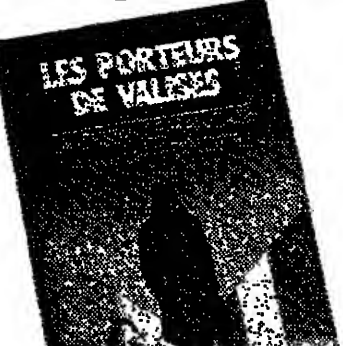
(Lire la suite page 4.)

(1) Voir, sur les définitions du consensus, le numéro spécial de la revue *Pouvoirs* (1978, n° 3).

LES PORTEURS DE VALISES

HERVÉ HAMON / PATRICK ROTMAN

Traîtres ou héros ?
Un grand document, des révélations exceptionnelles sur ces Français qui aidèrent le FLN pendant la guerre d'Algérie.



Albin Michel

La fin de la société du secret ?

par PIERRE DROUIN

La première génération des droits de l'homme est celle de 1789 (droits politiques), la seconde date de 1846 (droits sociaux), la troisième s'ouvre aujourd'hui (droit de savoir). Telle est la constatation que font M. René Lenoir, ancien secrétaire d'État à l'action sociale, et M. Baudouin Prot, inspecteur des finances, dans le rapport qu'ils viennent d'adresser au président de la République sur l'information économique et sociale (1).

Le document d'un peu plus de deux cents pages semble clair. Bien qu'il soit souvent ingrat d'informer sur l'information, les auteurs ne le croient pas. Ils ont fait chaque fois qu'ils le pouvaient au lieu de servir au public un catalogue utile, mais ennuyeux. Sur-tout, ils ont eu le courage de formuler des propositions, dont certaines comme celle qui critique le quasi-monopole d'État de l'appareil d'étude et de prévision économique ne fera pas précisément plaisir à certains responsables de la rue de Rivoli.

La France a rattrapé un retard considérable sur le chemin de la collecte, du traitement et de la diffusion de l'information économique et sociale. En 1939, la statistique générale de la France employait moins de cent cinquante agents contre près de deux mille cinq cents pour l'office statistique allemand. Aujourd'hui, le nombre total des personnes participant à titre principal à des travaux statistiques s'élève à plus de onze mille — dont neuf mille fonctionnaires (huit mille sept cents fonctionnaires en R.F.A. et six mille trois cent cinquante seulement en Grande-Bretagne).

De même, la formation des citoyens à progresser : les observations économiques régionales ont vu le jour et la presse accorde de plus en plus de place à ce secteur.

Mais, face à des demandes nouvelles, dues notamment à l'importance accrue des échanges extérieurs, nous sommes plus démunis et loin de répondre aux besoins d'information des entre-

(1) Le Monde du 19 septembre 1979.

LE RAPPORT LENOIR

« Les principales lacunes de la connaissance du présent », M. Lenoir et Prot s'en prennent aux indices de production industriels mensuels et trimestriels de l'INSEE, « peu significatifs », à l'observation des prix de la production « parents pauvres du domaine statistique », au « suivi des investissements » et « des stocks », très insuffisant. Autres zones d'ombre : les activités de commerce et de services, le parc des matériels des firmes, les données sur les disparitions d'entreprises, la prévision en matière technologique.

Sur la vie des citoyens, l'information est très inégale.

(Lire la suite page 40.)

LES CHRONIQUES DE PIERRE VIANSSON-PONTÉ

Présence d'un disparu

Il y a tout juste un an, Pierre Viansson-Ponté rentrait de très bonnes vacances, retrouvant avec plaisir son bureau de la rue de la Harpe, des camarades de l'estime et l'affection desquels il savait pouvoir compter, le vaste public de ses lecteurs fidèles, dont les lettres ne restaient jamais sans réponse. Il pensait à l'Académie. Mais nul ne connaît le jour ni l'heure. Blentôt apparurent les premiers symptômes du mal qui devait l'emporter après six mois d'atroces souffrances héroïquement supportées.

Jusqu'à la dernière seconde, on le sait, il eut à cœur de rédiger, avec une ponctualité que les circonstances rendaient bouleversante, ses chroniques hebdomadaires, « Au fil de la semaine », sans rien y transparaître du chemin de croix dont elles marquaient les stations. Ces articles du temps de l'épreuve ont été réunis en un volume qui sortira du début de l'année prochaine, et qui marquera la prise de congé définitive d'avec ses lecteurs d'un journaliste qui n'a pas une seule fois, quelles que fussent les circonstances — voyages, vacances, maladies — manqué son rendez-vous du samedi.

Le livre, qui paraît aujourd'hui sous le joli titre « Couleur du temps qui passe », derniers mots d'un feuilleton qu'il avait consacré à son deux centième « Au fil », regroupe des textes antérieurs, écrits en 1974, 1975 et 1976, c'est-à-dire en un temps où P. V.-P. ignorait totalement qu'il lui restait peu de temps à vivre, qu'il échapperait aux assauts du volant qu'il fustigeait avec sévérité, comme à la ségrégation des vieux à laquelle il a consacré un des plus beaux textes de ce recueil. On n'en est que plus frappé de la distance qu'il prend constamment par rapport à l'événement, de l'indulgence amusée qu'il manifeste la plupart du temps à l'égard de ses contemporains, de sa volonté de compréhension — sauf à l'égard des champions de l'occultisme qu'il rudoie sans ménagement. Autant de particularités plutôt rares chez un journaliste, et qui reflètent la sérénité d'un homme déjà conscient de la vanité des mots et des choses d'ici-bas — à l'exception de tout ce qui peut diminuer, effectivement, le poids des gens.

ANDRÉ FONTAINE.
(Lire la suite page 16.)

ÉTAIRES

Les cours de l'or en folie

Le cours de l'once d'or a atteint mardi 18 septembre un niveau record de 377,75 dollars, les demandes étant trois fois supérieures à l'offre. Cette hausse s'explique par la spéculation sur l'or, qui a été encouragée par la décision de la Réserve fédérale d'augmenter son taux d'escompte de 0,5 point, passant de 10,5 à 11 %.

Le cours de l'once d'or a atteint mardi 18 septembre un niveau record de 377,75 dollars, les demandes étant trois fois supérieures à l'offre. Cette hausse s'explique par la spéculation sur l'or, qui a été encouragée par la décision de la Réserve fédérale d'augmenter son taux d'escompte de 0,5 point, passant de 10,5 à 11 %.

Le cours de l'once d'or a atteint mardi 18 septembre un niveau record de 377,75 dollars, les demandes étant trois fois supérieures à l'offre. Cette hausse s'explique par la spéculation sur l'or, qui a été encouragée par la décision de la Réserve fédérale d'augmenter son taux d'escompte de 0,5 point, passant de 10,5 à 11 %.

Le cours de l'once d'or a atteint mardi 18 septembre un niveau record de 377,75 dollars, les demandes étant trois fois supérieures à l'offre. Cette hausse s'explique par la spéculation sur l'or, qui a été encouragée par la décision de la Réserve fédérale d'augmenter son taux d'escompte de 0,5 point, passant de 10,5 à 11 %.

Le cours de l'once d'or a atteint mardi 18 septembre un niveau record de 377,75 dollars, les demandes étant trois fois supérieures à l'offre. Cette hausse s'explique par la spéculation sur l'or, qui a été encouragée par la décision de la Réserve fédérale d'augmenter son taux d'escompte de 0,5 point, passant de 10,5 à 11 %.

Le cours de l'once d'or a atteint mardi 18 septembre un niveau record de 377,75 dollars, les demandes étant trois fois supérieures à l'offre. Cette hausse s'explique par la spéculation sur l'or, qui a été encouragée par la décision de la Réserve fédérale d'augmenter son taux d'escompte de 0,5 point, passant de 10,5 à 11 %.

Le Monde

idées

DÉFENSE

Dissuasion et dissuasions

par CHRISTIAN SCHMITT (*)

La dissuasion en question (1) est une formule ambiguë, ou tout au moins imprécise. De quelle dissuasion s'agit-il ? D'une doctrine nucléaire élaborée par une superpuissance comme les États-Unis, l'encontre d'une autre superpuissance de poids et d'enjeu comparables ? Ou bien d'une stratégie purement défensive conçue par une puissance militaire moyenne comme la France en vue de compenser son infériorité par rapport à un agresseur potentiel présumé beaucoup plus fort ?

Qu'appelle-t-on mise en question ? Simple révision de doctrines d'emploi particulières, nécessairement circonstancielles (représailles massives, riposte graduée, options nucléaires région-

les ou limitées), critique plus radicale des doctrines actuellement en vigueur dans les États-majors, ou condamnation des hypothèses sur lesquelles repose la logique du raisonnement de toute dissuasion nucléaire ? Il importe de savoir si les progrès technologiques récents en matière d'armement nucléaire portent atteinte à la dissuasion du fort au fort (première catégorie), à celle du faible au fort (deuxième catégorie) ou aux deux à la fois. Il convient, en outre, de se demander si ces transformations rendent caduques certaines des doctrines avancées, ou sapent les fondements théoriques de toute forme de dissuasion nucléaire.

même temps, notre dépendance technologique dans le domaine des systèmes de navigation tend à s'aggraver. Plus dommageable encore, bien que fort probable à relativement brève échéance, serait l'interdiction des essais nucléaires qui généraliserait considérablement notre production d'armes dans la phase de renouveau où elle se trouve engagée. Il faut également retenir les conséquences de la signature de traités de non-prolifération nucléaire sur nos approvisionnements en matière fissile. Enfin, la création d'une zone d'interdiction au centre de l'Europe entraînerait un repli territorial réduisant d'autant les possibilités de notre dissuasion.

Quels que soient le degré de proximité de ces échéances et leur probabilité de se transformer en contraintes, il semble des maintenant assuré que le maintien de notre doctrine de dissuasion nationale, telle qu'elle est définie aujourd'hui, se heurtera dans l'avenir à de sérieuses difficultés. Et pourtant, à l'encontre des hypothèses catastrophistes précédemment examinées, l'évolution tendancielle de l'environnement international ne permet pas de conclure à une remise en cause radicale du noyau dur de notre système, qui reste celui de la dissuasion anti-cité. C'est pourquoi, pour tenir compte à la fois de

l'orientation des nouvelles techniques (miniaturisation, armes propres...) et des tendances lourdes qui se manifestent dans la diplomatie mondiale (processus des accords SALT, négociation de traités de non-prolifération, etc.), la parade semble résider en un réajustement quantitatif, aussi bien que qualitatif, de notre composante A.N.T. terrestre, afin de l'intégrer de manière plus crédible dans la définition de notre dissuasion. Cette révision ne va pas sans implications sur l'étendue de l'espace géographique ainsi protégée ce qui conduit directement à la question brûlante de la recherche d'une formule de dissuasion européenne, sans qu'il soit besoin de faire intervenir les considérations économiques du coût financier, pourtant non négligeable.

À ce stade du raisonnement, il importe toutefois de ne pas confondre le possible et le souhaitable. Même si beaucoup d'arguments semblent converger en faveur d'une solution européenne, son élaboration concrète rencontre des objections, bien connues d'ordre national, touchant à l'autonomie de la décision d'emploi, et d'ordre international, comme le rappelle la réaction récente des autorités allemandes. Ces oppositions élevées au nom du réalisme à court terme ne devraient pas cependant stériliser les efforts d'imagination qui requièrent une vision lucide du long terme.

(1) Expression d'A. Fontaine, *Le Monde* du 5 septembre.

De tout un peu...

DE récents articles parus dans *Le Monde* ont fait progresser les débats sur la sécurité nationale. Cependant, comme souvent en France, ceux-ci sont restés bien théoriques. C'est dans l'application pratique sur le terrain que l'on reconnaît le succès ou l'échec.

Chacun sait que notre sécurité nationale peut être recherchée, grosso modo dans deux directions : l'alliance atlantique plus ou moins intégrée ou la dissuasion plus ou moins indépendante. Sous le général de Gaulle, furent forgées les outils de base sans que fut abordée l'organisation définitive de la dissuasion, notamment l'organisation de la défense civile. Peu à peu, l'après-gaullisme a consacré une troisième option pour notre système militaire qui préservait l'avenir par trop incertain : un peu de dissuasion, un peu de forces classiques, un peu de forces d'intervention lointaine.

Il est juste et honnête de reconnaître les mérites de la rue Saint-Dominique et des trois armées pour nous doter du meilleur outil possible compte tenu des moyens accordés par le cadre d'une économie où l'inflation érode péniblement les plans d'armements successifs. Certains succès dans la vente de nos systèmes d'armes comme dans nos interventions lointaines en témoignent.

Mais, ce qu'il faut que les Français sachent, c'est qu'en cas de guerre généralisée en Europe, leur situation ne serait pas plus enviable qu'en 1940 parce que, justement, nous avons choisi de ménager l'avenir plutôt que de préparer le présent. Nous n'avons pas choisi vraiment la dissuasion nucléaire : notre retard technologique se creuse, et, quantitativement, nous sommes loin du compte. Le budget devrait consacrer, par définition, au moins 51 % des ressources totales à la dissuasion. Avons-nous eu moins l'aspiration de construire une panoplie sérieuse d'armements classiques pour en doter nos trois armées ? Pas davantage. Nous avons, grâce à des efforts d'ingénierie, de tout un peu, et nous pouvons fournir des défenses militaires très convenables au 14 juillet et participer à des manœuvres très concluantes chaque année.

L'heure du choix est arrivée et, si, comme il apparaît dans les sondages, les Français veulent que leur sécurité soit assurée par une force de dissuasion nucléaire indépendante, ils sont loin du compte dans les conditions actuelles d'organisation et de moyens.

ANDRÉ MARTIN,

général d'armée aérienne (C.S.), ancien chef d'état-major de l'armée de l'air.

Comparer le comparable

Considérons un seul aspect du progrès technique : la précision accrue des tirs des missiles nucléaires stratégiques à longue portée, type S.S.17 soviétique. Il est incontestable que, cette donnée nouvelle est de nature à gêner la doctrine américaine de la riposte graduée. La distinction classique entre emploi stratégique et tactique de la force nucléaire ne coïncide plus, en effet, nécessairement avec l'ampleur des dommages infligés à l'adversaire (frappe anti-cité, frappe anti-forces), et l'ordre et le niveau des ripostes, fondés sur la gradation des attaques, peuvent se trouver à tout moment remis en cause. Il en résulte un accroissement de la probabilité d'un conflit nucléaire mondial, entraîné par une certaine déséquilibre de l'équilibre de la terreur. Que ce risque se trouve encore aggravé par une inégalité de la vulnérabilité respective des installations au sol des Américains et des Soviétiques, en raison des conditions géographiques de leurs implantations, n'est guère discutable.

Ces arguments ne suffisent pas à remettre en cause la logique même de la dissuasion entre les deux Super-Grands. Le raisonnement doit prendre en compte l'ensemble des composantes nucléaires stratégiques (sol-air-mer), c'est moins la vulnérabilité que la capacité des forces du point de vue de l'adversaire qui constitue la clé du système, et le pari de la dissuasion ne repose jamais sur une évaluation en termes absolus de la situation port complexe (ratio de suffisance). On ne doit donc pas interpréter aujourd'hui la vulnérabilité du territoire américain et l'apparition d'un déséquilibre entre les États-Unis et l'Union soviétique comme les signes avant-coureurs de l'obsolescence iné-

table de toute dissuasion du fort au fort.

Qu'en est-il maintenant de la dissuasion du faible au fort ? Ce qui est vrai de la vulnérabilité des missiles S.S.B.S. (sol-sol balistiques stratégiques) américains l'est a fortiori de nos installations du plateau d'Albion, d'autant que nous ne disposons pas encore de lanceurs mobiles. Ici tout repose sur le couple « risque-enjeu » tel qu'il est susceptible d'être perçu par notre adversaire. Or, la pierre angulaire de ce système réside actuellement dans nos S.N.L.E. (sous-marins nucléaires lanceurs d'engins) à cause du rôle de frappe en second dont la menace assure indirectement la protection de S.S.B.S.

Le fait que les M.S.B.S. (mer-sol balistiques stratégiques), dont sont dotés nos sous-marins nucléaires ne soient capables aujourd'hui que de représailles massives n'affaiblit en rien leur crédibilité, car notre doctrine nucléaire est exclusivement défensive. Quant aux risques de détecter les S.N.L.E., il semble qu'ils ne soient pas encore à l'ordre du jour scientifique.

Il ne faudrait pas en conclure que la doctrine française soit à l'abri de toute révision. En premier lieu, parce que les progrès dans la précision des tirs ne constitue pas la seule innovation technologique stratégiquement significative, et il serait nécessaire d'examiner aussi les conséquences de l'apparition à terme d'armes nouvelles (laser, canon à particules, etc.). En second lieu, parce que les doctrines qui suivent généralement plus qu'elles ne précèdent les innovations techniques de l'armement, sont également tributaires, quoique à un moindre degré, du développement des relations économiques et politiques internationales.

Vrais et faux problèmes

La véritable interrogation porte moins sur l'adéquation de la doctrine française à la situation actuelle que sur son aptitude à répondre à des éventualités futures. En matière nucléaire, en effet, toute décision concernant le système de défense implique un horizon temporel de plus de dix ans. C'est, par conséquent, sur le mode prospectif seulement qu'il peut être opportun de mettre la force de dissuasion française en question. Encore faut-il distinguer l'ordre du possible qui n'exclut a priori aucune éventualité, de l'ordre du probable pour ne pas dire du probable, qui se fonde sur les tendances des à présent observables.

Dans la première perspective, tous les bouleversements techniques seraient susceptibles de réduire à zéro la crédibilité de notre stratégie de dissuasion nucléaire : la découverte de procédés de détection des sous-marins nucléaires, le perfectionnement des antimissiles (A.B.M.) et la généralisation des formules de protection civile. En ce qui concerne les relations internationales, trois situations pourraient également dans l'absolu anéantir la crédibilité psychologique de notre dispositif : l'interdiction de frappe en premier anti-cité, l'impossibilité de frappe en second et, naturellement, l'interdiction d'emploi de toute arme nucléaire. Il résulte de cette double énumération que les cas de figure qui conduiraient à l'anéantissement de notre système de dissuasion nationale paraissent heureusement peu probables. On observera du reste que la majorité d'entre eux aboutiraient à remettre en cause non seulement notre doctrine actuelle, mais toute possibilité de dissuasion nucléaire quelle qu'elle soit.

En ce qui concerne l'incidence de l'évolution en cours des relations internationales sur la fiabilité de notre doctrine, le tableau est plus inquiétant. Les clauses de non-transfert de technologie et de non-convoitement, telles qu'elles sont prévues par le dispositif des accords SALT 2, si elles ne touchent notre sys-

Pour une politique d'indépendance

par DIDIER MOTCHANE (*)

Il est clair aujourd'hui que les deux superpuissances accèdent à une vision conjoints et planétaire de la sécurité du monde. Les deux accords SALT, dont le second n'est toutefois pas encore ratifié, comme l'accord sur la prévention de la guerre nucléaire, ont bien délimité les deux encastres, américain et soviétique. Et, à ces deux territoires se trouvent — dans la limite du respect des accords — à l'abri d'un conflit thermonucléaire, cela signifie aussi que les autres se trouvent à leur merci.

De là naît la dimension essentielle de la menace qui pèse sur nous : ce ne sont pas tant les divisions soviétiques se ruant à l'assaut de l'Europe dans un nouveau Blitzkrieg, mais bien davantage l'utilisation de notre continent comme théâtre d'un conflit décidé par les deux superpuissances, et elles seules. C'est l'hypothèse de la bataille en Europe.

Après le débat au Congrès de Washington sur l'opportunité d'installer des bombes à neutrons en Europe, c'est l'ancien secrétaire d'État Kissinger qui, depuis Bruxelles, incite les Européens à se préparer

au conflit, en développant leurs forces conventionnelles et leurs armes nucléaires de théâtre. Le Pentagone a sa logique : si le conflit ne peut et ne doit pas avoir lieu sur les territoires sanctuarisés, il pourrait bien intervenir d'une manière graduée sur le sol européen. Mais cette logique représente à l'évidence un défi lancé aux Européens, qui ne sauraient se résoudre à servir de test ou d'enjeu.

C'est ce risque majeur qui justifie notamment l'option de dissuasion en faveur d'une force de dissuasion indépendante. Elle représenterait, en effet, le seul moyen de mettre en échec la stratégie de riposte graduée. En refusant l'hypothèse de la bataille, en plaçant immédiatement au niveau stratégique toute idée de conflit en Europe, une capacité de dissuasion indépendante des blocs peut écarteler et empêcher un conflit sur le sol européen. C'est un considérable obstacle placé sur le chemin de la stratégie élaborée en commun par les superpuissances. On conçoit sans peine que les États-Unis, comme l'Union soviétique, s'emploient à la réduire.

Une erreur flagrante

Comment évoquer la perspective des négociations SALT 3 sans avoir précisé à l'esprit cette donnée fondamentale : sur ce point au parti socialiste, et je ne partage pas l'avis de Jean-Pierre Cot (1). Affirmer que les États-Unis et l'Union soviétique pourraient accepter une participation à part entière de la France aux SALT 3 semble méconnaître profondément les positions respectives.

Du côté soviétique, l'exigence est constante de voir les forces françaises intégrées au contingent OTAN. Rien n'indique la moindre probabilité d'évolution en ce domaine. A Washington, l'heure est au renforcement des liens occidentaux. Et, lorsque, à Ottawa, le 19 juin 1974, à l'issue du Conseil atlantique, les pays signataires du traité de l'Atlantique nord affirment que les forces nucléaires et britanniques sont « en mesure de jouer un rôle propre contribuant au renforcement de la capacité de dissuasion de l'Alliance » (2), ils annoncent clairement la couleur. La force française est mise sur le même plan que les armes nucléaires britanniques, dont la clé est pourtant dans la main des Américains ! C'est assez dire le peu de cas qui est fait de l'indépendance de la dissuasion française, dans l'esprit de l'OTAN. De plus, l'idée avancée de « capacité de dissuasion de l'Alliance » est révélatrice. L'OTAN ne conçoit la force nucléaire française qu'intégrée et contrôlée : il faut être aveugle pour ne pas le voir.

Dans ces conditions, tirer de ce texte l'idée que les pays de l'OTAN accorderaient à la force française le caractère de « système » central, relève d'une flagrante erreur d'analyse. C'est, à vrai dire, la première

fois qu'une interprétation aussi stupéfiante est donnée de cette déclaration du Conseil d'Ottawa, dont tous les observateurs ont apprécié, à sa juste mesure, la tonalité fortement atlantique (3). La réalité ne se situe pas encore à nos exigences ! Il n'y a pas, pour la France, de participation possible aux SALT 3 sans soumission au système des blocs, et intégration au contingent OTAN. En d'autres termes, encore que l'attitude du pouvoir général viendrait nous éclairer. Comment attendre de Giscard d'Estaing une attitude d'indépendance dans une telle négociation ? Alors que tous les aspects de sa politique sont marqués par une intégration croissante et dans tous les domaines, dans le monde atlantique ?

Au demeurant, les partisans de la participation française aux SALT 3 ne nous donnent guère d'explications sur le rôle que nous y jouerions. Si l'on envisage une sorte de proportionnelle absurde par laquelle la force française serait amputée d'un même pourcentage que celle des blocs, nous serions rapidement sans défense, et à la merci des États-Unis et de l'Union soviétique. Et si l'on s'agit de définir des profondeurs d'armements, le niveau des forces françaises est si éloigné des potentiels des superpuissances que ces profondeurs seraient sans signification pour nous, et notre participation aux SALT 3 sans objet. J'imagine mal, en fin, l'utilité d'un satellite d'observation pour vérifier « si l'U.R.S.S. tiendra ses engagements ». Vérifier si l'U.R.S.S. a la capacité de nous détruire cinquante ou soixante ou cent vingt fois me paraît sans grand intérêt au plan politique ou militaire, et l'Agence spatiale européenne a mieux à faire, à commencer par son programme de lanceurs.

On pourrait objecter que notre participation aux SALT 3 pourrait déboucher la situation en Europe, en tentant de mettre fin à la sujétion militaire vis-à-vis des États-Unis. A mon sens, rien n'est plus douteux. Il est vrai que le problème allemand est au cœur de toute perspective, et il y a quelque chose d'irritant à constater la dépendance étroite à laquelle l'Europe est tenue de ce fait. Mais, même si l'Allemagne fédérale s'interroge légitimement sur la fiabilité du parapluie américain, elle n'a point l'intention de lâcher la proie pour l'ombre. Et on ne cache pas à Bonn que l'insertion dans l'OTAN ne peut être mise en cause. Dans le contexte actuel, et compte tenu des liens étroits qui lient la R.F.A. comme nos autres voisins européens aux États-Unis, on n'imagine pas d'attente ou d'organisation militaire commune qui ne soit placée directement ou indirectement sous contrôle américain. Et la participation française aux SALT 3 non seulement ne changerait rien à cette situation, mais, en faisant rentrer la France dans le bercail atlantique, lui interdirait de parler le langage de l'indépendance et du refus des blocs.

(*) Député (P.S.) à l'Assemblée européenne.

Il y a actuellement tout un ensemble de faits ou de déclarations qui, s'ils ne sont pas concertés, risquent fort de pencher tous dans le même sens. Une coopération franco-allemande dans le domaine nucléaire aboutirait à placer la force de dissuasion française sous contrôle intégral : la participation de la France aux SALT 3 ferait de même inclure la force de dissuasion dans le contingent OTAN ; enfin, la tentative d'extension à la défense des compétences de l'Assemblée européenne conduit tout droit à une résurrection de l'antique C.E.D. La plupart de ces démarches ne sont, bien sûr, pas innocentes. Mais, faut-il se résigner pour autant, et abandonner tout espoir de voir les pays d'Europe s'affranchir de la pesante tutelle atlantique ? Plusieurs facteurs peuvent nourrir l'espérance et fonder notre réflexion sur des bases plus sérieuses. En premier lieu, la force de dissuasion française, si sa crédibilité est maintenue, en permettant d'écarteler le risque d'un conflit sur notre continent, est un puissant facteur de stabilité en Europe. Il est possible que nos voisins viennent un jour à en tirer les conséquences.

En second lieu, pour conquérir la paix et l'indépendance en Europe — ce qui suppose le désenclavement par rapport au système des blocs — il n'est pas exclu d'envisager la recherche d'un accord de sécurité collective en Europe, fondé sur des bases entièrement nouvelles (réduction et retrait des forces stationnées, retrait des armements nucléaires stratégiques du centre de l'Europe, conclusion de pactes de non-agression entre les États des deux blocs). Si le problème de la sécurité européenne est devenu insoluble, à coup sûr les socialistes doivent lutter pour en changer les données, et non abdiquer par résignation. Mais, à brûler les étapes, on risque fort de jouer les apprentis sorciers et de transformer l'idée de défense européenne en théâtre de marionnettes, ou les marionnettes seraient manipulées par les États-Unis. C'est pourquoi la recherche d'un nouvel accord de sécurité collective suppose, pour aujourd'hui, une politique de défense authentiquement indépendante, garantie de paix pour le présent, et about inévitable pour engager l'avenir sur des bases novatrices.

(1) *Le Monde* des 9 et 10 septembre 1979.
(2) Cité partiellement par J.-P. Cot.
(3) Cf. *Le Monde* du 6 janvier : « La place de l'Europe dans les négociations SALT », par J. Izard.

Édité par la S.A.R.L. Le Monde.
Général : Jacques Favet, directeur de la publication.
Jacques Sauvageot.

Imprimerie de « Monde » 5, rue de Valenciennes PARIS-IX.
1977

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration.

DÉCOUPEZ ET RETOURNEZ CE BON

Je désire recevoir sans engagement de ma part, une information sur la meilleure façon de me constituer un patrimoine diamant.

NOM..... PRÉNOM.....

ADRESSE.....

CODE..... VILLE..... 1979/MO

CONSEIL DIAMANTAIRE INTERNATIONAL
18, CHAMPS-ÉLYSÉES - 75008 PARIS
Tél: 723.78.20

VOUS SAUREZ POURQUOI LE DIAMANT EST UN RÉEL INVESTISSEMENT

- On peut investir facilement dans le diamant.
- On peut acquérir une pierre de grande valeur avec seulement 500 F par mois.
- L'anonymat est légal.

MAIS

- Quel profit peut-on espérer ?
- Le certificat d'authenticité est-il une garantie de revente ?
- A quel moment doit-on revendre son diamant ?
- Quel est le pourcentage de l'érosion monétaire par rapport au diamant ?

APN 120120

DIPLOMATIE

A L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DES NATIONS UNIES

La question de la représentation cambodgienne a été soulevée dès la première séance

De notre correspondante

New-York (Nations unies). — La première séance de l'Assemblée générale des Nations unies, ouverte mardi 18 septembre, promet d'être assez animée. L'affaire Andrew Young et le sommet des pays non-alignés à La Havane sont trop proches pour ne pas peser sur les débats qui seront surtout dominés par les problèmes du Cambodge et du Proche-Orient et par la crise mondiale de l'énergie. Plusieurs « vedettes » sont attendues. Outre le pape Jean-Paul II le 2 octobre, M. Fidel Castro interviendra devant l'Assemblée à une date que les services de sécurité tiennent secrète. Le roi Hussein de Jordanie, le président du Mexique, M. Lopez Portillo, et peut-être le chef de l'O.L.P., M. Arafat, sont également annoncés.

Dès la première journée, la question de la représentation cambodgienne a été soulevée par la délégation vietnamienne, dont le représentant, M. Ha Van Lau, avait transmis la veille au président de l'Assemblée générale et au secrétaire général un message de M. Heng Samrin. Le président du conseil populaire révolutionnaire du Kampuché demandait aux Nations unies d'intervenir pour qu'une délégation de cet organisme puisse participer aux débats. Cette délégation, conduite par M. Hun Sen, ministre des affaires étrangères de M. Samrin, comprendrait aussi MM. Chas Soth, Prum Sangheng, Kong Kom et Nhat.

La protestation de M. Ha Van Lau contre « la présence illégale de la clique Pol Pot à l'Assemblée générale » fera l'objet d'une discussion de la commission de vérification des pouvoirs, qui annoncera sa décision vendredi.

Un président tanzanien
Le représentant de la Tanzanie, M. Salim Ahmed Salim, a été désigné comme président de la nouvelle Assemblée générale. Dans son discours, M. Salim s'est déclaré très préoccupé par la réces-

SION MONDIALE et par les risques qu'elle fait courir aux pays pauvres. Il a souhaité que les Nations unies tiennent compte des résolutions de la conférence de La Havane et favorisent une relance du dialogue Nord-Sud. Il a salué « les nations asservies par le colonialisme et le racisme », et lancé une attaque contre « le système d'apartheid et ses instruments brutaux de répression contre le peuple africain ». Soulignant « l'aggravation de la situation au Zimbabwe », M. Salim y a vu un échec des Nations unies, qui ont pourtant remporté par ailleurs de nombreux succès dans leur politique de décolonisation, selon le nouveau président.

M. Salim a consacré une importante partie de son discours à la situation « fluctuante et complexe » au Proche-Orient. « La paix, a-t-il dit, est conditionnée dans la région par la reconnaissance des droits inaliénables des Palestiniens à l'autodétermination, y compris le droit à un État indépendant ». Soulignant que « le rôle de l'O.L.P. sera déterminant dans le processus de paix », M. Salim s'est élevé contre « les bombardements aveugles des objectifs civils au Liban ».

La plupart des autres interventions ont porté sur la gravité de la crise économique et la pénurie d'énergie. Malgré les réticences de certains pays de l'O.P.E.P., il semble que la question du prix du pétrole sera abordée au cours de cette session. Le discours très attendu de M. Lopez Portillo pourrait donner le coup d'envoi des débats sur ce thème. Le Koweït, l'Arabie Saoudite, mais aussi l'Algérie, souhaiteraient que les Nations unies organisent une conférence sur la crise mondiale de l'énergie, ainsi que l'ont suggéré les pays membres du groupe des Soixant-Dix-Sept lors de la conférence de La Havane.

NICOLE BERNHEIM.

M. Salim Ahmed Salim UN HABITUÉ DU SÉRIAL

Le nouveau président de l'Assemblée générale des Nations unies, M. Salim Ahmed Salim, est représentant permanent de la Tanzanie aux Nations unies en même temps qu'ambassadeur de son pays à Cuba et haut commissaire pour la Guyana, la Barbade, la Jamaïque, la Trinité et Tobago.

Né près de Zanzibar, en 1942, dans une famille de dix-huit enfants, il a fait ses études à l'université de New-Delhi et à l'université de Columbia à New-York.

Il a commencé sa carrière diplomatique, à vingt-deux ans, à La Havane. Il a été ensuite ambassadeur en Égypte, haut commissaire en Inde, puis ambassadeur en Chine et en Corée. Arrivé en 1970 aux Nations unies comme représentant permanent de son pays, il s'est fait une réputation de finesse et de modération. Il est le plus jeune président de l'Assemblée générale, après l'ancien ministre algérien des affaires étrangères, M. Bouteflika. — N.B.

● **L'admission de Sainte-Lucie, de la République de Saint-Pierre et de la République de l'Île de la Neige.** — Dans un communiqué conjoint publié le mardi 18 septembre à Moscou et à Aden, les deux gouvernements manifestent l'intention de faire entrer la République démocratique du Yémen au Conseil, ce qui est le « marché commun » des pays socialistes. Le communiqué fait état de l'identité des positions « des deux pays après la récente visite à Aden du président du conseil soviétique, M. Kossyguine. — (A.F.P.)

● **La conférence de Londres sur le Zimbabwe-Rhodesie.** — Le Front patriotique a proposé, mardi 18 septembre, un système de partage du pouvoir pendant six mois en attendant l'indépendance légale du Zimbabwe. MM. Nkomo et Mugabe préconisent l'instauration, au cours de cette période intermédiaire, d'un « conseil de gouvernement » formé de huit membres, quatre appartenant au Front patriotique, et quatre représentant la Grande-Bretagne ou le gouvernement de Salisbury. La veille, lord Carrington, ministre britannique des affaires étrangères et président de la conférence, avait décidé, pour faire sortir la négociation de l'impasse, d'engager des discussions séparées avec les délégations africaines. — (Reuter.)

● **Le chef de l'État portugais, le général Spínola et sa femme, se rendront en visite officielle en France du 6 au 11 octobre, à l'invitation du président de la République française et de celle d'Espagne.** Cette visite fait suite à celle du président français à Lisbonne du 10 au 21 juillet 1978. — (A.F.P.)

● **M. Mobutu, président du Zaïre, rencontrera mercredi 19 septembre, M. Giscard d'Estaing.**

● **Le chef de l'État tanzanien, M. Salim Ahmed Salim, a été désigné comme président de la nouvelle Assemblée générale.** Dans son discours, M. Salim s'est déclaré très préoccupé par la réces-

● **Le chef de l'État portugais, le général Spínola et sa femme, se rendront en visite officielle en France du 6 au 11 octobre, à l'invitation du président de la République française et de celle d'Espagne.** Cette visite fait suite à celle du président français à Lisbonne du 10 au 21 juillet 1978. — (A.F.P.)

● **M. Mobutu, président du Zaïre, rencontrera mercredi 19 septembre, M. Giscard d'Estaing.**

● **Le chef de l'État tanzanien, M. Salim Ahmed Salim, a été désigné comme président de la nouvelle Assemblée générale.** Dans son discours, M. Salim s'est déclaré très préoccupé par la réces-

● **Le chef de l'État portugais, le général Spínola et sa femme, se rendront en visite officielle en France du 6 au 11 octobre, à l'invitation du président de la République française et de celle d'Espagne.** Cette visite fait suite à celle du président français à Lisbonne du 10 au 21 juillet 1978. — (A.F.P.)

● **M. Mobutu, président du Zaïre, rencontrera mercredi 19 septembre, M. Giscard d'Estaing.**

● **Le chef de l'État tanzanien, M. Salim Ahmed Salim, a été désigné comme président de la nouvelle Assemblée générale.** Dans son discours, M. Salim s'est déclaré très préoccupé par la réces-

● **Le chef de l'État portugais, le général Spínola et sa femme, se rendront en visite officielle en France du 6 au 11 octobre, à l'invitation du président de la République française et de celle d'Espagne.** Cette visite fait suite à celle du président français à Lisbonne du 10 au 21 juillet 1978. — (A.F.P.)

● **M. Mobutu, président du Zaïre, rencontrera mercredi 19 septembre, M. Giscard d'Estaing.**

● **Le chef de l'État tanzanien, M. Salim Ahmed Salim, a été désigné comme président de la nouvelle Assemblée générale.** Dans son discours, M. Salim s'est déclaré très préoccupé par la réces-

SUITE AU MÉMORANDUM FRANÇAIS

Les Neuf acceptent les principes d'une révision du traité d'EURATOM

Bruxelles (Communautés européennes). — Les réactions de nos partenaires ont été très encourageantes. Personne n'a contesté la nécessité de remettre à jour ce chapitre du traité d'EURATOM, et il y a accord sur les principes qui doivent guider cette opération. — Tels furent les commentaires de M. François-

Poncet, après que les ministres des affaires étrangères des Neuf eurent débattu du mémorandum, soumis par la France en juillet, demandant la modification du chapitre 6 du traité d'EURATOM. Seuls les Néerlandais ont manifesté de l'hostilité à l'égard de la démarche française.

De notre correspondant

Le chapitre 6, qui traite de l'approvisionnement de la Communauté en combustibles nucléaires (il s'agit de l'uranium naturel, de l'uranium enrichi ou du plutonium), confie le monopole des transactions à l'Agence d'approvisionnement d'EURATOM. Ce sont ces prérogatives, à leurs yeux exorbitantes, que les Français veulent voir supprimer. Ils assurent, sur des bases juridiques plus solides qu'aujourd'hui, la liberté et la sécurité des industriels qui ont investi dans le cycle du combustible.

Il a été décidé, mardi 18 septembre, de créer un groupe de travail à haut niveau qui assistera la commission pour rédiger la nouvelle version du chapitre 6. M. Soutou, ancien secrétaire général du Quai d'Orsay, représentera la France dans ce groupe.

M. François-Poncet a réaffirmé devant le Conseil les principes de la thèse française. Maintenant que l'Agence nucléaire a atteint la « maturité industrielle », il convient de réviser le chapitre 6 qui, depuis longtemps, n'est pas appliqué de telle manière qu'il corresponde à ce qui se passe dans la réalité. Il s'agit là d'une opération limitée, clairement circonscrite et d'autant plus légitime que l'aménagement du chapitre 6 est explicitement prévu par le traité d'EURATOM lui-même.

La révision proposée par Paris vise surtout à supprimer deux dispositions dirigées : le droit exclusif de l'Agence d'igner des contrats, et le monopole d'accès aux combustibles disponibles pour tous les utilisateurs communautaires. « Il est nécessaire », souligne le ministre français, que les industriels puissent bénéficier des résultats de ceux-ci. Le système actuel, s'il était appliqué, pourrait conduire ceux qui n'ont pas fait d'effort financier à réclamer le même accès à la production d'une entreprise que ceux qui ont aidé à la créer. Autrement dit, l'effort de ces derniers risquerait de se trouver pénalisé. »

La disparition de la notion d'accès, c'est-à-dire du droit d'option sans limite donné théoriquement à l'Agence, permettra de rééquilibrer au profit des producteurs de combustibles un cycle qui, outre son inspiration fédérale, a été conçu, en raison de la situation de l'énergie, de façon à privilégier les intérêts des utilisateurs de combustibles, c'est-à-dire des producteurs d'électricité.

Le ministre français a insisté sur le fait que la réforme demandée par Paris n'aurait pas pour conséquence d'élimer le contenu communautaire de la politique d'approvisionnement. Le mémorandum français prévoit qu'une préférence communautaire peut jouer à deux niveaux : à celui de l'investissement (dorsqu'une entreprise du cycle du combustible se crée, une procédure pourrait être prévue afin d'inviter les industriels de la Communauté concernés à coopérer) et à celui du marché (en temps normal, les producteurs de combustible et les utilisateurs — producteurs d'électricité — doivent échanger des livres d'achat et de vendre à qui ils veulent). Mais, en temps de crise — il reviendra, selon les Français, au conseil des ministres le soin de déclarer cet état — il pourrait être imaginé qu'une fois servis les utilisateurs liés aux producteurs par des liens financiers, la priorité soit donnée aux clients de la Communauté, avant ceux des pays tiers.

Cette préférence, a ajouté M. François-Poncet, ne devra pas jouer uniquement en cas de pénurie. Il faut qu'en cas de surproduction déclarée, le marché des Neuf puisse constituer un débouché privilégié pour les producteurs communautaires de combustibles.

Disparition du monopole
Reste la redéfinition du rôle de l'Agence. La pourrait résider l'un des points difficiles dans les discussions. Son monopole devra disparaître, ce que déjà ne serait-ce que par nostalgie fédérale — certains considèrent probablement comme un recul (c'est dans cet esprit, semble-t-il, qu'il faut interpréter l'animosité manifestée par le ministre néerlandais), même si ce monopole ne correspond à rien dans la réalité, en ce qui concerne le problème important, aux yeux des pays partenaires, de la transparence du marché. M. François-Poncet a observé que, si certaines informations doivent être périodiquement transmises à l'Agence (durée des contrats, niveau moyen des prix...), il n'était pas souhaitable, pour de simples raisons de secret des affaires, de lui communiquer les contrats dans leur totalité. Ce type de restriction, on peut le penser,

sera contesté par certains États-membres qui ne sont pas convaincus que la France, producteur notable de combustible, souhaite réellement promouvoir la transparence du marché.

Répondant de la sorte aux questions posées depuis juillet par certains gouvernements membres, le ministre français a abordé le problème de la libre circulation du combustible nucléaire, bien qu'il ne soit pas traité dans le mémorandum. Le plutonium ou l'uranium hautement enrichi, qui sont susceptibles d'utilisation militaire, ne peuvent circuler dans la Communauté comme du beurre ou de l'aluminium, a-t-il expliqué ; mais il n'y a plus d'obstacle à une libre circulation effective à partir du moment où les Neuf auront dégagé en commun des règles concernant la non-prolifération. Une invitation supplémentaire à coopérer.

Les Français, satisfaits de l'accueil réservé à leur initiative, ont, sur deux autres affaires nucléaires en attente depuis de longs mois, consenti un effort dans le sens souhaité par les pays partenaires et par la Commission. Ils ont adopté le mandat permettant à cette dernière de négocier la convention internationale sur la protection physique des matières nucléaires en cours de négociation à Vienne. Il a été toutefois précisé que la mise en œuvre des mesures pratiques restera exclusivement de la compétence des États. D'autre part, le Conseil a approuvé un mandat autorisant la Commission à négocier un accord d'approvisionnement avec l'Australie. Cet accord viendra compléter ceux négociés bilatéralement par les États membres : le Royaume-Uni a déjà signé un tel accord et la France s'apprête à engager une négociation analogue avec Canberra.

PHILIPPE LEMAITRE.

● **Le bureau politique du Parti populaire européen** (qui groupe les démocrates-chrétiens) a réuni mardi 18 septembre, à Bruxelles, le projet de budget de la C.E.E. pour 1980 adopté la semaine dernière en première lecture par le conseil des ministres des États des Neuf, annonce un communiqué. Le P.P.E. souhaite, en particulier, que soient rétablis les crédits nécessaires à des politiques nouvelles dans les domaines énergétique, monétaire, industriel, de politique régionale et de l'approvisionnement en matières premières. — (A.F.P.)

A TRAVERS LE MONDE

Argentine

● **L'ANCIEN PRÉSIDENT HECTOR CAMPORA** pourra être traité de son cancer à Buenos Aires, mais il n'est pas question, en octobre 1979, au cours de son séjour, de lui accorder un sauf-conduit pour quitter l'Argentine, assure-t-on de bonne source, mardi 18 septembre, dans la capitale argentine.

M. Hector Campora, âgé de soixante-dix ans, est réfugié depuis quarante mois à l'ambassade mexicaine, où le gouvernement argentin, dans un communiqué officiel publié au moment où les membres de la Commission interaméricaine des droits de l'homme s'entretenaient avec l'ex-président, a indiqué qu'il lui offrait « les services médicaux nécessaires ». — (A.F.P.)

Ouganda

● **LA VIOLENCE A REPRIIS À KAMPALA** après deux semaines de calme relatif. Quatorze meurtres ont été commis, en effet, les 15 et 16 septembre. M. Binsale, chef de l'état-major, jugé indispensable, pendant neuf mois encore, le maintien de vingt-cinq mille soldats dans le pays.

Deux personnalités ougandaises ont été tuées récemment : M. Knoch Olinga, l'un des dirigeants de la secte Baha'i et M. James Ssebwa, un membre du conseil des ministres qui avait soutenu l'ancien président, M. Lule, au cours de son bref passage à la direction du pays.

D'autre part, les États-Unis octroient une aide de 6,4 millions de dollars à l'Ouganda, a déclaré M. Kealey, vice-secrétaire d'état adjoint aux questions africaines. — (A.F.P., U.P.I.)

Paraguay

● **LE VICE-PRÉSIDENT DU PARTI LIBÉRAL AUTHENTIQUE, M. Domingo Laino, arrêté samedi « pour interrogatoire », ne sera pas condamné à l'exil, a déclaré, mardi 18 septembre, un porte-parole du ministère de l'Intérieur.** M. Laino, qui avait déjà été détenu l'année dernière pendant trente jours et libéré à la suite de pressions américaines, est maintenant dans l'isolement le plus total au ministère de l'Intérieur. Il avait déclaré avoir été torturé pendant sa détention en 1978. — (Reuter.)

Suède

● **UNE COUR D'APPEL DE STOCKHOLM a réduit de quatre à trois ans, mardi 18 septembre, la peine de pri-**

son du commissaire principal Hans Melin, condamné en mai pour avoir photocopié des renseignements sur l'organisation des services de sécurité suédois, qu'il s'apprêtait à remettre à des fonctionnaires soviétiques, et avoir transmis des renseignements sur des étrangers à des représentants irakiens, américains et soviétiques. Le condamné se trouve en liberté pour raisons de santé. Il doit prochainement subir une opération. — (A.F.P.)

Turquie

● **SIX PROFESSEURS** d'un lycée technique d'Adana (sud de la Turquie) ont été assassinés dans la nuit du 18 au 19 septembre. Un autre professeur et un employé de l'établissement ont été blessés par les meurtriers. Les enseignants ont été surpris par deux hommes masqués alors qu'ils regardaient la télévision, dans la partie du lycée servant de logement. Après les avoir fait s'allonger sur le sol, les agresseurs les ont tués à coups de pistolet automatique, et ont réussi à prendre la fuite. — (A.F.P.)

VERS L'EXPERTISE COMPTABLE

préparation au D.E.C.S.

autres préparations : — BTS Comptabilité — Capacité en Droit

L'ÉCOLE CHEZ SOI

enseignement privé à distance

1, rue Théard 75248 PARIS CEDEX 05

Tél. 329.21.99

PRÉPARATIONS D'ÉTÉ OU ANNUELLES ET PAR CORRESPONDANCE

SCIENCES-PO

CEPES

2 centres : quartier latin ou Neully 57, rue Ch.-Lafitte, 92 Neully, 75234 94, 75212 19

Groupe de professeurs

TÉLEX PARTAGÉ

ÉTRAVE SERVICE TÉLEX / PARIS 345.21.62



Anstrian Airlines, c'est autre chose ! C'est un autre état d'esprit. Nous estimons que nos passagers ont droit au confort d'avions modernes, à la ponctualité, au sourire d'une hôtesse attentive, à des repas soignés.

Entre Paris et Vienne nous vous offrons une liaison quotidienne en DC9 ; départ d'Orly-Sud chaque soir à 21 h. 45 arrivée à Vienne à 22 h. 35.

Un sourire raccourcit les distances

AUSTRIAN AIRLINES

Lignes Aériennes d'Autriche

12 rue Anber, Paris - Réservations : 266.34.66 ou votre agent de voyages.

Renseignements touristiques par l'Office National Autrichien du Tourisme : 073.93.82.

LE MONDE diplomatique

Numéro de septembre

INCERTAIN AMÉRIQUE :

- UN CAPITALISME DIVISÉ (Thomas Ferguson et Joel Rogers)
- CRISE DES INSTITUTIONS SCÉPTICISME DES CITOYENS (Marie-France Toine)

NOUVELLE RÉFORME ÉCONOMIQUE EN UNION SOVIÉTIQUE

(Marie Lavigne)

Le numéro : 7 7.

Publication mensuelle du Monde

8, rue des Italiens, 75421 PARIS CEDEX 08.

(En vente partout)

ANDUM FRANÇAIS

ent les principes traité d'EURATOM

SECON UN PARLEMENTAIRE AMÉRICAIN

Israël se serait engagé à ne pas utiliser des armes américaines au Sud-Liban

Selon un parlementaire américain, M. Findley, le ministre israélien de la défense, M. Weizman, aurait révélé, le 17 septembre, au cours d'une audition à huis clos devant la commission des affaires internationales de la Chambre des représentants, que le gouvernement israélien avait promis aux États-Unis de ne plus utiliser de matériel de guerre d'origine américaine contre le Sud-Liban, sans consultations préalables avec Washington. Mais il devait immédiatement préciser qu'il ne s'agissait ni d'un changement d'attitude dans la politique de son pays ni d'un renoncement définitif aux attaques préventives au Sud-Liban. « Si vous pensez, a-t-il dit aux journalistes, que chaque fois que nous sommes intervenus au

Sud-Liban, nous n'avons pas eu de discussions avec les Américains, alors vous ne connaissez pas la situation. » Jusqu'à présent, le département d'État s'est refusé à confirmer la promesse israélienne.

L'emploi par les forces d'Israël d'armes d'origine américaine au Sud-Liban avait provoqué un regain de tension entre Washington et Jérusalem. Les États-Unis avaient condamné les activités israéliennes devant le Conseil de sécurité de l'ONU, fin août, en les qualifiant de « contre-terroristes ». Le secrétaire d'État, M. Vance, avait laissé entendre, début août, que les États-Unis ne demeureraient pas inactifs si les bombardements israéliens se poursuivaient au Sud-Liban. C'est pourquoi on s'attendait généralement qu'Israël, qui vient de présenter au gouvernement américain un programme d'assistance de 3,45 milliards de dollars pour l'année fiscale 1981 (le Monde du 18 septembre), accepte de mettre un frein à sa politique d'attaques préventives contre le Sud-Liban.

RÉACTIONS DÉFAVORABLES A LA DÉCISION D'ISRAËL D'AUTORISER L'ACHAT DE TERRES

DANS LES TERRITOIRES OCCUPÉS

La décision du gouvernement israélien d'autoriser la loi interdisant à ses ressortissants et aux entreprises israéliennes d'acheter des terres palestiniennes en territoires occupés (le Monde du 18 septembre) a suscité de nombreuses réactions à l'étranger, toutes défavorables.

À Washington, M. Hodding Carter, porte-parole du département d'État, a déclaré que cette mesure « apparaît comme contraire à l'esprit et aux objectifs du processus de paix, bien que des questions se posent encore sur les implications légales de cette abrogation et sur ses effets pratiques ». Il a ajouté que les États-Unis ne pouvaient que regretter toute action pouvant rendre plus difficiles les négociations sur l'autonomie palestinienne.

M. Kurt Waldheim a déclaré, pour sa part, que « cette décision serait contraire à plusieurs résolutions de l'ONU concernant l'acquisition de terres dans les territoires occupés, et aux termes de la quatrième convention de Genève ».

M. Mostapha Khalil, premier ministre égyptien, a condamné la décision du gouvernement israélien, en déclarant qu'elle constituait « une violation flagrante de l'esprit des accords de Camp David ».

En accueillant à Vienne le vice-président égyptien, le chancelier autrichien, M. Kreisky, a estimé que les implantations israéliennes en territoire arabe constituaient une « provocation ». — (A.F.P.)

PROCHE-ORIENT

Iran

Le ministre de la défense donne sa démission

Téhéran. — Le ministre iranien de la défense, le général Taghi Riahi, a abandonné ses fonctions pour « raison de santé », a annoncé, le mardi 18 septembre, le porte-parole du gouvernement, M. Sadegh Tabatabaï. Le général Nourali a été chargé d'assurer l'intérim.

Le général Riahi avait déjà tenté de se retirer en juillet lorsque l'imam Khomeiny s'était proclamé commandant suprême des armées. Un conflit avait alors éclaté entre le ministre de la défense et l'imam sur la répartition des responsabilités. Finalement, le général Riahi s'était incliné.

D'autre part, de nouveaux incidents sont signalés au Kurdistan. Les peshmergas (guérilleros kurdes) auraient pris le contrôle de plusieurs routes en Azerbaïdjan occidental, près de la frontière irakienne. De plus, les attaques de partisans kurdes contre les « gardiens de la révolution » se font de plus en plus fréquentes, notamment à Baneh, Oroumieh, Miyandabad et Bayangan. Prés d'Oroumieh, les rebelles auraient coupé la route reliant la Turquie à l'Iran.

L'ancien premier ministre.

M. Chapour Bakhtiar, a été accusé mardi par M. Tabatabaï de « collusion » avec la famille impériale (notamment avec la princesse Achraf) en vue de provoquer des troubles aux frontières de l'Iran. Selon le porte-parole du gouvernement, l'ancien ambassadeur d'Iran à Washington, M. Ardechir Zahedi, aurait été « vu dans la région proche de la frontière irako-iranienne ».

M. Bakhtiar a tenu lundi à Londres une conférence de presse au cours de laquelle il a démenti toute intervention de sa part dans la rébellion kurde. En dépit de sa « grande sympathie » pour les Kurdes, qui sont ethniquement proches de sa tribu, il n'approuverait pas l'octroi d'une autonomie pour les Kurdes, pas plus qu'aux habitants de toute autre province iranienne.

Le gouvernement de Téhéran a rappelé mardi, d'autre part, que « toute propriété privée acquise légalement est protégée dans la République islamique d'Iran ».

Cette déclaration a été faite par le ministre de l'Industrie et des Mines, M. Mahmoud Ahmadzade. À l'occasion du premier séminaire économique organisé depuis la révolution. — (A.F.P., Rester, U.P.I.)

AMÉRIQUES

Chili

TÉMOIGNAGE

Les funérailles de Federico Alvarez

Nous avons reçu de Santiago du Chili le témoignage d'un professeur chilien qui a assisté aux obsèques de Federico Alvarez, un enseignant du secondaire, arrêté le 15 août dernier par la police politique. Son corps a été rendu trois jours plus tard. Ses funérailles ont donné lieu à une manifestation populaire spontanée.

Aux funérailles de Federico Alvarez, nous étions plus de quatre mille personnes. L'église était bondée : les gens priaient et les mains entraînées, chantaient l'hymne à la joie (1) et le « Gloria ». La curie a dit à un moment donné : « Federico a été assassiné et Dieu ne pardonne pas aux assassins. » Et aussi : « Accompagnons notre frère jusqu'au cimetière. » Tout le monde est sorti en chantant l'hymne à la joie et une colonne de deux cents personnes marchant à pied se forma tout de suite.

(1) L'hymne à la joie, dont la musique est un extrait de la Neuvième Symphonie de Beethoven, est devenu depuis le printemps de 1973 une expression de manifestation populaire contre la dictature Pinochet.

Colombie

LIBÉRATION DE DEUX JÉSUITES SUSPECTÉS DE RELATIONS AVEC LA GUÉRILLA

Bogota (A.F.P.). — Le tribunal supérieur de Bogota a ordonné, mardi 18 septembre, la mise en liberté inconditionnelle de deux jésuites détenus depuis cinq mois pour relations présumées avec des mouvements de guérilla.

Les deux jésuites, Luis Alberto Restrepo et Jorge Arango, étaient accusés par la justice militaire d'entretenir des liens avec le Mouvement d'autodéfense ouvrière (trotskiste), dont plusieurs membres ont été récemment condamnés à de lourdes peines de prison par une cour martiale pour participation à un attentat meurtrier contre l'ex-ministre de l'Intérieur, Rafael Pardo Buelvas, en 1978.

Le juge du tribunal supérieur a ordonné leur libération et l'ouverture d'un nouveau procès en raison de l'insuffisance de la justice militaire pour juger des coléistatiques, selon les termes du concordat.

MARCHAL

chemises en liberté

Show-Room : 14, b° Poissonnière, 75009 Paris, Tél. 770.95.16

Portakabin

Locaux professionnels instantanés



Les unités mobiles Portakabin vous procurent tout l'espace nécessaire à la réalisation de vos nouvelles installations. Ce sont des constructions robustes, entièrement isolées, d'un entretien minimum, et livrées prêtes à l'emploi.

Achetez ou louez. Pour plus d'informations, appelez Francis Migon au 01.20.96.04.00, ou notre Agence Régionale Paris au 784.48.44. Ou encore postez ce coupon-réponse à PORTAKABIN (2FG), 59175 TEMPLEMARS. Tél. 160322.

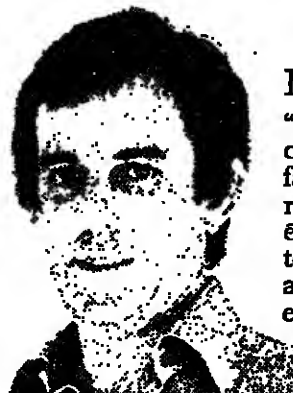
Nom _____
Fonction _____
Adresse _____
Téléphone _____

MINCIR

Nos clients témoignent du résultat.

Monsieur Pagot

« Pour moi, le résultat est là ! Je puis vous assurer qu'en tant que gros mangeur et gourmand, je n'ai jamais souffert de la faim durant le traitement, les piqûres compensent en effet les repas. J'ai très bien suivi le régime et j'ai perdu 13 kilos sans être ni fatigué ni dépressif. En reprenant progressivement tout en ayant repris quelques bons repas et apéritifs entre autres, je suis stabilisé. Je suis ravi de votre méthode et encourage d'autres personnes à suivre ce traitement. »



Pour la première fois en France, il est maintenant possible de perdre du poids sous contrôle médical, rapidement, sans pilules, sans exercices, sans massages, sans avoir faim.

RÉSULTAT.
Cette méthode vous permet de perdre un maximum de poids en un minimum de temps. Elle remodelée votre corps puisqu'elle fait également disparaître les centimètres de trop qui alourdissent votre silhouette.

TONUS.
Vous allez connaître une merveilleuse sensation de vitalité nouvelle, jeune et dynamique. Se sentir bien dans sa peau permet de profiter de chaque instant.

QUELQUES MINUTES PAR JOUR SUFFISENT.
Nous ne sommes pas « gourmands » de votre temps. Vous pourrez chaque jour choisir l'heure qui vous convient le mieux. Nous sommes ouverts toute la semaine onze heures par jour sans interruption.

POUR HOMMES ET FEMMES.
De Lundi à Vendredi : 9 heures à 20 heures sans interruption.
Le Samedi : 9 heures à 13 heures.

DATE	POIDS	DATE	POIDS
7/5	77,5	12/6	69,5
14/5	75,5	19/6	67,5
21/5	73,5	26/6	65,5
28/5	71,5	3/7	63,5
4/6	70,5	10/7	61,5
11/6	68,5	17/7	59,5
18/6	66,5	24/7	57,5
25/6	64,5	31/7	55,5
2/7	62,5	7/8	53,5
9/7	60,5	14/8	51,5
16/7	58,5	21/8	49,5
23/7	56,5	28/8	47,5
30/7	54,5	4/9	45,5
6/8	52,5	11/9	43,5
13/8	50,5	18/9	41,5
20/8	48,5	25/9	39,5
27/8	46,5	3/10	37,5
3/9	44,5	10/10	35,5
10/9	42,5	17/10	33,5
17/9	40,5	24/10	31,5
24/9	38,5	31/10	29,5
31/9	36,5	7/11	27,5
8/10	34,5	14/11	25,5
15/10	32,5	21/11	23,5
22/10	30,5	28/11	21,5
29/10	28,5	5/12	19,5
5/11	26,5	12/12	17,5
12/11	24,5	19/12	15,5
19/11	22,5	26/12	13,5
26/11	20,5	2/1	11,5
3/12	18,5	9/1	9,5
10/12	16,5	16/1	7,5
17/12	14,5	23/1	5,5
24/12	12,5	30/1	3,5
31/12	10,5	6/2	1,5

International Slimming Centers

PARIS : 30, avenue George V - 75008 - Tél. : 720.40.33-720.40.37-720.40.49
LYON : Tour Crédit Lyonnais, La Part-Dieu - Tél. : 63.60.50
TOULOUSE : 15, allées Jean Jaurès - Tél. : 62.08.48

IS LE MONDE

Ouganda

Le régime de l'Idi Amin Dada, qui a régné pendant 30 ans sur l'Ouganda, a été renversé par une révolution militaire. Le nouveau régime, dirigé par le général Yoweri Museveni, a déclaré qu'il voulait instaurer la démocratie et la paix dans le pays. Il a également annoncé qu'il allait réformer la constitution et organiser de nouvelles élections.

Turquie

Le gouvernement turc a déclaré qu'il allait renforcer sa coopération avec les États-Unis dans le domaine de la défense. Il a également annoncé qu'il allait augmenter son budget militaire pour l'année prochaine.

VERS L'EXPERTISE
COMPTABLE

D.E.C.S.

Tél. 325.21.59

AFRIQUE

LE CONFLIT DU SAHARA OCCIDENTAL

Un récit de l'occupation de Dakhla par les troupes marocaines

Alger (Reuter, A.F.P.). — Le Front Polisario a présenté, mardi 18 septembre à la presse à Alger, l'un des anciens administrateurs de la ville de Dakhla qui a participé à la cérémonie d'abandon de la ville à l'Espagne, le 12 août à Rabat, M. Cheikh Ould Mohamed Salah, qui a été en fonction sous la colonisation espagnole et l'occupation mauritanienne, a déclaré qu'il faisait partie de l'organisation clandestine du Front Polisario à Dakhla, capitale du Rio-de-Oro.

Il a raconté que, le 6 août, au lendemain de l'accord de paix mauritano-sahraoui, le Maroc a

dépeché de nouvelles troupes qui ont quadrillé la ville avec l'aide des quatre mille soldats qui s'y trouvaient déjà. De nombreux Sahraouis auraient alors — selon ce récit — demandé à l'administration mauritanienne encore en place de les aider à fuir, mais celle-ci aurait déclaré ne rien pouvoir faire, tandis qu'une délégation officielle marocaine, conduite par le ministre de l'Intérieur, venait organiser le « scénario » de la cérémonie d'abandon.

Le 9 août, a précisé M. Salah, quatre-vingt-dix Sahraouis de Dakhla, auxquels étaient venus s'ajouter deux cents habitants du sud marocain, ont été acheminés à Rabat à bord de trois avions militaires et ont passé deux jours dans un grand hôtel. Lors de la cérémonie d'abandon, a-t-il ajouté, les habitants de Dakhla étaient disposés en rangs de six, encadrés d'autant de Marocains en habit sahraoui. Une somme de 1 000 dirhams (1 Dir = 110 F) a été donnée à chacun d'eux, ainsi que seize fusils, qui ont été immédiatement récupérés à la fin de la cérémonie par des officiers marocains postés à la sortie.

À RABAT, le nouveau président de l'Union nationale des étudiants marocains, M. Mohamed Boubekri, a donné lecture mardi, au cours d'une conférence de presse, des principales résolutions adoptées par le seizième congrès de l'UNEM réuni récemment à Rabat après une suspension de près de six ans. L'UNEM réclame, notamment, « l'ouverture de camps d'entraînement pour permettre à la masse étudiante du pays de participer à la lutte contre les mercenaires du Polisario », la participation des étudiants à l'élaboration de la politique de l'enseignement, « la libération de tous les étudiants détenus » et l'amnistie générale en faveur « des détenus et exilés politiques ». — (A.F.P.)

L'AFRIQUE DU SUD EST EXCLUE DE L'UNION POSTALE UNIVERSELLE

Le dix-huitième congrès de l'Union postale universelle (UPU), réuni à Rio-de-Janeiro, a décidé, le 18 septembre, d'exclure de ses rangs l'Afrique du Sud. « Cette mesure est motivée par la politique de discrimination raciale du gouvernement de Pretoria », a expliqué un porte-parole de l'UPU.

La proposition d'exclusion a été présentée par un groupe de pays africains où figuraient, notamment, le Burundi, la Guinée-Bissau, la Libéria, la Libye, le Mali, la Somalie et le Zaïre. Elle a été approuvée par une majorité simple des cent quarante-deux pays membres de l'Union.

Le départ de l'Afrique du Sud de l'UPU a surtout une signification symbolique, car cet organisme international se préoccupe essentiellement d'harmoniser les réglementations et les échanges postaux entre ses pays membres. Les correspondances continueront à circuler entre l'Afrique du Sud et les États qui acceptent d'avoir des relations avec celle-ci. — (A.F.P.-A.P.)

ASIE

LE COUP DE FORCE EN AFGHANISTAN

Le président Taraki voulait, en accord avec Moscou, s'opposer aux méthodes brutales de M. Amin

Le correspondant de l'A.F.P. au Pakistan, Jean-François Le Mounier, a pu se rendre à Kaboul où il a recueilli des informations qui lèvent une partie du mystère sur les événements d'abord annoncés très brièvement par le radio afghan.

Kaboul (A.F.P.). — La thèse selon laquelle le président Taraki a été renversé et mortellement blessé parce qu'il voulait réduire l'influence, au sein du conseil révolutionnaire, de son ambassadeur premier ministre Hafizullah Amin est la plus généralement retenue par les observateurs à Kaboul.

La crise tire son origine du récent voyage de l'ancien président Taraki à Moscou. On savait depuis quelque temps déjà à Kaboul que l'Union soviétique n'était pas satisfaite des méthodes brutales de M. Amin et qu'elle souhaitait une politique nationale et étrangère moins dogmatique et plus conciliante.

Il semble que M. Taraki ait décidé de s'opposer, dès son retour de la capitale soviétique, à son bouillant second. M. Amin a réagi en écartant du cabinet les deux militaires qui s'y trouvaient et qui étaient censés être des « inconditionnels » de M. Taraki.

Pour autant qu'on puisse en juger, tant est lourd le secret régnant autour des activités du parti Khalq au pouvoir, les événements ont débuté vendredi 14 septembre.

Vers 14 heures, on notait de fortes concentrations de troupes et de policiers dans le quartier du Palais du peuple, et de la radio dans le centre ville.

constituant un signal pour les troupes environnantes. Près du Palais, on entendait alors distinctement le bruit d'une fusillade. A 18 h. 30, la radio officielle, soumise à un véritable siège, annonçait le limogeage des militaires du cabinet.

Le lendemain, on apprenait que le chef de la police et garde de corps de M. Taraki était mort. M. Amin rencontrait l'ambassadeur d'Union soviétique, M. Puzanov, pendant près de deux heures. Les mesures de sécurité étaient très importantes autour du Palais, comme si les troupes s'attendaient à une contre-offensive.

Dimanche dans l'après-midi, dans une atmosphère toujours tendue, on entendait le chef de la police. Le soir, un bref communiqué annonçait que M. Taraki, « pour raisons de santé », se déchargeait de ses fonctions et était remplacé par M. Amin.

Lundi, selon des sources proches de l'hôpital militaire, M. Taraki mourait des suites de ses blessures. Son portrait de « père du peuple et de grand leader de la révolution » disparaissait des frontons des bâtiments officiels.

Le soir, souriant et détendu, le président Amin annonçait que la révolution continuait, mais ne prononçait pas une seule fois le nom de celui qui avait dit de lui : « Nous sommes comme l'ongle et le doigt : proches et inséparables ».

Il semble acquis que le coup de force a pris les Soviétiques par surprise.

MM. Amin et Taraki, d'abord alliés, étaient devenus des ennemis irréductibles.

Les deux hommes comptaient chacun leurs partisans et ce sont eux qui se sont entretués en plein palais.

La fusillade aurait fait entre cinquante et soixante morts. Des rumeurs insistantes font état de la mort du colonel Massoudi, ancien ministre des affaires frontalières, mais aussi du chef des troupes soviétiques stationnées dans le palais et de la femme de M. Taraki.

Les rebelles aux portes de Kaboul

Des purges au sein du parti Khalq ont eu lieu avant et après les affrontements, et c'est la faction de M. Amin qui a triomphé. Le parti, qui ne comptait il y a un an que quelques milliers de membres, a encore réduit sa base politique et ne gouverne plus que les armes à la main.

De nombreux détails dans cette affaire restent obscurs et ne seront vraisemblablement jamais éclaircis. La politique de M. Amin semble en tout cas être de rejeter son prédécesseur dans les oubliettes de l'histoire. Il a décidé de maintenir en fonction le gouvernement tel qu'il avait été modifié ces derniers jours.

D'autre part, M. Shah Wali, ministre des affaires étrangères et ami personnel de M. Amin, a été nommé secrétaire général du Khalq.

M. Amin doit désormais faire face à la rébellion musulmane. Bien que

désorganisée et divisée, celle-ci pousse ses guérilleros en direction de Kaboul. Une bonne partie du territoire échappe au contrôle de la capitale au profit des rebelles qui campent sur les montagnes entourant Kaboul. Dans l'est du pays, ils assiègent les dernières places fortes des provinces du Paktya et du Kunar. Sur les routes, des bandes armées aux objectifs mal définis s'attaquent aux voyageurs et l'on ne circule plus sur les principaux axes qu'en convois. Une administration « indépendante » est en place dans l'Hazarajat, au centre du pays.

L'armée, en dépit de nombreuses désertions, reste la seule force organisée. Elle est puissamment armée et encadrée par des « experts » soviétiques, dont le nombre avoisinerait maintenant les cinq mille hommes, selon plusieurs sources concordantes à Kaboul. Jusqu'à présent, sa loyauté vis-à-vis de la révolution a été sans faille. L'élimination des chefs révolutionnaires les plus prestigieux pourrait cependant entraîner à court terme des dissensions chez les militaires.

M. Amin, conscient, semble-t-il, d'une résistance d'une partie de l'armée, fait de plus en plus confiance à des milices civiles en armes. Les membres du parti, souvent jeunes, portent le pistolet à la ceinture jusque dans les collèges et les universités.

SELON AMNESTY INTERNATIONAL

Plus de 12 000 personnes étaient maintenues en détention sans jugement sous l'ancien régime

Les prisonniers politiques se comptent par milliers en Afghanistan. Ils en comptent au moins 12 000 dans la seule prison de Pule-Charchi, à proximité de la capitale, qui n'est pas prévue pour accueillir un tel nombre de détenus. Indique un rapport d'Amnesty International rendu public mercredi 19 septembre.

« Les condamnations adoptées par le gouvernement Taraki ont été prononcées sans procès », souligne le document, écrit avant le récent coup de force. Il a été rédigé par deux enquêteurs — le professeur turc Muntas Soygal et Mme Yvonne Terlingen — qui se sont rendus sur place avec l'accord des autorités mais n'ont pu pénétrer dans les établissements pénitentiers.

Le nouveau chef de l'Etat, M. Hafizullah Amin, a déclaré après le coup de force qu'il ferait libérer tous les détenus qui ont été « injustement arrêtés », mais un tel critère laisse encore au plus grand arbitraire Amnesty International estime que « les violations des droits de l'homme ont été constantes » sous le régime Taraki et que tous les prisonniers politiques sont incarcérés sans procès. La manière dont M. Amin s'est emparé du pouvoir permet de se demander s'il adoptera une autre attitude que celle de son prédécesseur.

Le rapport d'Amnesty International indique notamment que différentes méthodes de torture — coups, lapidation, arrachage des ongles, électrodes — sont utilisées dans les prisons afghanes. Certains détenus sont portés disparus, mais il n'a pas été possible aux enquêteurs de vérifier si des personnes enlevées à leur domicile avaient été exécutées sommairement par des unités spéciales.

Les prisonniers appartiennent à toutes les tendances politiques depuis l'extrême droite religieuse — qui est en rébellion contre les communistes au pouvoir — jusqu'à l'extrême gauche pro-chinoise, en passant par des notables de l'ancien régime républicain, membres de l'aristocratie, enseignants, diplomates, militaires, hauts fonctionnaires. Mais il y a également parmi eux des personnalités accusées de complicité durant l'été 1978 et appartenant généralement au Parcham (le Drapeau), branche du parti démocratique et populaire d'Afghanistan qui partageait le pouvoir au lendemain de la révolution. Des familles entières, y compris des enfants, sont emprisonnées.

Le gouvernement Taraki n'avait pas fourni à Amnesty International la liste des mille trois cents personnes dont il avait annoncé la libération le 30 avril. En revanche, plus de soixante-dix femmes ou enfants appartenant à l'ancienne famille royale ont effectivement été remis en liberté en octobre 1978, comme il a été indiqué à l'époque.

Amnesty International publie les noms d'une dizaine de personnalités considérées comme ayant été tuées en prison ; parmi elles figurent notamment : M. Wahid Abdullah (ministre des affaires étrangères dans le dernier gouvernement Daoud) ; Mohammed Akbar (chef de cabinet de l'ancien président Daoud) ; Badruddin Baes, leader du mouvement régionaliste de gauche Settem-i-melli (le Monde du 30 mars 1979). — G. V.

Cambodge

LE PRINCE SIHANOUK ANNULE LA TENUE D'UN CONGRÈS NATIONAL KHMER A BRUXELLES

Pékin (A.F.P.). — Le prince Sihanouk a décidé d'annuler la tenue d'un congrès national khmer à Bruxelles, qu'il avait abandonné son projet de fonder un Front national uni des exilés khmers.

L'ancien chef de l'Etat renonce en outre à tous ses voyages à l'étranger en 1979 et en 1980, à l'exception de la Chine, et à l'intention de se consacrer désormais à des œuvres humanitaires en faveur des réfugiés khmers.

Le prince a annoncé ces décisions dans un télégramme envoyé à l'A.P. depuis Pyongyang, où il réside depuis mai. Il les a expliquées par une campagne de dénigrement à son égard et l'exigence de certains Khmers exilés de le voir abandonner ses titres de noblesse.

« A l'heure actuelle et pour l'instant », écrit-il, « ma famille et moi n'avons que des titres de princes et de princesses qui n'ont qu'une valeur purement symbolique. Pour ce qui concerne la monarchie cambodgienne, je ne chercherai nullement à la réimposer au Cambodge, mais, étant donné qu'elle m'a jamais traité le peuple, ou la patrie, ou le bouddhisme, religion nationale, je continuerai à défendre l'honneur de la monarchie khmère face à l'histoire. Je ne renoncerais jamais à cette mission sacrée, bien que je ne sois pas candidat au trône à la manière du comte de Paris ».

Malgré le caractère « irrégulier et définitif » de son refus de prendre la tête d'un Front uni national, on n'écartera pas dans les milieux diplomatiques à Pékin que l'ancien chef de l'Etat revienne un jour sur ses présentes positions à la faveur d'une situation plus favorable.

ont été constatées » sous le régime Taraki et que tous les prisonniers politiques sont incarcérés sans procès. La manière dont M. Amin s'est emparé du pouvoir permet de se demander s'il adoptera une autre attitude que celle de son prédécesseur.

Le rapport d'Amnesty International indique notamment que différentes méthodes de torture — coups, lapidation, arrachage des ongles, électrodes — sont utilisées dans les prisons afghanes. Certains détenus sont portés disparus, mais il n'a pas été possible aux enquêteurs de vérifier si des personnes enlevées à leur domicile avaient été exécutées sommairement par des unités spéciales.

Les prisonniers appartiennent à toutes les tendances politiques depuis l'extrême droite religieuse — qui est en rébellion contre les communistes au pouvoir — jusqu'à l'extrême gauche pro-chinoise, en passant par des notables de l'ancien régime républicain, membres de l'aristocratie, enseignants, diplomates, militaires, hauts fonctionnaires. Mais il y a également parmi eux des personnalités accusées de complicité durant l'été 1978 et appartenant généralement au Parcham (le Drapeau), branche du parti démocratique et populaire d'Afghanistan qui partageait le pouvoir au lendemain de la révolution. Des familles entières, y compris des enfants, sont emprisonnées.

Le gouvernement Taraki n'avait pas fourni à Amnesty International la liste des mille trois cents personnes dont il avait annoncé la libération le 30 avril. En revanche, plus de soixante-dix femmes ou enfants appartenant à l'ancienne famille royale ont effectivement été remis en liberté en octobre 1978, comme il a été indiqué à l'époque.

Amnesty International publie les noms d'une dizaine de personnalités considérées comme ayant été tuées en prison ; parmi elles figurent notamment : M. Wahid Abdullah (ministre des affaires étrangères dans le dernier gouvernement Daoud) ; Mohammed Akbar (chef de cabinet de l'ancien président Daoud) ; Badruddin Baes, leader du mouvement régionaliste de gauche Settem-i-melli (le Monde du 30 mars 1979). — G. V.

Amnesty International publie les noms d'une dizaine de personnalités considérées comme ayant été tuées en prison ; parmi elles figurent notamment : M. Wahid Abdullah (ministre des affaires étrangères dans le dernier gouvernement Daoud) ; Mohammed Akbar (chef de cabinet de l'ancien président Daoud) ; Badruddin Baes, leader du mouvement régionaliste de gauche Settem-i-melli (le Monde du 30 mars 1979). — G. V.

Cambodge

LE PRINCE SIHANOUK ANNULE LA TENUE D'UN CONGRÈS NATIONAL KHMER A BRUXELLES

Pékin (A.F.P.). — Le prince Sihanouk a décidé d'annuler la tenue d'un congrès national khmer à Bruxelles, qu'il avait abandonné son projet de fonder un Front national uni des exilés khmers.

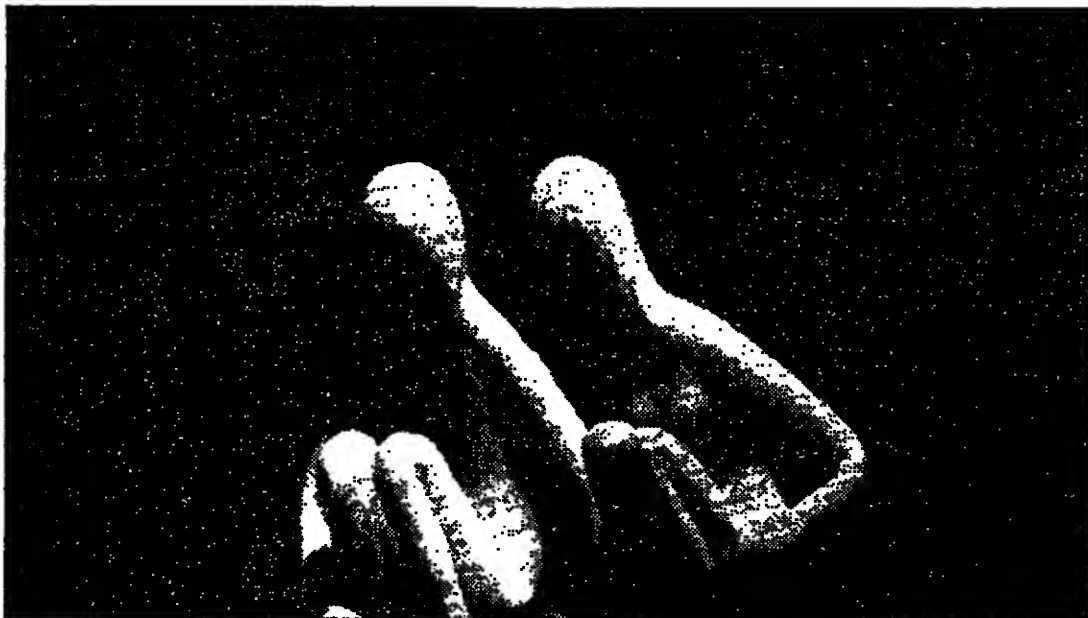
L'ancien chef de l'Etat renonce en outre à tous ses voyages à l'étranger en 1979 et en 1980, à l'exception de la Chine, et à l'intention de se consacrer désormais à des œuvres humanitaires en faveur des réfugiés khmers.

Le prince a annoncé ces décisions dans un télégramme envoyé à l'A.P. depuis Pyongyang, où il réside depuis mai. Il les a expliquées par une campagne de dénigrement à son égard et l'exigence de certains Khmers exilés de le voir abandonner ses titres de noblesse.

« A l'heure actuelle et pour l'instant », écrit-il, « ma famille et moi n'avons que des titres de princes et de princesses qui n'ont qu'une valeur purement symbolique. Pour ce qui concerne la monarchie cambodgienne, je ne chercherai nullement à la réimposer au Cambodge, mais, étant donné qu'elle m'a jamais traité le peuple, ou la patrie, ou le bouddhisme, religion nationale, je continuerai à défendre l'honneur de la monarchie khmère face à l'histoire. Je ne renoncerais jamais à cette mission sacrée, bien que je ne sois pas candidat au trône à la manière du comte de Paris ».

Malgré le caractère « irrégulier et définitif » de son refus de prendre la tête d'un Front uni national, on n'écartera pas dans les milieux diplomatiques à Pékin que l'ancien chef de l'Etat revienne un jour sur ses présentes positions à la faveur d'une situation plus favorable.

Publicité



Deux personnages des Marionnettes de Metz : « Oratorio pour une vie »

Beaubourg, Fnac-Forum et les marionnettes

INSTALLÉE au Forum des Halles, la nouvelle Fnac n'est qu'à quelques centaines de mètres du Centre Pompidou. Et cette proximité géographique s'ajoute à une certaine proximité culturelle, il était à prévoir que Fnac-Forum « prendrait des relais ». Avec des manifestations complémentaires à celles de Beaubourg.

Spectacles et rencontres à la Fnac

Et voici en effet, dans le prolongement de l'exposition sur les marionnettes françaises que présente actuellement le Centre Pompidou, sept rencontres à la Fnac.

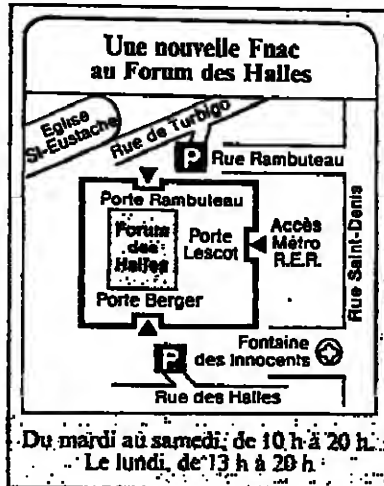
Des rencontres qui, librement ouvertes au public, seront autant de dialogues avec les marionnettistes. Tandis qu'au Petit-Forum des Halles, sept représentations

seront données par des compagnies de marionnettes pour adultes.

Parallèlement à l'exposition des marionnettes (jusqu'au 30 septembre, à Beaubourg), on pourra donc assister à des spectacles et participer à des rencontres à la Fnac (du 17 au 22 septembre, au Forum des Halles).

Ces rencontres étant, toutes, précédées d'illustrations visuelles sur le travail des marionnettistes et de dispositifs scéniques mettant en scène des rencontres, on les trouvera dans le programme mensuel édité par la Fnac. Et qui est disponible dans toutes les Fnac et les Fnac-Service. Mais aussi au Centre Beaubourg (Carrefour des régions), au Centre d'information de la Caisse des Monuments historiques

(Hôtel Sully), à la Maison de la Coopération (27/33, quai Le Gallo, Boulogne) et à la Bibliothèque du Centre culturel canadien (5, rue de Constantine).



Fnac-Forum - photo, cinéma, radio, hi-fi, tv, vidéo, disques
Et tous les livres encore moins chers, depuis la suppression des prix conseillés

L'Indonésien

LE MONDE DE L'ACTUALITE
DE L'ARBUS. ELLE NY
LE MARCHÉ DU S

le Jour
de Dimanche

L'Indonésie, « démocratie à 40 % »

II. — « Rééducation » à la javanaise

De notre envoyé spécial PATRICE DE BEER

Les dirigeants indonésiens veulent éviter tout risque de voir se développer dans leur pays une situation « à l'iranienne ». Principale force de contestation, les musulmans sont à la fois craints et choqués par le gouvernement et les communistes, contraints à la clandestinité, cherchent à s'allier avec eux. (Le Monde du 18 septembre).

liée à l'ancien vice-président, le sultan Hamengkou Buwono IX, se trouverait en état de cessation de paiement et devrait environ 35 millions de dollars à plusieurs banques étrangères, dont la B.N.P. et une banque communiste chinoise.

On estime habituellement à Djakarta le « coulage » à environ 30 % du montant des contrats, ce qui n'est pas, on s'en doute, sans effets sur le développement économique et sur les programmes sociaux. Ainsi l'aide fournie

à des régions sinistrées est-elle parfois revendue... aux victimes.

Pour tenter de redorer son blason et d'améliorer l'efficacité de l'administration, le régime a lancé au printemps une gigantesque campagne de « rééducation », qui n'est pas sans rappeler les mouvements de « rectification » entrepris dans des pays communistes asiatiques comme le Vietnam, le Laos ou la Chine.

Rivalités de clans

peut avoir des influences contraires aux Pancasila, par exemple, quand il soutient le principe de la liberté absolue ou de la libre entreprise.

Cette dernière affirmation surprend dans un pays partisan de l'économie de marché et des investissements étrangers. Dans son discours du 1^{er} juin, M. Malik aurait affirmé l'insuffisance du « Pancasila ».

Il est très difficile à Djakarta de rencontrer des officiels. Le « Pancasila » n'en est pas la

seule cause. Chacun évite le journaliste étranger ou le rencontre très discrètement. Cette inquiétude s'expliquerait, nous a-t-on dit, par la crainte que tout propos cité soit utilisé par un adversaire au sein du régime. Comme il n'y a pas de place dans la « grande famille » indonésienne pour une opposition digne de ce nom, celle-ci resurgit au cœur même de l'establishment.

Les terrains ne manquent pas pour les luttes, discrètes ou publiques, entre clans. Les deux thèmes principaux concernent la gestion de l'ancien président Sukarno et la politique économique du régime, menée par ceux que l'on appelle la « mafia de Berkeley » ou les « protégés de la Banque mondiale », regroupés autour du ministre des finances, M. Ali Wardhana, et du ministre coordonnateur de l'économie, M. Wijono Nitjasastro. Le ministre de la réforme administrative, également important responsable économique, M. Sumartono, a soulevé une vive polémique en affirmant en avril que les dettes du régime Sukarno étaient « improductives » au contraire de celles contractées depuis lors.

La réhabilitation de Sukarno

Des voix se sont immédiatement élevées, en particulier au sein du système pourtant fondé sur les ruines de celui de Sukarno, pour défendre le président déchu. L'ancien ministre de l'Information, vice-président de l'Assemblée, M. Mahsun, a affirmé qu'une telle comparaison n'avait aucun sens. Un politicien qui a beaucoup contribué à la chute du président Sukarno nous a dit : « Il y a des aspects positifs chez Sukarno, comme chez Napoléon. Sumartono est un trop petit monsieur pour avoir le droit de le critiquer. C'est pourquoi le ministre de l'Information, le général Murtopo s'est porté à sa défense. » L'officier, qui fut le bras droit du président Sukarno, est, en effet, à l'origine d'un renouveau du culte. La mémoire de l'ancien chef de l'Etat est d'autant plus populaire que la situation économique est difficile ; le temps

aidant, beaucoup idéalisent, parfois à tort, la période pendant laquelle il fut au pouvoir. L'hommage officiel ne va pas sans démagogie, en particulier lorsqu'il a été décidé de rénover le mausolée de Sukarno dans sa ville natale de Blitar, après des années d'abandon et malgré l'opposition de la famille, qui ne veut pas voir l'ancien président servir de caution à ceux qui l'ont renversé. Il s'agit aussi, pour ceux qui inquiètent la réurgence de l'islam, de tenter de lui faire contre-poids en remettant au goût du jour le nationalisme sukarrien. L'ennemi du pouvoir n'est plus le communisme, comme continue de le proclamer la propagande officielle, nous dit un député, car il fut jadis encore longtemps pour se remettre du coup qui lui a été porté en 1965. L'adversaire est désormais le mouvement islamique. »

Peu porté sur la religion et qua-

manifestations pourraient annoncer des changements politiques en montrant que le ciel n'est plus satisfait.

C'est du moins ainsi que beaucoup d'Indonésiens interprètent les menaces d'éruptions volcaniques à Java, les tremblements de terre et tsunamis dans l'est du pays, les ravages de rats et de parasites comme le scorren, destructeur de rizières, le choléra qui a frappé à Java. Le manque de riz ou même... l'inflation.

Prochain article :

LA CHEMISE ET LES BOUTONS

Annecy un investissement privilégié

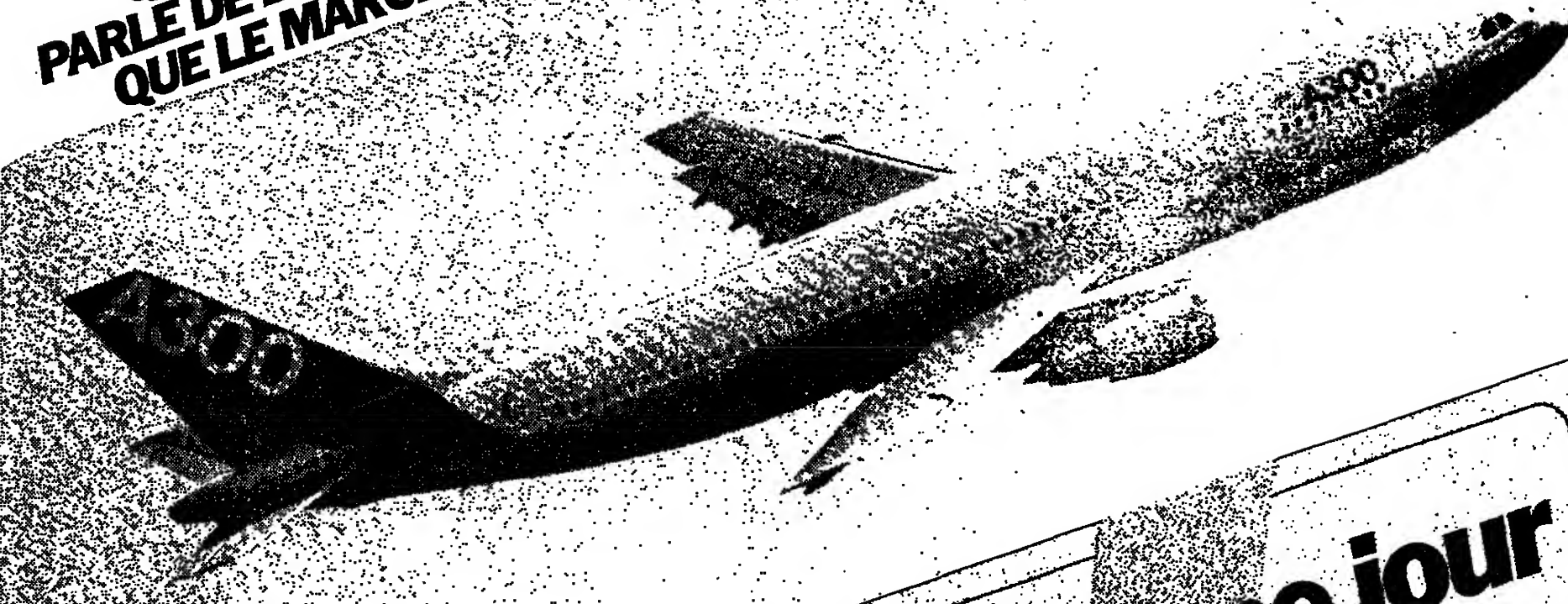
Construite au bord du canal, en zone piétonne, baignée au cœur de la vieille ville, la Manufacture dispose d'un choix d'appartements uniques (de 28 à 140 m²), avec parking en sous-sol.

Sa situation en plein centre, à proximité immédiate du lac, vous offre toutes les garanties d'un placement exceptionnel.

Revue photographique et documentation sur simple envoi de votre carte de visite en précisant la surface souhaitée.

SCI LA MANUFACTURE
16, rue de la République - 74000 ANNECY - Tél. 150 561062

QUAND L'ACTUALITE
PARLE DE L'AIRBUS, ELLE N'Y VOIT
QUE LE MARCHÉ DU SIECLE.



Septième jour
SUPPLEMENT GRATUIT DU JOURNAL DU DIMANCHE

Le Journal du dimanche
LE QUOTIDIEN DU 7^e JOUR

ADMIREZ AUSSI L'AVION.
Face à l'événement, l'actualité se contente parfois d'un rapide survol. Ainsi, l'Airbus : c'est le marché du siècle. Mais c'est aussi 7 ans de recherche, 46280 kilos de poussée... Ouvrez 7^e Jour. Vous découvrirez l'Airbus comme si vous y étiez : en photos, en illustrations, en couleurs, en détails. Ouvrez 7^e Jour. Page après page, vous approfondirez avec ses journalistes les moments forts de la semaine à venir. Ouvrez 7^e Jour. Semaine après semaine, vous découvrirez en famille la 1^{re} encyclopédie de l'actualité. 7^e Jour. Le supplément gratuit du Journal du dimanche. Dès le 23 Septembre.

E EN AFGHANISTAN
it, en accord avec Moscou
brutales de M. Amin

Plus de 12 000 personnes
en détention sans jugement sous l'autorité

Cambridge
LE POINT CHANGON AMER
LA PIRE DES CONGES
NATIONAL ROMAN A BRUTE

LES RÉACTIONS APRÈS L'ENTRETIEN TÉLÉVISÉ DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

M. Marchais : trois fois non au « consensus »

Les députés communistes se sont réunis, mardi 18 septembre, à l'Assemblée nationale, pour une journée d'études consacrée à la préparation de la session parlementaire. Le groupe communiste s'est réuni à l'hôtel Maitlignon, afin de remettre au premier ministre une lettre résumant la position du groupe communiste sur la convocation anticipée du Parlement et un débat de politique générale. Un cordon de police barrait l'accès de l'hôtel Maitlignon aux quatre-vingt-cinq députés, qui ont pu finalement déposer leur lettre. Le groupe communiste a protesté « contre l'attitude antidémocratique de la présidence de la République », laquelle s'est livrée, M. Barre et contre son mépris du Parlement. An cours d'une conférence de presse donnée à l'Assemblée nationale, M. Robert Ballanger, président du groupe communiste, a rappelé les critiques du P.C.F. contre la politique gouvernementale. M. Georges Marchais a ensuite répondu aux déclarations faites la veille, à la télévision, par M. Valéry Giscard d'Estaing. Le secrétaire général du parti communiste a qualifié les propos du chef de l'Etat de « laborieuses platitudes pour une politique inavouable », cette politique étant « entièrement au service des firmes multinationales et des

francais par rapport à 1978. Et pas avant. Voilà une vérité qui aurait mérité d'être dite par le président de la République. » Le secrétaire général du P.C.F. a souligné que les profits réalisés par les sociétés pétrolières installées en France « se chiffrent précisément à 30 milliards de francs au moins », et que le pouvoir d'achat que représentent leurs exportations de pétrole, pour les pays producteurs, « est toujours en baisse jusqu'au moment où ils prennent la décision de réajuster le prix du pétrole. » M. Marchais s'est inscrit en faux, d'autre part, contre les propos de M. Giscard d'Estaing sur la pression fiscale, la réduction des inégalités et le niveau de croissance de l'économie (voir le Monde du 19 septembre). Il a ajouté : « Il n'y a qu'une chose juste et vraie que le président de la République ait dite. Il s'agit de son affirmation selon laquelle il est des organisations qui refusent le consensus social. Il y a, comme les journalistes l'ont compris, la C.G.T. et le parti communiste français (...). » « Je le redis une fois de plus aux Français et aux Français : non, non et non, trois fois non !

M. PINTON (U.D.F.) : l'action du gouvernement doit être poursuivie et mieux expliquée.

M. Michel Pinton, député général de l'U.D.F., écrit dans la lettre d'information quotidienne de cette formation datée du mercredi 19 septembre. En ce qui concerne la réduction des inégalités sociales, M. Pinton ajoute : « l'action des pouvoirs publics n'est pas apparue jusqu'ici clairement à l'opinion. Elle est bien réelle, pourtant, et permet d'affirmer avec le chef de l'Etat que « nous sommes dans une période de diminution des inégalités. Nous pensons que cette action doit être poursuivie, et mieux expliquée. » Il conclut : « comparés au calme, à la sérénité et au sang-froid de Valéry Giscard d'Estaing, combien paraissent déraisonnables, pour ne pas dire ridicules, les déclarations jurbondées faites ici ou là dernièrement au sujet de la « riposte nécessaire » à une prétendue « agression du pouvoir ». » Le conseil national de l'U.D.F., qui a été tenu mardi matin, a été unanime pour souligner la clarté et le caractère convaincant de l'intervention du chef de l'Etat. Il a été particulièrement satisfait de la déclaration de M. Giscard d'Estaing la volonté très ferme de pousser les pouvoirs publics sur la voie d'une plus grande solidarité nationale par la réduction des inégalités. »

La Lettre de la Nation : Un langage trop souvent entendu.

Dans la Lettre de la Nation, organe du R.P.R., de mercredi 19 septembre, Pierre Charpy écrit : « La même politique produit toujours les mêmes effets et le président de la République n'ayant annoncé aucun changement, il est sans risque de spéculer sur une nouvelle dégradation de la situation économique. (...) » « Pourquoi, même dans l'hypothèse improbable d'une stabilisation des prix du pétrole, s'offrirait-il d'une purge — même avec un peu de sucre — pour nous rendre la santé ? Ce langage a été trop souvent entendu pour être encore déçu. Le président de la République a assuré que « faire tout, tout de suite, c'était pour le moins de tout compte ». Mais son premier ministre assurait lui aussi dans un « programme de Blois », il y a dix-huit mois, qu'il n'y aurait aucune aggravation des charges sociales et fiscales. On sait ce qu'il est advenu. Alors, comment demain, avec la même politique, n'aurait-on pas au moins des mêmes échecs, dont le président de la République n'a même pas essayé de convaincre les Français qu'ils étaient compensés par les quelques réussites enregistrées ? »

Le consensus français

(Suite de la première page.)

Garant des institutions et des règles du jeu politique, il ne saurait y être indifférent. Président à la popularité vacillante en ce moment, il ne pourrait s'en dispenser. Et Démocratie française constitue, après tout, l'ouvrage de vénéralité politique le plus explicite sur ce sujet. Mais il ne manque pas de concurrents. Le premier ministre, le gouvernement, l'U.D.F., le C.N.P.F., lui servent de complices, de comparses et de relais dans sa recherche. Si Valéry Giscard d'Estaing prend la parole à la télévision, Raymond Barre tente de relancer le dialogue avec les syndicats, François Ceyrac ne se laisse pas de montrer du doigt les bons élèves allemands, l'U.D.F. célèbre les vertus de l'ouverture et de la tolérance. Mais dans les trois autres familles politiques, il n'en va pas autrement. Bien sûr, les thèmes et le ton varient, mais les démarches se ressemblent. C'est vrai naturellement au R.P.R., qui se veut un rassemblement plus large qu'un parti classique. Au fond du gaullisme, il y a une quête de l'unité nationale, dont Michel Debré revêt la prophétie la plus convaincante et la plus constante. C'est vrai aussi, sur un autre registre, dans l'opposition. Quand François Mitterrand parle de gauche de « salut public », comment ne pas y voir, outre les réminiscences historiques, la recherche d'un courant populaire qui déborde les frontières strictes de la gauche ? Et même Georges Marchais et Georges Ségué, qui dénoncent pourtant vigoureusement les arrières de la manœuvre des chantiers du consensus, s'adressent bien aussi aux chrétiens, aux intellectuels, aux patriotes, aux salariés, aux pauvres, tout comme s'ils comprenaient parfaitement l'utilité de bâtir un « contre-consensus » autour de leurs propres thèses. D'ailleurs, chacun remarque que la gauche, comme la majorité, se veut plus rassurante, plus académique, plus « consensuelle » quand elle s'approche des échéances. Encore faut-il, naturellement, ne pas jouer sur les mots. Tous les dirigeants politiques français pourraient dire : « Votre consensus m'intéresse », mais il y a quatre types de consensus comme il y a quatre familles politiques majeures. C'est là que se situe le consensus le plus fréquent, les deux tiers des Français, c'est-à-dire les Français anglo-saxons, croient trop souvent que la France constitue et continue à constituer une sorte d'originalité ou d'anachronisme, un « pays de mission » pour les amateurs de consensus, ce qui la différencierait profondément des autres démocraties industrielles. Or il n'en est rien. La France a un véritable consensus national, autant que nos voisins. Elle a aussi des oligarques profonds, comme nos voisins. Et si les divergences idéologiques y sont peut-être plus marquées, au bout du compte le consensus n'y semble pas si différent.

Si les Français se divisent profondément sur les choix politiques, s'ils connaissent des antagonismes, des oppositions, ils ont aussi de nombreux points d'accord, si nombreux même que l'on peut, sans forcer les chiffres, montrer que s'il y a un clivage politique et sociologique — les « deux France », — il y a aussi consensus sur la société et le système politique, une seule France. Il y a d'abord, cela va de soi, consensus national. Selon la Sofres 86 % des Français auraient, s'ils avaient eu le choix, décidé de naître en France (2). Il y a ensuite assez large consensus sur la société. En mars 1978, au moment des élections législatives, dans un instant de polarisation extrême, 47 % des Français étaient, selon le baromètre Figaro-Sofres, favorables au type de société existant. Mais 13 % auraient voulu une société plus libérale, 19 % auraient préféré une société social-démocrate — nuances, — 6 % seulement une démocratie populaire. Les mêmes Français étaient déjà et sont encore, bien entendu, favorables à de larges réformes. Mais en adaptant la société, pas en la trahissant. Ce même consensus, on le retrouve sur bien d'autres sujets : en politique étrangère et même, maintenant, à propos de la force de frappe ; sur les institutions, même si l'on souhaiterait un président plus neutre et un Parlement plus puissant ; sur l'appartenance à la Communauté européenne, etc. Les Français considèrent, toujours à travers ces sondages, les électorats et même les militants communistes beaucoup plus comme des mécontents que comme des révolutionnaires : 61 % contre 22 % estiment qu'ouvriers et employés s'intégreront peu à peu dans une classe moyenne élargie ; 58 % contre 21 % jugent que les distances entre les jeunes des différents milieux sont moins accentuées qu'il y a une génération. Sous tous ces angles, le consensus français ne paraît pas si mythique que cela. Il n'efface naturellement ni les clivages, ni les oppositions, ni les affaiblissements sociaux. Il serait d'ailleurs, dans le cas contraire, le seul au monde de cette espèce. Mais il n'en est pas question. Les Français ont conscience d'appartenir à des classes sociales dont les intérêts s'opposent. Les deux tiers des ouvriers votent à gauche, quelque 60 % des employés aussi. Encore ne faudrait-il pas croire qu'il s'agit d'une spécialité nationale. On retrouve le même phénomène en Allemagne fédérale ou en Grande-Bretagne au bénéfice des socio-démocrates ou des travaillistes. Et, comme chez nos voisins, agriculteurs, cadres supérieurs, membres de professions libérales, retraités, et à un moindre degré, commerçants et artisans, votent en sens opposé.

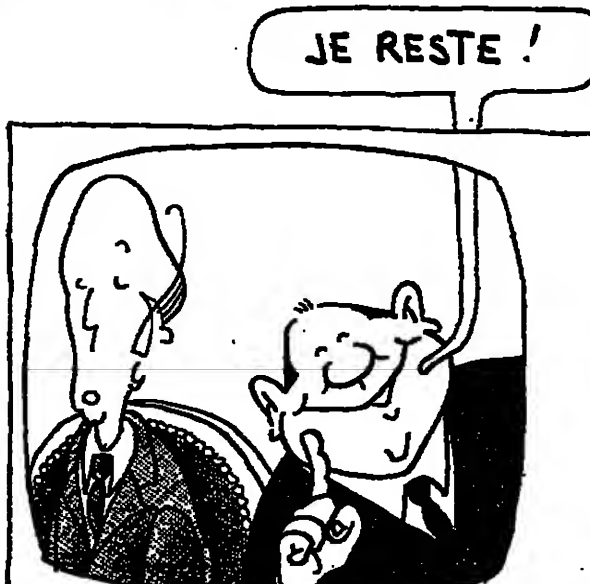
La France, la France est moins étrange que ne le disent nombre d'experts étrangers et d'hommes politiques français. En vingt ans de V^e République, la ressemblance s'est même notablement accrue. L'extrême gauche et l'extrême droite ne pèsent pas plus chez nous qu'ailleurs. Le R.P.R. est moins conservateur que le R.P.F. ou l'U.D.F. que les « modérés » de la IV^e République, et le P.C. accepte beaucoup plus du système politique et social d'aujourd'hui que ce qu'il en acceptait il y a une dizaine d'années.

Le consensus français existe donc bien. Il est vrai qu'il ne se manifeste guère en ce moment au bénéfice du gouvernement et, à un moindre degré, du président de la République. Mais cela n'a rien d'inouï. Le consensus n'a jamais constitué une assurance tous risques au bénéfice d'une majorité quelconque. La France peine au milieu d'une crise économique douloureuse. Le premier ministre bat des records d'impopularité. Le président de la République est contesté. Si la situation s'éternisait ainsi, si le divorce entre dirigeants et dirigés s'approfondissait et durait, il y aurait, certes, conflit grave entre le consensus social et l'exécution.

Mais nous n'en sommes pas là. Le consensus français, sur le fond, c'est-à-dire sur la société et sur le régime, ne correspond pas, pour l'instant, à un consensus sur la politique gouvernementale. C'est anormal pour les principes qui nous gouvernent. Cela deviendrait même sérieux si cela se prolongeait longtemps. Mais par principe les consensus secondaires et le consensus principal ne coïncident pas en permanence, et jamais tous à la fois. Les élections sont justement là pour ordonner les uns par rapport aux autres. Entre les consultations, les consensus partisans s'élargissent ou se rétrécissent au gré des micro-climats. Mais sans guère bouleverser le consensus national.

ALAIN DUHAMEL

(2) Sur toute cette analyse, voir l'opinion française en 1977, travaux de la Fondation nationale des sciences politiques.



JE RESTE ! (Dessin de PLANTU.)

riches ». M. Marchais a ajouté : « Cette prestation du président de la République n'est faite que de contre-détails. » Le secrétaire général du P.C.F. a insisté sur l'idée que « le pétrole n'est en rien responsable de la crise ». Il a cité, à l'appui de cette thèse, le rapport annuel du G.A.T.T. (le Monde du 11 septembre). Évoquant l'argument du chef de l'Etat, selon lequel le coût de la facture pétrolière, soit 30 milliards de francs, est « le seul de la recette annuelle de dépenses et de dépenses », il a encore de la production annuelle de la région Renault. M. Marchais a déclaré : « Je vous rappelle que le 2 août, j'ai fait le calcul du coût des mesures prises par M. Barre, coût qui s'élève pour les travailleurs à 60 milliards. Ce qui veut dire que M. Barre et Giscard d'Estaing prennent aux paysans deux récoltes annuelles et aux travailleurs de chez Renault deux années de production de la Région. » M. Marchais estime que l'augmentation du coût du pétrole en 1979, par rapport à 1978, « ne dépassera pas 15 milliards de francs, peut-être moins ». « En réalité, s'il dit, ce n'est qu'en 1980 que la facture pétrolière risquerait d'avoir augmenté de 30 milliards de

Jamais le parti communiste français ne consentira à une telle politique ! Ce serait livrer les travailleurs de ce pays à une néfaste politique de débauche, de salaires, à accroître le chômage, à réduire leurs droits et leurs libertés, et tout cela uniquement aux profits des grands monopoles capitalistes. » M. Marchais a observé à ce sujet que M. François Mitterrand « s'est bien gardé de répondre par oui ou par non à cette question ». « Comme à son habitude, il a répondu, mais il a refusé de prendre une position catégorique », a déclaré le dirigeant communiste. M. Mitterrand avait déclaré, à propos du « consensus » : « Il est impossible de demander à la France un effort national si l'on ne commence pas par un énorme effort de justice entre les Français. » (le Monde du 19 septembre).

Interrogé sur les phrases prononcées par M. Giscard d'Estaing au sujet de M. Raymond Barre, M. Marchais a déclaré : « Le président de la République a défendu une politique, affirmé sa volonté de la poursuivre, et par là-même il a décerné un satisfecit à son premier ministre. C'est un tout. »

Après les incidents au siège de l'Union patronale de Marseille

Polémique entre M. Defferre (P.S.) et M. Hermier (P.C.)

De notre correspondant

Marseille. — Après les incidents qui ont marqué l'occupation, vendredi 14 septembre, du siège de l'Union patronale de Marseille par plusieurs dizaines de militants du P.C.F., qu'accompagnaient des élus communistes et à la suite desquels des échauffourées ont eu lieu entre manifestants et forces de l'ordre, une polémique se développe entre M. Gaston Defferre, maire socialiste de Marseille, et les élus communistes par l'intermédiaire des journaux la Marseillaise et le Provençal. Après avoir accusé les communistes de « tromper les travailleurs » et leur ayant reproché « de faire ce qu'il faut pour que les problèmes ne soient pas résolus », M. Defferre a déclaré : « L'orgueil participe à une manifestation on prend le risque de recevoir des coups. » M. Guy Hermier, député communiste des Bouches-du-Rhône, a de son côté, accusé M. Defferre de « parler comme l'U.D.F. le préfet et les patrons », tandis qu'un édito publié en première page du quotidien communiste la Marseillaise de dimanche 16 septembre, sous le titre « Gaston Defferre une nouvelle fois du côté de Ceyrac », déplorait que « le président du groupe parlementaire socialiste apporte sa contribution à l'entreprise qui vise à isoler

les communistes de la vie nationale. » Dans les colonnes du « Provençal » du mardi 18 septembre, le maire de Marseille dénonce la « tour de Babel » de la manifestation, et le double jeu de M. Hermier, qui licencie à Paris et prétend défendre l'emploi à Marseille. Répondant à l'argumentation de M. Defferre, pour qui « il y a un monde entre les déclarations parlementaires de M. Defferre sur l'union et sa pratique marseillaise de l'antipolitique et de la collaboration de classes », M. Defferre réplique : « Y a-t-il deux Guy Hermier, celui de Paris qui licencie et celui de Marseille qui défend l'emploi ? »

D'autre part, dans une lettre rendue publique le 18 septembre, M. Lucien Vocheil, préfet de région, répondant à M. Roger Donado (P.C.), conseiller général des Bouches-du-Rhône, qui lui avait transmis la protestation de la Fédération du parti communiste des Bouches-du-Rhône à propos de l'intervention des forces de police au siège de l'Union patronale, déclare : « Nous ne pouvons admettre cette protestation qui tend à jeter sur les autres, et notamment sur la police, la responsabilité des troubles que vous (communistes) avez délibérément créés. » Après avoir déploré les exactions trop nombreuses « et les violences », le préfet de région justifie l'intervention des forces de l'ordre, compte tenu du caractère « d'opérations de commandant » à la tête desquelles s'étaient placés les élus et « qui n'ont rien à voir avec les manifestations et cortèges autorisés par la loi ».

Le conflit à la municipalité de gauche d'Angers

M. POPEREN (P.C.) : « PRÉSERVER L'UNION »

M. Claude Poperen, membre du bureau politique du P.C.F., a pris position mardi 18 septembre, sur les « graves problèmes » qui se posent au sein de la municipalité de gauche d'Angers (Maine-et-Loire), à propos des licenciements frappant le personnel des transports urbains (le Monde du 15 septembre). M. Poperen a indiqué que c'est avec les « plus vifs regrets » qu'il a pris connaissance de la décision du maire socialiste d'Angers, M. Jean Mounier, de retirer sa délégation de signature à M. Michel Bouet, adjoint communiste, « coupable d'avoir négocié avec les travailleurs et leur syndicat ». Mais, ajoute-t-il, « en aucun cas la décision du maire d'Angers, que nous considérons comme injustifiée, ne nous détournera de notre orientation de préserver l'union réalisée dans les municipalités ».

Le conflit à la municipalité de gauche d'Angers

M. POPEREN (P.C.) : « PRÉSERVER L'UNION »

M. Claude Poperen, membre du bureau politique du P.C.F., a pris position mardi 18 septembre, sur les « graves problèmes » qui se posent au sein de la municipalité de gauche d'Angers (Maine-et-Loire), à propos des licenciements frappant le personnel des transports urbains (le Monde du 15 septembre). M. Poperen a indiqué que c'est avec les « plus vifs regrets » qu'il a pris connaissance de la décision du maire socialiste d'Angers, M. Jean Mounier, de retirer sa délégation de signature à M. Michel Bouet, adjoint communiste, « coupable d'avoir négocié avec les travailleurs et leur syndicat ». Mais, ajoute-t-il, « en aucun cas la décision du maire d'Angers, que nous considérons comme injustifiée, ne nous détournera de notre orientation de préserver l'union réalisée dans les municipalités ».

LE PRÉSIDENT DE FR 3 RÉPOND AU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DU P.C.F.

M. Claude Contamine, président de FR 3, a répondu, mardi 18 septembre, à la lettre que lui avait adressée la lettre M. Georges Marchais, secrétaire général du P.C.F., qui demandait à répondre sur cette chaîne aux déclarations du président de la République (le Monde du 19 septembre) : « Notre journal national fera naturellement état des réactions des diverses formations politiques après l'interview du chef de l'Etat, écrit M. Contamine. Il ajoute : « Comme vous le savez, d'autre part, notre rédaction a prévu depuis plusieurs jours d'enregistrer pour « Soir-3 » des interviews spéciales des représentants des grandes formations politiques à la veille de la rentrée parlementaire, et rendez-vous à été pris avec vous pour le 27 septembre. Enfin, dans la série de nos tribunes libres, une émission sera offerte au P.C. dans les prochaines semaines. Ces occasions diverses vous permettront sûrement de faire connaître sur FR 3 les positions de votre parti. »

SCIENCES PO. Préparations

Octobre à Juin

- Plein-Temps
- Parallèle

IPEC Enseignement supérieur privé
45, bd Saint-Michel, Paris 6^e
Téléphone : 633.81.23/22.03.71/03.45.87

JAPNICO

Le consensus français

Le consensus français... (Texte très flou et difficilement lisible, semble être une transcription automatique ou une image dégradée d'un article.)

Le conseil municipal de gauche d'Alger
M. FERNAND LEFORT
RENONCE A SES FONCTIONS

UN DES CHEFS DU «PUTSCH» D'ALGER

Le général André Zeller est mort

Le général André Zeller est décédé le mardi 18 septembre à l'âge de quatre-vingt-un ans, en son domicile parisien. Il avait été par deux fois chef d'état-major de l'armée de terre et fut, en avril 1961, l'un des chefs du putsch des généraux à Alger.

L'amertume du vieux soldat

L'Est patriote et l'Algérie, une tradition militaire familiale et un caractère abrupt, tels sont les éléments qui ont fait du général André Zeller un des chefs de la révolte militaire d'Alger en 1961. Fils d'un général, frère cadet d'un futur général — le général Henri Zeller qui sera un des organisateurs du Vercors et gouverneur militaire de Paris —, le général André Zeller, né le 1^{er} janvier 1908 à Besançon, appartenait à une famille d'ingénieurs et d'officiers dont une partie essaima en Algérie.

Engagé à dix-sept ans, en 1915, il est en 1916, à Verdun, sous-lieutenant d'artillerie et commande une batterie en 1918. Après la guerre, il continue de servir dans l'artillerie jusqu'en 1938, puis ses dons de technicien et d'organisateur le font utiliser dans les chemins de fer. Ainsi est-il commissaire militaire du réseau algérien et du réseau Méditerranée-Niger.

Dans l'armée, le commandement en second de l'Ecole de guerre en 1948, l'inspection de l'artillerie en 1950 ; une carrière solide et sans éclat. Ce sont ses qualités d'organisateur qui amèneront le général Kœnig, ministre de la défense nationale en 1955, à le porter à la succession du général Clément Bano au poste de chef d'état-major de l'armée de terre. Celle-ci, tiraillée entre ses missions interarmées dans l'OTAN et les débuts de la guerre d'Algérie, a besoin d'un gestionnaire. Un premier conflit opposera l'année suivante le général Zeller à M. Max Lejeune, alors secrétaire d'Etat à la guerre.

Le chef d'état-major ne peut admettre que l'on sacrifie les divisions modernes, à grande frappe mise sur pied pour le théâtre européen, à des missions algériennes où leur coût excessif et leur inefficacité sont évidents. Et, en pleine « classes creuses », les « économies » réalisées pour combler les vides prévisibles du contingent sont absorbées par les envois massifs et sans signification évidente, autre que politique, de jeunes soldats en Algérie. C'est la rupture sur un problème technique, car la position politique du général est sans ambiguïté. Le 26 février 1956, le chef d'état-major qui, en janvier, avait été nommé en même temps inspecteur général, demande à être relevé de ses fonctions. Il entre à la Société de développement régional du Sud-Est.

Une partie de l'armée est mécontente de la façon dont est menée la guerre d'Algérie. André Zeller se fait son porte-parole. Dans l'hebdomadaire *Carrefour*, il mène une violente campagne contre la politique militaire des gouvernements successifs et se fait le héraut de l'Algérie française. De Gaulle au pouvoir — sans que le général Zeller ait contribué à l'y amener — le rappelle à la tête de l'état-major de l'armée de terre : il jouit d'un grand prestige parmi les cadres.

Le général Zeller s'installe en force boulevard Saint-Germain et fait de son état-major un bastion de l'Algérie française, alors que le régime — et surtout son chef — prend de plus en plus de distances avec la politique d'intégration. De Gaulle a toujours eu le goût de faire faire sa politique par ceux qui y sont opposés. André Zeller est maintenu par deux fois au-delà de la limite d'âge. Lorsque, en 1959, il quitte ses fonctions, il fait précéder son départ d'une tournée d'adieux qui est une suite de manifestations en faveur de l'Algérie française. Puis, redevenu civil, il ne se contente plus d'écrire, il agit et complète malgré la surveillance dont il est l'objet. Les colonels activistes qu'il a mis en place et soutenus l'informent.

Il ne se sent pas en mesure de prendre la tête d'un mouvement militaire et, en liaison avec le général Jouhaud, y pousse le général Maurice Challe qui a, lui aussi, quitté l'uniforme.

Le 20 avril, tous deux s'embarquent clandestinement à Oran pour Alger en compagnie du colonel Brozzi. Dans la nuit du 21 au 22 avril, Alger est entre leurs mains. Dans le triumvirat Challe-Jouhaud-Zeller, qui rejoindra ensuite le général Salan pour former ce que de Gaulle baptisera « un quartet de généraux en retraite », c'est lui qui est chargé des questions économiques et financières. Mais il intervient dans le domaine politique, faisant notamment arrêter le général de Pouilly, commandant la région d'Oran, venu négocier avec les chefs du putsch et qu'il accuse de double jeu.

Lorsque l'échec de l'entreprise apparaît à Challe et qu'il avertit les autres conjurés de son intention de se rendre, André Zeller résiste vivement avant d'accepter l'irréversible. Après la dernière apparition des généraux au balcon du gouverne-

ment général, dans la nuit du 25 au 26 avril, il se met en civil et se réfugie chez des amis. Le 6 mai, pour ne pas les compromettre, il se constitue prisonnier.

Il comparait devant le haut tribunal militaire aux côtés du général Challe et partage sa condamnation à la détention perpétuelle et son emprisonnement à Tulle. Il est gracié le 14 juillet 1968, à soixante-huit ans, et bénéficie de l'amnistie de 1969.

Abandonnant la polémique et la politique, il se tourne alors vers l'écriture. Il décrit avec sympathie les « hommes de la Commune » et les « soldats perdus » des armées de Napoléon et de Louis XVIII et livre son expérience de chef militaire dans une série de *Dialogues*.

Vieux soldat, il a dépassé le stade des vains regrets, sinon celui de l'amertume à l'égard de ceux qui refusèrent de le suivre lors du putsch. A la mort de Maurice Challe, en janvier dernier, il écrit, dans une déclaration au *Monde* : « Sans doute était-ce sa confiance extrême dans la nature humaine et dans la solidité des liens ainsi formés qui l'a — comme nous — jeté si avant dans les journées d'avril 1961... »

JEAN PLANCHAIS.

LA PRÉPARATION DE LA SESSION PARLEMENTAIRE

- M. Barre accepte l'organisation à l'Assemblée d'un débat d'orientation sur la politique familiale
- Accord de principe sur la réforme de la fiscalité locale

M. Raymond Barre a commencé la série des entretiens qu'il se propose d'avoir avec les représentants de la majorité, avant l'ouverture de la session parlementaire d'automne, en recevant à déjeuner, mardi 18 septembre à l'hôtel Matignon, MM. Claude Labbé, président du groupe R.P.R., Roger Chénou, président du groupe U.D.F., et les présidents des six commissions permanentes de l'Assemblée nationale, en présence de MM. Maurice Papon, ministre du budget, et Jacques Limouzy, secrétaire d'Etat chargé des relations avec le Parlement.

Le premier ministre et ses interlocuteurs se sont essentiellement entretenus de la fixation de l'ordre du jour prioritaire. Comme prévu, la session débute, au Palais-Bourbon, par l'examen du rapport du gouvernement sur l'exécution et l'actualisation de la loi de programmation militaire, auquel succédera la discussion du projet de loi visant à réformer le régime de la fiscalité locale directe. La discussion du projet de loi d'orientation agricole sera renvoyée à la fin de la session, après l'examen du projet de loi de finances 1980. Cette décision a été prise d'un commun accord par le R.P.R. et l'U.D.F. afin de permettre au rapporteur du texte, M. Maurice Cornette (R.P.R.,

Nord), qui est actuellement hospitalisé, de pouvoir commenter lui-même le projet.

En fin de session, les députés débattront également des projets relatifs aux conditions de séjour et de travail des étrangers en France et aux diverses mesures de financement de la Sécurité sociale, ainsi que du projet visant à reconduire, en l'aménageant, le texte de 1974 sur l'interruption volontaire de grossesse, qui doit être prochainement déposé. A ce sujet, M. Barre a accédé au désir exprimé de longue date par les deux groupes de la majorité et rappelé récemment par M. Chénou : le gouvernement acceptera l'inscription à l'ordre du jour de l'Assemblée, avant le débat sur la réglementation de l'avortement, d'un débat d'orientation sur la politique familiale.

Ce déjeuner a été suivi d'une séance de travail consacrée à la réforme de la fiscalité locale. Outre MM. Labbé et Chénou, y ont participé MM. Michel Aurillac (R.P.R., Indre), et André Georges Voisin (apparenté R.P.R., Indre-et-Loire), respectivement président et rapporteur de la commission spéciale chargée d'étudier le projet de gouvernement, ainsi que plusieurs autres

députés. MM. Robert-André Vivien (R.P.R., Val-de-Marne), président de la commission des finances ; Fernand Icart (U.D.F., Alpes-Maritimes) ; Olivier Guichard (R.P.R., Loire-Atlantique) ; Henri Ginoux (U.D.F., Hauts-de-Seine) ; Charles Millon (U.D.F., Ain) ; Charles Revet (U.D.F., Seine-Maritime) ; Henri Torre (apparenté U.D.F., Ardèche) ; Guy de la Verpillière (U.D.F., Ain) ; et Hubert Vollquin (U.D.F., Vosges).

A l'issue de cette réunion, M. Aurillac a indiqué que les parlementaires et le premier ministre sont parvenus à un accord de principe complet sur un certain nombre de points importants : modification de l'assiette de la taxe professionnelle, réalisation d'opérations de simulation « sur un échantillon fiable » (dix ou douze départements et environ cent vingt mille entreprises), étagement dans le temps de l'application de la réforme quand elle aura été votée. Le gouvernement déposera plusieurs amendements en ce sens, mais le régime fiscal actuellement en vigueur serait maintenu en 1980 et 1981, jusqu'à ce que le Parlement prenne une décision définitive après examen des résultats des simulations.

Maire de Saint-Ouen

M. FERNAND LEFORT

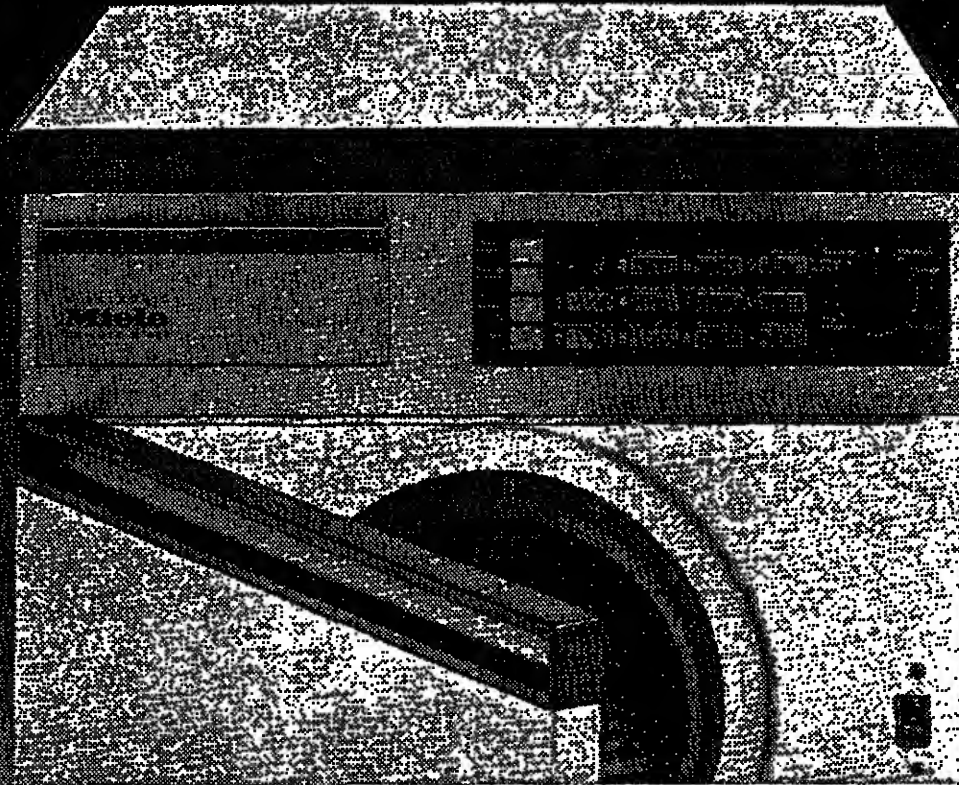
RENONCE A SES FONCTIONS

M. Fernand Lefort, sénateur (P.C.) de la Seine-Saint-Denis, a demandé à être déchargé de sa responsabilité de maire de Saint-Ouen. M. Jean Garcia, sénateur, secrétaire de la Fédération communiste de Seine-Saint-Denis, a, dans une lettre adressée à M. Lefort, exprimé l'accord de la direction fédérale pour que Mme Paulette Foss, député, conseiller général et conseiller municipal, remplace M. Lefort dans ses fonctions de maire. Le conseil municipal se prononcera le 23 septembre.

[Né le 9 octobre 1911 à Paris, maître, M. Fernand Lefort, est maire de Saint-Ouen depuis 1948. Elu conseiller général de la Seine (canton de Saint-Ouen) le 17 mai 1963, il est resté jusqu'en 22 septembre 1973, date à laquelle Mme Paulette Foss reprend le siège. Eu sénateur le 23 septembre 1968, M. Lefort a été réélu le 25 septembre 1977.]

• M. Alain Poher, président du Sénat, a quitté Paris, lundi 17 septembre, pour l'Union soviétique, à l'invitation du Soviet suprême. Son itinéraire le conduira de Moscou à Leningrad et à Kiev où il aura des contacts politiques. Président de l'Association des maires de France, il sera également reçu par les municipalités des villes visitées. Il est accompagné dans son voyage par M. Jean-Louis Vigier, sénateur R.P.R. de Paris, président du groupe d'amitié France-U.R.S.S. du Sénat. C'est la première fois qu'un président du Sénat français se rend en Union soviétique.

Voici la première machine à laver commandée par micro-processeur.



Miele présente les premiers lave-vaisselle, machine à laver et sèche-linge commandés par micro-processeur.

Ce nouveau pas en avant est conforme à la philosophie Miele. Créer des machines chaque fois plus fiables, apportant pendant des années et des années un service irréprochable.

Cette nouvelle génération de machines assure une durée de vie encore plus longue, grâce au cerveau électronique qui garantit un fonctionnement encore plus précis et rigoureux. La majorité des éléments de commande mécaniques

substitués à l'usage sont supprimés et remplacés par le micro-processeur (près de 2000 instructions et composants électroniques rigoureusement inusables et indéfectibles).

Ce micro-processeur permet en plus la bonne marche du système à touches digitales sensibles. Vous avez le confort d'utilisation le plus moderne.

Cette nouvelle génération Miele est encore plus efficace, encore plus performante, encore plus rassurante. Vous pouvez compter sur ces machines. Ce sont des investissements qui garantissent une grande tranquillité d'esprit.

Miele

Miele S.A. - 9, avenue Albert Einstein - 93151 Le Blanc-Mesnil

POLITIQUE

LA PERSPECTIVE DE L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE

M. Martinet (P.S.) : avec 30 % des voix au premier tour la victoire est probable

M. Gilles Martinet, membre du comité directeur du parti socialiste, écrit, dans son éditorial de la revue l'Unité du mois de septembre : « Je comprends que des socialistes demeurent traumatisés par le souvenir des gouvernements de « troisième force » (...), mais il importe précisément de se débarrasser de ce complexe et l'on veut que le parti socialiste joue pleinement son rôle au sein d'une coalition qui ne se reconstituera que dans la mesure où nous aurons forcé les communistes à changer bien davantage qu'ils ne l'ont fait jusqu'à présent. Et pour les y forcer, ajoute-t-il, il faut autre chose que des paroles d'écouter et des témoignages de bonne foi. » M. Martinet déclare, d'autre part, que « toute tentative de transformation de la société française doit désormais intervenir dans le contexte d'une véritable « guerre économique » et ajoute : « Nous ne réussirons que si nous sommes prêts à livrer et à gagner la guerre économique (...), que si nous situons notre effort dans le cadre de la communauté européenne et en direction du tiers-monde. » Le député à l'Assemblée européenne indique enfin : « Les socialistes, selon Georges Marchais, ne penseraient qu'au second tour de la future élection présidentielle. S'il était vrai, ce serait

M. GISCARD D'ESTAING EN AQUITAINE DU 4 AU 6 OCTOBRE

Le président de la République fera un voyage officiel en Aquitaine du 4 au 6 octobre. Il visitera notamment Agen, Pau et Bordeaux, où il prononcera le samedi 6 le discours de clôture du congrès des veuves civiles. Ce voyage est le premier d'une série de trois. Le 4 mai dernier, au « Forum » de Radio-Montecarlo, le chef de l'État avait annoncé son intention de se rendre à plusieurs reprises en visite officielle dans le Sud-Ouest pour rencontrer la population et les élus et, surtout, pour acquiescer une meilleure connaissance de la manière dont se développe sur place la réalisation du plan décennal de développement du Grand Sud-Ouest.

S.O.S.-Environnement formule une série de propositions à l'adresse des quatre grands partis

M. Jean-Claude Delarue, président de S.O.S.-Environnement, membre du Conseil économique et social, a annoncé, mardi 18 septembre, que cette organisation avait décidé de « donner dès maintenant le coup d'envoi de la campagne présidentielle des associations ».

M. Delarue a rappelé que : « en 1974, une soixantaine d'associations de la région parisienne ont interrogé les candidats à l'élection présidentielle sur des sujets tels que la priorité aux transports en commun, la protection de l'environnement contre des projets immobiliers ou autoroutiers, la sécurité routière, etc. ». Il a ajouté : « Cette démarche a permis d'obtenir du président de la République des décisions comme l'abandon de la voie express rive gauche et du projet de centre de commerce international aux Halles. De même, la

présence de candidats écologistes ou défenseurs de l'environnement aux élections cantonales de 1978 et municipales de 1977 a contribué à faire échouer les projets d'autoroute A-10, en banlieue Sud, et de radiale Vincennes, à Paris. »

S.O.S.-Environnement estime que, avec près de 4,4 % des suffrages exprimés lors de l'élection européenne du 10 juin, les écologistes sont en mesure de faire la décision lors de l'élection présidentielle de 1981. Pour que leurs propositions soient prises au sérieux dès maintenant, a déclaré M. Delarue, les associations de défense de l'environnement doivent « mettre au pied du mur candidats et partis des maintenant, afin d'obtenir d'eux, non seulement des promesses — plus ou moins vite oubliées après l'élection, — mais des réalisations. »

Ainsi, a déclaré M. Delarue, le président de la République, par exemple, peut faire appliquer la loi du 17 juillet 1974 qui reprend le secret administratif, mais qui est restée lettre morte, tandis que le parti socialiste peut combattre les centrales nucléaires sur le terrain en faisant rejeter les projets par les assemblées locales et régionales qu'il domine. Les municipalités R.P.R. et communistes, réclamer — et imposer dans tous

L'élaboration du « projet socialiste »

M. MAUROY : « BAIGNER D'AVANTAGE DANS LE SOCIALISME QUOTIDIEN »

M. Pierre Mauroy, député et maire socialiste de Lille, a évoqué, mardi 18 septembre, à Lille, au cours d'une conférence de presse, l'élaboration du « projet socialiste ». Commentant les amendements que ses amis devaient proposer mercredi 19 septembre, à l'occasion de la réunion de la commission de travail sur ce projet, il a indiqué : « Nous voulons augmenter la dimension internationale et européenne de ce projet. Dans ce texte, il y a d'excellentes choses, mais nous voulons souligner davantage qu'il y a un impérialisme aux U.S.A. et une volonté d'hégémonie en U.R.S.S. » Regrettant que la « dimension de responsabilité n'apparaît pas suffisamment », M. Mauroy a ajouté que ses propositions iront dans le sens d'une société décentralisée. Le P.S. doit faire « une bonne analyse de la crise actuelle » et ne pas affirmer qu'il pourrait « artificiellement faire naître la prospérité », a-t-il poursuivi. « Le projet doit baigner davantage dans le socialisme quotidien », a ajouté le maire de Lille.

VIENT DE PARAÎTRE

ATLASECO 79

Atlas économique et politique mondial

observateur

EN VENTE CHEZ TOUTS LES MARCHANDS DE JOURNAUX - 3 F

EXPOSITION GRANDE-BRETAGNE.



Du 19 septembre au 17 octobre, la Grande-Bretagne et ses cottages sont au Printemps.

D'un cottage à l'autre, vous retrouverez le raffinement et l'élégance des lainages d'Outre-Manche, cashmere et shetland, les grands classiques : kilts, pulls, imperméables... tous de couleurs douces et subtiles comme des paysages anglo-saxons. A la kitchen-shop, des porcelaines, des faïences et les traditionnelles gourmandises : cakes, toffees,

thés, marmelades. Au cottage voisin, une agence de voyages pour savoir comment, grâce à British Airways, British Rail, Car-ferry Sealink, les aéroglisseurs Seaspeed, Seajet le bateau qui vole, faire un autre pèlerinage au pays des cottages.

Enfin si vous souhaitez y aller en voiture, Austin a fabriqué spécialement pour cette exposition exceptionnelle, en série limitée, une Austin Mini 1100 cm³ baptisée « Printemps » plus snob que jamais, avec des

sièges écossais, une carrosserie couleur beige métallisé, un tableau de bord en bois, et un prix spécial Printemps : 22.900 F (clés en main. Tarif au 1.9.1979. Modèle 80).

Bon voyage... mais ne ratez pas le départ. L'exposition Grande-Bretagne ouvre ses portes le 19 septembre dans tous les Printemps.

Printemps
Housmann/Notion/Parly 2/Vilzy 2/Buile-Galazie

La nouvelle droite veut élargir son influence en ravissant à la gauche le « pouvoir culturel »

Si je décide de le conserver, je recevrai les deux volumes suivants à un mois d'anticipation et au même prix.
Quelle que soit ma décision, je garderai ma gravure.

Nom

Prénom

Rue

Code postal

Ville

Signature

JOANINE ROY.

Le Monde

Société

Dans un rapport très discuté

Des éducateurs britanniques proposent de libéraliser la loi sur les détournements de mineurs

De notre correspondant

London. — Après quatre ans d'enquête, un groupe d'éducateurs, réuni par une organisation familiale, vient de recommander que la loi fixant l'âge du consentement sexuel à seize ans soit abolie. Dans son rapport, la commission présidée par Mme Margaret Miles, spécialiste connue et respectée des problèmes éducatifs, souligne que la loi exposant à des poursuites judiciaires tout homme ayant des relations sexuelles avec des mineurs de moins de seize ans est anachronique.

Établie au dix-neuvième siècle pour protéger les jeunes filles des « séducteurs » qui les poussaient à la prostitution, la loi est mal adaptée à l'état des mœurs, estiment les enquêteurs en soulignant que son pouvoir de dissuasion est très faible. Ainsi, en 1975, quarante mille jeunes mineurs de moins de seize ans avaient eu des rapports sexuels illégaux, mais on a compté seulement sept cents poursuites judiciaires. Les taxes léguées négligent le fait que les liens sexuels entre les mineurs des deux sexes s'établissent aujourd'hui par consentement mutuel. La plupart des grossesses « scolaires » (elles ont augmenté de 30 % l'an dernier) sont la conséquence non pas de la promiscuité, mais de relations durables, souligne le rapport en notant que, dans certains cas, le jeune couple s'est marié après que le garçon ait purgé sa peine dans une prison ou une maison de redressement. De même, le rapport considère comme fautive l'idée répandue de la « séduction » des jeunes filles par des hommes plus âgés. A son avis, la protection des mineurs contre les attaques sexuelles ou les viols est suffisamment assurée par les lois actuelles.

La loi sur l'âge du consentement aboutit non seulement à pénaliser « injustement » les garçons, mais à décourager le jeune couple de se procurer des moyens anticonceptionnels. Et cela parce que les jeunes mineurs enceintes (et souvent même leurs parents) ne veulent pas nommer le père de l'enfant.

Des femmes américaines s'inquiètent de la montée de la pornographie et de la violence

De notre correspondante

New-York. — Près de sept cents femmes américaines viennent de se réunir à New-York pour débattre du problème de la pornographie. Les participantes se sont inquiétées de la vague d'images pornographiques qui ont illustré, ces dernières années, des affiches de films, des pochettes de disques, la publicité de produits de grande consommation, sans parler des couvertures de magazines « pour hommes ».

De plus en plus, pour mieux « vendre », les publicistes ont recouru à des images de femmes enchaînées, maltraitées, parfois explicitement torturées. Il s'agit d'une véritable « mode » qui gagne les publications les moins suspectes de complaisances commerciales. Parmi les documents présentés aux congressistes figuraient une page du magazine de mode ultra-sophisticé *Vogue*, montrant une femme giflée à toute volée par son partenaire.

Mme Gloria Steinem, directrice du magazine féministe *M.S.*, a rappelé que l'origine du mot « pornographie » évoque les femmes captives ou esclaves. « Il ne s'agit pas de féminisme qui évoque l'amour librement consenti », a-t-elle dit. C'est la violence et la volonté de dominer.

VIENT DE PARAÎTRE

ATLASECO 79

Atlas économique et politique mondial

observateur

EN VENTE CHEZ TOUS LES MARCHANDS DE JOURNAUX - 64 F

NICOLE BERNHEIM.

JUSTICE

A LA COUR DE SURETÉ DE L'ÉTAT Des Bretons ordinaires

Qui sont-ils ces vingt-deux militants (1) bretons jugés depuis le début de la semaine par la Cour de sûreté de l'État ? Difficile de leur trouver un qualificatif ou un dénominateur commun. Leur âge se situe entre vingt-deux et soixante-trois ans ; leur niveau d'études va du certificat d'études aux diplômes supérieurs ; leur profession, d'employé municipal à enseignant. Un éventail assez large de la société française, même si la presque totalité est issue de milieux modestes et exerce un travail manuel. On pourrait presque dire, sans nuance péjorative, qu'il s'agit de Bretons moyens de la Bretagne profonde puisque l'adjectif est à la mode.

Pour presque tous, leur passé judiciaire est sans tache, leur niveau intellectuel bon et leur équilibre mental justifié sans faille. La plupart sont mariés, pères de famille et bénéficient de l'estime de leur entourage. Alors, pourquoi un jour se sont-ils levés, ont-ils volé des explosifs et sont-ils allés faire sauter des bâtiments publics, des gendarmeries, des relais de télévision ou des banques ? Une question dont la réponse est multiple et se perd aussi bien dans le passé que dans la situation actuelle de cette région.

L'un des prévenus, Bernard Delbecq, dit « Minot », chanteur, sous le pseudonyme de Lolo Le Carvanter, l'a expliqué en une phrase : « Quand on se heurte à un mur toute la journée, quand le préfet, le maire, les autorités refusent de vous entendre et qu'on fond de vous-même vous êtes sûr d'avoir raison, il y a un moment où les moyens vous manquent et la violence est alors la seule solution qui reste ». Tout était dit ou presque ! Le président, M. Claude Allier, a cependant cru bon d'ajouter : « Il y a un moment où cela explose ».

C'est sans doute la première

fois qu'un procès de séparatistes bretons se déroule de façon aussi calme. L'assistance est chahutée et ne manifeste jamais. Les prévenus répondent tranquillement aux questions, un peu agacés quelquefois par les commentaires faits sur eux par les policiers, les gendarmes ou les psychiatres dans leur curriculum vitae. Ils n'ont pas encore expliqué les raisons de leur combat mais critiquent les conclusions du « manifeste des nationalistes révolutionnaires bretons emprisonnés » tout en étant d'accord sur le fond, bien sûr, MM. Lionel Chenevier et Patrick Montaudou, qui le revendiquent du premier au dernier mot. L'intégrant du château de Versailles ? Ils désapprouvent mais ils sont solidaires de leurs auteurs et s'insurgent contre le fait que cette affaire ait été dissociée des autres et que maintenant, comme le dira M. Jean-Luc Leducq, on fasse encore planer « l'ombre de Versailles » sur ce procès. Quelques-uns protestent contre les incultures de la cour à juger plus les idées politiques que les faits. Et les avocats s'élèvent contre l'utilisation faite par le parquet de lettres, signatures à un manifeste ou à une pétition pour une grève de la faim.

Des modérés ?

Pour l'instant, seuls trois d'entre eux ont revendiqué leur appartenance au Front de libération de la Bretagne. Mais la plupart affirment ne faire partie d'aucune organisation, même si beaucoup ont adhéré, puis quitté le mouvement *Strirolad ar vro* (parti du pays en raison de sa tendance de droite. Sont-ils aussi modérés qu'ils apparaissent pour l'instant ? La suite des débats le dira. Mais, dans le cas de cinq d'entre eux, les seuls qui se soient qualifiés de « modérés » sont MM. Polé, Hamon, Le Guellec et les frères

Parisse), cela ne devrait pas faire de doute pour les juges. Dans ce groupe, les trois inculpés détenus n'ont d'ailleurs pas demandé à bénéficier du regroupement dans une même maison d'arrêt, que la Cour a finalement accordé aux autres prévenus. Tous se retrouveront à Fresnes y compris MM. Chenevier et Montaudou, qui s'avaient général, M. Jacques Colette, avait qualifié de « dangereux » dans son intervention, en réponse aux conclusions déposées par la défense. Conclusions que M. Colette a rejetées, en se fondant sur l'argumentation développée lors de procès précédents et en les qualifiant de « cuisine », voire d'« épiphany ». Ce qui n'a pas empêché M. Leducq, qui s'exclama : « Ce n'est pas de la cuisine, ni des épiphany, ni des procédés. Vous jugez sous la procédure, et la procédure c'est notre liberté, car si on la viole il n'y a plus de liberté. La procédure est une chose sérieuse ».

Dans une longue plaidoirie, l'avocat critiqua la Cour de sûreté de l'État, « cette juridiction d'exception soumise au bon vouloir politique », et s'en prit au délai de garde à vue, qui « accule les suspects au vertige de l'aveu ». M. Leducq cita à ce propos le traité théorique et pratique de police judiciaire à l'usage des commissaires et officiers de police judiciaire de M. Louis Lambert, publié en 1951 (2) dans lequel il est écrit : « Il existe un degré inférieur de torture qui ne tombe pas sous le coup de la loi, qui ne viole même pas la procédure et se prolonge des heures et des heures et où les policiers se reposent jusqu'à la nuit pour profiter de l'épuisement intellectuel de leur adversaire, finalement accusé au vertige mental d'avoir procédé l'aveu ». Torture encore pourtant nullement prohibée que d'avoir à demeurer assis sur une chaise un jour entier, puis une nuit, et d'après cela encore, d'être interrogé par la police dans son interrogatoire du criminel : « n'est-ce pas une forme de torture que l'interrogatoire qui se prolonge des heures et des heures et où les policiers se reposent jusqu'à la nuit pour profiter de l'épuisement intellectuel de leur adversaire, finalement accusé au vertige mental d'avoir procédé l'aveu ? ».

Après délibération, la Cour décida de joindre au fond les conclusions déposées. Les procès continueront jeudi matin 20 septembre avec la fin de l'interrogatoire de personnalité des inculpés.

MICHEL SOLE-ROCHARD.

FAITS DIVERS

M. JACQUES TILLIER A QUITTÉ L'HÔPITAL

Escorté d'une dizaine de policiers de l'Office central de répression du banditisme (O.C.R.B.), M. Jacques Tillier, journaliste à *Minute*, blessé par Jacques Mesrine, le 10 septembre, a quitté l'hôpital de Creil (Oise), mardi 18 septembre. « J'ai encore du plomb dans l'aine », a déclaré le journaliste, et il faudra sans doute me réopérer. Mais si Mesrine me donne rendez-vous demain, j'y retournerai ».

L'hebdomadaire *Minute* publie, d'autre part, le « récit-vérité » de Jacques Tillier, dans son numéro du 19 septembre. Le journaliste y reprend ses déclarations à la presse. Selon M. Tillier, Jacques

Mesrine lui aurait déclaré que le montant de la rançon de l'enlèvement de M. Jean-Luc Leducq s'élevait à 10 millions de francs et non à 6 millions, comme cela avait été annoncé (*le Monde*, daté 16-17 septembre).

Dans un autre article, la rédaction de l'hebdomadaire annonce qu'elle va porter plainte en diffamation contre *l'Humanité*, qui avait écrit dans son édition du 11 septembre : « Jacques Tillier illustre un monde qui n'est pas le nôtre, celui où deux professions qui exigent d'être pratiquées avec rigueur se confondent plus ou moins avec le banditisme breton, qu'elles sont chargées de cotoyer ».

● Les saisies de drogues en Grande-Bretagne. Après la saisie, dans la nuit du 16 au 17 septembre, de 1,5 tonne de résine de cannabis sur un bateau (le *Monde* du 19 septembre), les policiers britanniques ont procédé à plusieurs perquisitions. Dans un garage du sud de Londres, ils ont découvert, dans la nuit de lundi à mardi 18 sep-

tembre, un nouveau stock de drogues portant à 4,5 tonnes le total de leurs prises. La valeur de ce stock de produits saisis se situerait entre 8 et 10 millions de livres (de 50 à 62 millions de francs). Cette importante opération a permis l'arrestation de vingt-deux personnes, dont trois femmes. — (A.F.P., A.P., Reuters.)

Faits et jugements

Pour la chancellerie l'innocence de Guy Falgairelle n'est pas encore établie

A propos de l'affaire Falgairelle, du nom de cet appelé au contingent condamné, en 1978, à huit ans de réclusion criminelle pour un hold-up revendiqué quelques semaines plus tard par un autre délinquant (le *Monde* du 19 septembre), le ministère de la justice a publié, mardi 18 septembre, un communiqué dans lequel il affirme qu'« aucun élément » ne permet, pour l'instant, d'affirmer que Guy Falgairelle « a été condamné à tort ». La chancellerie rappelle toutefois que « des investigations complémentaires ont été prescrites », après que Guy Falgairelle eut présenté une requête en révision en produisant la lettre d'un autre détenu, Yannick Boulet.

L'avocat de M. Falgairelle, M. Christian Etelin, conteste en outre que son client ait produit lui-même la lettre de Yannick Boulet : « C'est ce dernier, dit-il, qui a écrit au parquet de Nîmes pour s'accuser du hold-up pour lequel Falgairelle venait d'être condamné. Cette lettre, envoyée le 22 juin 1978 par Boulet, a été enregistrée au parquet général de Nîmes le 5 ou 6 juillet. Falgairelle n'a été mis au courant de cette démarche que par la lecture de la presse, le 14 juillet ».

Escroquerie immobilière à Toulouse

Une affaire d'escroquerie immobilière portant sur plusieurs millions de francs et touchant plusieurs centaines de personnes vient d'être découverte à Toulouse, par la section économique et financière du Service régional de la police judiciaire. Deux personnes ont été arrêtées : M. René Calaja, cinquante-six ans, gérant de la société immobilière Construction d'Occitanie, et M. Gérard Nicolas, trente-deux ans, directeur commercial de la même société, une S.A.R.L. au capital de 20 000 F, ayant son siège à Toulouse.

Il s'agit d'un déficit comptable qui a fait apparaître l'escroquerie. Le procédé était simple. Les promoteurs immobiliers qui vendaient des maisons en cours de construction (un programme de plus de cinq cents pavillons) se faisaient verser une avance dépassant le taux autorisé alors que les travaux n'étaient pas commencés. Ensuite, ils falsifiaient « libérer » les prêts en fournissant de faux certificats d'avancement de travaux.

Inculpé par le juge d'instruction d'escroquerie, d'infraction à la loi sur les constructions, banqueroute simple et frauduleuse, et abus de bien sociaux, M. Calaja et Nicolas ont été placés sous mandat de dépôt à la prison de Saint-Michel. Pour l'instant, une vingtaine de plaintes seulement ont été déposées, mais les autres victimes sont invitées par le S.R.P.J. à se faire connaître pour établir de façon précise le montant des escroqueries qui pourraient atteindre une dizaine de millions de francs. — (Corresp.)

● M. Bernard Derouier, député (P.S.) du Nord, s'inquiète, dans une question écrite au garde des sceaux, des dispositions prises par la circulaire du 23 avril 1979 qui concerne les agents de la fonction publique. « Cette circulaire », écrit M. Derouier, porte gravement atteinte aux libertés puisqu'elle invite les parquets à transmettre systématiquement à l'administration les copies des jugements concernant les fonctionnaires, quelle que soit la décision du juge d'instruction ou non des condamnations au bulletin n° 2 du casier judiciaire. Or cela est contraire aux dispositions de la loi du 11 juillet 1975 (article 775 du code de procédure pénale) qui stipule que la non-inscription d'une condamnation au bulletin n° 2 du casier judiciaire emporte relèvement de toute interdiction d'élection ou incompatibilité de quelque nature qu'elle soit, résultant de la condamnation ».

M. Derouier demande au garde des sceaux « d'envisager de revenir sur cette circulaire qui, si elle était appliquée, conduirait à de véritables interdictions professionnelles ».

● Le tribunal correctionnel de Saint-Etienne a condamné, mardi 18 septembre, à 1 000 francs d'amende et 5 834 francs de dommages et intérêts, un médecin de Roche-la-Mollière (Loire), le docteur Georges Chamboret, pour avoir blessé un policier qu'il avait pris pour un voleur. De retour du commissariat, le 23 juillet 1977, où il était allé déclarer le cambriolage de son appartement, le médecin avait trouvé deux gardiens de la paix dans une voiture banalisée qui l'avaient avancé devant son domicile. Croyant se trouver en présence de ses cambrioleurs, il avait blessé l'un d'eux d'un coup de feu.

INSCRIT AVANT LE 28 SEPTEMBRE : VOUS PARLEREZ ANGLAIS A NOËL.

BERLITZ®

Depuis 1878

Opéra : (0) 742.18.39 - Champagne-Elysees : (0) 720.41.60 - Mairie : (0) 371.13.4 - Pantheon : (0) 633.98.77 - Saint-Augustin : (0) 822.22.23 - Victor-Hugo : (0) 500.34.58 - Boulogne : (0) 609.15.10 - La Défense : (0) 773.68.16 - Versailles : (0) 950.08.70 - St-Germain-en-Laye : (0) 976.75.00, également à Bordeaux, Cannes, Lille, Lyon, Marseille, Nice, Strasbourg, Toulouse.

Langues Vivantes

La méthode Berlitz est simple. Prenez

une bonne décision de rentrée : appelez Berlitz. Aujourd'hui!

BERLITZ: LES LANGUES SUR MESURE.

JAN 20 1980

DE L'ÉTAT Inaires

Faits et jugements

Paris. Une loi de dérogation à la loi de 1958 sur le statut des étrangers, votée par l'Assemblée nationale le 19 septembre, a été promulguée le 20 septembre. Elle concerne les étrangers résidents en France depuis plus de dix ans, qui peuvent bénéficier d'une facilité de naturalisation. La loi prévoit également des mesures de simplification des procédures administratives relatives aux étrangers. Elle est entrée en vigueur le 1er octobre.

Paris. Le ministre de l'Intérieur, M. Jacques Foccart, a annoncé le 19 septembre que le gouvernement envisageait de modifier la loi sur le statut des étrangers. Ces modifications viseraient à faciliter l'accès à la nationalité française pour les étrangers résidents en France depuis une longue période. Le ministre a précisé que ces mesures s'inscrivaient dans une politique plus large de simplification des procédures administratives.

Paris. Le ministre de l'Intérieur, M. Jacques Foccart, a annoncé le 19 septembre que le gouvernement envisageait de modifier la loi sur le statut des étrangers. Ces modifications viseraient à faciliter l'accès à la nationalité française pour les étrangers résidents en France depuis une longue période. Le ministre a précisé que ces mesures s'inscrivaient dans une politique plus large de simplification des procédures administratives.

CINQ CADRES TRADUITS DEVANT LE TRIBUNAL CORRECTIONNEL DE BOBIGNY

La mort d'un ouvrier des presses

Le 28 juin 1979, un ouvrier algérien, Mohamed Mezzi, mourait, la tête broyée par une presse de 500 tonnes, à la suite d'explicables négligences qui valaient à cinq cadres de l'usine Bendix de Drancy (Seine-Saint-Denis) de comparaitre, mardi 18 septembre, devant la douzième chambre du tribunal correctionnel de Bobigny présidée par M. Pierre Prades, pour homicide involontaire et infraction à la législation du travail.

On saura le 9 octobre si le tribunal a été sensible au réquisitoire du ministère public qui a réclamé pour deux directeurs de l'usine des peines d'emprisonnement avec sursis. On s'est rangé aux arguments des principaux prévenus qui ont insisté sur la responsabilité de leurs supérieurs hiérarchiques. Une argumentation que M. François Nativé, avocat de la C.F.D.T., partie civile avec la C.G.T., avait refusée à l'avance en s'élevant contre l'impunité dont bénéficient les employeurs au détriment, a-t-il dit, de la sécurité des salariés.

Mohamed Mezzi, qui devait être la victime anonyme d'un de ces accidents du travail qui coûtent, chaque année, la vie à quelque mille sept cents salariés, avait été affecté à l'atelier des presses lourdes. Des dispositions du code du travail réglementent strictement l'utilisation de ces énormes machines qui embouteillent avec un bruit d'enfer les plaques de tôle qu'y placent les ouvriers.

Au départ, ces règles avaient été respectées. Deux falceaux lumineux, disposés de chaque côté de la presse, bloquaient la descente de celle-ci, aussitôt que surgissait devant eux une main ou un bras. Précaution supplémentaire, la machine stoppait net si l'une des cellules photo-électriques restait obscurcie plus de dix secondes par les opérations de placement et de déplacement des pièces embouties, signe qu'un incident retardant des pièces s'était produit. Une garantie, une barrière métallique empêchait les deux opérateurs de se glisser par inadvertance entre la presse et les deux falceaux lumineux.

Le jour où Mohamed Mezzi est mort, écrasé, ces précautions n'étaient plus respectées depuis plusieurs mois. Sous prétexte de réorganisation du travail, il n'y avait plus qu'un seul ouvrier sur la machine. Il plaçait les plaques de tôle sur la presse puis, une fois embouties, les faisait glisser sur un plan incliné vers un conteneur, de l'autre côté de l'engin.

Mohamed Mezzi est mort parce que ce plan incliné, fait de mauvaise tôle, présentait des aspérités empêchant certaines pièces de glisser normalement. Pour une raison qui demeure inexplicable, la barrière placée entre la machine et les falceaux lumineux avait été supprimée. Pour un motif tout aussi mystérieux, l'obscurement de ces falceaux ne stoppait pas la descente de la presse au bout de dix secondes,

mais de trente-cinq. Mohamed Mezzi s'est glissé sous la machine, qui n'offrait plus aucune sécurité, pour dégager une pièce qui refusait de descendre sur le plan incliné. Un instant à suffi.

Situer les responsabilités

Au cours de l'audience, un des avocats de la défense, M. Philippe Elchion, a fait remarquer que Mohamed Mezzi aurait dû faire le tour de la presse pour dégager la plaque récalcitrante : il avait fait preuve d'imprudence. A quoi M. Nativé a répondu que le nouveau système de chronométrage mis en place quelques temps auparavant incitait les ouvriers à gagner du temps. Pas le contraire. Au détriment, parfois, de leur sécurité.

Le procès du travail au rendement, auquel on a assisté un moment, a toutefois été relégué au second plan par les déclarations des cinq inculpés, d'où il ressort que des fautes sérieuses ont été commises. M. André Lamy avait bien la responsabilité de l'atelier de presse, mais, à l'en croire, il ignorait tout de leur système de sécurité. M. Henri Courtois, chef du personnel de M. Lamy, laisse entendre qu'il était chargé de la sécurité, n'avait, affirme-t-il, aucune compétence technique en la matière. M. André Clément, ingénieur de sécurité, lui, était censé en avoir, mais ne parvenait pas, dit-il, à convaincre du bien-fondé de ses observations ses supérieurs hiérarchiques. Encore qu'il n'ait pas eu la curiosité de faire traduire un rapport alarmiste du constructeur allemand des presses sur les dangers que présentaient celles-ci depuis quelque temps.

L'un des supérieurs hiérarchiques de M. Clément, justement, est M. Adrien Delles, directeur de l'usine de Drancy, dont M. Elchion laisse entendre qu'il n'est après tout « qu'un salarié ». On se tourne alors vers M. Pierre Granch, directeur général de la division poids lourds de Douciller-Bendix-Alr-Equipement (D.B.A.) dont dépend l'usine, inculpé lui aussi. Mais, explique son défenseur, M. Olivier de La Myre-Mory, D.B.A. est un grand groupe dont M. Granch n'est qu'un des cinq directeurs généraux. Au-dessus il y a un P.-D.G. qui, lui, n'a pas été inculpé.

M. Paul Méner, qui, du banc du ministère public, ferraille avec les avocats de la défense entend assigner les responsabilités. Il suggère la relaxe de M. Lamy et Courtois, qu'il juge de bonne foi, il souhaite une amende pour M. Clément et des peines d'emprisonnement avec sursis pour les deux directeurs. Le code du travail est formel : un opérateur ne doit pas pouvoir de son poste, atteindre, même volontairement, les organes d'une presse en mouvement. Un homme est mort sans qu'à aucun moment le procès ait donné le sentiment que tout avait été fait pour éviter ce drame. Doit-on fermer les yeux sur de telles négligences ?

BERTRAND LE GENDRE.

LE COMITÉ DES INTELLECTUELS POUR L'EUROPE DES LIBERTÉS CONTRE L'EXTRADITION DE M. PIPERNO

Le Comité des intellectuels pour l'Europe des libertés (CIEL), s'élève contre la nouvelle demande d'extradition de M. Franco Piperno par les autorités italiennes. Cette demande devait être examinée, ce mercredi 19 septembre, par la chambre d'accusation de la cour d'appel de Paris. Après avoir rappelé « son entière réprobation des thèses exprimées par les autonomes italiens, qu'annoncent notamment MM. Negri, Scalone et Piperno », le CIEL déclare :

« Les règles du droit aussi bien que la jurisprudence s'opposent à une extradition réclamée pour des motifs manifestement politiques. La Cour de Paris a refusé cette extradition une première fois, le 31 août. Dès le 29 août toutefois, le juge Gallucci, évitant l'insistance de ses premières formulations, avait adressé un second dossier ne comportant pas moins de quarante-six chefs d'inculpation, invraisemblable patchwork juridique allant du délit d'association subversive... à des infractions au code de la route. Ni la justice ni le gouvernement français ne sauraient se laisser prendre à une telle manœuvre. »

« Sachant que, en Italie, la défection provisoire peut s'élever sur quatre années ou plus, ils ne sauraient cautionner le cours singulier pris par une justice italienne trait de tractions politiques et de compromis « historiques » par-dessus le respect du droit. A cet égard, le

CIEL rappelle que l'analyse rédigée à sa demande par M. Carlo de Gori, professeur à la faculté de droit de Padoue, concernant les irrégularités dans l'instruction de l'affaire Negri, l'absence de preuves autres que « documentaires », le respect incomplet des droits de la défense, est restée sans réponse. Cette situation appelle à de l'inquiétude et à une information exigeante. Tout renouement au droit pour quelque motif politique ou idéologique que ce soit devrait être dénoncé par les intellectuels et les hommes libres. »

★ CIEL, 112, boulevard Saint-Germain, 75006 Paris, tél. 329-45-00. Président : M. Eugène Ionesco ; secrétaire général : M. Alain Barbenne ; membres du comité : MM. Jean-Marie Domenech, Fernando Arrabal, Hubert Aslan, François Feito, Mme Maria Mauban et M. Philippe Sollers.

■ Environ deux cents personnes ont manifesté, mardi 18 septembre, à Paris, à l'appel de diverses organisations d'extrême gauche, pour protester contre les menaces d'extradition qui pèsent sur M. Franco Piperno. Rassemblés à 18 h. 30 près du Forum des Halles, dont les entrées étaient étroitement surveillées par des cordons de gardiens de la paix, les manifestants se sont dirigés, aux cris de « Non aux extraditions ! », « A bas l'Europe des flics et des patrons ! », jusqu'à la rue Saint-Martin, où ils se sont dispersés sans incident.

JUSTICE CATASTROPHES

Au Mexique LE CYCLONE HENRI A INTERROMPU LES OPÉRATIONS ENGAGÉES SUR LE PUIT DE PÉTROLE IXTOC-ONE

Vera-Cruz (Mexique) (U.P.I.). — Le cyclone tropical Henri, qui se déplace depuis plusieurs jours dans le golfe du Mexique, a arrêté temporairement les opérations en cours sur le puits de pétrole Ixtoc-One, en éruption depuis le 3 juin. Henri n'est pas très violent, mais il a fait tomber des pluies exceptionnellement abondantes sur la côte du golfe de Campeche et les vents accompagnant le cyclone soufflaient à 120 kilomètres à l'heure. Deux mille personnes ont dû évacuer leurs maisons dans la région de Carmen.

■ L'important tremblement de terre — de magnitude 7,8 sur l'échelle de Richter — qui a frappé la province indonésienne de l'Irian-Jaya (ancienne Nouvelle-Guinée néerlandaise) (le Monde du 14 septembre) aurait provoqué des dégâts considérables dans les îles de Yapen et de Wapen. L'absence de moyens de communication n'a pas encore permis de dresser un état exact des dommages et du nombre des victimes, qui, pour le moment, s'élevaient à une douzaine. Il est à craindre que ces chiffres ne soient plus élevés, car la moitié de la ville d'Anas, huit mille habitants aurait été particulièrement touchée par un important glissement de terrain.

au Sicob 79 maîtrisez l'ordinateur par la voix.

Le rêve de tous : être maître absolu de son informatique. Chez Nixdorf c'est une réalité : au Sicob, pour la première fois venez parler à l'ordinateur. La parole expression suprême de la supériorité de l'homme enfin comprise par une "machine" docile et obéissante.

Sur le stand Nixdorf, en plus de la présentation de l'ordinateur à entrée vocale, vous assisterez et vous participerez aux démonstrations des

matériels conçus et réalisés pour servir la communication de l'entreprise : le 8811 terminal-téléphone, le 8870 ordinateur "à vos mesures", le 620, multi-ordinateur universel avec matériel et logiciel à évolution dissociée, les systèmes 8864 Nixdorf conçus pour faciliter la communication au guichet dans les établissements financiers.

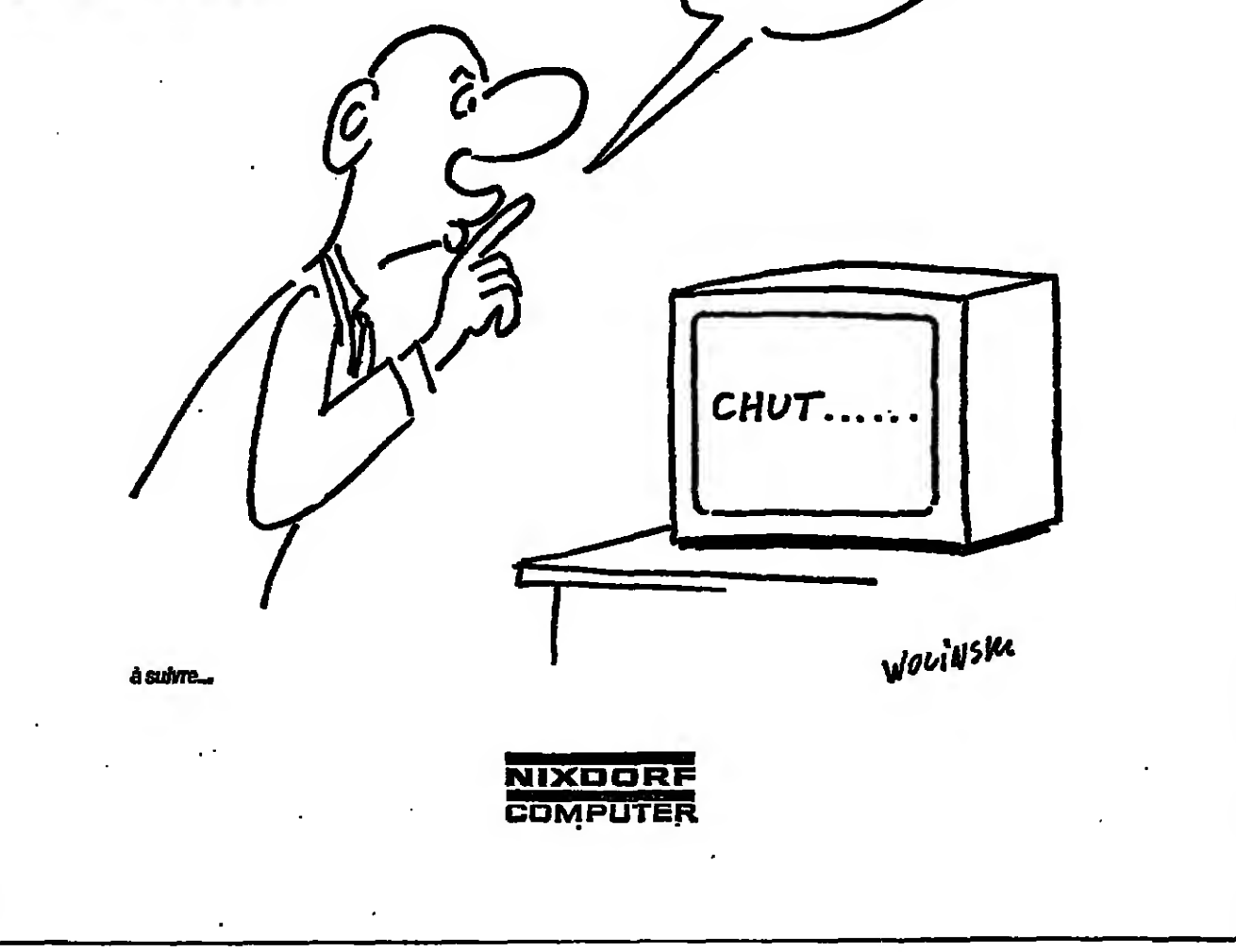
Venir au stand Nixdorf c'est déjà

chercher à améliorer la communication de votre entreprise.

Tous les visiteurs du stand Nixdorf recevront un poster inédit réalisé spécialement par Wolinski pour Nixdorf. Stand 3 DE 3467

Nixdorf Computer S.A.
7-13, boulevard de Courbevoie
92200 Neuilly-sur-Seine
Tél. 747.12.70

Quand l'informatique s'appelle Nixdorf l'homme maîtrise la communication.



UN VIOLEUR AUX ASSISES

« Contre son gré, si vous voulez... »

Certains violeurs ont une prédilection pour les parcs, les terrains vagues, les impasses sombres ou les parkings souterrains. Daniel Pautrat, un chômeur d'emploi après quelques mois, s'oppose à ses employeurs, collectionne les licenciements. « Je voulais les grandes cartes, explique-t-il, je n'ai pas fait des bleus-frites. »

Devant le tribunal, il voudrait encore faire front, « garder sa dignité ». Il déteste visiblement le portrait qu'on brosse de lui, il tente de retrouver les débris de sa vie pour apparaître comme « un homme qui a ses idées ». Il s'ennuie quand l'avocat général, M. Marcel Durieux-Carlier, dit de lui qu'il doit « avoir sa première bière dès 7 heures du matin ». S'il sort sans sa femme, chaque soir, c'est simplement parce qu'il ne peut pas laisser seuls deux enfants en bas âge. En prison, il refuse toute psychothérapie, parce qu'il a peur d'être humilié par le psychiatre.

Daniel Pautrat alimenterait aussi qu'on oublie ses viol. Pour raconter les « scènes de la cave », il a des pudeurs de langage indéchiffrables. Il perd même la mémoire. Comment se souviendrait-il de ses premières tentatives, en 1974 et 1975, dans des pensionnats de jeunes filles ? A contre-cœur, il reconnaît qu'il a tenté d'avoir des rapports avec une éducatrice... »

« Contre son gré ! réplique l'avocat général. — Contre son gré, si vous voulez. »

L'accusé met, en revanche, une certaine complaisance à admettre l'anormalité de son comportement avec les femmes : « Reconnaissons-le, dit-il, ce n'est pas normal de se comporter ainsi. » Et il demande qu'on lui explique...

Les explications ne manquent pas. « Vous trouvez une satisfaction érotique à attaquer, dépouiller, déshabiller, dominer, posséder, une femme avec le plus profond mépris pour ses réactions et ses refus », lui dit-on. Il écoute en hochant la tête. Un autre expert estime que Daniel Pautrat a « une image déformée de sa mère », mais qu'il n'a pas supporté que celle-ci prenne un compagnon à la mort de son mari. « Vous vous tenez à travers toutes les femmes. »

Les débris d'une vie

En pleine lumière, Daniel Pautrat n'a plus du tout l'air d'un « dur ». Devant la cour, présidée par M. André Giresse, il fait figure de « petit mec » : cet homme nerveux et frêle, au visage étroit barré d'une fine moustache, raconte une histoire de gosse malheureux et d'homme malade. Placé dès l'âge de quatre ans dans des centres éducatifs, il a derrière lui une longue errance : fugues, suicides et délinquance. « Il envisageait son avenir de

manière confuse et contradictoire », écrit de lui la psychologue d'un centre d'éducation surveillée. Devant plusieurs mois, s'oppose à ses employeurs, collectionne les licenciements. « Je voulais les grandes cartes, explique-t-il, je n'ai pas fait des bleus-frites. »

Devant le tribunal, il voudrait encore faire front, « garder sa dignité ». Il déteste visiblement le portrait qu'on brosse de lui, il tente de retrouver les débris de sa vie pour apparaître comme « un homme qui a ses idées ». Il s'ennuie quand l'avocat général, M. Marcel Durieux-Carlier, dit de lui qu'il doit « avoir sa première bière dès 7 heures du matin ». S'il sort sans sa femme, chaque soir, c'est simplement parce qu'il ne peut pas laisser seuls deux enfants en bas âge. En prison, il refuse toute psychothérapie, parce qu'il a peur d'être humilié par le psychiatre.

Daniel Pautrat alimenterait aussi qu'on oublie ses viol. Pour raconter les « scènes de la cave », il a des pudeurs de langage indéchiffrables. Il perd même la mémoire. Comment se souviendrait-il de ses premières tentatives, en 1974 et 1975, dans des pensionnats de jeunes filles ? A contre-cœur, il reconnaît qu'il a tenté d'avoir des rapports avec une éducatrice... »

« Contre son gré ! réplique l'avocat général. — Contre son gré, si vous voulez. »

L'accusé met, en revanche, une certaine complaisance à admettre l'anormalité de son comportement avec les femmes : « Reconnaissons-le, dit-il, ce n'est pas normal de se comporter ainsi. » Et il demande qu'on lui explique...

Les explications ne manquent pas. « Vous trouvez une satisfaction érotique à attaquer, dépouiller, déshabiller, dominer, posséder, une femme avec le plus profond mépris pour ses réactions et ses refus », lui dit-on. Il écoute en hochant la tête. Un autre expert estime que Daniel Pautrat a « une image déformée de sa mère », mais qu'il n'a pas supporté que celle-ci prenne un compagnon à la mort de son mari. « Vous vous tenez à travers toutes les femmes. »

PHILIPPE BOGGO.

MEMBRE :
S A NOËL.

MESURE.

ÉDUCATION

LA RENTRÉE SCOLAIRE

Manifestations contre la surcharge de classes et la situation des maîtres auxiliaires

Des parents d'élèves continuent de protester contre la fermeture de classes ou la suppression de postes d'enseignants. Le Val-d'Oise apparaît comme le département le plus touché par ces problèmes et les actions y sont les plus nombreuses. A l'école Casanova, d'Armonville-les-Cluses, les parents se déclarent « déterminés à poursuivre leur action tant que la classe fermée ne sera pas réouverte ».

Mardi 18 septembre, les enseignants du lycée Georges-Brasque, à Argenteuil, soutenus par les parents d'élèves, ont décidé de reconduire la grève commencée lundi 17 pour protester contre la surcharge des classes qui accueillent jusqu'à trente-neuf élèves. A Saint-Martin-du-Tertre (voir ci-dessous), deux classes comptent cinquante et un élèves.

A Chaumont (Haute-Marne), les enseignants et les agents administratifs et de service du lycée agricole sont en grève depuis le 17 et demandent le rétablissement d'un poste d'agent contractuel. Deux écoles maternelles de Plaisir (Yvelines) sont occupées

par des parents d'élèves, depuis le jour de la rentrée, qui exigent la réouverture immédiate de deux classes.

Dans l'académie de Besançon, des manifestations ont eu lieu mardi 18 septembre pour demander le réemploi des maîtres auxiliaires, dont trois cents sur les cinq cent quarante-cinq en poste l'an dernier n'ont pas encore reçu d'affectation, selon le syndicat général de l'éducation (SGEN-C.F.D.T.). Dans la région parisienne des manifestations étaient prévues ce mercredi 19 septembre après-midi devant les rectorats de Créteil et de Versailles pour protester contre les difficultés d'emploi des maîtres auxiliaires, à l'appel de plusieurs syndicats d'enseignants affiliés à la FEN, à la C.G.T. et à la C.F.D.T.

Enfin, des parents d'élèves d'une école du département de l'Orne ont déclenché une grève pour obtenir le départ d'une institutrice. Ils estiment que le travail de cette dernière est « inefficace ».

Grève dans l'Orne pour demander le départ d'une institutrice L'intruse de Rânes

De notre envoyé spécial

Rânes. — C'est le monde à l'envers : l'école reste pratiquement vide d'élèves depuis la rentrée — d'abord six, puis cinq élèves pour trois maîtres — alors que le brioche d'un face ne dément pas. Des dizaines de parents — surtout des mères — se relaient pour former le piquet de grève et « informer » la population. Un placard suspendu entre les piliers de gruit avertit le passant : « Grève. Nous attendons la décision de M. l'inspecteur ».

Apparemment, l'affaire est simple : les parents rânaux ne veulent pas qu'une institutrice, Mme Violet, onseigne dans leur école. « Elle tire au flanc, disent-ils, elle est toujours absente ». Les résultats sont là : « Son travail n'est pas efficace ». La preuve ? « Cinquante pour cent de redoublants parmi les élèves qui ont eu la malchance de l'avoir » — « subie en cours préparatoire et en cours élémentaire première année ». Même le conseil municipal s'en est ému et, dans une motion votée en séance extraordinaire le 12 septembre par neuf voix contre un bulletin

blanc — celui du directeur d'école, M. Bellanger, — M. a été déclaré hostile « au maintien à Rânes d'une enseignante dont le travail ne donne aucune satisfaction aux parents depuis de nombreuses années ».

Une vieille affaire alors ? Il est de fait que Mme Violet, pied-noir d'origine corse, n'a jamais été vraiment acceptée par la population rânaise. Arrivée comme remplaçante en 1958, « au moment où les petits garçons du contingent allaient au casse-pipe en Algérie », Mme Violet s'est tout de suite sentie « étrangère dans la commune ». Son caractère entier n'a pas aidé à la faire admettre.

Le 23 janvier 1978, Mme Violet a eu un accident de voiture en allant à l'école normale d'Alençon suivre un stage. En arrêt de travail longue durée, elle est remplacée pendant toute l'année 1978-1979. Les parents rânaux croient être débarrassés de cette intruse qui dérange. D'autant qu'en raison d'une baisse des effectifs scolaires dans la commune, l'administration a décidé de fermer une classe. Las ! Mme Violet étant titulaire de son poste à Rânes depuis 1964 — donc la plus ancienne, — c'est une autre institutrice qui est mutée. Et Mme Violet a le front de demander un demi-service pour sa reprise.

C'en est trop ! Dès lors, les parents rânaux découvrent à Mme Violet tous les défauts : « elle fait dormir les enfants l'après-midi », elle apporte son tricot et mange des fruits en classe devant les enfants. « On l'accuse même d'utiliser ses élèves pour lui arracher ses — rares — cheveux blancs. La rumeur s'enfle. »

Mais Mme Violet rétorque. Elle a pour elle la neutralité — embarrasée parfois — de ses collègues. Son directeur, M. Bellanger, refuse de prendre parti tout en se déclarant « proche de la population ». Le Syndicat national des instituteurs, par la voix de son secrétaire départemental, M. Henri Bouré, prend sa défense, « pour le principe ». « On ne peut, dit-il, laisser un comité de parents s'ériger en juge pédagogique ». L'inspecteur d'académie, M. André Leroy, observe que Mme Violet a toujours été bien notée. Il ne peut que constater « un phénomène de rejet ». Même le président départemental de la fédération des parents d'élèves Corneil, Mme Millet, est désolidarisée de la fédération de l'organisation locale des parents, Corneil eux aussi. Eux n'en demandent pas : « On n'en veut plus, c'est tout », ils sont décidés à mener la grève « jusqu'au bout » pour obtenir le départ de Mme Violet.

Quant à la municipalité, elle affirme, par la voix de son premier adjoint, M. Arthur Mouraz, défendre l'école publique, car le maintien de Mme Violet risquerait, selon lui, de provoquer l'évasion vers des écoles confessionnelles de la région et donc, d'entraîner de nouvelles fermetures de classe à Rânes. Mais les conseillers lui ont offert un seul cas — en vingt ans — de fuite motivée vers l'école privée. « Ils jouent aux potentards de village », dit Mme Violet. Les moutons se sont mis à bêler tous ensemble. »

ROGER CANS.

assurées par les satellites du réseau Intelsat et par les satellites expérimentaux franco-allemands Symphonie qui arrivent en fin de vie et ne seront pas remplacés. En outre, les satellites « télécom » devront offrir des liaisons spécialisées nouvelles dans les domaines de la transmission de données à haut débit entre ordinateurs, de la télécopie rapide, de la vidéo-transmission et de la vidéo-transmission de l'interconnexion téléphonique entre différentes filiales d'un même groupe. L'ensemble de ces liaisons particulières se fera à partir de trois mètres de diamètre établies chez le client. Ce marché de 200 millions de francs sera divisé en deux lots : un lot de 100 millions de francs pour la construction de nouvelles liaisons terrestres.

Les deux satellites, dont le poids au lancement atteint actuellement les 1000 kilos, serviront tout d'abord à acheminer les communications téléphoniques et les émissions de télévision entre la métropole et les départements et territoires d'outre-mer. Pour le moment, ces fonctions sont

assurées par les satellites du réseau Intelsat et par les satellites expérimentaux franco-allemands Symphonie qui arrivent en fin de vie et ne seront pas remplacés. En outre, les satellites « télécom » devront offrir des liaisons spécialisées nouvelles dans les domaines de la transmission de données à haut débit entre ordinateurs, de la télécopie rapide, de la vidéo-transmission et de la vidéo-transmission de l'interconnexion téléphonique entre différentes filiales d'un même groupe. L'ensemble de ces liaisons particulières se fera à partir de trois mètres de diamètre établies chez le client. Ce marché de 200 millions de francs sera divisé en deux lots : un lot de 100 millions de francs pour la construction de nouvelles liaisons terrestres.

La désignation de Matra comme maître d'œuvre des satellites Télécom reste liée toutefois, comme l'a expliqué M. Segard, à des problèmes de coopération internationale. Compte tenu du fait que le satellite est dérivé de ceux que la firme française construit avec d'autres industriels européens (groupe MESSE) pour le compte de l'Agence spatiale européenne, il y a fort à parier que des arrangements financiers et des contrats de sous-traitance devront être trouvés. D'autre part, les pouvoirs publics s'étant montrés soucieux, au cours des mois de juillet et d'août, de promouvoir les matériels développés à l'exportation, des négociations auront été engagées entre Matra, British Aerospace pour redistribuer les zones d'influence des deux firmes.

JEAN-FRANÇOIS ANGLEAU.

(1) La SNIAS espère sans doute une revanche sur les satellites de télévision directe que la France et l'Allemagne fédérale envisagent de réaliser en coopération. Le projet devrait être examiné, au début d'octobre, à l'occasion du sommet franco-allemand Cielard-Schmidt.

PARENTS EN COLÈRE A SAINT-MARTIN-DU-TERTRE

Une classe neuve... toute vide

« Rangez-vous avant d'entrer en classe ! » « Un peu moins de bruit les enfants ! » « Du calme ! » Ces formules traditionnelles de discipline qui retentissent dans le couloir de l'école Langevin-Wallon de Saint-Martin-du-Tertre (Val-d'Oise) ne sont pas le fait d'institutrices mais de mères qui font régner l'ordre. Certaines portent un bébé dans les bras. Dans cette petite ville en bordure de la forêt de Carnelle, les parents d'élèves, furieux qu'il manque un enseignant pour soulager deux classes de cinquante et un élèves chacune, ont « relégué » les institutrices de leurs fonctions.

Par roulement, une vingtaine de dynamiques jeunes mères assurent chaque jour la garde vigilante des élèves. « Tout a commencé le jour de la rentrée par un mouvement de colère devant la classe neuve toute vide. « La plus belle », dit Mme Bourbier, directrice de l'école, en montrant cette classe qui ressemble à un grand grenier merveilleusement aménagé et qui attend encore, comme les fournitures scolaires empaquetées dans un coin, d'être utilisée. Les crédits

ont pu être dégagés par la commune pour la construction de cette classe supplémentaire, mais la nomination d'un instituteur par l'académie n'a pas suivi.

Dans le couloir, inquiètes mais pas hostiles, les institutrices en « grève forcée » discutent de la situation avec les parents. Les enfants, eux, jouent dans les classes, lisent ou chahutent gentiment entre deux rappels à l'ordre. Ils ne comprennent pas vraiment ce qui se passe, car personne n'a eu le temps de leur expliquer et certains sont très étonnés de voir s'interpénétrer le monde scolaire et familial. Ce qui exaspère et augmente la détermination d'un mouvement pour l'instant encore unanime, c'est l'indifférence à laquelle il se heurte. Au rectorat, à l'inspection académique et à la préfecture les portes se ferment, les responsables se cloîtent quand ils ne fuient pas, les instituteurs sont toujours absents lorsqu'on les téléphone.

Les parents ont tout juste pu apprendre que leur école venait en cinquième position sur une liste d'attente. Alors, ils sont déterminés à aller jusqu'au bout. Y. M.

SCIENCES

La société privée Matra a été choisie pour réaliser trois satellites nationaux de télécommunications

A l'issue du comité interministériel, mardi 18 septembre à Matignon, sous la présidence du premier ministre M. Raymond Barre, la société Matra a été désignée pour réaliser les satellites nationaux de télécommunications Télécom-1 et Télécom-2 que la fusée Ariane mettra en orbite en décembre 1982 et en mars 1983. Grâce à ce système, dont le coût est

estimé à 1 500 millions de francs, la direction générale des télécommunications (D.G.T.) sera en mesure d'assurer le trafic téléphonique et la télévision directe pour réaliser les liaisons et territoires d'outre-mer, mais aussi d'offrir des liaisons spécialisées en rapport avec les nouveaux services nés du développement de la télématique.

La concurrence acharnée que Matra et la Société nationale industrielle aérospatiale (SNIAS) se livrent depuis plus de trois mois pour emporter le marché des satellites de télécommunications, a été tranchée au bénéfice du premier (1). Pendant toute cette période, les deux industriels ont resserré leurs prix pour tenter de gagner. Mais la société privée Matra a été finalement choisie parce que « son devis était inférieur de 60 millions de francs à celui de son concurrent, en dépit de performances techniques équivalentes », a expliqué mardi M. Norbert Segard, secrétaire d'Etat aux postes et télécommunications. Le marché pour la société de Velizy-Villacoublay (Yvelines) devrait se monter à quelques millions de francs à la construction de trois satellites — dont un de secours en réserve au sol — et la fourniture par Matra de tous les équipements et les logiciels, la charge totale. Dans ces conditions, le contrat vraiment dévolu à la Matra serait, seulement de l'ordre de 250 millions de francs auxquels s'ajouteraient le système donnait entière satisfaction en orbite, des primes comprises

entre 25 et 30 millions de francs. C'est parce que la direction générale des télécommunications était confrontée à une diversification croissante des besoins de communication des entreprises, qu'elle s'est engagée dans le développement d'un nombre important de services nouveaux : télématique et informatique. Mais, si tous peuvent être assurés de façon relativement satisfaisante au moyen des réseaux de télécommunications existants, l'évolution des besoins tendrait à démontrer qu'il n'en ira pas de même dans quelques années. Pour cette raison, le recours au satellite était nécessaire, affirme la D.G.T. tout en ajoutant que Télécom lui fera économiser 400 millions de francs qu'il aurait fallu investir dans la construction de nouvelles liaisons terrestres.

Les deux satellites, dont le poids au lancement atteint actuellement les 1000 kilos, serviront tout d'abord à acheminer les communications téléphoniques et les émissions de télévision entre la métropole et les départements et territoires d'outre-mer. Pour le moment, ces fonctions sont

assurées par les satellites du réseau Intelsat et par les satellites expérimentaux franco-allemands Symphonie qui arrivent en fin de vie et ne seront pas remplacés. En outre, les satellites « télécom » devront offrir des liaisons spécialisées nouvelles dans les domaines de la transmission de données à haut débit entre ordinateurs, de la télécopie rapide, de la vidéo-transmission et de la vidéo-transmission de l'interconnexion téléphonique entre différentes filiales d'un même groupe. L'ensemble de ces liaisons particulières se fera à partir de trois mètres de diamètre établies chez le client. Ce marché de 200 millions de francs sera divisé en deux lots : un lot de 100 millions de francs pour la construction de nouvelles liaisons terrestres.

La désignation de Matra comme maître d'œuvre des satellites Télécom reste liée toutefois, comme l'a expliqué M. Segard, à des problèmes de coopération internationale. Compte tenu du fait que le satellite est dérivé de ceux que la firme française construit avec d'autres industriels européens (groupe MESSE) pour le compte de l'Agence spatiale européenne, il y a fort à parier que des arrangements financiers et des contrats de sous-traitance devront être trouvés. D'autre part, les pouvoirs publics s'étant montrés soucieux, au cours des mois de juillet et d'août, de promouvoir les matériels développés à l'exportation, des négociations auront été engagées entre Matra, British Aerospace pour redistribuer les zones d'influence des deux firmes.

JEAN-FRANÇOIS ANGLEAU.

(1) La SNIAS espère sans doute une revanche sur les satellites de télévision directe que la France et l'Allemagne fédérale envisagent de réaliser en coopération. Le projet devrait être examiné, au début d'octobre, à l'occasion du sommet franco-allemand Cielard-Schmidt.

M. Duciung nommé directeur général du C.N.R.S.

Après avoir désigné la semaine dernière le président du Centre national de la recherche scientifique (le Monde du 13 septembre), le conseil des ministres a nommé, mercredi 19 septembre, le nouveau directeur général de cet organisme. Il s'agit de M. Jacques Duciung, physicien, directeur du laboratoire d'optique

quantique du C.N.R.S. et conseiller scientifique du ministre de la défense depuis 1977. Il succède à M. Robert Chabbaï, qui occupait ce poste depuis 1976 après avoir été notamment directeur scientifique du programme interdisciplinaire de recherche et de développement pour l'énergie solaire (P.R.D.E.S.).

sa carrière comme ingénieur dans l'industrie, où il est resté de 1957 à 1960. Il s'est ensuite rendu aux Etats-Unis, où il a séjourné jusqu'en 1966, avant de devenir maître de conférences à la faculté d'Orsay puis professeur sans chaire. Nommé professeur titulaire de cette même faculté en 1968, il était appelé en 1971 au titre de maître de conférences à l'école polytechnique avant d'y exercer les fonctions de professeur en 1973. M. Duciung, qui a reçu notamment pour l'ensemble de ses travaux la médaille d'argent du C.N.R.S. (1970) et le prix Aimé Cotton (1968), assure les fonctions de directeur du laboratoire d'optique quantique du C.N.R.S. depuis 1970.

DÉFENSE

LA MODERNISATION DE L'ARME NUCLEAIRE

La France a donné la priorité à l'étude d'un missile stratégique sol-sol mobile

annonce M. Yvon Bourges

Les recherches sur la mise au point d'un missile stratégique sol-sol mobile ont reçu la priorité. C'est ce qu'a déclaré mardi 18 septembre, à Paris, M. Yvon Bourges, ministre de la défense, après avoir été entendu par les députés membres de la commission de la défense à l'Assemblée nationale. Le ministre a rendu compte aux parlementaires de l'exécution de la loi de programmation militaire pour les années 1977-1979 et du projet de budget de la défense pour 1980.

Etudié pour faire face à l'évolution de la menace adverse et pour rendre moins vulnérable l'arsenal national de la dissuasion, ce nouveau missile nucléaire se déplacera sur un véhicule à roues (le Monde du 18 juillet).

M. Bourges estime que ce projet marque la confirmation, par l'Etat, d'un engagement de la politique de défense suivie depuis vingt ans.

« Le budget nucléaire de la France, a indiqué le ministre, représente 14,1 % de l'ensemble des crédits de la défense » qui s'élevait, pour 1980, à 38 000 millions de francs, en augmentation de 14,9 % par rapport aux dépenses militaires de 1979. « Cet effort nucléaire représente encore 0,5 % du produit intérieur brut marchand (P.I.B.M.), qui correspond à l'ensemble des valeurs ajoutées brutes (T.V.A.) incluses des biens et services marchands. »

« Le gouvernement », a ajouté M. Bourges, considère qu'il n'y a rien eu, depuis 1976, de fondamental qui vienne modifier nos objectifs, nos choix et nos orientations. »

Détailant ensuite ce qu'il a appelé « la continuité » de la politique de défense, M. Bourges a annoncé que tous les sous-marins nucléaires français seront, en 1980, équipés de seize missiles M-20, armés chacun d'une tête thermonucléaire de 200 kilotonnes. Trois sous-marins pourront être simultanément en permanence à la mer ; un quatrième sera « dans le cycle opérationnel », prêt à reprendre le cas échéant, et le cinquième sera en voie d'achèvement. En 1985, le sixième

sous-marin nucléaire recevra des missiles M-4 à têtes multiples, un essai réussi de dispersion des différentes charges nucléaires à bord d'un missile expérimental ayant eu lieu en décembre 1978.

M. Bourges a, d'autre part, précisé que la France conservera au-delà de 1985 une quinzaine de bombardiers nucléaires Mirage-IV modernisés et que, l'an prochain, le site du plateau d'Albion, en Haute-Provence, recevra sa première unité de nouveaux missiles sol-sol stratégiques S-3 à tête thermonucléaire mégatonnique.

« La puissance de feu nucléaire de la France, a encore indiqué le ministre, a doublé depuis 1977. Elle aura triplé en 1980 et quadruplé en 1982. »

A propos des principaux programmes d'armements classiques, M. Bourges a déclaré que l'armée de l'air commandera vingt-trois Mirage F 1, vingt-deux Mirage 2000, huit avions de transport Transall et vingt-deux avions d'entraînement Alpha-Jet. La marine nationale commandera en 1980 une cinquième corvette anti-sous-marin, deux avisos supplémentaires, deux bâtiments anti-mines et deux navires de transport légers. L'armée de terre commandera cinquante-quatre chars de combat AMX-30, cent cinquante blindés légers AMX-10 dans leurs différentes versions, quarante batteries de 155 millimètres, trois cents véhicules de l'armement blindé (VAB) et quarante mille fusils d'assaut Famas 5,56 millimètres.

En revanche, les nouveaux porte-avions ne seront commandés qu'après 1983, pour entrer en service vers 1990, date à laquelle devront commencer à être remplacés les porte-avions actuels Foch et Clemenceau.

Interrogé sur l'éventualité d'un débat au Parlement européen sur la coopération en matière d'armement entre l'OTAN et l'Europe, M. Bourges a été catégorique : « Nous sommes partisans d'une coopération entre gouvernements sur une base bilatérale ou multilatérale. Mais nous ne sommes pas partisans de voir se créer une autorité, même européenne, qui s'occuperait de la production d'armements. »

MÉDECINE

Trois firmes pharmaceutiques acceptent d'indemniser plusieurs milliers de victimes du quinoform

Tokyo (A.F.P., A.P.J.). — Trois firmes pharmaceutiques ont reconnu, samedi 15 septembre, que le Quinoform, médicament antidouleur qu'elles avaient produit pendant près de trente ans, avait des effets secondaires paralysants et ont promis de verser à plusieurs milliers de victimes des dommages-intérêts dont le total pourrait atteindre plusieurs millions de dollars. Le ministre japonais de la santé, de son côté, a admis sa responsabilité dans l'octroi des autorisations de production et de vente du médicament avant qu'il soit interdit en 1970. Ces deux ont été consignés dans un document négocié par les

trois firmes (Takeda Chemical Industries, Chiba-Seiyaku et Tanabe Seiyaku) avec un conseil national représentant les quelque quatre mille victimes des effets secondaires du Quinoform, connus sous le sigle ENON (en japonais : myelo-encéphalopathie subaiguë).

C'est essentiellement au Japon qu'ont été diagnostiqués ces effets secondaires neurologiques graves liés à l'absorption de désinfectants intestinaux contenant des quinoform. Le cas de ce type ont été signalés en France (le Monde du 7-8 juin 1979, du 1 juillet 1976, du 3 novembre 1976).

Le ministère de la santé français n'a donc pas retiré ces médicaments de marché, comme c'est le cas au Japon et aux Etats-Unis. Mais il sont insérés depuis 1976 au tableau A des substances vénéneuses, et ne peuvent donc être obtenus que sur prescription et le renouvellement de ces prescriptions n'est possible que sur indication expresse du médecin. De nombreuses spécialités en vente en France contiennent des dérivés quinoformiques, notamment les méziformes et l'entéroformine.

RECTIFICATIF. — Dans l'article consacré au IX^e congrès européen de thérapie comportementale (le Monde du 12 septembre), nous avions donné une adresse erronée de l'Association française de thérapie comportementale. Les locaux de l'association sont situés 152, avenue d'Alger, 75017 Paris. Tél. 267-06-45.

Le Monde de l'ÉDUCATION

ENFANTS AU TRAVAIL

LES SUJETS DU BAC EN FRANÇAIS ET EN PHILO

Numéro de septembre 1979

En vente partout • Le numéro : 7 francs

APPRENEZ L'ANGLAIS EN ANGLETERRE

* Mises à jour et notes dans le même bâtiment.
* 6 heures de cours par jour, pas de nuit.
* Petite groupe (maximum 8 élèves).
* Enseignants dans toutes les langues.
* Laboratoire de langues modernes.
* Ecole reconnue par le ministère de l'Éducation anglaise.
* Placiers individuels, chauffage, eau, électricité, téléphone, etc.
* 180 km de Londres.
Forster au :
SEVERY HAMBRAT
21, rue de la République,
95 - LAUSBORNE.
Tél. : 955-26-33 (nuit).

ÉDUCATION DE L'ENFANT

STAGE à l'intention des pédiatres, du personnel médical et à toute personne désireuse d'initier à la psychologie de l'enfant. À PARTIR DU 5 NOVEMBRE 1979. Inscription : Université de Paris VII, Service de la Formation Permanente, 175 de la Tourville - 75271 PARIS CEDEX 12 - Tél. : 374-02-05 et 374-12-50, poste 303.

AVANT LE VOYAGE DU SOUVERAIN PONTIFE EN IRLANDE ET AUX ÉTATS-UNIS

Où va Jean-Paul II ?

Pour le troisième grand voyage de son pontificat, après le Mexique en février et la Pologne en juin, Jean-Paul II se rendra successivement à la fin de ce mois en République d'Irlande et aux États-Unis. La première étape du voyage, du 28 septembre au 1^{er} octobre, mènera le pape dans cinq villes irlandaises : Dublin, la capitale ; Drogheda, où se trouve le tombeau de saint Oliver Plunkett, archevêque d'Armagh et

primate d'Irlande, pendu par les Anglais à Londres en 1681 ; Galway, sur la côte occidentale de l'île ; Knock, sanctuaire marial où, il y a un siècle, quinze paysans auraient eu une vision de la Vierge, de saint Jean-Baptiste et de saint Joseph sur un mur de l'église, et Limerick, qui passe pour être la ville la plus catholique du pays.

Au cours de la deuxième étape, du 1^{er} au

7 octobre, le pape se rendra à Boston, ville fondée par les Pères pèlerins, puritains venus d'Angleterre en 1630, mais qui abrite aujourd'hui une importante population catholique d'origine irlandaise, et notamment la famille des Kennedy, puis dans les cinq villes suivantes : New-York, où il sera reçu par M. Kurt Waldheim, secrétaire général de l'ONU, organisation devant laquelle le pape fera un

discours ; Philadelphie, où il sera reçu par l'archevêque de cette ville, le cardinal John Krol, d'origine polonaise ; Chicago, où il présidera l'assemblée générale de la conférence des évêques catholiques ; Des Moines, pour visiter une communauté d'agriculteurs ; et Washington, où il sera reçu à la Maison Blanche par le président Carter, puis visitera le sanctuaire marial national de l'Immaculée Conception.

Cinq villes irlandaises en trois jours, puis six villes américaines en autant de jours. Jean-Paul II semble décidé à intensifier la fréquence de ses voyages : il parle d'en faire tous les trois mois environ. De telles tournées éclairent posent un certain nombre de problèmes matériels.

D'abord, le coût élevé de déplacements aussi importants. En Pologne, les autorités communales avaient exigé une participation importante de l'Eglise pour financer le voyage du pape, et les catholiques étaient évidemment prêts à tous les sacrifices pour recevoir « leur » pape.

Pour ce qui est du prochain voyage, les hiérarchies catholiques en Irlande et aux États-Unis ont déjà invité leurs ouailles — aux taux de 1 livre par Irlandais et de 5 dollars par Américain — à participer aux frais. Si cette initiative prête à discussion, on comprend encore mieux les protestations élevées à Boston, à Washington, à New-York (le Monde du 13 septembre) et maintenant à Philadelphie, de la part de non-catholiques qui n'admettent pas que leur municipalité utilise les deniers

publics pour financer les déplacements d'un chef d'Etat étranger. Cela pose un problème économique. Dans quelle mesure le pape, chef spirituel de l'Eglise catholique par rapport aux autres leaders religieux, en l'invitant officiellement ? Le Vatican ne profite-t-il pas des ambiguïtés de son double statut, comme Etat et comme siège de l'Eglise romaine ? Le pape a eu raison de renoncer à se rendre en Irlande du Nord, par volonté d'apaisement. Mais, s'il faut condamner le sectarisme du pasteur Ian Paisley, qui appelle à la violence contre celui qu'il qualifie de « pape anti-Christ », ne doit-on pas prendre en considération l'attitude du Dr William Craig, modérateur de l'Eglise presbytérienne irlandaise, qui s'est opposé à la venue du pape en Irlande du Nord pour des raisons idéologiques ? « L'institution de la papauté, a-t-il déclaré, ainsi que la vénération de la Vierge Marie, deux éléments qui seront mis en valeur lors de la visite, sont contraires à l'Evangile, à mon avis. »

Il y a, enfin, le problème de la sécurité. Tout cela amène à poser la question fondamentale : où va Jean-Paul II ? Quelle est la politique sous-jacente à cette série de voyages qu'il envisage ? Paul VI, le premier, a voulu briser l'image du pape « prisonnier du Vatican », et les voyages qu'il entreprit avaient surtout l'air de pèlerinages. Mais il y a d'autres manières de concevoir un voyage pontifical.

Le pape peut, par exemple, se rendre dans un pays à l'occasion d'une célébration religieuse. C'est dans cet esprit que Jean-Paul II visitera Lourdes en 1981 pour le Congrès eucharistique. Ou bien il veut marquer un anniversaire, ce qui

est le motif donné pour la visite du pape aux Philippines, au début de l'année prochaine.

Or le risque de tels voyages officiels fastueux est de voir l'aspect religieux déborder au profit du politique. Cela pourrait être le cas en Irlande, où la guerre civile, avant tout économique, sociale, politique et coloniale, est menée sous des étiquettes religieuses. Aux États-Unis, la récente déclaration du sénateur Edward Kennedy, pour annoncer que sa famille ne voyait pas d'objection à ce qu'il se présente aux élections présidentielles, n'est sûrement pas étrangère au séjour du pape à Boston et à l'audience que lui accordera le président Carter à la Maison Blanche. Aux Philippines, enfin, on assiste à une sourde lutte de prestige entre le président Park et le cardinal Sin pour savoir qui des deux a invité l'hôte illustre.

Un tout autre but d'une visite pontificale serait celui de régler un problème particulier dans une Eglise locale. Au lieu de convoquer les sept évêques néerlandais à Rome en janvier prochain, en synode extraordinaire, pour discuter des différends qui opposent les factions de l'Eglise aux Pays-Bas, Jean-Paul II aurait sans doute trouvé un avantage, au moins sur le plan psychologique, à se rendre lui-même à Utrecht.

Mais, finalement, est-il utopique de rêver d'autres formes de déplacements pontificaux ? Sans aller jusqu'à parler d'incognito, pourquoi le pape n'irait-il pas dans tel pays, telle ville, telle communauté religieuse, pour partager la vie des chrétiens, se renseigner sur diverses expériences, sans tapage, plutôt que de se déplacer en homme d'Etat, pire en superstar ?

ALAIN WOODROW.

Lettre ouverte au pape-patron

De notre correspondant

Cilié du Vatican. — « On dit que tu es un grand pape, mais nous, nous attendons que l'on dise que tu es un pape bon et juste », écrivent, dans une lettre ouverte à Jean-Paul II, « un grand nombre d'employés dévoués du Vatican, contraints à l'anonymat ». Ce texte, daté du 1^{er} septembre, fait suite à un autre document diffusé au printemps dernier et resté apparemment sans effet. Les protestataires reviennent donc à la charge pour rappeler au pape que leur pouvoir d'achat « a diminué de moitié en dix ans ».

On n'écrit pas au successeur de saint Pierre comme à n'importe quel patron. Délicat et parfois lyrique, la protestation du 1^{er} septembre évoque par moments le prêtre : « La flamme vacillante de notre espérance est maintenant entre tes mains ; c'est à toi seul que revient de faire briller à nouveau la lumière... ». Un certain agacement perce malgré tout dans cette seconde lettre. « Quel contraste avec le dynamisme volcanique qui t'a emporté partout et si loin, sans doute trop loin de nous », écrivent les contestataires, qui « ne réclament pas de privilèges ou des avantages, mais la juste récompense » dont parle l'Evangile.

Sur les trois mille employés qui comptent le Vatican, moins d'un tiers appartenant au clergé ou à des ordres religieux. Ce

ne sont pas ceux-là qui revendiquent, mais des personnes devant « faire vivre une famille » et n'ayant pas de syndicat pour les défendre. Leurs traitements oscillent entre 2 000 et 3 000 F par mois avec un salaire de base inchangé depuis 1959 et une échelle mobile qui pénalise les moins mal lotis. Il est urgent de réformer le système, affirment les auteurs de la lettre : « on ne veut pas arriver à un nivellement ridicule avec des différences insignifiantes entre dirigeants et subordonnés ». Certains promus récents n'ont pas été augmentés de... 15 F ? Les autres revendications concernent les primes d'ancienneté, la réduction des années de présence équivalente actuellement pour bénéficier de la retraite, le montant dérisoire des allocations familiales (90 F par enfant).

Les autorités du Saint-Siège veulent bien reconnaître qu'un problème existe et que les difficultés financières de ces derniers temps ne devraient pas se répercuter sur les employés. Mais elles soulignent aussi les avantages dont jouit le personnel : des horaires de travail plus faibles qu'ailleurs et des congés plus fréquents, la non-imposition des traitements, la possibilité d'exercer un second travail en Italie, les achats de produits alimentaires et d'essence à prix réduits...

R. S.

LIVRES
POLONAIS
et livres français
sur la Pologne
LIBELLA
12, r. St-Louis-en-l'Île, Paris (6)
Tél. 7 326-51-69

du 17 au 29 septembre
QUINZAINE
DE LA
MESURE
INDUSTRIELLE
MADELIOS
PLACE DE LA MADELEINE - PARIS
Pour ceux qui savent choisir

MÉDECINE

Cinq grands pharmaceutiques acceptent des plaintes militaires de victimes du quinqué

Paris 1979. 291. — Cinq grands pharmaceutiques ont accepté de participer à une enquête sur les effets de la guerre chimique sur les soldats du quinqué. Cette initiative est une première. Les cinq entreprises sont : la Sanofi-Sintelabo, la Rhône-Poulenc, la Schering, la Sandoz et la Synthelabo. Elles ont accepté de participer à une enquête menée par le Centre de documentation et d'information sur la guerre chimique (CDIC) de la Défense. Cette enquête vise à recueillir les témoignages des soldats qui ont été exposés à la guerre chimique pendant la guerre d'Algérie. Les résultats de cette enquête seront publiés sous le titre « Les effets de la guerre chimique sur les soldats du quinqué ».

RECHERCHE — Des chercheurs de l'Institut Pasteur ont découvert que les virus de la grippe peuvent se transformer en virus de la rage. Cette découverte a des implications importantes pour la santé publique, car elle montre que les virus de la grippe peuvent être utilisés comme vecteurs pour transmettre la rage.

EDUCATION
INFANTS AU TRAVAIL
Le Centre de la Défense
12, rue de la Défense
Paris 15
Tél. 7 326-51-69

EDUCATION DE L'ENFANT
Le Centre de la Défense
12, rue de la Défense
Paris 15
Tél. 7 326-51-69

On nous trouve sympa.
Beaucoup de clients
ont été assez sympa pour
nous le dire.



Il y a 4 ans, naissait la carte d'appréciation Avis. Nous courions le risque d'avoir parfois des jugements défavorables : c'était un risque mais aussi un stimulant.

Depuis qu'elle existe, cette carte d'appréciation a été plutôt une carte d'approbation. Dans l'immense majorité, nos clients ont trouvé nos voitures conformes à nos promesses.

Par ailleurs, beaucoup de nos clients nous ont trouvés accueillants et ont été assez gentils pour nous le dire.

Vos encouragements nous ont incité à en faire encore plus. Cette année, nous sommes fiers d'annoncer la naissance de l'Assistance Avis : 24 heures sur 24, s'il vous arrive le moindre pépin, vous téléphonez et nous arrivons à votre secours.

En dehors des agences Avis, vous pouvez réserver votre voiture Avis auprès de notre Centre de réservation :

tél. 584.12.58, ou auprès de votre agence de voyages.

Avis loue des voitures Opel ainsi que des camions en courte et longue durée.

Après vos voyages, envoyez-nous une carte.
CARTE D'APPRECIATION COMMENT CARD



Opel Senator



AVIS

Nous essayons toujours d'en faire plus.

ARCHÉOLOGIE

SPÉCIALISTE DE L'ANTIQUITÉ IRANIENNE

Roman Ghirshman est mort

M. Roman Ghirshman, directeur général honoraire de la délégation archéologique française en Iran et en Afghanistan, vient de mourir à Budapest, où il assistait à un congrès, à l'âge de quatre-vingt-quatre ans.

Avec le professeur Roman Ghirshman, l'archéologie orientale perdit son doyen d'âge et un de ses représentants les plus éminents. Notre connaissance de l'antiquité iranienne a été profondément enrichie et renouvelée par ce fouilleur, à la fois homme de terrain et grand érudit.

Né en 1895 à Kharkov, Roman Ghirshman combattit dans l'armée du tsar avant de s'exiler en France en 1923. Il y gagna sa vie durement, tout en consacrant à ses études supérieures à la Sorbonne, à l'École des hautes études, à l'École du Louvre. Ses maîtres, René Dussaud et le docteur Contenau notamment, lui transmettent un attachement profond pour notre grand musée national. Il débute en Orient sous la houlette de l'abbé Henri de Genouillac, qui explorait le site sumérien de Tello, en Irak méridional, et lui confia même la fouille d'un petit site voisin. A cette époque, le plateau iranien n'avait pratiquement pas encore été exploré, et les fouilles clandestines le mettaient en coupe réglée. C'est ainsi que le Tépé Gyan, près de Nehavend, livra des vases peints et des bronzes ressemblant à ceux du

Luristan voisin. Le docteur Contenau décida d'en confier le sauvetage archéologique au jeune fouilleur, en 1931. Et les résultats furent décisifs pour la classification des cultures archaïques du plateau, et aussi de la plaine susienne, qui lui était associée dès une très haute antiquité.

Deux ans plus tard, les clandestins lèvent sur le marché de magnifiques vases peints d'un site appelé Tépé Sialk près de Kashan, en bordure du désert salé central. Les fouilles durèrent jusqu'en 1937, et apportèrent la révélation de la présence des Susiens, proto-élites des IV^e millénaire, en même temps que celle d'une tribu iranienne au début du I^{er} millénaire.

Comme des découvertes de Gyan, celles de Sialk furent publiées avec une rapidité exemplaire, dès 1938, grâce à la collaboration inappréciable de Mme Ghirshman, restauratrice et dessinatrice. Par ailleurs, à la fouille de Tépé Sialk, il s'attacha donc à l'exploration du grand site de Bichapur, dans le Fars, où le conquérant sassanide Chapor I^{er} avait tenu captif le malheureux empereur romain Valérien. Les travaux se poursuivirent pendant la guerre. Roman Ghirshman se trouvait à Téhéran en 1940, il se rallia au général de Gaulle et fut envoyé en mission en Afghanistan. Il devait bientôt succéder à la tête de la délégation archéologique française à J. Hackin, tragiquement disparu en mer. Après de longues années de fouilles presque ininterrompues, il s'arrêta pour préparer les publications, à l'Institut français du Caïre.

Au lendemain de la guerre, il reçut le lourd honneur de reprendre la fouille de Suse, site illustré par Jacques de Morgan, avait découvert, à partir de 1897, les chefs-d'œuvre de l'art babylonien, amenés là en butin de guerre par les Elamites, dont la civilisation, du même coup, avait été révisée. Mais des méthodes désoignées avaient compromis les résultats des travaux, si bien que le nouveau chef de mission se mit en devoir d'établir une stratégie précise, afin de pouvoir retracer convenablement l'histoire de la ville. Quinze niveaux d'occupation furent ainsi explorés, qui s'échelonnaient sur plus de trois millénaires à partir de la fondation relativement récente du quartier choisi par le fouilleur. En ce début du deuxième millénaire avant J.-C., Suse était déjà vieille de plus de 2000 ans, aussi deux nouveaux chantiers furent-ils ouverts pour entreprendre, avec la collaboration de R.-P. Stève et de l'architecte H. Gasche, la clarification des témoins des hautes époques. Simultanément, un autre chantier fut exploré, qui révélait l'installation d'une tribu perse aux

portes de Suse, dès le VII^e siècle. Et surtout, une ville sainte élamite avait été repérée précédemment au sud-est. Tchoga Zanbil, il s'agissait de l'ancienne Dur-Ul-Nash, construite au milieu du XIII^e siècle avant J.-C. Roman Ghirshman en mena à bien, exemple exceptionnel dans les annales de l'archéologie, le dégageant complet, de 1951 à 1962. Le site était dominé par une ziggurat au tour à étages, dont la fouille difficile révéla l'originalité par rapport à celles de Babylone. On découvrit avec étonnement qu'elle avait été bâtie en deux étapes, car initialement, il s'agissait d'un temple carré d'une centaine de mètres de côté et enserrant une cour à ciel ouvert.

Et c'est dans cette cour que furent édifiés ensuite trois étages emboîtés l'un dans l'autre, qui devaient culminer à 50,40 mètres. Cette construction gigantesque, consacrée aux deux dieux majeurs de l'Élam, dominait les temples de la ville, et fut la première à être détruite. Une deuxième abrita les temples de divinités moins importantes, la troisième devait enrouler des maisons qui ne furent jamais construites, à côté de palais où le roi et sa cour pouvaient résider. C'est là que fut trouvé aussi un temple du feu, qui révélait un culte élamite inattendu à une époque antérieure à l'immigration des Iraniens, dont un tel culte apparaissait précédemment comme spécifique.

Au lendemain de ces découvertes, en 1963, Roman Ghirshman fut élu à l'Académie des inscriptions et belles lettres, juste hommage rendu à des travaux qu'il poursuivait avec une activité inlassable. Car il s'attacha dès lors plus particulièrement à la fouille de Suse, il entreprit en outre celle des temples parthes des monts Bakhtiari : Bard-e Neshan-

deh et Masjid-i-Soleiman. Il y poursuivit ses fouilles jusqu'en 1972, après avoir pris sa retraite de directeur de la délégation archéologique à Suse. Ces travaux furent rendus possibles grâce à l'acquisition d'une dette morale des « pétroliers », qu'il aimait à rappeler. En effet, Jacques de Morgan, fondateur de la délégation et grand archéologue, avait été l'inventeur du pétrole iranien : n'était-il pas juste qu'ils tinsent financièrement à l'aide de son successeur ? Et depuis lors, Roman Ghirshman n'a pas décelé : un impressionnant programme de publication l'attendait, dont il mena la réalisation à bien grâce à son étonnante puissance de travail. Et c'est en pleine activité, en pleine séance d'un congrès archéologique à Budapest que la mort a frappé le grand vieil homme enrichi du musée du Louvre d'un enrichissement impressionnant : chefs-d'œuvre de l'art, certes, comme le « bol aux panthères » de Tépé Sialk et la hachette d'argent et d'électrum de Tchoga Zanbil, mais aussi et surtout, documentation d'importance capitale pour la poursuite de la recherche archéologique. Roman Ghirshman était pleinement conscient de cette mission de notre grand musée, qui demeure grâce à lui une institution vouée à cette recherche.

Cela ne l'empêcha pas d'être attaché à une diffusion auprès du plus grand nombre, qui ne fut jamais une « vulgarisation ». La grande exposition Cinq Mille Ans d'art en Iran, dont il fut le maître d'œuvre en 1961, en est l'exemple, tout comme les deux volumes qu'il écrivit dans la collection de « L'univers des formes », ouvrages de référence pour l'érudit comme pour l'amateur éclairé.

PIERRE AMIET, conservateur en chef du département des antiquités orientales au Musée du Louvre.

CULTURE

DÉCÈS DU COMPOSITEUR RAYMOND LOUCHEUR

Le compositeur Raymond Louchet est mort, le 14 septembre, à Nogent-sur-Marne. Il était âgé de quatre-vingt ans.

Auteur de trois symphonies, d'une « Rhapsodie malgache », d'un ballet, « Hop Frog », et de nombreux concertos, partitions de musique de chambre et de mélodies, œuvre d'une vigoureuse écriture traditionnelle, Raymond Louchet fut également un haut fonctionnaire. Il avait accompli l'organisation de l'enseignement musical, un travail considérable de réorganisation.

(Né en 1899 à Tourcoing, il est d'abord, en 1923, professeur d'éducation musicale à Paris. Elève notamment de Nadia Boulanger, de Max d'Ollone, de Vincent d'Indy, il remporte le prix de Rome, en 1928, pour sa « Cantate Hébreue ». Il dirige le Conservatoire national de musique de 1966 à 1982, puis se consacre à son œuvre, couronnée en 1973 par le Grand Prix national de la musique.)

Laquelle de ces langues aimerez-vous parler ?

L'Anglais ? Le Grec ? Pourquoi pas le Japonais ? Aucune langue n'est trop difficile pour vous grâce aux célèbres méthodes audio-visuelles Linguaphone. Si nous pouvons vous faire une telle promesse, c'est que Linguaphone a déjà permis à plus de 4 millions d'étudiants, dans le monde entier, d'apprendre l'une, ou plusieurs, de ces 32 langues facilement, rapidement, chez eux. Des étudiants de tous les âges. A tous les niveaux linguistiques. De toutes les langues maternelles. Pourquoi pas vous ?

UN DISQUE (OU UNE CASSETTE) GRATUIT.

Conçues par 200 professeurs mondialement connus, les méthodes Linguaphone sont mises au point sur ordinateur. Chaque méthode consiste en une série très étudiée de livres et de disques (ou de cassettes). Ce que la pédagogie moderne fait de mieux pour vous permettre de commencer à parler, en quelques mois seulement, la langue de votre choix. Voyez par vous-même : faites-nous savoir laquelle vous aimerez parler, en envoyant la case appropriée ci-contre. Puis renvoyez-nous cette annonce pour recevoir une brochure en couleurs sur la méthode Linguaphone. Et un disque (ou une cassette) de démonstration gratuite.

Linguaphone

une langue étrangère chez vous, en quelques mois

MO 11

GRATUIT

Envoyez cette annonce à linguaphone

12, rue Lincoln 75008 Paris

Cochez :

☐ africains ☐ hindi

☐ allemand ☐ irlandais

☐ anglais ☐ islandais

☐ espagnol (américain) ☐ japonais

☐ arabe ☐ malais

☐ chinois ☐ néerlandais

☐ danois ☐ norvégien

☐ espagnol ☐ roumain

☐ espagnol (sud-américain) ☐ serbo-croate

☐ finnois ☐ suédois

☐ gallois ☐ français (pour étrangers)

☐ grec ☐ russe

☐ hébreu ☐ etc.

Expliquez-moi comment, grâce à la méthode Linguaphone, je pourrais commencer à parler, en quelques mois seulement, la langue que j'ai cochée. Sans aucun engagement de ma part, envoyez-moi votre brochure et :

☐ un disque / cassette

☐ une cassette / démonstration

Nom _____

Prénom _____

Age / Tel _____

Profession _____

N° / Rue _____

Code postal _____

Localité _____

LETTRES

Les chroniques de Pierre Vianson-Ponté

(Suite de la première page.)

De cette peine, il dépeint les mille et une formes avec une totale absence de censure ou de dogmatisme, en être à qui l'éducation classique et humaniste a opposé que la simplicité peut être la forme la plus achevée du talent. Mieux que personne il sait, comme l'écrit Pierre Drouin dans sa préface, « dépolluer le fait brut de sa gangue pour en extraire la signification ». Inquiétude devant la guerre, le nucléaire, la violence, l'arbitraire, le chômage, peur des autres, de tout et de rien, chacune de nos humaines misères est ici traitée avec une précision délicate de miniaturiste. Comment ne pas songer à la façon qu'avait P.-V.-P. d'écrire, à son trait rond, rapide, parfaitement lisible, sans jamais une rature ! Mais un mot revient plus souvent que d'autres : solitude. Et l'on sent une attention un peu envieuse, une discrète position chez lui quand il décrit les solutions que des jeunes et des moins jeunes ont imaginées, à notre époque, pour y échapper : cela va des communautés de poètes à la pétanque — douze millions d'adeptes en France, — à ce « monde à l'envers » qu'est le Paris du mois d'août, où l'on retrouve « le temps de vivre » et donc de découvrir les autres, à la fête, aux petites annonces souvent poignantes de « Libé », et même au tic-tac, objet d'une savoureuse chronique.

Échapper à la solitude

Peut-on pour autant échapper à la solitude ? Vianson-Ponté l'a lui-même ? Cet écrivain prolifique, ce brillant causeur, cet improvisateur extraordinaire doué, a souvent été dépeint comme un homme se-

cret. Le terme pudique serait sans doute plus juste, et l'on pourrait aussi bien parler à son propos d'une certaine timidité. Lui aussi, tout « arrivé » qu'il fut dans le monde de la communication, lui qui comprenait tout, si vite et si bien, il lui est arrivé de se heurter à l'incompréhension et d'en souffrir. Ses plus fidèles correspondants ne se privaient pas de l'invectiver lorsqu'il osait s'en prendre à des tabous comme la peine de mort, le racisme, la chasse ou un certain régionalisme.

La capacité de sentir, de réagir

Mais pourquoi continuer ? Il y aurait quelque ridicule à prétendre présenter aux lecteurs de « Monde » le journaliste le plus lu du « Monde », dont on a bien vu, à la foule qui se pressait à Saint-Séverin lors de ses obsèques, comme à l'énorme courrier reçu à cette occasion, quelle place il tenait dans leur cœur. En relisant, dans « Courleur du temps qui passe », des chroniques qui les enchantèrent sur le moment, en découvrant telle ou telle qui leur avait peut-être échappé, ils verront à quel point ces textes ont peu vieilli. Ils en apprécieront la fraîcheur et la constante élégance. Et aussi l'humour. Jamais tout à fait absent, il éclate dans les morceaux de bravoure, comme la description d'un déjeuner d'intellectuels de droite avec le président de gauche Le François, à la table d'un premier ministre qui se trouve être l'époux de la célèbre romancière Emilienne Joseph-Brun. Ils retrouveront un peu de ce qui fait tellement défaut en nos temps nietzschéens : la tendresse. Ils mesureront, avec quelle nostalgie, le vide que laisse la disparition de notre ami.

Dans un de ses feuilletons, « Journaliste, salut ! », dans un livre de Jean Dumur lui avait failli le propos, Vianson-Ponté avait montré mieux que personne les servitudes et les limites de son métier, du nôtre : « Dans les rédactions, univers hypersensible, les irritations, les dépressions, les revendications, les insatisfactions, se succèdent. Le caractère éphémère du produit qui sort de la presse exige des heures, des jours, des mois d'efforts, ajoute à la tension. Mais surtout, c'est l'investissement personnel qui fait que ce n'est pas vraiment un métier comme les autres. Dans son travail, le journaliste engage et livre une part de lui-même, ses émotions et ses convictions, ses connaissances et sa sensibilité. Il est confronté sans cesse à des situations agressives qui font appel à la faculté de comprendre, mais aussi à la capacité de sentir et de réagir, de résister. Il sait bien que la radio ou la télévision parle, le journal « idéal », n'existe pas ; que personne, et lui pas plus qu'un autre, ne saurait s'abstraire de son milieu naturel et ignorer tout un conditionnement social ; que nulle part au monde il n'existe de rédaction où on puisse dire ou écrire n'importe quoi ; que le danger est moins le manque de talent que le manque de rigueur, moins la docilité que la dépersonnalisation. »

« Le journaliste engage et livre une part de lui-même... » Comment se serait-il douté que ce don irait un jour bien au-delà d'une part de lui-même, et que c'est la plume à la main qu'il choisirait de mourir ?

ANDRÉ FONTAINE.

Pierre Vianson-Ponté. Courleur du temps qui passe, éd. Stock, 309 p., préface de Pierre Drouin.

SPORTS

FOOTBALL

Un championnat à l'américaine

New-York. — Sport quasiment universel, le football professionnel n'est implanté en Amérique du Nord que depuis 1967. Pourtant, en douze ans, il a connu une croissance fulgurante, et depuis le début du siècle dans la vieille Europe et les pays latino-américains. A commencer par le nom : « soccer » — car football était déjà utilisé pour désigner un jeu plus violent. Puis les Américains ont accommodé leur soccer aux usages locaux.

Samuel, 2 septembre, au Giants Stadium d'East-Rutherford, dans le New-Jersey, la finale du championnat d'Amérique-Nord (soccer bowl) entre les Redskins de Tampa Bay et les White Caps de Vancouver, s'est déroulée avec une mise en scène hollywoodienne.

Près de cinquante mille spectateurs avaient pris le temps de pique-niquer dans le stade, de leur voiture garée sur le parking qui cerne le stade, comme le Pacifique un atoll, avant d'envahir le grand cirque de béton. Là, ils ont assisté à un ballet exécuté par cent trompettistes, puis aux danses endiablées de vingt jeunes filles aux formes rebondies. Puis une cantatrice a chanté les hymnes nationaux. Enfin, Pelé, le roi brésilien du ballon rond, éblouissant dans un costume blanc, est venu donner le coup d'envoi sous une pluie de confetti. Dans le ciel, deux avions tiraient des banderoles invitant à cotiser pour aider l'équipe olympique de soccer des Etats-Unis. Et les spectateurs avaient pu se procurer, pour 5 dollars, un luxueux programme dans lequel on trouvait l'histoire des équipes, les biographies des joueurs, les portraits des entraîneurs et un historique des championnats américains depuis 1967.

L'ordonnement du jeu a, lui aussi, été mis au goût du public qui, faute d'avoir encore bien assimilé les techniques, réclame d'abord des buts. Ainsi, la ligne de hors jeu a-elle été ramenée à 30 mètres des filets. De plus, une partie n'est jamais conclue sur un score nul, mais sur les « shoot out », sortes de tirs de pénalités en mouvement qui s'apparentent à l'inévitable duel au pistolet du bon et du méchant à la fin des westerns.

Un habitué du Parc des Princes n'aurait pas moins été effaré de voir encore que chaque phase de jeu importante était représentée instantanément sur deux écrans électroniques géants où des commentateurs cinglés : « Ouf ! » pour un but arrêté... « Charges ! » pour une attaque... Lorsque Trevor Whyman a ouvert le score pour Vancouver, sa percée de 30 mètres ponctuée de deux dribbles a été représentée trois fois sur un fond de

De notre envoyé spécial

trompettes sonnant la charge, tandis qu'était annoncé le nombre de buts marqués par le Canadien depuis le début de la saison, son âge, sa taille et son poids.

Les Américains minoritaires

Le spectacle pourrait donc être prodigieux. Malheureusement, la qualité du jeu n'est pas encore à la hauteur des moyens mis à sa disposition. Comme le Cosmos de New-York avec Beckenbauer à ses Armes et Los Angeles avec Cruyff, les bataillons des équipes sont essentiellement composés de joueurs étrangers. Sur les vingt-deux permanents de Tampa Bay, on comptait cinq Anglais, trois Yougoslaves, deux Canadiens et deux Sud-Africains, un Ecossais et un Néerlandais. Pour sa part, Vancouver a fait appel à treize Britanniques, à un Sud-Africain pour un effectif permanent de vingt-sept joueurs. Parmi eux, quelques-uns ont eu leur heure de gloire en Coupe du monde ou bien en raison du montant des transferts qu'ils ont occasionnés : Phil Parkes, Alan Ball, Kevin Hector, et Willie Johnston qui opèrent à

RUGBY

L'IRLANDE INTERDIT LA VENUE DE L'EQUIPE SUD-AFRICAINE DES BARBARIANS

L'équipe de rugby sud-africaine des Barbarians, qui devait effectuer une tournée le mois prochain en Grande-Bretagne et en Irlande, ne sera pas autorisée à entrer en Irlande. Le gouvernement irlandais, qui a annoncé, mardi 16 septembre, sa décision d'interdire l'entrée de l'équipe, a considéré que « l'organisation du sport en Afrique du Sud continuait d'être déterminée par le système de l'apartheid et que, dans ces conditions, le principe olympique de non-discrimination raciale ne pouvait être appliqué de manière satisfaisante ».

OMNISPORTS. — A Split, en Yougoslavie, aux Jeux méditerranéens, mardi 18 septembre, le Français Olivier Boros a gagné le 100 mètres brasse en 1 min. 7 sec. 23. Au 200 mètres, il a battu le Tunisien par 106 à 3. En équitation, le concours de saut d'obstacles par équipes a été remporté par l'équipe française composée de Parot, Caro, Leroy et de Balanda.

NATATION

RÉFUGIÉE EN R.F.A. UNE CHAMPIONNE DE R.D.A. CONDAMNE LES METHODES DE PREPARATION EN VIGUEUR DANS SON PAYS

Ex-détentrice du record du monde du 100 mètres brasse, l'Allemande de l'Est Renate Vogel-Heinrich s'est réfugiée en République fédérale d'Allemagne, où elle a demandé l'asile politique. A Stuttgart, où la nouvelle a été annoncée mardi 18 septembre, une semaine après son arrivée, on précise que Renate Vogel-Heinrich a déclaré avoir fui la R.D.A. pour « une manière de raisons tant politiques que sportives ».

Recordwoman du monde, cinq fois championne du monde et d'Europe, entre 1971 et 1974, Renate Vogel-Heinrich avait, du temps de son activité sportive, émis quelques doutes sur le bien-fondé des méthodes médicales en vigueur dans son pays à l'égard des sportifs. Elle a confirmé qu'en R.D.A., les jeunes nageuses étaient « surentraînées » et qu'en aucune manière elles ne pouvaient savoir ce qui se trouvait dans leur nourriture et dans les produits qui leur sont administrés par piqûres.

TOUR MONTPARNASSE A LOUER

44^e étage, en totalité : 1.700 m2 entièrement aménagés.

INDIMO - 766-01-43

VIENT DE PARAITRE

ATLASECO 79 Atlas économique et politique mondial

observateur

EN VENTE CHEZ TOUS LES MARCHANDS DE JOURNAUX - 34 F

Un legs unique de quarante-cinq siècles

NATATION

REPOSER EN R.F.A.

LES CHAMPIONS DE R.F.A.

PRÉSENTENT LES MÉTHODES

DE PRÉPARATION

DE L'ÉTÉ DANS SON PAYS

VOUS MONTRERAI

À LOUER

NOUVEAU TISSU

VIEN DE PARAITRE

ATLASÉCO 70

Atlas économique et

politique mondial

chèque

EN VENTE CHEZ TOUTES LES

LIBRAIRIES DE JOURNAUX

Un bilan des exportations

LE CINÉMA FRANÇAIS EST-IL COMPÉTITIF ?

par CLAUDE GAUTEUR (*)

En hausse en Europe, nos exportations de films sont en baisse inquiétante dans le monde entier. Nos deux grands succès : *Emmanuelle* et *la Cage aux folles*. Nos deux stars : Jean-Paul Belmondo et Louis de Funès. Chiffres officiels à l'appui, voici le bilan, hélas négatif, du cinéma français à l'étranger.

PRINCIPAL marché de la production française, en 1978, l'Europe, au sens large du terme : 64 % des recettes totales de nos films à l'étranger. Suivent l'Amérique du Nord (11%), l'Asie-Océanie (9 %), l'Afrique (5 %), l'Amérique latine (4 %) et l'ensemble des territoires ne correspondant pas à des zones géographiques définies, réunies sous la rubrique « Monde entier » (6 %).

En 1978, nos recettes ont été en hausse dans la plupart des pays européens, et notamment en Allemagne fédérale, mais elles ont été en baisse en Espagne. Et, plus gravement, elles l'ont été aussi aux États-Unis et en U.R.S.S., au Japon et dans le « Monde entier ». Bâles inquiétantes.

Passer en U.R.S.S., au niveau des cessions des droits d'exploitation, de 2 089 000 francs courants, en 1976, à 1 117 000 francs, en 1978, n'est pas bon. S'effondrer au Japon (où M. Klein, particulièrement, a

entraîné Alain Delon, plus heureux en Italie, dans son naufrage), de 9 266 000 francs, en 1976, à 1 621 000 francs, en 1978, est catastrophique. Et s'écrouler, en ce qui concerne les achats globaux, principalement par les sociétés américaines pour le « Monde entier », de 27 540 000 francs, en 1976, à 5 217 000 francs en 1978, ne l'est pas moins. Pour ne pas parler des États-Unis : 48 058 000 francs, en 1976 ; 11 563 000 francs, en 1978.

Quelques chiffres encore, émanant toujours du Centre national de la cinématographie. En 1978, sept cent trente-neuf longs métrages français ont été vendus à l'étranger pour 84 638 000 francs courants, contre sept cent quarante-deux pour 91 825 000 francs, en 1977, et sept cent cinquante-quatre pour 128 103 000 francs, en 1976. A noter que l'érosion monétaire, aggravant la diminution des recettes, a évidemment accentué la baisse du montant réel de nos exportations, et qu'en 1978, comme en 1977, vingt films ont réalisé pratiquement la moitié de la recette totale d'exportation de nos longs métrages.

Quels sont ces films, et leurs vedettes ? Quels résultats commerciaux ont été atteints ? Quelle est, vue de Bruxelles, Rome, Bonn, Madrid ou New-York, la « french way of life » ? Pour répondre à ces questions, feuilletons les rapports des services d'Unitrance Film.

Les pays francophones : chasse gardée

Nous sommes bien ingrats de comporter des « histoires belges ». La Belgique est un marché privilégié pour le cinéma français, qui y devance, une fois n'est pas coutume, le cinéma américain : huit films français dans les seize meilleures recettes belges (le tiers environ de la recette belge). Plus gros succès français, *la Cage aux folles* a fait presque l'égal avec *Grease*. *La Zizanie* est intercalé entre *Rencontres du troisième type* et *la Fière du samedi soir*. De même, en 1977, *l'Alie ou la Culasse* avait battu les dents de la mer.

Situation aussi favorable en Suisse : douze films français (dont deux rééditions) et un franco-suisse parmi les cinquante meilleures recettes en 1977. Bien sûr, *l'Espion qui n'aimait pas* n'a fait qu'une bouchée de ses concurrents, mais les *Vacances de M. Hulot* suit de près *King Kong* (2^e), et *la Dentellière* (6^e) fait mieux, l'exploit n'est pas mince, que *Fellini-Casanova*, *Ben-Hur*, *Al-*

port 77, *Autant en emporte le vent* et *Un pont trop loin*.

Une ombre au tableau. Le Canada, plus exactement le Québec, traditionnellement le marché francophone le plus important avec la Belgique et la Suisse, n'est plus ce qu'il était. Cent trente contrats, en 1975, quatre-vingt-dix, en 1978. Des échecs commerciaux. Des pilanchems devenus des pré-plateaux. Des accords de production-distribution entre le Québécois Pierre David et l'Américain Roger Corman. Autant dire que le cinéma français va avoir fort à faire pour remonter la pente.

L'Italie est en crise. Le cinéma italien et le cinéma en Italie aussi. Les télévisions libres pullulent. La fréquentation et la recette cinématographiques ont chuté. Ainsi que la production : 233 films en 1978, 123 en 1976. Les films américains envahissent les salles. Quelque en hausse de 17 % sur 1977, la France n'a vendu que pour 8 363 000 francs courants de films en 1978, contre

14 267 000 F en 1976. Le temps des coproductions franco-italiennes — 92 en 1963, 53 en 1973, 6 en 1977 — est révolu. Les Italiens n'ont eu d'yeux que pour John Travolta (*Grease*). Michel Serrault, César du meilleur acteur français à Paris et David du meilleur acteur étranger (ex aequo avec Richard Gere) à Rome, finit par deuxième. Toujours *la Cage aux folles*, également interprété par... Ugo Tognazzi, et distribué par... United Artists.

Deutschland Ober alles ! Notre meilleur client : en 1978 nos ventes y ont été en hausse de 104 % sur 1977 ! Les films allemands ne représentent que le dixième du marché, dominé par l'industrie américaine, mais le cinéma français tire son épingle du jeu. Un succès américain peut attirer de quatre à sept millions d'Allemands, un succès français plus de trois millions. Ainsi *l'Incorrigible* et *l'Animal*, *l'Alie ou la Culasse* et *la Zizanie*. Par ailleurs, cent cinquante films français ont été diffusés l'année dernière par les trois chaînes de la télévision allemande, qui les a achetées à des prix élevés, parfois supérieurs aux éventuelles recettes-salles. Et la même télévision allemande a coproduit *la Marquise d'O*, *la Dentellière*, *le Désert des Tartares*, *Une histoire simple*, etc.

Belmondo et de Funès pour l'Allemagne. Sylvia Kristel pour la Grande-Bretagne et l'Espagne.

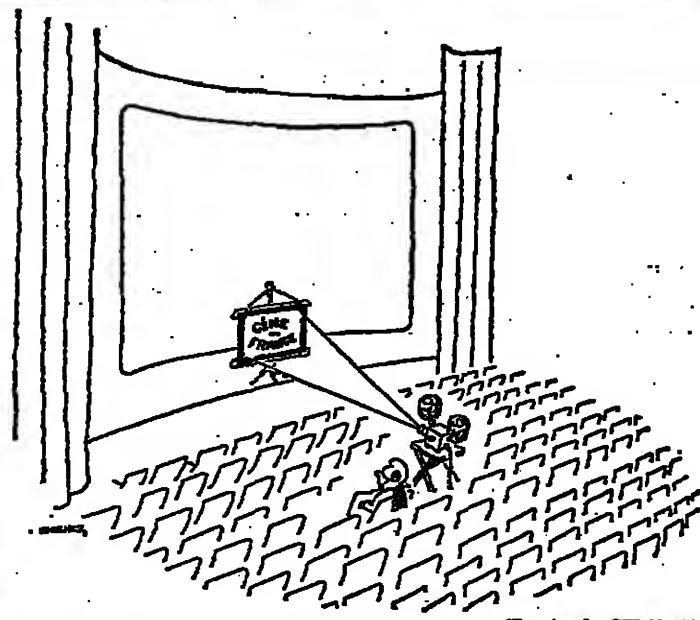
Au moment où, pour la première fois depuis vingt ans en Grande-Bretagne, la fréquentation a remonté (+ 20 %), le cinéma français a vu ses ventes baisser (— 30 %). Les sociétés de distribution américaines contrôlent 80 % d'un marché tombé de 1 278 millions de spectateurs en 1954 à 107 millions en 1978. L'art et l'essai entrent dans son ghetto, c'est *Billie*, *la Marge* et *la Bête* que l'on demande, *Emmanuelle I*, qui talonne *Star Wars*, et *Emmanuelle II*, qui devance *Superman*, que l'on redemande.

Situation similaire sur toute la péninsule ibérique où, anciens champions de l'art et essai, les Français sont devenus ceux de l'érotisme. En plein boom, le marché cinématographique espagnol, dominé par les productions américaines, italienne et espagnole, est le plus dynamique d'Europe : « Deux cent cinquante millions de spectateurs pour 36 millions d'habitants, soit un taux de fréquentation annuel par habitant de 7, le double de la France. » Numéro un du box-office à Madrid et en Espagne au 31 mars 1978, *Emmanuelle I* y dis-

taillait largement *Star Wars*, *Emmanuelle II* et *Rencontres du troisième type*. Une *Emmanuelle* noire non française est même entrée en piste, *Madame Claude*, *Histoire d'O*, *la Bête livrée* à domicile, les Espagnols n'ont plus besoin, comme sous Franco, d'aller à Perpignan. *Le Gendarme et les extra-terrestres* va-t-il redresser notre image de marque ?

Bien que Jean-Paul Belmondo et Louis de Funès soient deux de nos plus sûrs valeurs en Europe, où *Fila ou Voyou* et *le Gendarme et les extra-terrestres* s'annoncent comme d'énormes succès, ni *l'Animal*, malgré la présence de Raquel Welch, ni *la Zizanie* n'ont été vendus aux U.S.A.

Dit notre chauvinisme en souffrir, aucune star française n'est cotée au box-office américain. Nos stars, outre-Atlantique, ce sont quelques mineurs en scène, Claude Lelouch et Louis Malle, François Truffaut et Eric Rohmer. Et quelques films, *Un homme et une femme* (1969), *Barbarella* (1968), *Z* (1969), *Emmanuelle* (1973) et *Cousin Cousine* (1978). Ajoutons-y nos trois Oscars consécutifs du meilleur film étranger, 1976 : *Noirs et Blancs en couleur* (la Victoire en chantant) de Jean-



(Dessin de CHENEZ.)

Jacques Annaud : 1977 : *Madame Rosa* (la Vie devant soi) de Moshe Mizrahi ; 1978 : *Préparez vos mouchoirs* de Bertrand Blier.

Car les Américains, qui n'aiment ni les versions sous-titrées ni les versions doublées, n'ont pas davantage aimé *Another man another chance* de Claude Lelouch, en partie tournée chez eux et dans leur langue, ou *Providence* d'Alain Resnais, tournée en anglais en France. Quel accueil vont-ils réserver à *Tess* de Roman Polanski, d'après Thomas Hardy, produit par Claude Berli ? Et à *Death Watch*, « directed by » Bertrand Tavernier en Irlande ?

L'Amérique : l'Eldorado

Star Wars, en tête du box-office des « films champions de tous les temps » établi par « Variety » en 1978, a réalisé l'année même de sa sortie 127 millions de dollars de recettes-distributeur aux États-Unis et au Canada, battant les records de *Jaws* (121,356) en 1975 et *The Godfather* (86,112) en 1972. A titre de comparaison, *Z* (540^e) : 7,1 millions de dollars ; *Un homme et une femme* (398^e) : 6,3 ; *Barbarella* (496^e) : 5,5 ; *Emmanuelle* (802^e) : 4.

« Variety » estime en 1979 à 4,132 millions de dollars les recettes de *Pretty Baby*, le film américain de Louis Malle. Un mystère : le score de *Cousin Cousine*.

En 1978, sept films étrangers, dont trois français, avaient atteint ou dépassé le million de dollars. En 1977, aucun film étranger n'a figuré parmi les cent dix-huit meilleurs recettes-distributeur de l'année. Unitrance évalue à 400 millions de dollars à New-York et 2 millions aux États-Unis les recettes de *Madame Rosa*, *le Chat* et *la Souris*, ou *Préparez vos mouchoirs*. Quelques autres succès français récents. Cet

(*) Journaliste et écrivain de cinéma.

abscure objet du désir. *L'homme qui aimait les femmes*, *Un éléphant se trompe énormément*, *Tendre Poulet*, etc., ne peuvent faire illusion : le marché américain reste à conquérir.

Marché cinématographique le plus important du monde : 1,2 milliard de spectateurs et 2,7 milliards de dollars de recettes. Certes, le cinéma de langue étrangère ne peut prétendre qu'à 3 % de cette recette, mais, ainsi que le souligne Unitrance Film, « 3 % de 2,7 milliards de dollars, cela fait tout de même 80 millions de dollars, soit une part-producateur théorique d'environ 22 millions de dollars. » De quoi rêver, en effet. D'autant plus qu'un succès new-yorkais, pule américain (pas de succès américain sans succès new-yorkais, critique et public) ouvre toutes grandes les portes des marchés anglo-saxons et japonais.

Quant à l'Amérique latine, ce n'est pas le Pérou. En nos exportations y ont enregistré l'année dernière une nouvelle baisse. L'Argentine, où Pierre Richard fait quelques élucubrations, est notre meilleur marché : une quarantaine de films achetés en 1978. Au Brésil, les

chiffres se passent de commentaires : *la Marge* fait 7,5 millions de recettes, *le Sauvage* 6,5 ; *Borsellino and Co*, 4,7 ; et *l'Animal* 4,8, dans le temps même où *The Spy who loved me* en faisait 31,4, *Jaws* 69,3, *King Kong* 77,7, et *Dona Flor* 80,7. Au Mexique enfin, où les *Valseuses* a totalisé plus de 20 millions de pesos de recettes, presque deux fois plus que *Z*, nos meilleurs ambassadeurs ont nom : Louis de Funès, Pierre Richard, et surtout les Charlots.

Tels sont, brièvement évoqués, les principales images, les principaux visages du cinéma français à l'étranger. Donc de la France et des Français. Copie conforme ?

Un dernier mot. Une revue spécialisée avait demandé à trente-quatre « nouveaux cinéastes français » quel était, à leurs yeux, « le visage le plus inquiétant de la crise du cinéma français ». Un seul pratiquement, Jean-Jacques Annaud, a osé parler, du « visage désolé des spectateurs étrangers qui ont encore su l'originalité et le courage de se risquer aux films français, et qui en sortent consternés. Soit par la médiocrité sans appel des productions qui se voudraient « commerciales », alors qu'elles restent bâties d'arabes, ne serait-ce que par manque de moyens matériels, dans la compétition internationale ; soit par le pédantisme scolaire du pauvre cinéma qui se qualifie d'« auteur », dès qu'il se sent incapable de communiquer » (1).

Diagnostico sévère. Le cinéma français « devenu un cinéma régional », dit-il, comme le croit Annaud, « en bonne voie de devenir une curiosité folklorique ». En tout cas, il est urgent d'agir. Journaliste et écrivain de cinéma.

(1) Cinématographie n° 40, juillet 1979.

SPECTATEURS SERVICE

Jusqu'à
40 % de réduction
aux bonnes places
réservation prioritaire
par correspondance

THEATRE - MUSIQUE
DANSE, VARIÉTÉS, FILMS

Doc. sur demande : Spectateurs
Service 252, Faubourg-Saint-Honoré
75008 PARIS

Tél. : 561-98-22/99-15
Dir. Georges GUETTE

★ ★ ★ ★ ★

ÇA C'EST DU CINÉMA

★ ★ ★ ★ ★

Tourbillon,

SIGNÉ
STANLEY DONEN

L'ÉPOPÉE DE GILGAMESH

Spectacle
de la Compagnie du Lièvre

du 2 oct. au 21 nov.

au Théâtre de la Cité
Internationale Universitaire

L'épopée de Gilgamesh, une interrogation sur l'origine de nos civilisations à travers la naïveté d'une légende vieille de 4500 ans. Chants - Tradition orale et écrite. Geste de l'épopée.

CARRE SILVAMONFORT

CENTRE D'ACTION CULTURELLE DE PARIS

A VAUGIRARD

INAUGURATION DU CHATEAU-THÉÂTRE

ANCIEN ABATTOIR DE VAUGIRARD
106, RUE BRANCION, PARIS 15^e

avec
ALEXIS WEISSENBERG

son piano... et quelques amis...

LE JEUDI 27 SEPTEMBRE A 20H30

LOCATION OUVERTE : 277.50.97 & AGENCES

LA CANNE
A SUCRE

BAB 23.25
DINER-SPECTACLE

anne-marie brucher-kraemer

déménagement

théâtre populaire de lorraine

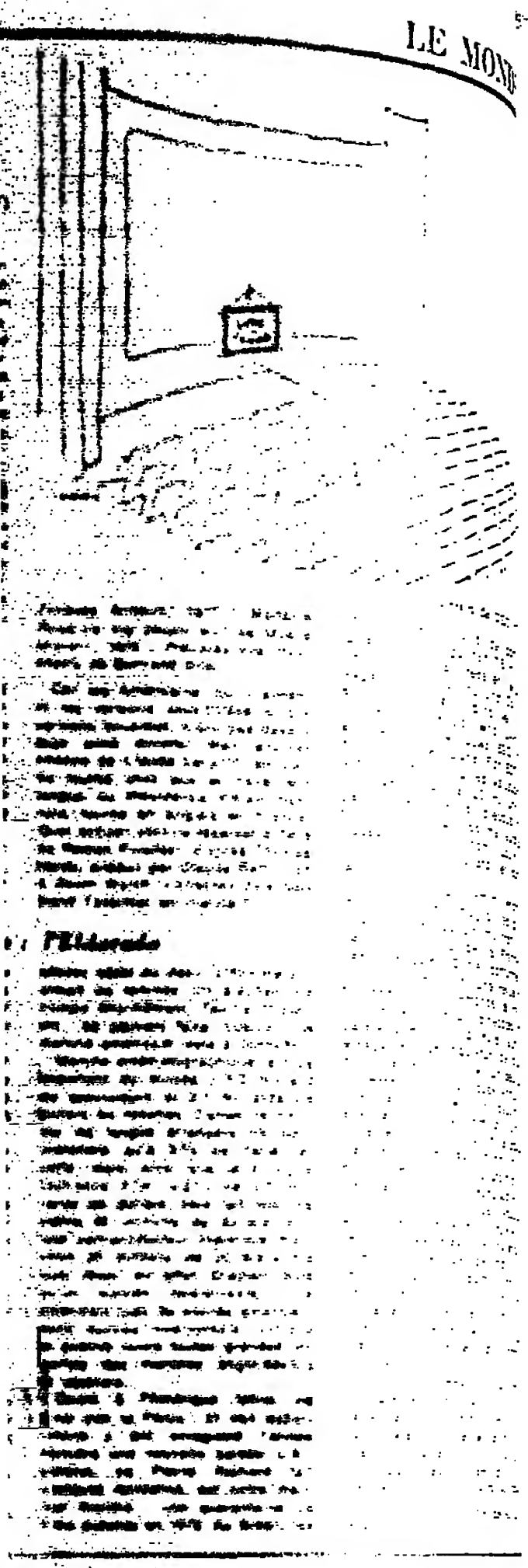
La Fondation
Philip Morris présente
au Festival de Biarritz

Première à Biarritz, avec le concours de la Fondation Philip Morris, pour le cinéma va bientôt s'ouvrir du 24 au 29 septembre, le Festival du Cinéma Vaqué et Latine International. Situé au Carrefour des cultures, espagnole, portugaise, basque et catalane, Biarritz était à l'origine le lieu privilégié pour accueillir cette manifestation.

La Fondation Philip Morris, qui a fait le cinéma, fait le cinéma.

LA FONDATION PHILIP MORRIS

LE VAMPIRE DE CROIX D'AMER



DES SPECTACLES

«West Indies», un film de Med Hondo

La galère de l'histoire

QUELQUES cinéastes du « tiers-monde » — expression un peu gauche, paternaliste — ont su, à leurs moments heureux, faire entendre une autre voix, d'autres thèmes, sur un registre différent. Hier, Glauber Rocha au Brésil, Sembène Ousmane toujours sur la brèche au Sénégal. Med Hondo rejoint cette cohorte d'artistes qui veulent dire la révolution, la nécessité de la révolution.

West Indies (autre titre : les Nègres marionnettes de la liberté), troisième film de fiction de ce métrage de Med Hondo, n'a pourtant plus grand-chose à voir, sauf pour l'inspiration, avec son premier, Soleil O, révélateur en première mondiale à la Semaine de la critique en mai 1970. Sept ans ont été nécessaires pour mettre sur pied la production, rassembler les six millions et quelques francs nécessaires. Outre l'avance sur recette de notre C.N.C., qui a enclenché le processus, des capitaux ont été réunis de diverses sources : la télévision algérienne, qui a payé les prestations techniques, deux associations à base de fonds privés, l'une au Sénégal (mixte, ivoire-sénégalaise), l'autre mauritanienne. L'auteur, Mauritanien de naissance, est surtout fier de l'appui, financièrement faible, mais moralement essentiel, que lui a apporté son pays, c'est-à-dire le premier gouvernement issu du coup d'Etat.

A Paris la film sort sur huit écrans de la Gaumont. Il a bénéficié d'une double première internationale. Au Festival de Montréal, après la projection, il fut l'objet de ce qu'on appelle en Amérique un *standing ovation* (acclamations scandées, debout, de l'auditoire) de dix minutes : et il a inauguré le dernier Festival de Venise. Venise, qui, il y a douze ans, accordait son Lion d'or à la *Batistella d'Alger*, et Montréal, que n'ont jamais embarrassé les précautions, n'ont pas craint de heurter notre susceptibilité. Sur un sujet brûlant, le rapport, dans l'histoire, des Antilles françaises avec la métropole, royaume, république ou empire. Cannes, malgré la Palme d'or attribuée en d'autres temps à *Chronique des années de braise*, de Lakhdar Hamina (Algérie), n'aurait jamais osé prendre ce risque.

Med Hondo s'est inspiré d'une pièce de Daniel Boukman, Antillais, *les Nègres*, qu'il avait montée à trois reprises au théâtre, en 1971, 1974 et 1978. Né en 1938 d'un

père « boy », avec un arrière-grand-père maternel qui avait connu l'esclavage, il débarque en France à l'âge de vingt-cinq ans, gagne sa vie à Marseille, débardeur, docker, cuisinier, puis il « monte » à Paris en 1962, toujours cuisinier dans un grand restaurant. Il s'oriente vers le théâtre dès 1964-1965, il étudie l'art du comédien avec Françoise Rosay, « une dame extraordinaire, qui savait rester près de la réalité ». Il joue Brecht, Tchekhov, il crée sa propre compagnie, les *Criots Shango*, et met en scène *Almô Obeira*, René Despreux. Cette empreinte du théâtre, le goût du spectacle, marquent profondément son cinéma, et d'abord *West Indies*.

Les *West Indies*, c'est le nom global sous lequel on a longtemps désigné l'ensemble des Antilles, d'abord espagnoles, puis anglaises, françaises, néerlandaises, avant que Cuba, Haïti, entre autres, conquissent leur indépendance. La pièce originale de Daniel Boukman, Med Hondo l'a entièrement retravaillée. D'abord la langue créole, élément important du film, absente à la scène. Il a fallu choisir entre plusieurs dialectes : « Nous avons retenu le créole parlé dans les agglomérations, par opposition à celui des campagnes, plus pur. C'est celui de l'immigration, où se mêlent les accents de la Guadeloupe, de la Martinique. L'Ancre, dans mon film, parle le créole du paysan. Il nous est totalement incompréhensible. » Med Hondo a pourtant appris le créole, le parle couramment.

Une comédie musicale permanente

Un million et demi de francs ont été nécessaires pour construire, dans un ancien hall des usines Citroën, à Béziers, l'île à la main de Paris, le décor à transformations de la galère négrière où se déroule l'action. Le décorateur Jacques Seunier, de Providence, le film d'Alain Resnais, a inventé cet objet scénique, lieu de l'histoire, qui nous permet de passer sans solution de continuité du passé au présent, de la traite des Noirs aux dix-septième, dix-huitième et dix-neuvième siècles, à l'immigration moderne, l'œil fixé en Europe pour trouver du travail. Cette énorme structure de bois, le bateau, sert de plateau à une comédie musicale permanente, soixante-dix danseurs venus de tous les horizons, mais en

majorité Antillais, ont participé aux ballets et danses successifs.

Le film de Med Hondo s'acharne à nous remettre en mémoire certaines réalités historiques : On a caché la vérité, rappelle le cinéaste. Dans les images du monde que transmettent les médias, cinéma, télévision, le tiers-monde est pratiquement absent. Nous sommes liés avec la France par l'histoire, les produits de nos terres et notre sang ont contribué à édifier ce pays. On ne reproche la violence implicite dans le film. Mais le retrouve la violence en permanence à travers l'histoire. Aujourd'hui il n'y a plus de négriers ni d'esclaves, mais les travailleurs émigrés ont pour de bon à Paris. Je crois pourtant que mon film est encore plus sévère pour certains noirs collaborateurs, prêts à tous les compromis.

Un tyranisme échevelé, comme la franchise qui a toujours caractérisé l'auteur de *Soleil O*, font de Med Hondo un être à part, guère réductible à une idéologie ou un parti. Il peut bien saluer au passage Cuba, ou épingler sans ménagement le racisme toujours latent, à son avis, surtout en période de crise, chez certains éléments de la classe ouvrière française : « Je ne cherche pas à provoquer personne, je rapporte la réalité. » Cette franchise tous azimuts de Med Hondo lui vaudrait vite des ennuis dans l'importation de son régime à dominante étatique. Son impertinence, son ironie vengeresse, ne sont concevables pour l'instant que dans un régime bourgeois tel que le nôtre.

Les Français ont intérêt à découvrir ce film ambitieux et généreux, malhabile au départ, un peu lent, puis qui, tout à fait, s'envoie. *West Indies*, à l'évidence, transporterait de plaisir tous ceux qui pèsent des siècles d'histoire subie et qui, en Afrique, aux Etats-Unis, au Brésil en particulier, commencent à s'interroger. Pour nous occidentaux, naturellement enclins à croire que le monde est né français, anglais, allemand, il prendra presque, dans son délire théâtral, des apparences de documentaire sur l'accession du tiers-monde à ses responsabilités, à sa culture, à sa personnalité. Le cinéma, art encore mineur, apportera demain à d'autres créateurs : les formes, et les idées, ne sont pas reçues une fois pour toutes. Med Hondo montre la voie.

LOUIS MARCORELLES.
★ Voir les films nouveaux.

«Cedipe», une pièce de Jean-Marie Patte

La maman du grand Lustucru

DANS une courbe de l'une des routes du bois de Vincennes, à proximité humide la nuit par des manœuvres anormales d'automobiles qui pilotent des prostituées ou des amoureux privés d'une chambre pour s'aimer, vous tournez à gauche et entrez dans la Carthouche, presque devenue le domaine préservé de l'art du théâtre à Paris.

Cartoucherie de Vincennes, ancienne fabrique d'armes de mortier, plus belle de saison en saison, chevaux, clairières pelées, chiens de bantien, plantes géantes, ateliers aux toits crévés, grand terrain vague accolé qui fait irrésistiblement songer à des roulettes, à des nomades, campagne urbaine à l'écart, hors la loi.

Retour sur soi

Vous entrez dans l'une de ces masses. C'est propre, le ménage a été fait. Il y a trois chaises, une table, une photo ancienne d'un fils qui s'est habillé pour la circonstance, on dirait l'antichambre d'un photographe provincial de noces, un vitrail de mariage joue des vagues qui gémissent. Huit ou dix spectateurs, inconscients et confondus, se regardent de près sous la lumière crue, intrigués par cette couleur de fête vraie et fausse, d'événement familial non déterminé, de cérémonie sans cérémonie.

Vous entrez dans un trou noir, guidé par une lampe de poche. Vous prenez place sur un banc. Devenez vous, tout près, un homme en caleçon de flanelle blanche, chemise avec liséré rouge, bonnet croché, est étendu sur terre, il penche le visage sur une bassine d'eau.

Cet homme, Jean-Marie Patte, ne dit rien, vous êtes un peu dans la situation du chasseur égaré dans les profondeurs d'une forêt mystérieuse, aperçoit un faucon, ou la fille du roi, penché sur une source. C'est le théâtre : la seule présence de cet acteur propage un arrêt, une méditation étonnée, un retour sur soi. Théâtre vulnérable, littéralement envahi, brisé, par le vacarme des moteurs des autos et des camions qui toncent sur la route forestière jouxtant la

paroi du hangar, par la foudre des Boeing qui cherchent les pistes d'Orly, par les hurlements des chiens.

Cet homme est Cedipe, on le devine dès qu'il chuchote, dès que ses lèvres qui touchent l'eau murmurent à l'eau leurs aveux. Cedipe, c'est n'importe quel homme, n'importe qui, toujours, Théâtre de Vincennes, forêt ou amphithéâtre, c'est le fils puisé que c'est l'homme, il est là en l'enceinte de nuit, il va donc falloir qu'il traverse la nuit, que sur l'autre rive il atteigne le matin, moine de nouveau-né ou grand lit conjugal, ce sera toujours le même fils à qui, soit après soir, à l'instant de s'embrasser pour la traversée de la nuit, apparaît l'image de la mère, sa chaleur chaude.

Le dramaturge, Sophocle par exemple, ou Sénèque, est le médiateur de fortune, l'envoyé extraordinaire, lui-même fils et amant, qui lance pour toujours, place sur une orbite éternelle les paroles pures, élémentaires. Il faudrait, pour bien les entendre, écartier toute image précise de résolution sexuelle, d'événement physique. Il faudrait se mettre en vocation de pur amour. Cedipe, enfant ou vieil enfant, appuie le soir sa tête sur l'épaule de sa mère, sa vraie mère ou sa mère cherchée, réclamée, c'est Jocaste.

Le ciel profond

Cedipe murmure à l'oreille de Jocaste, elle lui répond tout bas, il n'y a qu'eux deux au monde. Sophocle leur a donné les paroles naturelles, irrépressibles, Cedipe se confond dans sa mère, il est seul, sa mère est presque plus présente de ne pas se trouver là, le fils tout bas prononce, pour elle, ses paroles : « Mais que peut craindre un homme que les choses de la fortune prennent par la main, à qui la provision de rien n'est claire ? Le mieux est de vivre au hasard, un autre que toi saurait le faire. Il ne faut pas, toi, que tu craignes d'avoir la mère pour promesse, pour marée. Beaucoup de mortels, déjà, aussi, dans leurs songes, ont partagé le lit maternel. Ceux auxquels ces choses sont l'égal de rien supportent leur vie facilement. »

Toute la nuit, toute une infinité de nuits, l'acteur Jean-Marie Patte « monologue » avec la mère, la nuit de la mère est une immensité, des océans, des horizons, soudain le ciel profond du lit maternel se dégage, attend un infini d'étoiles, d'antipodes intermédiaires. Humilié et exalté, entières de cet acteur admirable, dont chaque inclinaison de la main fait apparaître un paysage, dont chaque empreinte du pied ne fait tressailler le seuil d'une maison. Acteur ventré, sorti, colosse, innombrable, désert, habillé, tout à son affaire broussailleuse, tout donné à autrui, conducteur in-dérivable d'un théâtre merveilleux, si grave.

Un seul banc

Et pourtant, juste une petite heure a passé : Cedipe, calmé par sa mère, craignant moins le noir et la vie, se craignant moins soi-même, s'élance dans une couverture pour dormir au petit matin, et c'était plus tôt que la vie, plus vécu, c'était le théâtre, la lumière s'est éteinte, vous entendez une chanson populaire, il y est question de « grand Lustucru ». Qui est Lustucru ? Un Cedipe ? Un acteur ? Littérature dit que « Lustucru » est le nom d'un « enfant remuant », mais que c'était aussi un « acteur comique ». Littérature ajoute : « Il est possible pourtant que Lustucru ne soit pas autre chose que l'eusses-tu-ru, phrase traditionnelle du niais de théâtre qui dit à sa nouvelle épouse : l'eusses-tu cru ? »

Eusses-tu cru quoi ? Dormir dans le lit ? Prendre le théâtre pour des lanternes ? Jean-Marie Patte a disparu. Une porte de sortie s'ouvre. La crinoline de la danse paysanne recommence dans l'antichambre. C'est fini. Aurons-nous souvent, cette saison, un théâtre aussi laborieux, aussi beau ? Qu'est devenu le théâtre ? Un fantôme, une peur de chagrin. Des spectateurs au chômage. Ne vous boulez pas : il n'y a, devant cet Cedipe, qu'un seul banc, pour dix spectateurs. Patte-Lustucru a peur du théâtre, Chapeau, Patte ! Acteur-phare !

MICHEL CURNOT.
★ Cartoucherie de l'Espérance, 20 h. 30.

LE MONDE
Le monde bruchent-krause
démagogues
théâtre populaire de l'ouest

Le Vampire de ces Dames
Fondation
Mouvement
Festival de Biarritz

UGC ERMITAGE (V) • REK • UGC HELDER • UGC DANTON (V)
CLUNY ECOLES (V) • MIRAMAR • MISTRAL • MAGIC-CONVENTION
UGC SARE DE LYON • UGC BOBELINS • 3 MURAT / CYRANO VERSAILLES
ARTEL NOGENT • ARTEL CRETEIL • ARGENTEUIL • PARINOR AULNAY

De l'humour à belles dents !

LE VAMPIRE DE CES DAMES

Melvin Simon Productions Présente
Une Production George Hamilton-Robert Kaufman
George Hamilton • Susan Saint James • Richard Benjamin
dans *Le Vampire de ces Dames* (avec Al Pacino) • Dick Shawn • Arto Johnson
coproduit par Robert Kaufman • George Hamilton • Charles Bernstein
d'après une histoire de Robert Kaufman et Mark Ginder scénario Robert Kaufman
produit par Joel Freeman réalisé en collaboration avec Simon Simon • 1978 sélection

STUDIO DE L'ETOILE - SAINT-SÉVERIN - OLYMPIC ENTREPOIT

"C'est d'Angleterre (le pays qui jeta jadis Oscar Wilde en prison pour ses mœurs "contre nature") que nous venons enfin le film qui ébat les mythologies naturalistes et romanesques, et se garde aussi bien du "militantisme" que du libéralisme pseudo-objectif pour montrer, au naturel, la vie quotidienne d'un homosexuel."

LE MONDE Jacques Siclier

un film de Ron Peck et Paul Hollam

NIGHTHAWKS
CITÉ DE LA NUIT
avec Ken Robertson et Tony Westrope

en version originale
ÉLYSÉES POINT SHOW / 7 PARNASSIENS
ACTION LAFAYETTE / LUXEMBOURG / VENDOME

JACK NICHOLSON

Un film déirant où le Texas est évoqué avec une belle truculence et une joyeuse santé
R. Chazal (FRANCE-SOIR)

EN ROUTE VERS LE SUD
"GOIN' SOUTH"
avec MARY STEADMAN et JOHN MELISH • CHRISTOPHER LLOYD
Scénario de JOHN HERMAN SHAMER et AL KAPLUS • CHARLES SHYER et ALAN MANDEL
Mise en scène de JOHN HERMAN SHAMER et AL KAPLUS • produit par HARRY GITTES et HAROLD SCHNEIDER
réalisé par JACK NICHOLSON
© 1979 par HARRY GITTES et HAROLD SCHNEIDER

PARAMOUNT CITY TRIOMPHE VO
STUDIO MEDICIS VO
PARAMOUNT MAILLOT V
PARAMOUNT MARIVAUX V
PARAMOUNT MONTPARNASSE V
PARAMOUNT GALAXIE V
CONVENTION SAINT-CHARLES V

Une excellente comédie truffée de gags désopilants
Jean de Baroncelli (Le Monde)

Inattendu, euphorique, réjouissant
Odile Grand (L'Aurore)

Un des personnages les plus réussis de Gene Wilder
Robert Chazal (France-Soir)

**GENE WILDER
HARRISON FORD**

LE RABBIN AU FAR WEST

SALLES, CLASSES CINÉMAS D'ART et d'ESSAI

ST-ANDRÉ-DES-ARTS
30, rue St-André-des-Arts 75006 Paris
A 12 heures et 24 heures :
FRITZ THE CAT
A 14 h, 16 h 30, 18 h et 21 h 30 :
LES PETITES FUGUES

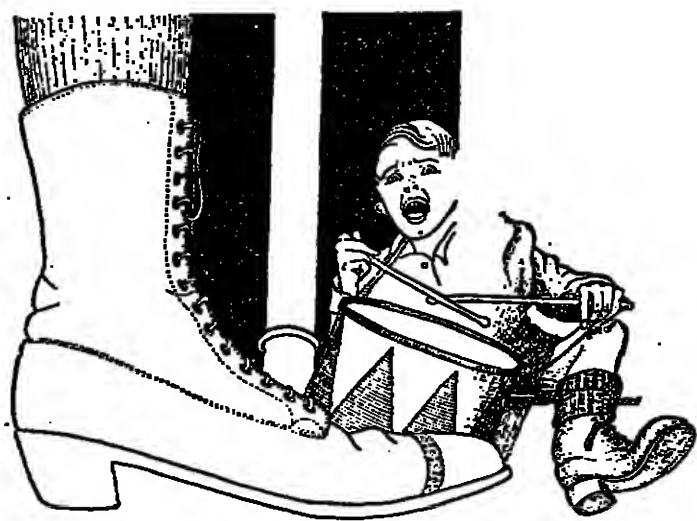
STUDIO GIT-LE-CŒUR
12, rue Git-le-Cœur 75014 Paris
A 14 h, 16 h, 18 h, 20 h et 22 h :
L'ANGE BLEU

ST-ANDRÉ-DES-ARTS
30, rue St-André-des-Arts 75006 Paris
A 12 heures et 24 heures :
L'EMPIRE DES SENS
A 14 h, 16 h, 18 h, 20 h et 22 h :
FÉLICITÉ

LE SEINE 10, rue Frédéric-Gautier 75004 Paris
A 14 heures (dernière semaine) :
ROBERTO
de P. Zucco
d'après et avec P. Krasowski
A 16 h 15 :
PERSONNALITÉ
Réduite de toutes parts
Grand Prix du Festival d'Hyères
A 20 h 15 :
LA CLEPSYDRE
Grand Prix du Jury du Festival de Cannes
A 22 h 45 :
HISTOIRES ABOMINABLES
Six approches du Fantastique

AUX DEUX ANES - Samedi 22, première du nouveau spectacle **PETROLE... ANE !**
avec Pierre-Jean VAILLARD, Christian VEBEL, Jean ROUGAS, Jacques RAMADE, Arlene CLAIR et toute la Troupe des DEUX ANES

une sélection



« Le Tambour », de Volker Schlöndorff, vu par Bonafé

cinéma

LE TAMBOUR, DE VOLKER SCHLÖNDORFF

L'hypocrisie du monde adulte, la violence des rapports de force : un enfant regardé, jugé et refusé de grandir. Il tire un pouvoir formidable de son cri, capable de briser les vitres-mensonges, et d'un jouet magique : son tambour. Le film retrace la parabole du foisonnant roman de Günter Grass, les acteurs en donnent le lyrisme.

WEST INDIES, DE MED HONDO

(Lire notre article page 19.)

CITES DE LA NUIT, DE RON PECK ET PAUL HALLAM

Le premier film qui abatte les mythologies naturalistes et romanesques dont on affuble l'homosexualité au cinéma. C'est simplement une vie quotidienne, celle d'un professeur de géographie dans une « nouvelle école » anglaise, à la recherche de l'amour comme tout le monde, mais en butte aux préjugés.

MOVIE MOVIE (FOLIE FOLIE), DE STANLEY DONEN

Un hommage de l'auteur de *Un jour à New-York* et de *Voyage à deux* au cinéma de série B de la Warner des années 30. Deux films, un mélodrame en noir et blanc, et une comédie musicale en couleurs, où le chorégraphe, Michael Kidd, recrée les figures vivantes de Busby Berkeley.

Les Petites Fugues, d'Yves Yersin : l'histoire d'un merveilleux personnage, un vieux valet de ferme, qui, un jour, s'achète un « vélo ». Le Syndrome chinois, de James Bridges : un « thriller » passionnant qui met en relation le moraliste, le danger de l'énergie nucléaire et la télévision. La Vedette, de Reinhard Hauff : la révolte d'un adolescent exploité par un cinéaste, vue par un représentant de la toute nouvelle génération de réalisateurs allemands. L'Ange bleu, de Josef von Sternberg : Marlène ? Rétrospective Kurosawa : faire ou refaire connaissance avec le grand humaniste japonais. Allen, de Ridley Scott : si l'on aime avoir vraiment peur au cinéma. Passe ton bac d'abord, de Maurice Pialat : rien à voir avec un verre de diabolo menthe ou des vacances en compagnie de petites Anglaises.

théâtre

CEDIP, A L'EPÉE-DE-BOIS

(Lire notre article page 19.)

LA VILLEGATURE, A L'ODEON

Reprise de la grande fresque goldonienne, où l'on voit la nouvelle bourgeoisie vénitienne se déchirer et se ruiner par l'usage du parapluie. C'est la trilogie de la joie, de l'espoir, de l'amertume. Le passage du temps, la vitalité et la mélancolie de Giorgio Strehler.

NO MAN'S LAND, AU GYMNASSE

Le temps a fini de passer. Les paroles brassent le vide de l'an-

golisse. Riches et pauvres, vieux et jeunes s'enlisent dans un no man's land immobile où rien ne change. Un grand rire désespéré et Michel Bouquet.

ZADIG, A ORSAY

Réouverture avec le conte philosophique et ironique de Voltaire en forme de féerie. Le grand succès de la saison dernière.

Marie de l'Incarnation, au Lucernaire : le dessin de l'extase. Les Chantiers de la gloire, à l'Alcôve : les illusions perdues. Dominique Lavanant à la Cour des miracles : les galeités de l'intelligence.

musique

FILMS AU T.E.P.

La musique et le film, dès l'origine, ont entretenu des rapports privilégiés. Depuis que la bande sonore a remplacé l'organiste ou le pianiste de cinéma, les films musicaux et les films sur la musique occupent une place à part, que des festivals de plus en plus nombreux permettent d'apprécier le mieux. Le Théâtre de l'Est parisien propose treize programmes jusqu'au 4 octobre, où alternent les documents : *Images pour Debussy* (20 septembre), *Pablo Casals* (26 septembre), les opéras filmés : *la Fille enchantée* de Bergman (22 septembre), *Fidelio* (25 septembre), *Wozzeck* (27 septembre), *les Joyeuses commères de Windsor* (2 octobre) et deux biographies-fiction fascinantes : *la Symphonie pathétique*, de Ken Russell (20 septembre) et *Un grand amour de Beethoven* d'Abel Gance, avec Harry Baur (25 septembre). Renseignements : tél. 797-96-06.

L'AUTOMNE DE LA BESNARDIERE

A quelques kilomètres de Tours, la grange de la Besnardière présente son second festival d'automne du 22 au 30 septembre. Haendel d'abord, avec un orato-

rio, *Solomon* (le 22) et un opéra, *Xerxès*, dans une mise en scène de L. Söderström (28 et 30 septembre), mais également Rossini : *les Pêcheurs de ma vieillesse* (24 septembre), puis *la Petite Messe solennelle* (29 septembre). Récital d'orgues par Nicholas Danby (25 septembre), Francis Chapelet (26 septembre) et Jean Guillou (29 septembre) ; musique de chambre (le 23) et *Duos romantiques*, avec R. Straich et M. Forrester (le 30).

CLEVELAND A PARIS

A lire les affiches — quelques extraits symphoniques de Wagner et *la Vie d'un héros* de Strauss — on croirait qu'il s'agit d'un concert de kiosque dans une ville d'eaux. C'est pourtant celui qui propose l'Orchestre de Cleveland et son chef, Lorin Maazel, au public parisien, le jeudi 27 septembre, en clôture d'une tournée d'un mois à travers l'Europe. S'agissant d'un excellent orchestre, on fera contre mauvaise fortune bon cœur. D'ailleurs Strauss et Wagner sont de grands compositeurs. Mais enfin, quel programme...

Les vales *Carmina Burana*, par le Clemencic Consort (jeudi 20 septembre, église Saint-Germain-des-Près), musique traditionnelle turque au grand auditorium de la maison de Radio-France (dimanche 23). Le Crépuscule des dieux en version de concert (lundi 24, à 18 h. 30, au Théâtre des Champs-Élysées). Au Festival de Saint-Lizier : récitals par Michael Rudy (21 septembre), Barbara Hendricks (samedi 22) et David Lively (dimanche 23).

expositions

LES PARTIS PRIS DE MARCELIN PLEYNET, A L'ARC

C'est le premier volet d'une série de trois expositions à parti pris (inscrites au programme du Festival d'automne) dont on peut penser qu'au bout du compte il y a moyen de faire le point sur ce

qui s'est passé dans le domaine de l'art en France depuis dix ans. Le choix de Pleynet nous porte bien sûr dans les sphères de la peinture abstraite, avec, en ouverture, des personnalités dont l'œuvre était bien établie en 68 : Hantaï, Degottex, Olivier Debré, Soulages, Sam Francis... puis des artistes de la génération de Support/Surface, puis quelques jeunes pas très connus.

GRENOBLE ET L'EGYPTOLOGIE (Lire notre article page 17.)

Paris-Moscou, au Centre Georges-Pompidou : un énorme rassemblement d'œuvres et de documents, la plupart venus des musées soviétiques, pour évoquer les échanges culturels entre les deux capitales, entre 1920 et 1990. Le Louvre d'Hubert Robert, au Louvre : un superbe dossier du département des peintures, autour de la Grande Galerie vue par un « ruiniste » impénitent. L'Aventure de Pierre Loeb, au Musée d'art moderne de la Ville de Paris : un marchand éclairé et sa galerie à Paris, de 1924 à 1994.

variétés

ROBERT CHARLEBOIS, AU PALAIS DES CONGRES

Rentrée du chanteur québécois qui, à la fin des années 60, a défini une nouvelle voie à toute une génération d'auteurs et d'interprètes du Québec et qui, au fil des années, a donné à son personnage un univers plus ouvert, plus ample (20 h. 45).

LE CIRQUE DE MOSCOU SUR GLACE, AU PALAIS DES SPORTS

La technique du patinage sur glace au service du cirque : une version soviétique de Holiday on Ice (21 h., matinales samedi et dimanche, à 14 h. 15 et 17 h. 30, mercredi, à 14 h. 30).

PATRICK FONT, AU THEATRE DE DIX HEURES

Nouveaux sketches d'un des rares chansonniers modernes. Causticité et dérision (20 h. 30).

★ ★ ★

ÇA C'EST DU CINÉMA

★ ★ ★ Rythme, ★ ★ ★

SIGNÉ STANLEY DONEN

LE CONSERVATOIRE LIBRE DU CINÉMA FRANÇAIS

pour devenir

assistant-réalisateur

script-girl

monteur-monteuse

Cours directs (1^{re} et 2^e année)

Cours par correspondance (1^{re} année théorique seulement)

CLCF 16, rue du Delta, 75009 Paris

Tél. 874.65.94

Documentation M sur demande

★ ★ ★

ÇA C'EST DU CINÉMA

★ ★ ★ Feu d'artifice, ★ ★ ★

SIGNÉ STANLEY DONEN

COMPAGNIE RENAUD-BARRAULT

THEATRE D'ORSAY

ZADIG

de Georges Coulonges

d'après Voltaire

Prix Plaisir du Théâtre

exposition

JACQUES COPEAU, LE VIEUX COLOMBIER ET LA NRF

le théâtre européen au début du XX^e siècle

7, quai Anatole-France - tél. 548.38.53 et agences

PUBLICIS ELYSEES VO • PARAMOUNT OPERA VF

PARAMOUNT MONTMARTRE VF • PARAMOUNT MONTMARTRE VF

PARAMOUNT MAILLOT VF • PARAMOUNT ORLEANS VF

PARAMOUNT GALAXIE VF • CONVENTION ST-CHARLES VF

PARAMOUNT ODEON VO

SMASH!

VERSAILLES Cyrano • ARGENTEUIL Alpha • PANTIN Carrousel

NOGENT Arbel • VILLENEUVE ST-GEORGES Arbel • SARCELLES Flanades

RUZY Boussy St-Amand • ORLY Paramount • LA VARENNE Paramount

LA CELLE ST-CLOUD Elysée 2

GEORGE W 70 mm son stéréo • KINOPANORAMA VO 70 mm son stéréo

UGC BIARRITZ VO • UGC ODEON VO • BIENVENUE MONTMARTRE VF

UGC OPERA VO • PARAMOUNT OPERA VF • PARAMOUNT MONTMARTRE VF

CAPRI GRANDS BOULEVARDS VF • PARAMOUNT GODELIMS VF

PARAMOUNT MONTMARTRE VF • UGC GARE DE LYON VF

Péripétie : FAMILY 8 VF • VELIZY 8 VF • ARTEL Cinéma

PALIS DE PARIS Le Pavillon VF • FRANÇAIS Elysées VO

CARTEAU Pochon VF • MELES Montmartre VF • 521 St Germain VF

PARAMOUNT Le Vermeil VF • VILLAGE Monty VF

CASINO Le Balcon VF • DOMINO Monty VF • CERGY Pochon VF

PALME D'OR XXXII^e FESTIVAL DE CANNES

LE TAMBOUR

Film de Volker Schlöndorff

d'après le roman de Günter Grass

Interdit aux moins de 13 ans.

Argos Films (Paris) - Franz Seltz/Bioskop (Munich).

sélectionné Film Inter

Hommage claudélien à Ramuz

<L'Histoire du soldat> dans l'église de Brangues

L'Association des amis du château de Brangues (Isère), qui perpétue la mémoire de Paul Claudel, rendait ainsi hommage à C.F. Ramuz, l'auteur du texte, au cours d'un week-end où ont été évoqués l'amitié et l'admiration réciproques des deux poètes. Journées endouillées par la dis-

tribution toute récente de Pierre Claudel, qui en était le principal animateur. Et Alain Cuny a ouvert le spectacle en lisant quelques pages de Ramuz sur Claudel, de Claudel sur Ramuz, qui lui ont donné sa raison d'être, sur cette terre, en ce lieu.

La partition, « suite » de pièces apparemment aussi hétéroclites que la composition même de l'orchestre, mais d'unité de style profonde, est à la fois de la musique pure, pouvant se suffire à elle-même, et inséparable d'une histoire « parlée, jouée, dansée », d'une écriture savamment naïve, et proprement parler élémentaire. Il est hors de doute que Stravinski en train de se renouveler, de « procéder à un essai de dissociation de la multitude de matériaux nouveaux dont son génie a enrichi la musique » (selon la formule de Paul Collaer, qui adhère d'ailleurs à la Société Paul Claudel), s'est pris à son jeu, au jeu. Il s'est surpassé et chacune de ses interventions ponctuant l'action émerge un peu du défilé du lecteur, dont le rôle est essentiel, trop pressant peut-être pour son support verbal.

Cette aventure russo-vaudoise, pourtant dépaycée et purgée de tout folklore, avait bien été menée de front sur les rives du Danube et résultait d'une longue et intime collaboration de l'écrivain et du compositeur. Alors qui faut-il incriminer de quelques temps morts, ou paraissant l'être ? Le texte lui-même, délibérément mat, ou l'éclat d'un orchestre de sept instrumentistes couvrant parfois la voix du lecteur (René Davet) ? Dans le dernier cas, il sera facile d'y remédier. Le talent et le jeu des acteurs ne sont pas en cause : des marionnettes grandeur nature attachées aux corps invisibles, confondus avec l'ombre, des trois protagonistes, du Diable (Frans Wirth) qui, resté à son identité de démon rouge après plusieurs métamorphoses, se livre à une danse acrobatique

éblouissante, de la Princesse (Marika Demenga). Le trio s'agit et virevolte devant un anti-décor : un tapis devant un noir. De toute façon, les décors peints par René Auberson ont été détruits et les comédiens de la création, Elie Gagnebin, Jean Villard (Gilles), Gabriel Rosset, Georges et Ludmila Pitoëff ne sont plus là.

Et puis, on ne copie pas le passé. Il fallait que la mise en scène, qui en 1918 avait pris une forte avance sur son époque, fût renouvelée. Elle l'a été par le dynamisme d'une douzaine de garçons et de filles, de comédiens et de musiciens réunis naguère à Genève pour célébrer le centième anniversaire de Ramuz. Ce dynamisme s'est donné libre cours aussi bien dans les rebondissements de l'action et les bondissements des marionnettes que dans la succession des moments musicaux où Stravinski n'a pas eu peur d'utiliser et de transformer des éléments de pasodoble, de tango, de valse, de ragtime et prenant fin sur les rythmes vertigineux exécutés par le per-

missionnaire déchaîné Jacques Dittelheim.

Claudel était-il si loin de cette féerie démoniaque ? Les passages lus en manière de prologue faisaient suite à d'autres lectures, à une conférence, à des entretiens en fin d'après-midi, échos des débats qui contribuent à donner une vie intense chaque fois aux rencontres internationales claudéliennes de Brangues. L'an dernier, le thème était organisé autour de la représentation de la Ville (première version), monté par Anne Delbée, et les actes (communications et interventions) ont été réunis en volumes sous le titre : « Vers une autre ville, révolte et créations », d'un intérêt plus actuel que jamais. Car y participaient non seulement des artistes et des écrivains, mais aussi des urbanistes sociologues et autres personnalités compétentes. Le théâtre ne s'ouvre-t-il pas sur tous les problèmes, dans la luxuriance des versets claudéliens comme dans la forme ramassée, simplifiée et pleine de résonances de l'Histoire du soldat ?

JEAN-MARIE DUNOYER.

Au temple de Vabre

Un Bach sévère et miséricordieux

DEPUIS quelques ans, chaque année, le Révérend Père Emile Martin, de l'Oratoire, et la vaillante cohorte des chanteurs de Saint-Eustache prennent le chemin du Sud-Ouest et tiennent leurs quartiers d'été à Mazamet. De là, ils rayonnent à travers la région, portant dans les villages et les villages — Aussillon, Castres, Mazamet, Vabre — la bonne parole et le message immortel de Jean-Sébastien Bach. Le sous-titre du festival : « Les trois intégrales : cantates, orques, musique de chambre » laisse entendre que l'entreprise est loin d'être achevée, qu'il reste du travail, mais, comme chacun sait, le génie de Bach est insaisissable, c'est une source jaillissante qui suffirait à abreuver les gossiers les plus rudes et les plus altérés.

Ce Bach dont nous parlons, cette grande figure presque biblique, sévère, puissant et miséricordieux, n'est pas nécessairement le même pour tout le monde, chacun le sent à sa manière, et la vision à la fois solide et cordiale qu'en présente le Père Martin ne convaincra qu'à moitié ceux qui n'ont pas la même conception. Pour dire même que cela les fâche, tout à fait, mais la musique de Bach touche à la fois au Royaume des cieux et à l'Espagne espagnole, chacun peut y avoir sa place et y trouver ce qu'il apporte, cela ne s'explique pas, autant chercher à comprendre pourquoi il y a à Vabre, presque face à face, un temple et une église : les douze cents

habitants de cette petite cité au cœur des montagnes n'auraient-ils pas pu tomber d'accord pour choisir l'un ou l'autre ?

Cette année, à Vabre, le concert avait lieu dans le temple et proposait successivement deux sonates de J.-S. Bach BWV 1023 et 1021 pour violon et basse continue, le Miserere d'Antonio Lotti (1687-1740) et de petites œuvres chorales, à nouveau de Bach. Les sonates ont été données avec un grand sérieux et une évidente volonté de bien faire qui excluait à la fois les traits approximatifs ou les inflexions musicales que l'écoute n'aurait pas indiquées expressément : c'était donc d'une correction exemplaire et d'une gravité inébranlable. Le Miserere, quatre voix sans accompagnement d'Antonio Lotti est encore inconnu en France ; il s'agit d'une première audition, et l'aspect le plus frappant de cette composition est en sa grande variété d'écriture à partir du modèle pris chez les Palestins.

Privés de la fonction liturgique qui les a inspirés, les motifs et les chorals de Bach ont toujours, en concert, un air emprunté. Les hauteurs blanches du temple, la fougue sympathique des chanteurs de Saint-Eustache, les gestes rudes du Père Martin n'y peuvent rien : ces pages assez brèves laisseront toujours certains auditeurs sur leur faim, tandis que les autres batiront joyeusement des mains ; cela non plus ne s'explique pas.

GÉRARD CONDÉ.

Correspondance

Le patrimoine, la décentralisation

L'article d'André Fermigier « Châteaux à vendre » de Monde du 11 août nous a valu un abondant courrier de lecteurs déplorant ce nouvel aspect du pillage organisé de notre pays, comme l'écrit M. Georges Raynal, de Courbevoie. Nous reproduisons ici des extraits de la lettre de M. Philippe Sevestre, secrétaire pour la région Centre de l'Inventaire général des monuments et des richesses artistiques de la France :

« Vous faites état, avec juste raison, de la nécessité d'un inventaire permettant d'intervenir, le cas échéant, avec des arguments précis. Cette suggestion appelle cependant quelques remarques.

La faiblesse des effectifs de l'inventaire général ne lui permet pas d'accomplir ses programmes d'enquêtes qui ont un caractère topographique (canton par canton) conformément au plan de travail défini par la Commission nationale de ce service. Il est donc exclu de se lancer dans des opérations thématiques, même s'il y a urgence, dans tous les domaines et pour toutes les époques, XIX^e siècle compris. Bien entendu, si un sujet particulier peut être extrait de la documentation rassemblée, en vue de sensibiliser l'opinion, rien n'empêche de le faire, bien au contraire.

On ne peut faire grief à l'inventaire général de ne pas s'intéresser au XIX^e siècle. La limite théorique d'une investigation systématique a été fixée, pour des raisons méthodologiques, à la date de l'ancien cadastre, qui se situe dans une fourchette de près de quarante ans. Pour la période ultérieure, les enquêtes sont alors sélectives et ne négligent pas les édifices majeurs comme les châteaux néo-gothiques. Une politique éclairée de protection du patrimoine, ou tout au moins de prise en compte de celui-ci par l'établissement d'une documentation pertinente, suppose des moyens décaents dévolus aux services à vocation patrimoniale. A défaut, des crédits d'étude pourraient être dérogés pour permettre à des spécialistes et à des techniciens, travaillant sur contrat, de couvrir le territoire en l'espace d'une dizaine d'années. (...) »

Mais les moyens ne sont pas seuls en cause. Des dispositifs législatifs et administratifs adaptés sont encore défaut. Il n'existe pas en France, contrairement à d'autres pays, de loi sur les biens culturels qui donnerait à l'inventaire la possibilité de franchir tous les seuils de la propriété privée. Bon nombre d'édifices intéressants sont protégés ne peuvent être étudiés en raison de la mauvaise volonté des propriétaires.

L'inventaire général ne fait pas encore partie, de plein droit, des conseils d'architecture d'urbanisme et d'environnement, malgré les suggestions qui ont été formulées en ce sens. Il n'intervient pas dans la procédure des permis de démolir, et seules des solutions régionales amiables ont été mises en place ici ou là pour que le service soit informé

des futures démolitions pouvant affecter des édifices pour lesquels il conviendrait d'en garder au moins le souvenir.

La réglementation concernant l'exportation des objets mobiliers pourrait être étendue aux œuvres immobilières que l'on démonte et qui quittent le territoire. Cela pourrait constituer un frein au dépeçage du patrimoine. (...) »

M. Jean-Marie Robert, préfet de Maine-et-Loire, nous écrit à propos du même article :

Cet article, qui a le mérite d'appeler à son tour l'attention sur un problème sérieux et qui contient des choses excellentes, comporte également certaines inexactitudes importantes qui me font regretter que votre rédacteur n'ait pas exprimé le souhait de me rencontrer.

D'une part, et surtout, le permis de démolir n'existe actuellement que pour les communes de plus de dix mille habitants où se trouvent rarement les châteaux ruraux, rebâtis en grand nombre dans cette région après la Révolution française et la Restauration, par les familles nobles revenant au pays ou y reconstruisant.

Le paragraphe de votre rédacteur fusillant le manque de collaboration entre deux ministères est donc mal venu.

D'autre part, vous ignorez pas que si une législation stricte en matière de construction ou de démolition et plus généralement d'urbanisme est entrée dans les mœurs dans les communes de plus de dix mille habitants, le plus grand nombre des communes rurales restent réticentes à l'extension légale d'une législation aussi rigoureuse sur leur territoire.

Enfin, dès la vente du premier château, d'une part, les administrations des deux ministères concernés ont entrepris l'inscription à l'inventaire supplémentaire des châteaux qui le méritent le plus ; d'autre part, a été prescrit un inventaire général des sites qui, en même temps qu'une éventuelle modification de la législation sur le permis de démolir, permettrait de protéger un certain nombre de ces châteaux.

La déclaration de M. Jean-Philippe Lecat, ministre de la culture et de la communication, sur la décentralisation culturelle considérée comme « une idée dépassée » (Le Monde du 23 juin) a suscité de nombreuses réactions.

Jean Dasté, fondateur et ancien directeur de la Comédie de Saint-Etienne, qui fut le premier centre dramatique, nous écrit :

M. Jean-Philippe Lecat méconnaît le fondement même sur lequel s'est développée l'action culturelle en province : la décentralisation théâtrale.

Lorsque les ministres de l'éducation nationale, de 1946 à 1953, ont, sur la proposition de Jeanne Laurent, encouragé, aidé matériellement, suscité la création de cinq centres dramatiques en province, deux des troupes permanentes qui ont alors assumé la charge d'un service public d'animation comme compagnies d'amateurs dans leur région à Toulouse et à Rennes, leur qualité reconnue et le soutien des collectivités locales leur ont permis de devenir des centres dramatiques nationaux : s'il en avait existé d'autres, assurés d'une aide municipale en vue de créer un service public de qualité, elles auraient également été soutenues par le gouvernement, car il était dès lors reconnu que qui semble actuellement une découverte pour certains que « la politique culturelle doit être fondée sur les réalités et les vies culturelles régionales ».

Ce que M. Lecat semble ignorer c'est qu'en 1946 toute la vie dramatique était concentrée à Paris. Avant la guerre de 1914, il existait encore quelques troupes professionnelles dans des villes de province ; en 1946, il n'y en avait plus aucune. Il était donc nécessaire que des moteurs en scène, des chefs de troupe, des comédiens de Paris, aillent s'implanter dans la province, et y prendre racine, pour aider à faire renaître une vie théâtrale.

Les centres dramatiques ainsi créés montaient des spectacles pour la région où ils étaient installés ; le personnel technique et administratif était recruté sur place. La troupe était petit à petit connue et adoptée par la population. (...) »

Le gouvernement n'a pas le droit de se désintéresser de la décentralisation dramatique parce que l'Etat, tuteur des municipalités, est responsable de la disparition du théâtre dramatique professionnel en province sous la III^e République. D'autre part, le ministère de la culture est, par les erreurs de sa tutelle à l'égard des centres dramatiques, à l'origine de déficiences actuelles : au premier chef, c'est leur imposition à la figure pas l'obligation essentielle pour une décentralisation véritable, celle de comédiens vivant au milieu des populations pour lesquelles ils travaillent. Quant à ceux qui devraient animer des troupes stables de comédiens, ils sont nommés pour trois ans seulement. Une telle précarité ne favorise pas leur enracinement ; elle limite leur vision et leur attachement à la région puisqu'ils s'attendent à être déplacés.

Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles

LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES

704.70.20 (lignes groupées) et 727.42.34

(de 11 heures à 21 heures, sauf les dimanches et jours fériés)

MARIGNAN PATHÉ - LE FRANÇAIS

BELMONDO

N°1 BOX OFFICE 1979

1 MILLION D'ENTRÉES FLIC ou VOYOU

GEORGES LAUTNER MICHEL AUDIARD

MARIE LAPORTE - GEORGES CERRY - MICHEL GALABRU

CHARLES BERRARD - JEFF BELLIN - MICHEL BELLIN - MICHEL PÉREZ - CLAUDE MONNET - JOUETTÉ MAILLAS

producteur délégué ALAIN POIRÉ

Producteur délégué ALAIN POIRÉ

Producteur délégué ALAIN POIRÉ

Producteur délégué ALAIN POIRÉ

Producteur délégué ALAIN POIRÉ

Producteur délégué ALAIN POIRÉ

Producteur délégué ALAIN POIRÉ

Producteur délégué ALAIN POIRÉ

Producteur délégué ALAIN POIRÉ

Producteur délégué ALAIN POIRÉ

Producteur délégué ALAIN POIRÉ

Producteur délégué ALAIN POIRÉ

Producteur délégué ALAIN POIRÉ

Producteur délégué ALAIN POIRÉ

Producteur délégué ALAIN POIRÉ

Producteur délégué ALAIN POIRÉ

Producteur délégué ALAIN POIRÉ

Producteur délégué ALAIN POIRÉ

Producteur délégué ALAIN POIRÉ

Producteur délégué ALAIN POIRÉ

Producteur délégué ALAIN POIRÉ

Producteur délégué ALAIN POIRÉ

Producteur délégué ALAIN POIRÉ

GALERIE MEDICIS

17, pl. des Vosges, (4^e), 278-21-19

GENDRE

Aquarelles, jusqu'au 10 octobre

sous les jours de 14 h à 19 heures

DIMANCHE COMPRIS

Lucienne

TOUCHET-MORIN

Aquarelles, jusqu'au 10 octobre

GAL. BEXBOUL, 11, rue Oudinot,

Paris (7^e), 724-70-01

Du 15 sept. au 2 oct. 1979

GALERIE CHARDIN

36, rue de Seine, 75006 Paris.

Tél. : 326-99-38

K. TOYOKAWA

« Les Joueurs de boules »

Peintures

Du 18 sept. au 1^{er} oct.

GALERIE DES ADRESSES

15, rue des Abbesses, 75018 Paris.

Tél. : 006-05-28

STEVE-LECLER

Peintures

du 20 au 31 sept.

CAVERNE DES ARTS

60500 CHANTILLY

Jusqu'au 1^{er} octobre

(4^e) 457-22-97

GUY DESERT

Samedi et Dimanche, de 10 à 20 h.

Lundi, Jeudi, Vendredi, de 14 à 19 h.

(Fermé mardi/vendredi)

Galerie Philippe Frégnac

56, rue Jacob, 7^e, 260-88-31

RICARDO

SUANES

18 septembre - 16 octobre

14 h. 30 - 19 h. 30, sauf lundi

Galerie MARCEL BERNHEIM

35, rue La Boétie - 75008 Paris. — Tél. : 561-17-89

MARIA ELENA LAVIE

Du 19 septembre au 2 octobre

MAISON DU DANEMARK

142, Champs-Élysées - 2^e étage - M^o Étoile

ATELIER D'ART GRAPHIQUE DANOIS

Quatre peintres-graveurs donnent vie à l'atelier collectif de Fionie

transplantés à Paris pour un mois.

t.j. de 12 h à 19 h, dimanche et fêtes de 15 h à 19 h

du 19 septembre au 14 octobre - Entrée libre

LES ARTS DU MONDE

W.B.

COMMUNICATION by W.B.

2080 Kapellen BELGIUM

2080 Kapellen BELGIUM

2080 Kapellen BELGIUM

2080 Kapellen BELGIUM

2080 Kapellen BELGIUM

2080 Kapellen BELGIUM

2080 Kapellen BELGIUM

2080 Kapellen BELGIUM

2080 Kapellen BELGIUM

2080 Kapellen BELGIUM

2080 Kapellen BELGIUM

2080 Kapellen BELGIUM

2080 Kapellen BELGIUM

2080 Kapellen BELGIUM

2080 Kapellen BELGIUM

2080 Kapellen BELGIUM

2080 Kapellen BELGIUM

2080 Kapellen BELGIUM

2080 Kapellen BELGIUM

2080 Kapellen BELGIUM

2080 Kapellen BELGIUM

2080 Kapellen BELGIUM

2080 Kapellen BELGIUM

2080 Kapellen BELGIUM

2080 Kapellen BELGIUM

2080 Kapellen BELGIUM

2080 Kapellen BELGIUM

Concerts

MERCOREDI 19 SETTEMBRE

M. Turier (Dechevare, Popov, Chablain, Kochenarjov).

DMANCHE 23 SEPTEMBRE

NORMANDE, 17 h 30 : *Le Tour du moulin*, opéra (Dupré, Mancel, Bach, Kropfpreiter).

RADIO-FRANCE, grand auditoire : 18 h 30 : *Le Tour du moulin* de Turcu de avec Mancel, Ugeux, Kuzel, Erguler.

LUNDI 24 SEPTEMBRE

THEATRE DES CHAMPS-ELYSEES, 18 h 30 : *Le Tour du moulin* de Turcu de, musique de Radio-France, dir. C. Passané (Wagner).

LES CHAMPS-ELYSEES, 20 h 30 : voir le Centre.

CENTRE - **GEORGES-POPOV**, 18 h 30 : concerta Paris-Moscou, avec le Trio de Violon, Violoncelle, Therapmine, Grotchankin, Akmenko, Chichestekine.

MARDI 25 SEPTEMBRE

LUCERNENNA, 22 h 30 : voir le Centre.

RADIO-FRANCE, grand auditoire : 20 h 30 : *Le Tour du moulin* de Turcu de, avec Gaston Bernède, P.-C. Schum J.-P. Marty (Chansson, Chanson, Ugeux).

[illegible]

la rencontre de M. Prost.

CHATEAU, Louis-Jouvet, le 23, 21 h.
10e soirée.

FONTAINEBELLAU, châtean, le :
21 h. : M. Larrivé, R. Puyau.

MONTMORILLON, théâtre par le Bas (79-64) (L. Maréchal), 20 h. 30.

ROYAUMONT, sabbazze, le :
20 h. 45 c. : C. Fauriol.

SABAZZE, J. Dupuy, R. Muller
(Moçart).

SAINT-QUENTIN-DE-VALLONDORE,
château, le 23, 21 h. : Ensemble in-
strumental B. Fontenay (Haendel).
SANTOIR, château, le 23, 21 h. :
château (560-07-75), le 21.
J.-L. Haguenauer (Beethoven).

SANTOIR, le 23, 21 h. :
J.-L. : Quatuor Leewangut
J. Hochelave, G. Dervae (Mozart).
SANTOIR, le 23, 21 h. :
bre Gonzales (Gobrias, Virralo,
Bach, Griegowski).

SANTOIR, le 23, 21 h. :
fétes (304-30-28), le 23, 21 h.
Château.

SANTOIR, le 23, 21 h. :
SANTOIR, le 23, 21 h. : J. Gréco.

Les channonniers

CAYEAU DE LA REPUBLIQUE math. dir.
978 45-457, 21
15 h.30 : les Euphratages.

La danse

GALERIE A. OUDIN, les 11, 22, 21 h.
Journées sol's Cie.

Jazz, pop', folk

CAYEAU DE LA SUCCENTE (C3)
65-05), le 19, à 21 h. 22
Doris Quintiez, à partir du 20
Chantal Mary Jean Paudier

CHAPELLE DES LOWMARDS (C3)
65-11) (C2), 20 h.30 : Cl. Barth,
Jimmy S. Marc, A. Breton... - 22 h.
Le Club de la C. et Ferra Galem
GAYAUD (563-20) 20 h.30 :
Clémentine Bile Singus.

LES RAINES DOUCHES (XII-21 h.)
les 15, 23, à 22 h. : Week-end Rain
RIDBUS, les 15, 20, 21 et 22, à 22 h.
The Luckless - Le 23, à 22 h.
War Child.

GOLF DROUOT, les 22, à 22 h.

Jack Mullet New Bagpipe Band
partir du 25 : **Marc Leterrier**
THEATRE L'ARCADE 28 rue de la
(222-75-69) (L, 22 h. 30 : **Chor**
de Grogner) — le 19, 20, à 20 h. 30
Vincent Taylor.

Le Monde

Services des Abonnements
5, rue des Italiens
75401 PARIS - CROISSANT 22
C.C.P. 3267-23

ABONNEMENTS

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE - D.O.M. - P.O.M.
35 F 68 F 98 F 125 F

TOUTS PAYS ETRANGERS
PAR VOIE NORMALE
206 F 426 F 704 F 926 F

ETRANGERS
(par Recommandé)

1. - BELGIQUE-LUXEMBOURG
PAYS-BAS
183 F 363 F 618 F 718 F

2. - SUISSE

Par vols aériens
Tarif sur demande

Les abonnés qui paient par
chèque postal (deux violettes) ven-
dront bien vouloir se charger à
leur demande.

Changements d'adresse dé-
clarés ou provisoires (deux
violettes en plus) ne sont
pas invités à formuler leur
demande une semaine ou moins
avant leur départ.

Joindre la dernière bande
d'envoi à toute correspondance.

Veuillez éviter l'embarras de
récuser les lettres adressées
à capitaux d'imprimerie.

Festivals

duc, Ph. Chastel, L. Chédid, Gotschall, IMAGO, G. Laflèche, C. Laroche, I. Mayerne, M. Myriam; RENAUD, N. Rieu, S. Sala, W. Sheller, A. Simon, Y. Simon. F.-M. Vigne, L. Voulay.

12 h. : Le 20, 14 h. : Clémentine, 15 h. : L'Éclaircie, 16 h. : Lily Leskine, 17 h. : Claude Nougare, — Le 21, 14 h. : Rock Festival; 17 h. : Hélène Varvezon.

12 h. : Bayon Sauvage, — Le 22, 14 h. : Sida; 15 h. : Carte Céron, 16 h. : Les Bercés, 17 h. : Bill Coleman, — Le 23, 14 h. : Le Splendidi; 15 h. : Antiqua de Paris; 17 h. : Qu'est Mar Hemmilia; 18 h. : Maurice Scourge.

REGION PARISIENNE

Ensemble vocal M.
(Mozart, Schubert, ...)

[illegible]

Le music-hall

Les channonniers

CAYEAU DE LA REPUBLIQUE math. dir.
978 45-457, 21
15 h.30 : les Euphratages.

La danse

GALERIE A. OUDIN, les 11, 22, 21 h.
Journées sol's Cie.

Jazz, pop', folk

CAYEAU DE LA SUCCENTE (C3)
65-05), le 19, à 21 h. 22
Doris Quintiez, à partir du 20
Chantal Mary Jean Paudrat

CHAPELLE DES LOWMARDS (C3)
65-11) (C1), 20 h. 30 : Cl. Barth,
Jimmy S. Marc, A. Breton... - 22 h.
Le Club de la C. et Ferra Galem
GAYAUD (563-20) 20 h., 21 h.
Chantal Mary Jean Paudrat

LES RAINES DOUCHES (XII-24)
les 15, 23, à 22 h. : Week-end
RIDBUS, les 15, 20, 21 et 22, à 22 h.
The Luckless - Le 23, à 22 h.
War Child.

GOLF DROUOT, les 22, à 22 h.

Les opérettes

Jack Mullet New Bagpipe Band
partir du 25 : **Marc Leterrier**
THEATRE L'ARCADE 28 rue de la
(222-75-69) (L, 22 h. 30 : **Chor**
de Grogner) — le 19, 20, à 20 h. 30
Vincent Taylor.

Le Monde

Services des Abonnements
5, rue des Italiens
75401 PARIS - CROISSANT 22
C.C.P. 3267-23

ABONNEMENTS

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE - D.O.M. - P.O.M.
35 F 68 F 98 F 125 F

TOUTS PAYS ETRANGERS
PAR VOIE NORMALE
206 F 426 F 704 F 926 F

ETRANGERS
(par Recommandé)

1. - BELGIQUE-LUXEMBOURG
PAYS-BAS
183 F 363 F 618 F 718 F

2. - SUISSE

ONDANCE, _____

Par vols aériens
Tarif sur demande

Les abonnés qui paient par
chèque postal (deux violettes) ven-
dront bien vouloir se charger à
leur demande.

Changements d'adresse dé-
clarés ou provisoires (deux
violettes en plus) ne sont
pas invités à formuler leur
demande une semaine ou moins
avant leur départ.

Joindre la dernière bande
d'envoi à toute correspondance.

Veuillez éviter l'embarras de
récuser les lettres adressées
à capitaux d'imprimerie.

Festival d'Automne à Paris

THEATRE

L'ECOLE DES FEMMES
DON JUAN
LE TARTUFFE
LE MISANTHROPE

De Molière
Mise en scène : **Antoine Vitez**
Théâtre de la Porte Saint-Martin
25 septembre 1^{er} décembre

EDISON

De Robert Wilson
Mise en scène : **Robert Wilson**
Théâtre de Paris
24 octobre 11 novembre
Co-production B.H.F. - T.N.P. Villeurbanne

LE NEVEU DE RAMEAU

D'après Diderot
Mise en scène : **Jean-Marie Simon**
Forum des Halles
6 novembre 27 janvier

STUART SHERMAN

Centre Georges Pompidou
7 novembre 12 novembre
American Center
14 novembre 24 novembre
Théâtre Gérard Philipe - Saint-Denis
28 novembre 2 décembre

CATHERINE DE HEILBRONN

De Heinrich Von Kleist
Mise en scène : **Eric Rohmer**
Maison de la Culture de Nanterre
9 novembre 8 décembre

GILGAMESH

Mise en scène : **Victor Garcia**
Théâtre National de Chaillot
14 novembre 16 décembre

LA DAME AU PETIT CHIEN

D'après Tchekov
Mise en scène : **Arby Ovanessian**
Centre Georges Pompidou
19 novembre 30 novembre

THEATRE MUSICAL

MARIO ET LE MAGICIEN

D'après Thomas Mann
Musique de **Jean-Bernard Dartigolles**
Mise en scène : **Bernard Sobel**
Théâtre de Genevilliers
2 octobre 21 octobre

PASSAGGIO-OPERA

Musique : **Luciano Berio**
Mise en scène : **Luca Ronconi**
Maison de la Culture de Nanterre
27, 28, 29 octobre

Dans le cadre du Festival d'Automne
OEDIPE

D'après Sophocle et Sénèque
Jean-Marie Patte
Atelier de l'Épée de Bois
10 septembre 6 octobre

Dans le cadre du Festival d'Automne

LES FAUSSES CONFIDENCES

De Marivaux
Mise en scène : **Jacques Lassalle**
Théâtre Gérard Philipe
9 octobre 18 novembre
Co-production Studio-Théâtre de Vitry

LES LARMES AMERES DE PETRA VON KANT

De Rainer Fassbinder
Mise en scène : **Dominique Quéhec**
Théâtre National de Chaillot (Salle Gémier)
16 octobre 10 novembre

ANDALUCIA AMARGA

Cuadra de Séville
Mise en scène : **Salvador Tavora**
Théâtre de La Tempête-Cartoucherie
9 novembre 15 décembre

ET POURTANT CE SILENCE NE POUVAIT ETRE VIDE

De Jean Magnan
Mise en scène : **Robert Girones**
Théâtre de Genevilliers
13 novembre 8 décembre

WINSTON TONG

Théâtre Gérard Philipe
4 décembre 20 décembre

MUSIQUE

EXPOSITION ECRITURES MUSICALES

Chapelle de la Sorbonne
27 septembre 1^{er} décembre

CONCERTS ILLUSTRATIONS DE L'EXPOSITION

Chapelle de la Sorbonne
dimanche 14, 21, 28 octobre, 18, 25 novembre à 18 heures

PERFORMANCES

Musique/Art/Danse

41 soirées avec :
Meredith Monk, Jana Haimsohn-Don Cherry, Laurie Anderson, Joan La Barbara, David Evan Jones, Ednin Harkins-Philip Larson, Paul Drescher, Frankie Mann, John Bischoff, Maggi Payne, Paul de Marinis, Ingram Marshall, John Adams, Richard Landry, Peter Kowald, Hans Reichel, Charlemagne Palestine, George Lewis-Douglas Ewart, Phill Niblock, Candace Natvig, Jon English, Jill Kroesen, Tania, Gavin Bryars, Connie Beckley, Dana Reitz, Deborah Hay, Jon Gibson, Sheryl Sutton.

Chapelle de la Sorbonne
28 septembre 1^{er} décembre

Tom Johnson
American Center
3 et 4 octobre

CONCERT LUC FERRARI

Centre Georges Pompidou
14 novembre

Location ouverte centre d'information et de location Fnac-Montparnasse
136, rue de Rennes 75006 Paris - Tél. : 544.70.26
Envoi du journal sur demande
Festival d'Automne 156, rue de Rivoli 75001 Paris - Tél. : 296.12.27

EXPOSITIONS

TENDANCES DE L'ART EN FRANCE 1968-1978/79

Musée d'Art Moderne de la ville de Paris
ARC-Paris
13 septembre 20 janvier

JACKSON POLLOCK

Musée d'Art Moderne de la ville de Paris
26 septembre 18 novembre

AUTOUR DE MERCE CUNNINGHAM

Centre Georges Pompidou
10 octobre 12 novembre

DANSE

MERCE CUNNINGHAM DANCE COMPANY

REPertoire - 3 PROGRAMMES
Théâtre de la Ville
9 octobre 14 octobre

MERCE CUNNINGHAM FORUM MUSEUM EVENTS

Centre Georges Pompidou (Forum)
17 octobre 28 octobre

TRISHA BROWN COMPANY

Centre Georges Pompidou (Grande salle)
7 novembre 12 novembre

Festival International de la Danse

THE PAUL TAYLOR DANCE COMPANY

Théâtre des Champs-Élysées
12 novembre 18 novembre

BALLET NATIONAL DE CUBA

Théâtre des Champs-Élysées
22 novembre 25 novembre

LUCINDA CHILDS - PHILIP GLASS

Théâtre des Champs-Élysées
20 novembre 21 novembre

THE FELD BALLET

Théâtre des Champs-Élysées
27 novembre 2 décembre

BALLET DE L'OPERA DE STUTTGART

Théâtre des Champs-Élysées
3 décembre 9 décembre

Les séances spéciales

**THÉÂTRE
OBlique**

Théâtre du XIX^e
Directeur H. Ronse
76, rue de la Roquette
75011 PARIS - 805.78.51

**LA DÉBACLE DE
FERDINAND**

textes de
L.F. CELINE

dits par **Daniel PEETERS**
Jusqu'au 4 octobre à 21 h
(sauf dimanche et mardi)
matinée dimanche 16 h

Reservations.
Renseignements

355.02.94

Faut trouver le joint; vend
Aralanche espresse, 25 francs
Pâlelité, 25 francs
mardi 21 h. 30: Inedit.
Cyclo (1900-99), le 22:
la Nuit du Populm.

CYCLE SANTILY, v.o. Cosmas, 85
(1948-82), en alternance: Je
d'été, 15 h. 15: Les
du cuet dans le pays.

LE GRAND-FAVOIS, 15 h. (554-46-85).
15 h. 15: Pile.
schtroumpes: 15 h. 15: Chronique
des années de bruisse: 18 h. 15:
des années de bruisse: 18 h. 15:
des Tortares: 22 h. 15: Jeremiah
Tambour: 18 h. 15: Nos plus
belles années: 18 h. 20: On
tue: 18 h. 20: On tue: 18 h. 20:
22 h. 10: Mori sur le Nil.

LE RANGLAUX, 15 h. 18 (238-64-44).
15 h. 18: Les
17 h. 45, dim., 14 h. 30, 21 h. 30,
10: Guépard: 18 h. 20: L'Amant.
17 h. 45: Les
17 h. 45: Les Enfants du Paradis.
18 h. 20: Les
Olympic, 14 h. (552-67-42), 18 h. 15:
A bout de souffrir: 18 h. 15: II:

YVELINES (78)

BALZAC - MOULIN-ROUGE
CAMBRO

WEST

RASPAIL - QUARTIER LATIN
NE - ABC

INDIES

**PUBLICIS CHAMPS ELYSEES VO
PUBLICIS MATHIGNON VF • PUBLIC
PARAMOUNT MARLOT V
PARAMOUNT MARIWAUX VF • MAX
PARAMOUNT MONTPARNASS
PARAMOUNT BASTILLE VF • I
PASSY VF • IN SECRETAN VF
PARAMOUNT ELYSEES II La Colla
PARAMOUNT Orly • BUXY Va
STUDIO Party 2 • ULIS 2 Orsay**

PARAMOUNT CITY TRIOMPHE VO
S ST GERMAIN VO - BOUL. MICH VO
- PARAMOUNT OPERA VF
NDER VF - PARAMOUNT GALAXIE VF
VF - PARAMOUNT OCEANS VF
PARAMOUNT MONTMARTRE VF
CONVENTION ST CHARLES VF
r Cloud - PARAMOUNT La Verane
r Terres - ALPHA Argenteuil
ARTEL Créteil - ARTEL Nogent

UGC BIARRITZ - UGC ERMITAGE - REX - CAMEO - UGC OPERA - BRETAGNE
MISTRAL - UGC GODELINS - MAGIC CONVENTION - CLICHY PATHE
UGC CAIRE DE LYON - 3 SECRETAN - 3 MURAT - UGC BANTON

DUTRONC · PICCOLI · GALABRUI

LE MORS
AUX DENTS

GYRANO VERSAILLES - MELIES MONTREUIL - VELIZY 2 - CARREFOUR PARTY
ARTEL ROSEY - ARTEL ROSEY - ARTEL CITEIL - BOXY VAL BYENNES - ARGENTEUIL
PARCINCE - PAPERINO JULIAN - FIVE DANCEY - UGC COMRADE

PUBLICIS CHAMPS ELYSEES VO • PARAMOUNT CITY TRIUMPH VO
PUBLICIS MATHIGNON VF • PUBLICIS ST GERMAIN VO • BOUL SUICH VO
PARAMOUNT MAILLOT VF • PARAMOUNT OPERA VF
PARAMOUNT MARIVAUX VF • MAX LINDER VF • PARAMOUNT GALAXIE VF
PARAMOUNT MONTPARNASSE VF • PARAMOUNT ORELEANS VF
PARAMOUNT BASTILLE VF • PARAMOUNT MONTMARTRE VF
PASST VF • IN SECRETAN VF • CONVENTION ST CHARLES VF
PARAMOUNT ELYSEES II La Cello St Cloud • PARAMOUNT La Versanne
PARAMOUNT Only • BOXY Val d'Yerres • ALPIA Argenteuil
STUDIO Pary 2 • ILLAS 2 Orsay • ARTEL Grand • ARTEL Nogent
ARTEL Rosny • CARREFOUR Paris • FLAMADES Sarcelles
621 St Germain

A voir en priorité parmi les films de la rentrée.

LE NAIN (Michel Cline)

Un spectaculaire "thriller"... remarquablement construit !
LES DOigts (Jeanne Cyppermann)

Efficace à la manière du meilleur cinéma américain.
THÉRAMA (Yves-Alexandre Chouard)

Un film de grande envergure... un "thriller".
Ils sont tous admirables. LA VIE OUVRIERE (Serge Zeynaud)

Lemmon sort le grand jeu et s'impose avec maestria.
L'ENFER (Bernard Lugol)

"Le Syndrome Chinois" est un film passionnant et exemplaire, d'une efficacité totale.
TÉLÉ 7 JOURS (Jacqueline Michell)

Fonda est formidable !
L'AMOUR (Olivier Grand)

JACK FONDA
MICHAEL DOUGLAS

Le Syndrome Chinois

Produit par JAMES HENEGAN
Réalisé par JAMES HENEGAN

Produit par JAMES HENEGAN
Réalisé par JAMES HENEGAN

Produit par JAMES HENEGAN
Réalisé par JAMES HENEGAN



VITTORIO GASSMAN un film de DINO RISI

CHER PAPA



CANNES 1979
PRIX DU MEILLEUR RÔLE
LE COMPOSITEUR

STÉFANO MADIA

July 15, 56.

LE SICOB

XXX^e SALON INTERNATIONAL DE L'INFORMATIQUE, DE LA COMMUNICATION ET DE L'ORGANISATION DE BUREAU

Les mutations de l'industrie informatique

Le chiffre d'affaires mondial de l'industrie informatique, négligeable au début des années 60, représente aujourd'hui, avec 180 milliards de francs, près du tiers de celui de l'automobile et devrait l'égaliser vers la fin des années 80. Cette croissance extrêmement rapide s'est faite au rythme des innovations technologiques. La dernière en date, celle du microprocesseur, n'a pas pour seul effet d'augmenter le chiffre d'affaires de l'industrie : elle modifie profondément la structure du marché et provoque une remise en cause du rôle de chacun des participants.

« On ne peut séparer les multiples activités industrielles entrant sous le vocable informatique. Selon les époques, l'accent est mis sur telle activité plutôt que sur telle autre, mais l'informatique forme un tout. » C'est ainsi que s'exprime M. Brûlé, président de C.I.L.-H.B., pour expliquer l'engagement de sa société en micro-informatique lors de la présentation du Mini 6 au SICOB 1977. Ce commentaire, difficilement accepté à l'époque, en particulier par les champions de la péri-informatique française, aurait fait beaucoup moins de remous s'il avait été formulé en 1979 lors de la prise de contrôle de R2E, petite société française spécialisée dans les micro-ordinateurs, ou de la création avec SESA d'une filiale commune, C.I.L.-H.B.-systèmes, chargée de développer

des systèmes complexes. Il est vrai qu'entre-temps les grandes manœuvres de l'industrie informatique mondiale nous avaient habitués à la publication quasi quotidienne de communiqués annonçant diversifications, fusions ou prises de participation.

Ces mouvements, dont certains observateurs peu avertis pourraient penser qu'ils sont de nature brownienne, répondent en fait à une nécessité impérieuse : s'adapter aux mutations profondes et durables du marché des systèmes informatiques. L'introduction des circuits L.S.I. (1), et plus particulièrement des microprocesseurs, est à l'origine de cette mutation. L'utilisation massive de ces circuits dans les équipements informatiques a permis, en effet,

d'augmenter dans des proportions considérables le rapport performances/coût de ces équipements. Ces progrès considérables ont pour premier effet d'étendre le champ des applications informatiques à une nouvelle population d'utilisateurs : aujourd'hui, les petites et moyennes entreprises, mais également, demain, le grand public. Cette nouvelle clientèle, peu familière des choses de l'informatique, attend de son fournisseur qu'il lui vende des « solutions » et non pas des produits. Cette vente très particulière n'a que peu de rapport avec l'activité commerciale traditionnelle des constructeurs d'ordinateurs, tant par l'étendue de la clientèle potentielle

(*) Ingénieur-conseil chez Arthur D. Little.

— elle se compte par millions et non plus par milliers — que par la nature des services rendus : conseil initial, formation, entretien.

Les perspectives de marché offertes par ces nouvelles applications — traitement de texte, petits systèmes de gestion — se chiffrent au niveau mondial en milliards de francs et intéressent de ce fait au plus haut point grands et petits de la profession. Une présence commerciale étendue et une parfaite compréhension des problèmes de l'utilisateur final jouent un rôle déterminant dans la conquête de ces marchés. L'ouverture de boutiques informatiques par la division « système de grande diffusion » d'I.B.M.-France constitue l'un des éléments de cette nouvelle stratégie commerciale. La création par C.I.L.-H.B. au début 1979 d'un département « activités nouvelles » et les négociations menées à cette époque avec la société allemande Olympia résultent de la même volonté de diversification.

En même temps qu'elle ouvrait de nouveaux marchés, l'introduction des microprocesseurs accélérât la mutation des utilisateurs traditionnels vers l'informatique répartie, c'est-à-dire vers le remplacement des ordinateurs centralisés par des réseaux de mini-ordinateurs et de terminaux intelligents. D'après une étude récente d'Arthur D. Little, cette nouvelle activité, encore limitée aujourd'hui, représentera en 1983 un chiffre d'affaires de 10 à 12 milliards de francs pour les constructeurs intégrés (I.B.M., Burroughs, Honeywell, etc.), et de 3 à 4 milliards de francs pour les constructeurs de mini-ordinateurs. On comprend, dans ces conditions, que la plupart d'entre eux aient d'ores et déjà mis au point les systèmes adoptés, qui ont en commun d'offrir tous une solution globale au problème de l'informatique répartie. Ils se composent d'un jeu complet d'unités centrales, d'un logiciel spécialisé, de périphériques et de terminaux capables de traiter complètement le problème de l'allocation des ressources et de la transmission des données. L'obligation de disposer de cette compétence globale devant à terme s'étendre, voire même effacer, les cloisonnements traditionnels de l'industrie entre constructeurs d'ordinateurs universels, constructeurs de minis, constructeurs de périphériques et spécialistes de transmissions.

Cette deuxième mutation fondamentale explique certains mouvements stratégiques récents tels que l'acquisition de Varian par Univac ou l'engagement de C.I.L.-H.B. dans la mini-informatique.

A l'origine de ces mutations, puisque ce sont eux qui avaient inventé le microprocesseur, les fabricants de semi-conducteurs ont rapidement compris qu'ils tenaient là un moyen de s'introduire dans la grande famille de l'informatique. En adjoignant une mémoire et des circuits d'entrées-sorties au microprocesseur, il était facile d'en faire un micro-ordinateur dont les performances n'étaient pas très éloignées d'un mini. Au début la concurrence s'est limitée aux applications les plus simples du marché de l'informatique, peu exigeantes en matière de logiciel et d'assistance technique. A la recherche d'une valeur ajoutée supplémentaire qui assurait une meilleure rentabilité des investissements considérables qu'exigeait le développement et la production des circuits, ces sociétés continuent à se diversifier en développant leurs capacités de conception de systèmes et de logiciel. Les constructeurs de minis, directement menacés sur leur bas de gamme, ont réagi en développant leurs propres micro-ordinateurs. Ils disposent d'ailleurs d'atouts importants dans la mesure où les composants ne représentent que 15 % de la valeur d'un micro-ordinateur. Le reste concerne les périphériques, le logiciel et l'assistance technique, tous domaines où les constructeurs de minis pensent, à juste titre, avoir un avantage certain par rapport aux fabricants de semi-conducteurs. Il n'en reste pas moins que le contrôle de la technologie des micro-ordinateurs constitue une arme importante sur le champ de bataille de l'informatique.

Une industrie en pleine évolution, où les cloisonnements traditionnels s'estompent devant l'obligation de disposer d'une compétence globale, où la notion de système se substitue progressivement à celle de produit, où la maîtrise des circuits de distribution et la connaissance des besoins de l'utilisateur final deviennent essentielles, voilà probablement ce que sera l'informatique des années 80.

(1) « Large Scale Integrated », circuits intégrés à grande échelle comportant plusieurs milliers de fonctions logiques élémentaires sur une simple pastille de silicium.

Les S.S.C.I. victimes ou bénéficiaires ?

« L'INDUSTRIE Informatique évolue vers de nouvelles définitions économiques où la technologie, tout en étant décisive, ne sera plus que le support d'un ensemble de services. »

Quelle que soit la manière dont ils l'expriment, les experts s'accordent pour reconnaître que les services constituent une part croissante des revenus de l'industrie informatique. Une étude récente d'Arthur D. Little le confirme à contrario en montrant que la part des livraisons d'équipements dans le total des revenus des constructeurs américains diminuerait de 83 % en 1978 à 57 % en 1983.

Ce qui est moins clair, par contre, c'est l'impact de cette évolution sur les S.S.C.I., sociétés qui, par vocation, rendent du service en informatique la quasi-totalité de leurs revenus. Profitent-elles de l'extension de leur réseau traditionnel, ou s'en verront-elles progressivement dépossédées par des constructeurs en quête d'une nouvelle valeur ajoutée ? La question se pose en particulier pour l'industrie française.

A l'heure actuelle, la profession réalise l'essentiel de son

chiffre d'affaires en vendant des prestations intellectuelles et des prestations machines. Le segment ingénierie de systèmes, bien qu'encore modeste, 10 % du C.A., est toutefois celui qui se développe le plus rapidement (30 % de croissance annuelle moyenne sur la période 1975-1977). Il représente, à ce titre, une grande partie des espoirs de la profession.

L'ingénierie est souvent synonyme d'O.E.M. Systèmes. L'Original Equipment Manufacturer est un intermédiaire entre le constructeur d'équipements informatiques et l'utilisateur final. Les S.S.C.I. jouent ce rôle quand elles achètent un ensemble complet incluant matériel et logiciel de base et le revendent à une clientèle bien déterminée après l'avoir doté d'un logiciel d'application développé par ses soins.

Cette forme de commercialisation a été développée et stimulée par les constructeurs de minis et en premier lieu par la société américaine Digital Equipment Corporation qui voyait là un moyen d'attirer de nouveaux groupes de clients sans avoir à investir massivement au niveau commercial. Les ressources de la société pouvaient

être ainsi consacrées en priorité au développement du matériel et du logiciel de base. Les constructeurs semblaient considérer, en outre, que cette phase ultime de la réalisation et de la commercialisation d'un système informatique ne relevait pas vraiment de leur compétence.

Il ne semble pas que les constructeurs aient l'intention de changer leur politique à court terme. L'évolution technologique reste très rapide et la croissance des ventes de matériel très forte : le développement du matériel et du logiciel de base continue à mobiliser encore l'essentiel des ressources des constructeurs. La situation pourrait par contre évoluer à long terme dans le sens d'une intégration vers l'aval de ces mêmes constructeurs. Plusieurs facteurs devraient y contribuer : la standardisation croissante du logiciel, qui permettra d'offrir des programmes-produits de plus en plus proches des besoins de l'utilisateur final ; le ralentissement de la croissance, qui pourrait inciter les constructeurs à affecter différemment leurs ressources et à augmenter leur vente de logiciel et de services pour compenser la diminution relative des revenus provenant

du matériel ; enfin, la pression des constructeurs traditionnels de gros ordinateurs sur le marché des minis.

Ce mouvement d'intégration vers l'aval placerait les S.S.C.I. dans une position concurrentielle difficile, dans la mesure où elles ne bénéficieraient probablement plus de conditions d'achat favorables auprès des constructeurs qui auraient décidé de s'intégrer. A moins qu'elles ne trouvent une autre source d'approvisionnement auprès des constructeurs de semi-conducteurs qui, entre-temps, auraient développé des micro-ordinateurs performants ?

Les S.S.C.I. ne manqueraient, certes, pas d'atouts dans ce conflit éventuel. Leur parfaite connaissance du marché et des besoins de l'utilisateur final est probablement le plus important. Pour ne pas être prises au dépourvu le moment venu, il faut qu'elles identifient, dès aujourd'hui, les facteurs de succès futurs sur les différents segments du marché de l'informatique, et qu'elles sélectionnent soigneusement les créneaux sur lesquels leur position concurrentielle restera favorable ou forte face aux constructeurs. — E. A.

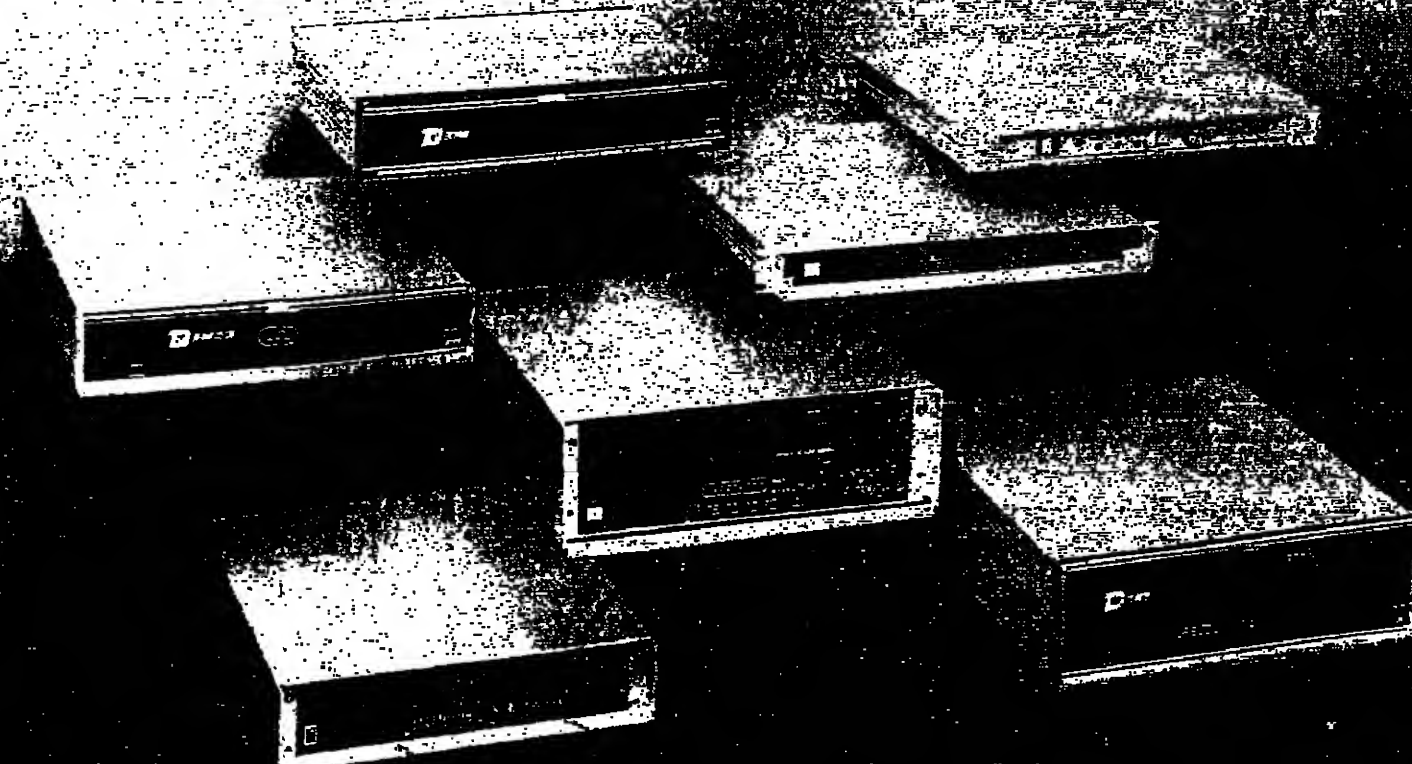
La Nouvelle Donne en Téléinformatique, c'est la gamme CIT Alcatel TD 80 multiplexeurs et modems à microprocesseurs. Ce choix apporte aux nouveaux produits, Fiabilité, Souplesse, Adaptabilité et donc une grande durée de service effectif. Par ailleurs, la conception modulaire

permet à l'exploitant toute modification de son réseau à moindre frais et optimise les opérations de maintenance.

Enfin, le Télédagnostic évolué permet au centre directeur, désigné à la mise en service, de connaître à tout instant l'état des différents équipements.

La Nouvelle Donne en Téléinformatique, c'est la gamme CIT Alcatel TD 80 multiplexeurs et modems à microprocesseurs. Ce choix apporte aux nouveaux produits, Fiabilité, Souplesse, Adaptabilité et donc une grande durée de service effectif. Par ailleurs, la conception modulaire

La nouvelle donne



CIT Alcatel

CIT-Alcatel 33, rue Emorian
75725 Paris Cedex 13 (France) Tel. (1) 577 10 10
Télex 250 927 Paris

Un outil à la mode : l'audit

1. — Du contrôle des comptes au jugement de valeur

par GUY BOULAYE

L'AUDIT, quoique à la mode, remonte à l'Antiquité. En effet, il a le même âge que l'administration, celle-ci n'allant pas sans contrôle. Plus exactement, l'audit remonte à la comptabilité, qui, de tout temps, doit être stricte, complète et régulière.

L'évolution de l'audit vient avec la formation des grandes entreprises qui doivent rendre compte à divers intéressés, puissance publique, associés, investisseurs, créanciers divers, etc. Seuls des chiffres significatifs et résumés doivent être fournis à ces partenaires. C'est le rôle premier des auditeurs que de donner leur caution à ces chiffres.

La concordance, après rapprochement, entre certains chiffres (ou séries de chiffres) apporte d'autant plus de crédibilité à la comptabilité que ces chiffres concordants sont établis par des personnes différentes et sans lien hiérarchique. Une telle division des responsabilités rend possible un contrôle réciproque, à la fois stimulant et détecteur d'erreurs. Cela est vrai pour la comptabilité générale qui tient à jour la ventilation de l'ensemble du patrimoine de l'entreprise, dont les créances et dettes vis-à-vis des tiers. Ce n'est pas moins vrai pour la comptabilité de gestion. Plus généralement, l'entreprise doit avoir un contrôle interne. On appelle ainsi une forme d'organisation et non pas un service ou un département... Il en existe plusieurs suivant la portée qu'on lui donne. La définition suivante (assez large) est celle du U.S.A. Committee of auditing procedures. Le contrôle interne est formé du plan d'organisation et de toutes les méthodes ou procédures adoptées à l'intérieur d'une entreprise, pour protéger ses actifs, contrôler l'exactitude des renseignements fournis par la comptabilité, accroître le rendement et assurer l'application des instructions de la direction.

Le contrôle interne comporte donc une organisation et des méthodes telles que soient évitées les conditions dans lesquelles fraudes, erreurs, négligences et gaspillages sont difficiles à détecter et, attitude plus positive encore, les conditions d'une amélioration constante mises en place. Son principe implique évidemment qu'aucune division de l'entreprise ne peut avoir le contrôle, ni même l'accès direct, à des enregistrements comptables se rapportant à ses propres opérations. Cela s'applique aux services gestionnaires des finances et des valeurs en général. Et, bien sûr, à la fabrication, à la vente, au service informatique, etc. Notons incidemment que cela rend diffi-

cile le placement de l'information dans l'organigramme de l'entreprise. Par élimination, il ne reste — en principe — que la solution d'en faire une direction indépendante. Une application moins stricte des principes conduit à faire dépendre l'information de la comptabilité puisqu'on y fait les comptes et écritures. Cela ne souffre pas trop de discussion pour les systèmes traditionnels mais devient plus délicat pour les systèmes très conversationnels.

Une seconde et *ans* qui non caractéristique du contrôle interne est l'existence d'un système de procédure, d'autorisation et d'enregistrement de toute transaction (un achat par exemple). Cela conduit à un bon contrôle et suivi des divers actifs des engagements, des produits et charges. Par exemple, en tenant compte du principe de séparation des tâches, on s'efforcera de répartir entre trois personnes différentes les trois responsabilités d'autoriser la transaction, de l'enregistrer, et de conserver les actifs liés à cette transaction.

Une dernière caractéristique du contrôle interne est une définition soignée des tâches de chaque ainsi que des moyens et procédures dont il dispose. Il s'agit donc de la qualification du personnel et de ses moyens techniques ainsi que des dispositions pour maintenir, sinon améliorer, cette qualification.

Nombreux sont ceux qui ont à connaître d'une entreprise ou d'un service : administrations publiques, associés, investisseurs, organismes de crédit, personnel, etc., pour des raisons diverses, sans compter la direction elle-même de l'entreprise. Cette connaissance s'acquiert par l'accès à des données dont l'ensemble est un modèle de l'entreprise. Qui détient ces données ? Beaucoup de monde — une quinzaine par exemple — et l'entreprise elle-même quitte à l'y obliger si elle ne s'y décide pas dans un but de saine gestion.

Un élargissement du rôle des auditeurs

Pour satisfaire, outre elle-même, ceux qui ont à connaître d'elle, l'entreprise tient donc des comptes qui doivent être complets, sincères et réguliers, sans erreur ni fraude. Nous avons vu que le rôle du contrôle interne tend à ce but. S'interroger sur la confiance à accorder aux comptes présentés par l'entreprise conduit donc à s'interroger sur le contrôle interne. La relation entre contrôle interne et audit est donc simple. L'auditeur donne son opinion sur les comptes de l'entreprise — c'est-à-dire : peut-on avoir confiance dans les comptes présentés et sont-ils concordants ? — et cette opinion repose en grande partie sur celle que se fait l'auditeur de la façon dont les chiffres sont obtenus, donc finalement sur le contrôle interne. Cette opinion de l'auditeur est sa prestation vis-à-vis de son mandant. Elle est contenue dans un rapport établi à la suite des examens auxquels il s'est livré.

Cette opinion reste très subjective. Malgré le recours à des méthodes élaborées, malgré l'expérience et la compétence, le flair même, certains éléments restent non quantifiables : y a-t-il collusion entre personnes de services différents en vue de dissimulation ou de fraude ? Le personnel est-il assez compétent ? Quelle est l'orientation du marché ? De plus, l'auditeur ne peut reprendre tout le travail. Cette subjectivité de son opinion s'ajoute à la nécessité d'indépendance de l'auditeur.

Initialement, l'auditeur vérifiait seulement la comptabilité et se forgerait une opinion, même en l'absence de contrôle interne. Les auditeurs américains — très actifs — virent leur rôle grandir du fait, en particulier, du prodigieux développement industriel et de la complexité de son financement. Les auditeurs, outre l'audit anti-fraude et des activités comparables à celles de nos commissaires aux comptes, furent amenés à porter des jugements de valeur sur les firmes, non seulement sur l'aspect financier mais aussi sur la qualité de la gestion du savoir-faire, de l'adaptabilité aux changements, etc.

Quelque subjectif, le jugement des auditeurs est fondé par comparaison à des normes et suivant des procédures. On des buts des associations professionnelles, dont, bien sûr, l'A.I.C.P.A. (1) a été de créer ces

normes et d'uniformiser les procédures de telle sorte que, *grosso modo*, pour un même cas, deux auditeurs émettent à peu près la même opinion et à peu près dans les mêmes termes.

L'A.I.C.P.A. a créé des normes de qualité du travail accompli (par exemple, qualification de l'auditeur, forme de son rapport), a tenté de préciser les principes de gestion généralement agréés, en particulier par les mandants ; elle a défini des procédures d'enquête à suivre par les auditeurs. Sans anticiper trop, disons qu'on n'en est pas encore à ce stade en audit informatique ! Mais on peut dégager des traits généraux.

Avant l'audit lui-même vient une phase de pré-audit. Tout d'abord, l'auditeur est mandaté par un client ou une direction, qui doivent être clairs et précis : but et portée de l'audit, personnes concernées, date, durée, coût, etc. L'auditeur indique alors quels documents et personnels il devra trouver à sa disposition, ainsi que d'autres moyens de travail (bureau, téléphone, temps-machine, matériel d'essai...)

L'audit des communications

Au cours de la phase d'audit proprement dite, l'auditeur acquiert une connaissance la plus complète possible de l'organisation et de son fonctionnement et les met à l'épreuve. Les données comptables sont rapprochées entre elles et avec des données externes à l'entité sous audit.

(1) American Institute of Certified Public Accountants, la plus puissante des associations d'auditeurs.

Une phase d'entretien préalable avec les personnes-clés concernées est très précieuse. Au cours de celle-ci, l'auditeur écoute et même « laisse parler » ses audités. Il importe d'obtenir leur confiance. L'auditeur essaie d'avoir une vue d'ensemble replaçant l'entité dans son environnement. Ensuite commence un travail de fouille : épiluchage de documents, questions auprès du personnel, mise au jour du schéma de communication des ordres et des objets traités par l'entité audité, etc. L'enquête est menée en grande partie par questions. Chaque auditeur, fût-ce ses listes-types de questions ou *check-lists*. Celles-ci servent à la fois de guide et de pense-bête. Elles assurent en principe rapidité et efficacité.

Elles représentent sous forme adaptée les fameux « *Qui, quoi, où, quand, comment* » assortis de chaque fois non seulement de « *Et pourquoi ?* », mais de « *Peut-il en être autrement parfois ?* »

Les réponses aux questions permettent de se faire une première idée du contrôle interne. Les failles (contrôles manquants ou inefficaces) apparaissent, les goulots d'étranglement... Une analyse des comptes de l'entité audité permet de découvrir les erreurs, les fraudes, les négligences... Lorsque ces comptes sont volumineux, seuls des points cruciaux, ceux que l'auditeur ou les normes considèrent, comme tels, sont examinés à fond. Pour le reste, il est procédé par sondage. Pour certaines données globales, il est en général possible de les comparer avec les mêmes données détenues par des tiers : organismes financiers, notaires, clients, fournisseurs, assureurs, autres départements,

etc. Cette comparaison doit se faire avec l'approbation mais sans la participation du personnel audité.

Enfin l'auditeur peut mettre à l'épreuve, confrontant avec ses propres calculs, ou même faire expertiser des aspects très techniques. Ainsi, dans les cas très complexes, n'y a-t-il pas un seul auditeur mais une équipe interdisciplinaire.

Au-delà du simple circuit administratif, l'audit des communications examine, en restant dans le cadre de l'entreprise et de ses impératifs économiques, le flux des informations arrivant à chacun et nécessaires à son travail ; à quoi s'ajoute une « légitime » information sur le reste de l'entreprise, ce qui concourt à la satisfaction dans le travail, la motivation, etc., toutes choses qui ne peuvent qu'améliorer la bonne marche de l'entreprise.

Il existe d'excellentes études, y compris en France même, sur cette forme d'audit. Nous préférons nous rapporter à celles conduites en Finlande (Helsinki, Research Institute for Business Economics) et aux Etats-Unis (Department of Communications, Suny, à Buffalo). Ces études sont précises (au total quinze mille personnes physiques enquêtées dans cinquante organisations, dans trois pays). Elles se continuent. Les résultats sont rassemblés en banque de données. Des outils opérationnels, intentionnellement sous forme d'instruments d'audit, existent et sont constamment améliorés. Ce sont des *check-lists*. Les questions permettent de déterminer les schémas, redondances, goulots d'étranglement, courts-circuits, ruptures et délais du réseau réel de communications ; ainsi que la qualité de l'information, le cli-

mat général, et la mesure dans laquelle les communications influent sur la satisfaction de chacun (« *job satisfaction* »). Seul un échantillon du personnel est en général questionné.

Il est important de considérer tous les contacts — écrits ou oraux — sur au moins une semaine. Une première validation des réponses vient naturellement de ce que si un nombre de l'échantillon en inclut un autre parmi ses interlocuteurs, il faut vérifier que le second en fait de même pour le premier.

Une difficulté très subtile dans le maniement incoordonné de ce genre d'outil est que, en fait, derrière les questions, se cache un modèle-normatif d'entreprise. Une incohérence dans les réponses peut révéler une distorsion entre le modèle et la réalité. Distorsion de principe, donc, et non pas simple distance. Ainsi un modèle américain suppose, en général, l'agrément de tout le personnel sur le but de recherche de profit pour l'entreprise. Le moins qu'on puisse dire est qu'il ne s'applique pas partout (même en Amérique). On pourrait alors penser qu'un questionnaire neutre par rapport à tout modèle, ou faisant référence à un modèle très général, serait pertinent. Peut-être pour des recherches « *sociologiques* » mais pas en matière d'audit, où l'on examine l'adéquation des moyens et de l'organisation de l'entreprise à ses buts : définir ceux-ci et choisir, plus ou moins consciemment, un modèle, est le rôle de la direction ou de ses mandants.

Prochain article :

LE CAS DE L'INFORMATIQUE

SIEMENS

Une très large gamme d'ordinateurs compatibles, "made in Europe".

Venez voir au Sicob.

Le 30^e Sicob est pour vous l'occasion de découvrir que la gamme d'ordinateurs Siemens est l'une des plus larges et des plus complètes proposées en Europe. A cette gamme, vient s'ajouter une grande variété de périphériques répondant à de multiples applications (terminaux bancaires, imprimante à laser, etc.). Cette richesse en périphériques est aussi une caractéristique de l'informatique Siemens.

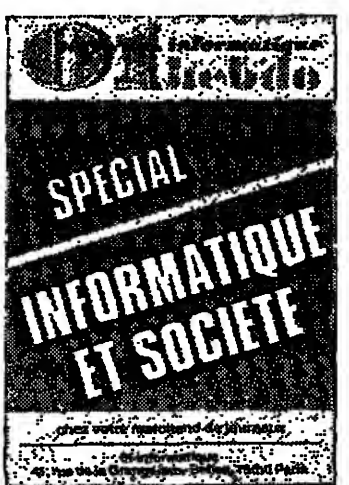
Chaque système dispose de logiciels d'applications modulaires et comprend de nombreux traducteurs de langages, des moniteurs de télétraitement, et un système universel de gestion de base de données - UDS. Sur notre stand, nous présentons sept logiciels d'application touchant les domaines de la gestion, de la planification, de la recherche documentaire et de la conversion de programmes.

Pour découvrir l'une des plus larges gammes d'ordinateurs "made in Europe", venez nous voir au Sicob, ou contactez-nous : Siemens Data S.A. B.P. 109, 93203 Saint-Denis, Cedex 1 Téléphone : 252.60.32

Au Sicob : Niveau 3, Zone B, Stand 3255.



Siemens Data : l'alternative européenne en informatique



Parce que en informatique l'important c'est d'être en phase

C. MACCHI
J.-F. GUILBERT
Téléinformatique
J. RIVIERE
La programmation en assembleur
M. ROBIN, T. MAURIN
Interface des microprocesseurs
G. MICHEL
C. LAURGEAU
B. ESPIAU
Les automates programmables industriels

SIEMENS
informatique

CIT Alcotel

CARNET

Réceptions

— A l'occasion de la fête nationale du Qatar, l'ambassadeur et Mme Hamad El Kowari ont offert mardi 18 septembre une réception dans les salons de l'ambassade.

Naissances

— Bernard et Martine BOUDSOQ, ainsi qu'Elisa, sont heureux de faire part de la naissance de
Maximilien,
né le 13 août 1979, à Paris.
20, rue de Clignancourt,
75018 Paris.
1, rue Henri-Monier,
75009 Paris.

— M. et Mme Jean-Louis FOICHAT et leur fils Ygal, ont la joie de faire part de la naissance de
Charles,
né à Toulouse, le 5 septembre 1979,
20, rue du Val-d'Aran,
31500 Toulouse.

— Jean-Clude et Nicole KERVOT, Chiracoppe et Florent ont la joie d'annoncer la naissance de
Sophie Kervot,
le 14 septembre 1979, à Paris (17^e).

— Florence et Bernard LEVY, et leur fils Ygal, ont la joie de faire part de la naissance de
David,
né à Paris, le 13 septembre 1979.

— Jean MARCOVICI, Dorothea, née Darses, et Maud, sont très heureux d'annoncer la naissance de
David,
le 4 septembre 1979.

— Jean-Pierre et Véronique MACHLON laissent à Pierre-Antoine et Gilles la joie d'annoncer la naissance de
Blondine,
Versailles, le 12 septembre 1979.

— Le docteur Dominique METRAS, Mme Dominique METRAS, née Robaglia, et Roméo, ont la grande joie de faire part de la naissance de
Raphaël,
à Marseille, le 13 septembre 1979,
11, avenue Laisier, 13008 Marseille.
B.P. 508 Abdjan (Côte d'Ivoire).

— Les docteurs Bernard et Pascale SALENGRO-TROUILLEZ et Esther ont la joie d'annoncer la naissance de
Anais,
le 28 août, à Nice.
Villa « Jersey »,
8, avenue Léopold-II,
06000 Nice.

Décès

— M. et Mme Pierre Albin ont la douleur de faire part du décès accidentel de leur fils
Patrice ALBIN,
ancien élève
du collège militaire de Saint-Cyr,
élève à la faculté
d'études et sciences politiques
de Bordeaux.

— Les prières religieuses ont été prononcées par M. l'aumônier (E.S.) de la marine nationale Gendro, suivies de l'inhumation au cimetière de Segadan (33340).

— Tous ses amis et ses collègues des affaires étrangères et des finances, ont la tristesse de vous apprendre que le 23 août 1979, au terme d'une longue et cruelle maladie pendant laquelle elle fit preuve d'un très grand courage, s'est éteint leur grande amie
Odette BARA,
chevalier de l'ordre du Mérite.
Une messe sera dite pour elle le 25 septembre, à 18 h. 30, au Vélodrome Saint-Pierre de Chaillet, avenue Marceau, Paris-16^e.

— Nantes.
M. et Mme Alain Brisset-Chollet, Florence et Elise,
Mlle Madeline Trovel,
En toute la famille,
ont la douleur de faire part du décès de
Mme Louis BRISSET,
née Marguerite Le Bihan-Pennanrol,
ancien professeur
au Conservatoire de Nantes,
vice-présidente
du Cercle Celtique,
veuve de
M. Louis BRISSET,
ancien directeur du Conservatoire,
survenu dans sa quatre-vingt-deuxième année, le 17 septembre 1979.

— Les obsèques religieuses seront célébrées en l'église Saint-Pasquier, samedi 22 septembre 1979, où le deuil se réunira, à 10 h. 15.

118, rue des Hauts-Pavés,
44000 Nantes,
2, place du 8-Mai-1945,
78150 Les Mureaux.

— On nous prie d'annoncer le décès de
Mme Raymond BRUGIERE,
née Germaine Vinsonneau,
survenue à Toulouse, le 16 septembre 1979, à l'âge de soixante-neuf ans, avec le réconfort de la Bénédiction apostolique.

De la part de M. Raymond Brugière,
M. et Mme Michel Brugière et leur fille,
Mlle Marie-Bernadette Brugière.
Et des familles parentes et alliées.
Les obsèques religieuses ont eu lieu à Toulouse, le 18 septembre.

Un service sera célébré au Mège ultérieurement.
61290 Le Mège,
2, boulevard Carnot,
31000 Toulouse,
93, boulevard de Port-Royal,
75008 Paris.

— Mme Gaston Darmon, Mme Josette Bloomberg, sa fille, et M. Arnold Bloomberg,
M. et Mme Georges Danaud et leurs enfants,
Les familles Darmon, Benasoudou, Eschida,
ont la douleur de faire part du décès de
M. Gaston DARMON,
leur époux, père, grand-père, frère et beau-frère,
survenu le 11 septembre 1979, à Marseille.

Les obsèques ont eu lieu le 12 septembre 1979, à Marseille.
2, boulevard Gaston-Grémieux,
13008 Marseille.

— Mme Andrée Lemariniér, M. et Mme Jacques Lemariniér et leurs enfants,
Les familles, parents et alliés, ont la douleur de faire part du décès de
M. Marcel LEMARINIÉR,
le 16 septembre 1979.
Les obsèques auront lieu le jeudi 20 septembre, à 15 h. 30, au Vélodrome Saint-Jean-Baptiste, 158, avenue Charles-de-Gaulle, à Neuilly.

— Le docteur Marianne Mejean, Jacques Mejean et Dominique, Philippe Mejean et Anne, François Mejean et Violaine, Le pasteur et Mme Pierre Cadier, M. et Mme Alfred Cadier, Le pasteur et Mme Guy Cadier, M. et Mme Jean-Marie Beu, Edouette Cadier,
font part du décès de
Guy MEJEAN,
docteur en droit,
ancien président de chambre
auprès de la cour d'appel d'Agde,
maître de Basimot,
chevalier de la Légion d'honneur,
officier de l'ordre national
du mérite,
survenu le 15 septembre 1979.
La cérémonie religieuse a eu lieu au 18 m p de Toulouse (47), le 18 septembre 1979.
Moulin d'Ardois,
47150 Basimot.

— Le président et les membres du comité central de l'Alliance Israélite universelle,
ont le profond regret de faire part du décès de
M. André MEYER,
membre du Comité central
de 1930 à 1979
et
membre fondateur
des Amis de l'Alliance Israélite universelle
à New-York.
45, rue La Bruyère,
75006 Paris.

— On nous prie d'annoncer le décès de
Mme Reine SURCOUF,
survenue le 17 septembre, à quatre-vingt ans, à Boulogne-sur-Mer.
Une Bénédiction sera donnée le vendredi 21 septembre, à 8 h. 30, à l'hôpital Ambroise-Paré.

Les obsèques seront célébrées le même jour en l'église du 38540-Tronchet.
Cet avis tient lieu de faire-part.
« Le Monde » du 13 septembre.

— Mme Edmond Tréal, sa mère, Mme Guy Tréal, son épouse, Mme Christine Tréal, sa fille,
Toute sa famille et ses amis,
ont la douleur de faire part du décès de
Guy Pierre TRÉAL,
président-directeur général
de la
Schola Cantorum,
survenu à Boulogne-sur-Mer, le samedi 15 septembre 1979, dans sa soixante-deuxième année.

Selon la volonté du défunt, son corps a été donné à la science.
Le présent avis tient lieu de faire-part.
Schola Cantorum,
289, rue Saint-Jacques,
75005 Paris.

— M. Jacques-Robert Leveillé et Mme, née Jacqueline Wolf, et leur fille,
Mme Steinhilber-Wolf,
M. et Mme Tourlet,
M. et Mme Giral et leurs enfants,
M. et Mme Enos et leurs enfants,
Le personnel des hôtels « Bellevue » et « La Résidence », à Trouville-sur-Mer,
ont la tristesse de faire part du décès de
M. Rodolphe WOLF,
le 16 septembre 1979, à 14300 Trouville-sur-Mer.

Les obsèques auront lieu dans la plus stricte intimité, suivant la demande expresse du défunt.
Une messe de requiem sera dite au sa mémoire, le vendredi 21 septembre, à 11 heures, en l'église Notre-Dame-de-Bon-Secours de Trouville-sur-Mer.

Cet avis tient lieu de faire-part.

— Mme Roger Kahn, Laurent et Francine Kahn, Les familles Raymond Dreyfus, Robert et René Kahn, Jean Spindler, très sensibles aux marques d'affection qui leur ont été témoignées lors du décès de
M. Roger KAHN,
remercient de tout cœur.

— Mme Roger Kahn, Laurent et Francine Kahn, Les familles Raymond Dreyfus, Robert et René Kahn, Jean Spindler, très sensibles aux marques d'affection qui leur ont été témoignées lors du décès de
M. Roger KAHN,
remercient de tout cœur.

— Université de Paris-I, mercredi 26 septembre, à 9 h. 30, salle des commissions, centre P. A. B. S. M. Alexandre-Diondès Tjousen : « La République unie du Cameroun ».

— Université de Paris-IV, mercredi 26 septembre, à 14 heures, amphithéâtre Guizot, M. Jean-Louis Pindrin : « Contribution à une histoire de l'amour et de la sexualité en Occident ».

— Université de Paris-II, mercredi 26 septembre, à 15 heures, salle des commissions, M. François M. Bome : « L'Etat et les Eglises au Cameroun ».

— Université de Paris-IV, jeudi 27 septembre, à 14 heures, salle des commissions, M. Antoine Abdel Nour : « Habitat et fonctions urbaines en Syrie (XVI^e-XVIII^e siècles) ».

— Université de Paris-IV, vendredi 28 septembre, à 14 heures, salle Louis-Liard, Mme Louise Dabene, née Cazaux : « Etude des procédés d'emphase au niveau de l'adjectif nominal et verbal en espagnol ».

— Université de Paris-IV, samedi 29 septembre, à 14 heures, amphithéâtre Guizot, M. Claude Allaire : « Recherches de sémantique sur le roman picarresque du siècle d'or : Lozans et Lazarillo ».

— Université de Paris-IV, samedi 29 septembre, à 14 heures, amphithéâtre Guizot, M. Claude Allaire : « Recherches de sémantique sur le roman picarresque du siècle d'or : Lozans et Lazarillo ».

— Université de Paris-IV, samedi 29 septembre, à 14 heures, amphithéâtre Guizot, M. Claude Allaire : « Recherches de sémantique sur le roman picarresque du siècle d'or : Lozans et Lazarillo ».

— Université de Paris-IV, samedi 29 septembre, à 14 heures, amphithéâtre Guizot, M. Claude Allaire : « Recherches de sémantique sur le roman picarresque du siècle d'or : Lozans et Lazarillo ».

— Université de Paris-IV, samedi 29 septembre, à 14 heures, amphithéâtre Guizot, M. Claude Allaire : « Recherches de sémantique sur le roman picarresque du siècle d'or : Lozans et Lazarillo ».

— Université de Paris-IV, samedi 29 septembre, à 14 heures, amphithéâtre Guizot, M. Claude Allaire : « Recherches de sémantique sur le roman picarresque du siècle d'or : Lozans et Lazarillo ».

— Université de Paris-IV, samedi 29 septembre, à 14 heures, amphithéâtre Guizot, M. Claude Allaire : « Recherches de sémantique sur le roman picarresque du siècle d'or : Lozans et Lazarillo ».

— Université de Paris-IV, samedi 29 septembre, à 14 heures, amphithéâtre Guizot, M. Claude Allaire : « Recherches de sémantique sur le roman picarresque du siècle d'or : Lozans et Lazarillo ».

— Université de Paris-IV, samedi 29 septembre, à 14 heures, amphithéâtre Guizot, M. Claude Allaire : « Recherches de sémantique sur le roman picarresque du siècle d'or : Lozans et Lazarillo ».

— Université de Paris-IV, samedi 29 septembre, à 14 heures, amphithéâtre Guizot, M. Claude Allaire : « Recherches de sémantique sur le roman picarresque du siècle d'or : Lozans et Lazarillo ».

— Université de Paris-IV, samedi 29 septembre, à 14 heures, amphithéâtre Guizot, M. Claude Allaire : « Recherches de sémantique sur le roman picarresque du siècle d'or : Lozans et Lazarillo ».

— Université de Paris-IV, samedi 29 septembre, à 14 heures, amphithéâtre Guizot, M. Claude Allaire : « Recherches de sémantique sur le roman picarresque du siècle d'or : Lozans et Lazarillo ».

— Université de Paris-IV, samedi 29 septembre, à 14 heures, amphithéâtre Guizot, M. Claude Allaire : « Recherches de sémantique sur le roman picarresque du siècle d'or : Lozans et Lazarillo ».

— Université de Paris-IV, samedi 29 septembre, à 14 heures, amphithéâtre Guizot, M. Claude Allaire : « Recherches de sémantique sur le roman picarresque du siècle d'or : Lozans et Lazarillo ».

— Université de Paris-IV, samedi 29 septembre, à 14 heures, amphithéâtre Guizot, M. Claude Allaire : « Recherches de sémantique sur le roman picarresque du siècle d'or : Lozans et Lazarillo ».

— Université de Paris-IV, samedi 29 septembre, à 14 heures, amphithéâtre Guizot, M. Claude Allaire : « Recherches de sémantique sur le roman picarresque du siècle d'or : Lozans et Lazarillo ».

— Université de Paris-IV, samedi 29 septembre, à 14 heures, amphithéâtre Guizot, M. Claude Allaire : « Recherches de sémantique sur le roman picarresque du siècle d'or : Lozans et Lazarillo ».

— Université de Paris-IV, samedi 29 septembre, à 14 heures, amphithéâtre Guizot, M. Claude Allaire : « Recherches de sémantique sur le roman picarresque du siècle d'or : Lozans et Lazarillo ».

— Université de Paris-IV, samedi 29 septembre, à 14 heures, amphithéâtre Guizot, M. Claude Allaire : « Recherches de sémantique sur le roman picarresque du siècle d'or : Lozans et Lazarillo ».

— Université de Paris-IV, samedi 29 septembre, à 14 heures, amphithéâtre Guizot, M. Claude Allaire : « Recherches de sémantique sur le roman picarresque du siècle d'or : Lozans et Lazarillo ».

— Université de Paris-IV, samedi 29 septembre, à 14 heures, amphithéâtre Guizot, M. Claude Allaire : « Recherches de sémantique sur le roman picarresque du siècle d'or : Lozans et Lazarillo ».

— Université de Paris-IV, samedi 29 septembre, à 14 heures, amphithéâtre Guizot, M. Claude Allaire : « Recherches de sémantique sur le roman picarresque du siècle d'or : Lozans et Lazarillo ».

— Université de Paris-IV, samedi 29 septembre, à 14 heures, amphithéâtre Guizot, M. Claude Allaire : « Recherches de sémantique sur le roman picarresque du siècle d'or : Lozans et Lazarillo ».

— Université de Paris-IV, samedi 29 septembre, à 14 heures, amphithéâtre Guizot, M. Claude Allaire : « Recherches de sémantique sur le roman picarresque du siècle d'or : Lozans et Lazarillo ».

— Université de Paris-IV, samedi 29 septembre, à 14 heures, amphithéâtre Guizot, M. Claude Allaire : « Recherches de sémantique sur le roman picarresque du siècle d'or : Lozans et Lazarillo ».

— Université de Paris-IV, samedi 29 septembre, à 14 heures, amphithéâtre Guizot, M. Claude Allaire : « Recherches de sémantique sur le roman picarresque du siècle d'or : Lozans et Lazarillo ».

— Université de Paris-IV, samedi 29 septembre, à 14 heures, amphithéâtre Guizot, M. Claude Allaire : « Recherches de sémantique sur le roman picarresque du siècle d'or : Lozans et Lazarillo ».

— Pour le premier anniversaire de la mort de
Bernard LAMBLIN,
maître assistant d'esthétique
au lycée de la Sorbonne,
Une amicale pensée est demandée à tous ceux qui l'ont connu, estimé ou aimé.

— Université de Paris-I, mercredi 26 septembre, à 17 heures, salle des commissions, centre P. A. B. S. M. Alexandre-Diondès Tjousen : « La République unie du Cameroun ».

— Université de Paris-IV, mercredi 26 septembre, à 14 heures, amphithéâtre Guizot, M. Jean-Louis Pindrin : « Contribution à une histoire de l'amour et de la sexualité en Occident ».

— Université de Paris-II, mercredi 26 septembre, à 15 heures, salle des commissions, M. François M. Bome : « L'Etat et les Eglises au Cameroun ».

— Université de Paris-IV, jeudi 27 septembre, à 14 heures, salle des commissions, M. Antoine Abdel Nour : « Habitat et fonctions urbaines en Syrie (XVI^e-XVIII^e siècles) ».

— Université de Paris-IV, vendredi 28 septembre, à 14 heures, salle Louis-Liard, Mme Louise Dabene, née Cazaux : « Etude des procédés d'emphase au niveau de l'adjectif nominal et verbal en espagnol ».

— Université de Paris-IV, samedi 29 septembre, à 14 heures, amphithéâtre Guizot, M. Claude Allaire : « Recherches de sémantique sur le roman picarresque du siècle d'or : Lozans et Lazarillo ».

— Université de Paris-IV, samedi 29 septembre, à 14 heures, amphithéâtre Guizot, M. Claude Allaire : « Recherches de sémantique sur le roman picarresque du siècle d'or : Lozans et Lazarillo ».

— Université de Paris-IV, samedi 29 septembre, à 14 heures, amphithéâtre Guizot, M. Claude Allaire : « Recherches de sémantique sur le roman picarresque du siècle d'or : Lozans et Lazarillo ».

— Université de Paris-IV, samedi 29 septembre, à 14 heures, amphithéâtre Guizot, M. Claude Allaire : « Recherches de sémantique sur le roman picarresque du siècle d'or : Lozans et Lazarillo ».

— Université de Paris-IV, samedi 29 septembre, à 14 heures, amphithéâtre Guizot, M. Claude Allaire : « Recherches de sémantique sur le roman picarresque du siècle d'or : Lozans et Lazarillo ».

— Université de Paris-IV, samedi 29 septembre, à 14 heures, amphithéâtre Guizot, M. Claude Allaire : « Recherches de sémantique sur le roman picarresque du siècle d'or : Lozans et Lazarillo ».

— Université de Paris-IV, samedi 29 septembre, à 14 heures, amphithéâtre Guizot, M. Claude Allaire : « Recherches de sémantique sur le roman picarresque du siècle d'or : Lozans et Lazarillo ».

— Université de Paris-IV, samedi 29 septembre, à 14 heures, amphithéâtre Guizot, M. Claude Allaire : « Recherches de sémantique sur le roman picarresque du siècle d'or : Lozans et Lazarillo ».

— Université de Paris-IV, samedi 29 septembre, à 14 heures, amphithéâtre Guizot, M. Claude Allaire : « Recherches de sémantique sur le roman picarresque du siècle d'or : Lozans et Lazarillo ».

— Université de Paris-IV, samedi 29 septembre, à 14 heures, amphithéâtre Guizot, M. Claude Allaire : « Recherches de sémantique sur le roman picarresque du siècle d'or : Lozans et Lazarillo ».

— Université de Paris-IV, samedi 29 septembre, à 14 heures, amphithéâtre Guizot, M. Claude Allaire : « Recherches de sémantique sur le roman picarresque du siècle d'or : Lozans et Lazarillo ».

— Université de Paris-IV, samedi 29 septembre, à 14 heures, amphithéâtre Guizot, M. Claude Allaire : « Recherches de sémantique sur le roman picarresque du siècle d'or : Lozans et Lazarillo ».

— Université de Paris-IV, samedi 29 septembre, à 14 heures, amphithéâtre Guizot, M. Claude Allaire : « Recherches de sémantique sur le roman picarresque du siècle d'or : Lozans et Lazarillo ».

— Université de Paris-IV, samedi 29 septembre, à 14 heures, amphithéâtre Guizot, M. Claude Allaire : « Recherches de sémantique sur le roman picarresque du siècle d'or : Lozans et Lazarillo ».

— Université de Paris-IV, samedi 29 septembre, à 14 heures, amphithéâtre Guizot, M. Claude Allaire : « Recherches de sémantique sur le roman picarresque du siècle d'or : Lozans et Lazarillo ».

— Université de Paris-IV, samedi 29 septembre, à 14 heures, amphithéâtre Guizot, M. Claude Allaire : « Recherches de sémantique sur le roman picarresque du siècle d'or : Lozans et Lazarillo ».

— Université de Paris-IV, samedi 29 septembre, à 14 heures, amphithéâtre Guizot, M. Claude Allaire : « Recherches de sémantique sur le roman picarresque du siècle d'or : Lozans et Lazarillo ».

— Université de Paris-IV, samedi 29 septembre, à 14 heures, amphithéâtre Guizot, M. Claude Allaire : « Recherches de sémantique sur le roman picarresque du siècle d'or : Lozans et Lazarillo ».

— Université de Paris-IV, samedi 29 septembre, à 14 heures, amphithéâtre Guizot, M. Claude Allaire : « Recherches de sémantique sur le roman picarresque du siècle d'or : Lozans et Lazarillo ».

— Université de Paris-IV, samedi 29 septembre, à 14 heures, amphithéâtre Guizot, M. Claude Allaire : « Recherches de sémantique sur le roman picarresque du siècle d'or : Lozans et Lazarillo ».

— Université de Paris-IV, samedi 29 septembre, à 14 heures, amphithéâtre Guizot, M. Claude Allaire : « Recherches de sémantique sur le roman picarresque du siècle d'or : Lozans et Lazarillo ».

— Université de Paris-IV, samedi 29 septembre, à 14 heures, amphithéâtre Guizot, M. Claude Allaire : « Recherches de sémantique sur le roman picarresque du siècle d'or : Lozans et Lazarillo ».

— Université de Paris-IV, samedi 29 septembre, à 14 heures, amphithéâtre Guizot, M. Claude Allaire : « Recherches de sémantique sur le roman picarresque du siècle d'or : Lozans et Lazarillo ».

— Université de Paris-IV, samedi 29 septembre, à 14 heures, amphithéâtre Guizot, M. Claude Allaire : « Recherches de sémantique sur le roman picarresque du siècle d'or : Lozans et Lazarillo ».

— Université de Paris-IV, samedi 29 septembre, à 14 heures, amphithéâtre Guizot, M. Claude Allaire : « Recherches de sémantique sur le roman picarresque du siècle d'or : Lozans et Lazarillo ».

— Université de Paris-IV, samedi 29 septembre, à 14 heures, amphithéâtre Guizot, M. Claude Allaire : « Recherches de sémantique sur le roman picarresque du siècle d'or : Lozans et Lazarillo ».

— Université de Paris-IV, samedi 29 septembre, à 14 heures, amphithéâtre Guizot, M. Claude Allaire : « Recherches de sémantique sur le roman picarresque du siècle d'or : Lozans et Lazarillo ».

— Université de Paris-IV, samedi 29 septembre, à 14 heures, amphithéâtre Guizot, M. Claude Allaire : « Recherches de sémantique sur le roman picarresque du siècle d'or : Lozans et Lazarillo ».

— Université de Paris-IV, samedi 29 septembre, à 14 heures, amphithéâtre Guizot, M. Claude Allaire : « Recherches de sémantique sur le roman picarresque du siècle d'or : Lozans et Lazarillo ».

— Université de Paris-IV, samedi 29 septembre, à 14 heures, amphithéâtre Guizot, M. Claude Allaire : « Recherches de sémantique sur le roman picarresque du siècle d'or : Lozans et Lazarillo ».

— Université de Paris-IV, samedi 29 septembre, à 14 heures, amphithéâtre Guizot, M. Claude Allaire : « Recherches de sémantique sur le roman picarresque du siècle d'or : Lozans et Lazarillo ».

Communications diverses

L'assemblée générale annuelle de l'Association internationale de droit cybernétique se tiendra le samedi 23 septembre, à 10 heures, 23, rue Saint-Guilhem, Paris 75007.

— Ouverture du centre Soto Zen, château de la Gendronnière, 41120 Valaise, dimanche 23 septembre 1979. Maître Taisen Deshimaru, Association zen d'Europe, tél. 542-56-58.

— Le Club du Faubourg, créé en 1918 par Léo Foulds, reprendra ses séances le samedi 6 octobre à 15 heures, sous la direction de Mme Marie L. Foulds. Sont déjà inscrits pour la prochaine session : le duc de Castries et M. Maurice Schumann, de l'Académie française; M. Jacques Raphaël-Leygues; Pierre Billotte; Armand Lanoux, de l'Académie Goncourt; René Barjavel; Marc Blaisot; Michel de Saint-Pierre; Jacques Chabanais; Roger Ixor; Pierre de Boesdoff; Maurice Tossat; Jean Guzzi; François Bonario; Mme Louise Weiss; M. Caillaud et Périard. Pour recevoir gratuitement en fin septembre le programme de la prochaine session, envoyez une enveloppe timbrée au « Faubourg », 15, boulevard Perdre, 75017 Paris.

— Université de Paris-I, mercredi 26 septembre, à 17 heures, salle des commissions, centre P. A. B. S. M. Alexandre-Diondès Tjousen : « La République unie du Cameroun ».

— Université de Paris-IV, mercredi 26 septembre, à 14 heures, amphithéâtre Guizot, M. Jean-Louis Pindrin : « Contribution à une histoire de l'amour et de la sexualité en Occident ».

— Université de Paris-II, mercredi 26 septembre, à 15 heures, salle des commissions, M. François M. Bome : « L'Etat et les Eglises au Cameroun ».

— Université de Paris-IV, jeudi 27 septembre, à 14 heures, salle des commissions, M. Antoine Abdel Nour : « Habitat et fonctions urbaines en Syrie (XVI^e-XVIII^e siècles) ».

— Université de Paris-IV, vendredi 28 septembre, à 14 heures, salle Louis-Liard, Mme Louise Dabene, née Cazaux : « Etude des procédés d'emphase au niveau de l'adjectif nominal et verbal en espagnol ».

— Université de Paris-IV, samedi 29 septembre, à 14 heures, amphithéâtre Guizot, M. Claude Allaire : « Recherches de sémantique sur le roman picarresque du siècle d'or : Lozans et Lazarillo ».

— Université de Paris-IV, samedi 29 septembre, à 14 heures, amphithéâtre Guizot, M. Claude Allaire : « Recherches de sémantique sur le roman picarresque du siècle d'or : Lozans et Lazarillo ».

— Université de Paris-IV, samedi 29 septembre, à 14 heures, amphithéâtre Guizot, M. Claude Allaire : « Recherches de sémantique sur le roman picarresque du siècle d'or : Lozans et Lazarillo ».

— Université de Paris-IV, samedi 29 septembre, à 14 heures, amphithéâtre Guizot, M. Claude Allaire : « Recherches de sémantique sur le roman picarresque du siècle d'or : Lozans et Lazarillo ».

— Université de Paris-IV, samedi 29 septembre, à 14 heures, amphithéâtre Guizot, M. Claude Allaire : « Recherches de sémantique sur le roman picarresque du siècle d'or : Lozans et Lazarillo ».

— Université de Paris-IV, samedi 29 septembre, à 14 heures, amphithéâtre Guizot, M. Claude Allaire : « Recherches de sémantique sur le roman picarresque du siècle d'or : Lozans et Lazarillo ».

— Université de Paris-IV, samedi 29 septembre, à 14 heures, amphithéâtre Guizot, M. Claude Allaire : « Recherches de sémantique sur le roman picarresque du siècle d'or : Lozans et Lazarillo ».

— Université de Paris-IV, samedi 29 septembre, à 14 heures, amphithéâtre Guizot, M. Claude Allaire : « Recherches de sémantique sur le roman picarresque du siècle d'or : Lozans et Lazarillo ».

— Université de Paris-IV, samedi 29 septembre, à 14 heures, amphithéâtre Guizot, M. Claude Allaire : « Recherches de sémantique sur le roman picarresque du siècle d'or : Lozans et Lazarillo ».

OFFRES D'EMPLOI	La semaine	La semaine
DEMANDES D'EMPLOI	51,00	59,88
IMMOBILIER	12,00	14,11
AUTOMOBILES	35,00	41,16
AGENDA	35,00	41,16
PROF. COMM. CAPITAL	95,00	111,72

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENVOYÉES	La semaine	La semaine
OFFRES D'EMPLOI	30,00	35,28
DEMANDES D'EMPLOI	7,00	8,23
IMMOBILIER	23,00	27,05
AUTOMOBILES	23,00	27,05
AGENDA	23,00	27,05

REPRODUCTION INTERDITE

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

Ingénieur

CALCULS DE STRUCTURES

Dans le cadre du développement de notre Département Informatique et Analyses de Structures au sein de la Direction Technique, nous sommes amenés à vous proposer un poste d'Ingénieur.

Ingénieur diplômé en Génie Civil (ECP-ENPC-EP-ET) vous avez acquis par plusieurs années d'expérience la maîtrise de l'Informatique Scientifique ou de l'Analyse des Structures. Vous êtes intéressés par le développement d'algorithmes d'analyse numérique.

Vous participerez à la maintenance et au développement d'une bibliothèque de programmes de calculs de structures par la méthode des éléments finis.

Vous travaillerez sur un DEC 10/90 en mode interactif.

Votre poste sera basé à SAINT-QUENTIN-YVELINES.

Si cette offre vous intéresse, adressez votre candidature (sous référence 79-10) à :

P. CANDES-SOCOTEC-Service Emploi & Formation - 3, Avenue du Centre - 78182 SAINT-QUENTIN-YVELINES CEDEX

Le Groupe SOCOTEC (2000 personnes en France et dans le monde) est acquis, par la compétence de ses collaborateurs et le sérieux de ses prestations, une très grande notoriété dans le milieu du Bâtiment et de l'Industrie.

IMPORTANT SOCIÉTÉ AÉRONAUTIQUE

proche banlieue Sud de Paris recherche

1 CADRE RESPONSABLE

du BUREAU des ACHATS

Sera placé sous l'autorité du chef de service des approvisionnements.

Formation Ecole de Commerce ou niveau équivalent et expérience de plusieurs années dans la fonction exigée.

QUALITÉS REQUISES :

- Capacité de négociation et de gestion du personnel (effectif 40 personnes).
- Connaissances en achats dans le domaine électronique souhaitées.
- Aptitudes aux relations avec les fournisseurs.

Adm. lettre manuscrite, C.V. détaillé et photo, n° 24.827, CONTEXTE PUBLICITE, 20, avenue de l'Opéra, PARIS-1^{er}, qui transmettra.

Société d'Etudes et de Réalisation d'installations nucléaires à technologie de pointe études thermo-hydrauliques

INGENIEURS

GRANDES ECOLES

ou ASSIMILES

Anglais indispensable. • Notions d'analyse numérique. • Programmation FORTRAN 4. • Débrouille ou quelques années d'expérience. • Libres rapidement.

Adresser C.V., photo et prétentions sous réf. 3302 à :

Q7 organisation et publicité
141 rue de Valenciennes 75013 PARIS

emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

Pays de Loire

INGENIEUR MECANICIEN

Formation type A.M., une à deux années d'expérience en usinage moyenne et grande série.

Destiné à devenir rapidement Chef d'Unité (200 personnes) avec des responsabilités importantes en gestion technique, économique et humaine.

Larges possibilités de perfectionnement au sein d'une Société en expansion (2300 personnes) stable dans son organisation et ses résultats, filiale d'un Groupe international.

Très bon niveau de rémunération.

Adresser C.V. sous référence 405 à :

CENTRE DE PSYCHOLOGIE du TRAVAIL 3, Bd René Levasseur 72000 LE MANS, qui garantit la discrétion la plus absolue.

LE MATERIEL TELEPHONIQUE THOMSON C.S.F.

Etablissement d'ORVAULT 44700
Tél. : (40) 75-31-95

recherche immédiatement

Réf. ANPE 1240 - INGENIEUR ENERGIE DE MATERIEL ELECTRONIQUE

Pour étude et réalisation d'alimentations et convertisseurs de tensions pour systèmes électroniques. L'étude théorique se poursuit par la réalisation de maquettes de laboratoire et le test des prototypes avec des techniciens.

Expérience souhaitée : 2 ans.

Réf. ANPE 1242 - INGENIEUR GESTION DOCUMENTATION LANGUES ETRANGERES

Pour création et gestion de l'ensemble de la documentation technique électronique en langue étrangère qui est livrée avec les équipements électroniques vendus à l'exportation (documentation matériel-logiciel).

Langues étrangères exigées : ANGLAIS et ESPAGNOL. Souhaitée : RUSSE.

Restaurant, self service, 15^e mois, horaires flexibles sur 5 jours. Nombreux avantages sociaux, retraite complémentaire et prévoyance. Adresser curriculum vitae à : SERENEC ANPE, 12, rue de Strasbourg, 44011 NANTES CEDEX. Tél. : 47-01-08.

IMPORTANT ORGANISME MUTUALISTE

Région MIDI

recherche :

ATTACHE DE DIRECTION

non débutant, âge 35 ans min. Ayant :

- Solide formation juridique et comptable et spécialisée dans ses domaines.
- Expérience approfondie en Mutualité (ou assurance à défaut).
- Habileté de diriger du personnel.
- Connaissances, si possible, en informatique.

Situation d'avenir assurée si remplit les conditions voulues.

Envoyer lettre de candidature manuscrite avec C.V., photo et prétentions sous le n° 1242 à : CONTEXTE PUBLICITE, 20, avenue de l'Opéra, Paris-1^{er}, qui transmettra. Discrét. assur.

MERLIN GERIN

GRENOBLE

recherche pour son Service Central Travaux Neufs à GRENOBLE

ingénieur

(30 - 40 ans) - Diplômé Grande Ecole, expérimenté dans le domaine Bâtiment.

Il devra diriger et animer deux équipes d'ingénieurs et techniciens du bâtiment qui ont une mission d'ingénierie (Etudes - Marchés - Coordination de chantier - TCE) dans le cadre de la construction des nouvelles unités et des transformations à réaliser dans les nombreuses usines du Groupe.

Ecrire à MERLIN GERIN Développement Formation Cadres (réf. GDL96/2) 83 X - 38041 GRENOBLE CEDEX.

MSL

73, bd Haussmann 75008 PARIS - Tél. (1) 266.04.93, 11, Pl. A. Ribaud 69003 LYON - Tél. (78) 62.06.33.

Directeur Technique

110 000 F.

Région Montbrison

Une société française (C.A. 13 millions de francs, 115 personnes), spécialisée dans la fabrication de pièces de cycles, recherche, pour faire face à son développement, son directeur technique. Sous l'autorité du directeur général, il sera chargé de la coordination de l'ensemble des ateliers de production (forgeage à chaud, décolletage, découpage, emboutissage, traitements thermiques et électrolytiques, entretien, assemblage, montage). Le candidat, âgé d'au moins 32 ans et de formation ingénieur (BACAM, ICAM, INSA...) devra posséder de sérieuses connaissances dans le domaine des automatismes et asservissements pneumatiques, hydrauliques et électroniques. Avantages concernant le logement. Ecrire à P. Rigollier - réf. B 10181 (Lyon).

SOCIÉTÉ FRANÇAISE DE CONSTRUCTION MÉCANIQUE

leader mondial sur son marché

INGENIEUR

30 ans environ

désireux de s'intégrer au sein de l'Entreprise en vue d'une carrière pouvant le conduire à terme à exercer des fonctions de direction.

Dans cette perspective l'intéressé sera placé en position d'

ADJOINT A DIRECTEUR DE DEPARTEMENT

et sera amené à prendre successivement des responsabilités dans la production, les études, la commercialisation.

Région CENTRE EST.

Envoyer C.V. et prétentions à No 23992 CONTEXTE Publicité, 20, Avenue de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

Importante société industrielle française construisant matériel de haute technologie leader du marché européen recherche

UN CADRE DE GESTION

diplômé d'une grande école (HEC, ESSEC, Sup. de Co., IEP) et possédant au minimum un DECS, le candidat débutera au poste d'Adjoint du Responsable administratif d'un des établissements du groupe, près de STRASBOURG.

Il sera appelé par la suite à faire carrière vers la Direction des Services Comptables de la Société au Siège à PARIS.

Adresser candidatures à n° 9196 EMPLOIS ET ENTREPRISES, 18, rue Volney 75002 PARIS

FILIALE D'UN TRÈS IMPT GROUPE FRANÇAIS INDUSTRIE ALIMENTAIRE

recherche pour son établissement industriel (350 personnes) 110 km NORD-EST PARIS

CHEF DE SERVICE

Maintenance et travaux neufs

Cette fonction requerra l'entretien, les services généraux, les études travaux neufs, les investissements, dans une usine comportant 12 chaînes d'approvisionnement à automatiser.

Le candidat devra être doté d'au moins 35 ans, devra obligatoirement être

INGENIEUR MECANICIEN DIPLOME

Il aura une expérience d'au moins 5 ans dans un poste similaire précédée de plusieurs années dans la fonction études et marchés.

Dans d'une excellente aptitude au commandement, responsable de son budget, il sera chargé de la réorganisation complète du service.

Ecrire lettre de candidature + photo (retournée) et prétentions sous le n° 23783 CONTEXTE Publicité, 20, avenue de l'Opéra, Paris-1^{er}, qui transmettra.

MARSEILLE

La Société d'Informatique pour les Collectivités locales

ICOREM

(Tél. 370136 4000 K)

recherche pour compléter son équipe Méthodes et Systèmes un

INGENIEUR SYSTEME

Expérience confirmée en OS/VS 1 ou MVS, CICS, DL 1

Envoyer C.V. manuscrit, photo et prétentions à ICOREM, route de L'Est, Domaine de Luminy - 13009 MARSEILLE

PROFESSEUR DE PHYSIQUE

pour école privée, hors contrat, région CHATEAUBRIANT possible, groupe et hors jours.

Téléphone : 348-99-23

Chambre de Commerce et d'Industrie de la Région pour son AEROPORT

CHEF D'EXPLOITATION

Responsable du personnel (10). Gestion aérienne et entrées, départs, escales, etc.

Relations avec clientèle. Sit. d'avenir. Poste cadre vacante. Ecr. à C.C.I., B.P. 147, 44000 Nantes Cedex.

Banque Régionale importante recherche :

SPECIALISTE TITRES

ayant déjà une expérience de minimum 25 ans. Bonne culture générale. Emploi intéressant et stable dans région proche d'ANGERS. Salaire brut annuel 80.000 francs. Ecrire : n° 8378, « Le Monde », Poitiers, 8, rue de la République, 79200 Paris Cedex 09

emplois internationaux

IMPORTANT ENTREPRISE T.P. BATIMENT

recherche pour l'ARABIE SAOUDITE

Project Manager

- 35 ans minimum.
- Formation Grande Ecole.
- Expérience d'au moins 5 ans en bâtiment tous corps d'état clés en mains.
- Maîtrise d'hommes et gestionnaire pour assurer la direction d'un important chantier.
- Bilingue Anglais.

Une expérience de la construction hôtelière Outre Mer sera appréciée.

- Logé en famille.
- Valeurs de formation.
- 2 mois de congés annuels.
- Retraite, prévoyance, mutuelle, assurances.

Adresser C.V. photo et prétentions, sous référence 7956, à :

31, Bd Boissière Nouvelle 75002 Paris, Cedex 02 - qui transmettra

INSTITUTION PRIVEE D'ENSEIGNEMENT AUX ETATS-UNIS

recherche

PROFESSEUR PHYSIQUE

de 1^{er} degré, 2^e degré, 3^e degré, 4^e degré, 5^e degré, 6^e degré, 7^e degré, 8^e degré, 9^e degré, 10^e degré, 11^e degré, 12^e degré, 13^e degré, 14^e degré, 15^e degré, 16^e degré, 17^e degré, 18^e degré, 19^e degré, 20^e degré, 21^e degré, 22^e degré, 23^e degré, 24^e degré, 25^e degré, 26^e degré, 27^e degré, 28^e degré, 29^e degré, 30^e degré, 31^e degré, 32^e degré, 33^e degré, 34^e degré, 35^e degré, 36^e degré, 37^e degré, 38^e degré, 39^e degré, 40^e degré, 41^e degré, 42^e degré, 43^e degré, 44^e degré, 45^e degré, 46^e degré, 47^e degré, 48^e degré, 49^e degré, 50^e degré, 51^e degré, 52^e degré, 53^e degré, 54^e degré, 55^e degré, 56^e degré, 57^e degré, 58^e degré, 59^e degré, 60^e degré, 61^e degré, 62^e degré, 63^e degré, 64^e degré, 65^e degré, 66^e degré, 67^e degré, 68^e degré, 69^e degré, 70^e degré, 71^e degré, 72^e degré, 73^e degré, 74^e degré, 75^e degré, 76^e degré, 77^e degré, 78^e degré, 79^e degré, 80^e degré, 81^e degré, 82^e degré, 83^e degré, 84^e degré, 85^e degré, 86^e degré, 87^e degré, 88^e degré, 89^e degré, 90^e degré, 91^e degré, 92^e degré, 93^e degré, 94^e degré, 95^e degré, 96^e degré, 97^e degré, 98^e degré, 99^e degré, 100^e degré, 101^e degré, 102^e degré, 103^e degré, 104^e degré, 105^e degré, 106^e degré, 107^e degré, 108^e degré, 109^e degré, 110^e degré, 111^e degré, 112^e degré, 113^e degré, 114^e degré, 115^e degré, 116^e degré, 117^e degré, 118^e degré, 119^e degré, 120^e degré, 121^e degré, 122^e degré, 123^e degré, 124^e degré, 125^e degré, 126^e degré, 127^e degré, 128^e degré, 129^e degré, 130^e degré, 131^e degré, 132^e degré, 133^e degré, 134^e degré, 135^e degré, 136^e degré, 137^e degré, 138^e degré, 139^e degré, 140^e degré, 141^e degré, 142^e degré, 143^e degré, 144^e degré, 145^e degré, 146^e degré, 147^e degré, 148^e degré, 149^e degré, 150^e degré, 151^e degré, 152^e degré, 153^e degré, 154^e degré, 155^e degré, 156^e degré, 157^e degré, 158^e degré, 159^e degré, 160^e degré, 161^e degré, 162^e degré, 163^e degré, 164^e degré, 165^e degré, 166^e degré, 167^e degré, 168^e degré, 169^e degré, 170^e degré, 171^e degré, 172^e degré, 173^e degré, 174^e degré, 175^e degré, 176^e degré, 177^e degré, 178^e degré, 179^e degré, 180^e degré, 181^e degré, 182^e degré, 183^e degré, 184^e degré, 185^e degré, 186^e degré, 187^e degré, 188^e degré, 189^e degré, 190^e degré, 191^e degré, 192^e degré, 193^e degré, 194^e degré, 195^e degré, 196^e degré, 197^e degré, 198^e degré, 199^e degré, 200^e degré, 201^e degré, 202^e degré, 203^e degré, 204^e degré, 205^e degré, 206^e degré, 207^e degré, 208^e degré, 209^e degré, 210^e degré, 211^e degré, 212^e degré, 213^e degré, 214^e degré, 215^e degré, 216^e degré, 217^e degré, 218^e degré, 219^e degré, 220^e degré, 221^e degré, 222^e degré, 223^e degré, 224^e degré, 225^e degré, 226^e degré, 227^e degré, 228^e degré, 229^e degré, 230^e degré, 231^e degré, 232^e degré, 233^e degré, 234^e degré, 235^e degré, 236^e degré, 237^e degré, 238^e degré, 239^e degré, 240^e degré, 241^e degré, 242^e degré, 243^e degré, 244^e degré, 245^e degré, 246^e degré, 247^e degré, 248^e degré, 249^e degré, 250^e degré, 251^e degré, 252^e degré, 253^e degré, 254^e degré, 255^e degré, 256^e degré, 257^e degré, 258^e degré, 259^e degré, 260^e degré, 261^e degré, 262^e degré, 263^e degré, 264^e degré, 265^e degré, 266^e degré, 267^e degré, 268^e degré, 269^e degré, 270^e degré, 271^e degré, 272^e degré, 273^e degré, 274^e degré, 275^e degré, 276^e degré, 277^e degré, 278^e degré, 279^e degré, 280^e degré, 281^e degré, 282^e degré, 283^e degré, 284^e degré, 285^e degré, 286^e degré, 287^e degré, 288^e degré, 289^e degré, 290^e degré, 291^e degré, 292^e degré, 293^e degré, 294^e degré, 295^e degré, 296^e degré, 297^e degré, 298^e degré, 299^e degré, 300^e degré, 301^e degré, 302^e degré, 303^e degré, 304^e degré, 305^e degré, 306^e degré, 307^e degré, 308^e degré, 309^e degré, 310^e degré, 311^e degré, 312^e degré, 313^e degré, 314^e degré, 315^e degré, 316^e degré, 317^e degré, 318^e degré, 319^e degré, 320^e degré, 321^e degré, 322^e degré, 323^e degré, 324^e degré, 325^e degré, 326^e degré, 327^e degré, 328^e degré, 329^e degré, 330^e degré, 331^e degré, 332^e degré, 333^e degré, 334^e degré, 335^e degré, 336^e degré, 337^e degré, 338^e degré, 339^e degré, 340^e degré, 341^e degré, 342^e degré, 343^e degré, 344^e degré, 345^e degré, 346^e degré, 347^e degré, 348^e degré, 349^e degré, 350^e degré, 351^e degré, 352^e degré, 353^e degré, 354^e degré, 355^e degré, 356^e degré, 357^e degré, 358^e degré, 359^e degré, 360^e degré, 361^e degré, 362^e degré, 363^e degré, 364^e degré, 365^e degré, 366^e degré, 367^e degré, 368^e degré, 369^e degré, 370^e degré, 371^e degré, 372^e degré, 373^e degré, 374^e degré, 375^e degré, 376^e degré, 377^e degré, 378^e degré, 379^e degré, 380^e degré, 381^e degré, 382^e degré, 383^e degré, 384^e degré, 385^e degré, 386^e degré, 387^e degré, 388^e degré, 389^e degré, 390^e degré, 391^e degré, 392^e degré, 393^e degré, 394^e degré, 395^e degré, 396^e degré, 397^e degré, 398^e degré, 399^e degré, 400^e degré, 401^e degré, 402^e degré, 403^e degré, 404^e degré, 405^e degré, 406^e degré, 407^e degré, 408^e degré, 409^e degré, 410^e degré, 411^e degré, 412^e degré, 413^e degré, 414^e degré, 415^e degré, 416^e degré, 417^e degré, 418^e degré, 419^e degré, 420^e degré, 421^e degré, 422^e degré, 423^e degré, 424^e degré, 425^e degré, 426^e degré, 427^e degré, 428^e degré, 429^e degré, 430^e degré, 431^e degré, 432^e degré, 433^e degré, 434^e degré, 435^e degré, 436^e degré, 437^e degré, 438^e degré, 439^e degré, 440^e degré, 441^e degré, 442^e degré, 443^e degré, 444^e degré, 445^e degré, 446^e degré, 447^e degré, 448^e degré, 449^e degré, 450^e degré, 451^e degré, 452^e degré, 453^e degré, 454^e degré, 455^e degré, 456^e degré, 457^e degré, 458^e degré, 459^e degré, 460^e degré, 461^e degré, 462^e degré, 463^e degré, 464^e degré, 465^e degré, 466^e degré, 467^e degré, 468^e degré, 469^e degré, 470^e degré, 471^e degré, 472^e degré, 473^e degré, 474^e degré, 475^e degré, 476^e degré, 477^e degré, 478^e degré, 479^e degré, 480^e degré, 481^e degré, 482^e degré, 483^e degré, 484^e degré, 485^e degré, 486^e degré, 487^e degré, 488^e degré, 489^e degré, 490^e degré, 491^e degré, 492^e degré, 493^e degré, 494^e degré, 495^e degré, 496^e degré, 497^e degré, 498^e degré, 499^e degré, 500^e degré, 501^e degré, 502^e degré, 503^e degré, 504^e degré, 505^e degré, 506^e degré, 507^e degré, 508^e degré, 509^e degré, 510^e degré, 511^e degré, 512^e degré, 513^e degré, 514^e degré, 515^e degré, 516^e degré, 517^e degré, 518^e degré, 519^e degré, 520^e degré, 521^e degré, 522^e degré, 523^e degré, 524^e degré, 525^e degré, 526^e degré, 527^e degré, 528^e degré, 529^e degré, 530^e degré, 531^e degré, 532^e degré, 533^e degré, 534^e degré, 535^e degré, 536^e degré, 537^e degré, 538^e degré, 539^e degré, 540^e degré, 541^e degré, 542^e degré, 543^e degré, 544^e degré, 545^e degré, 546^e degré, 547^e degré, 548^e degré, 549^e degré, 550^e degré, 551^e degré, 552^e degré, 553^e degré, 554^e degré, 555^e degré, 556^e degré, 557^e degré, 558^e degré, 559^e degré, 560^e degré, 561^e degré, 562^e degré, 563^e degré, 564^e degré, 565^e degré, 566^e degré, 567^e degré, 568^e degré, 569^e degré, 570^e degré, 571^e degré, 572^e degré, 573^e degré, 574^e degré, 575^e degré, 576^e degré, 577^e degré, 578^e degré, 579^e degré, 580^e degré, 581^e degré, 582^e degré, 583^e degré, 584^e degré, 585^e degré, 586^e degré, 587^e degré, 588^e degré, 589^e degré, 590^e degré, 591^e degré, 592^e degré, 593^e degré, 594^e degré, 595^e degré, 596^e degré, 597^e degré, 598^e degré, 599^e degré, 600^e degré, 601^e degré, 602^e degré, 603^e degré, 604^e degré, 605^e degré, 606^e degré, 607^e degré, 608^e degré, 609^e degré, 610^e degré, 611^e degré, 612^e degré, 613^e degré, 614^e degré, 615^e degré, 616^e degré, 617^e degré, 618^e degré, 619^e degré, 620^e degré, 621^e degré, 622^e degré, 623^e degré, 624^e degré, 625^e degré, 626^e degré, 627^e degré, 6

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi



a step forward in your career

INTEL, a unique company with an unbroken record of achievements in the technological development of the semiconductor industry. Our products range from solidstate memories and microprocessors to microcomputer systems. The markets for our products are recognized as some of the fastest growing in the world. This growth offers exceptional possibilities to expand your career with INTEL.

major account manager

Paris

- Responsible for overall coverage of top multinational companies based in France, including major contract negotiation.
- Will co-ordinate INTEL's activity for these accounts between INTEL subsidiaries, the European Headquarters in Brussels and the Major Account group of our U.S. Headquarters in California.
- Will be responsible for the achievement of sales quota for the entire INTEL product line.

This position requires a minimum of 3 years of sales experience in electronic components and/or electronic products, preferably within a multinational company. Fluency in English and French is a must.

sales manager

Spain

- Initially based in Paris the position includes overall sales responsibilities for our entire product line in Spain and Portugal.
- Will be responsible for the achievement of sales for our OEM customers as well as our accredited distributors.
- Will report to the Area Sales Manager of Southern Europe.

The candidate should have experience as a senior sales engineer or in sales management with a solid experience in electronic components and/or electronic products.

He preferably has a good knowledge of the Spanish electronics market.

He speaks excellent Spanish and has a good command of French and English.

experienced sales engineers

Paris-Lyon

- Responsible for overall coverage of specific accounts for the entire product line.
- Will negotiate contracts in liaison with Regional Management and European Headquarters in Brussels.

This position requires a minimum of 2 years sales or industrial experience in electronic components and/or electronic products.

Good command of English and French is necessary.

if you want to take a step forward in your career

please apply with a detailed resume and a photograph to Micheline Ladouet, Intel Corporation, 5 place de la Balance, SILIC 223, 94528 Rungis cedex.



COMPAGNIE INTERNATIONALE DE SERVICES EN INFORMATIQUE

recherche

un ingénieur

Chef de projet en calcul de mécanique des milieux continus : développement de programmes, traitement de problèmes, contact clientèle, encadrement d'une petite équipe.

Formation : Grande École d'ingénieurs et quelques années d'expérience.

Adresser C.V. et présentations à : CISI, Direction du Personnel, 35, boulevard Brune, 75014 PARIS.

Assistant au chef comptable

La compagnie des Services DOWELL SCHLUMBERGER, recherche pour Paris un cadre d'au moins 28 ans, titulaire du DECS et justifiant d'une expérience professionnelle au sein d'une multinationale.

Il doit en outre bien connaître la fiscalité française. Sa mission : assister directement le Chef Comptable de la Société. Cela consiste, au sein d'une équipe de 12 personnes, à superviser les comptes fiscaux, à participer à l'élaboration des comptes financiers de la Société et de ses succursales établies dans une dizaine de pays. Il s'agit également de suivre des opérations bancaires et des échanges internationaux, de participer à l'établissement des budgets. Et de superviser le personnel de service.

Envoyer lettre de candidature, CV avec photo et rémunération souhaitée à :

The recruiting Coordinator
Compagnie des Services
DOWELL SCHLUMBERGER
8, rue Bellini 75782 Paris Cedex.

CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS
STAGE REMUNERE du 7 Novembre 1979 au 28 Mars 1980.
pour JEUNES (- de 26 ans) et VIEUXS concernés par le Pacte National 79.
Titulaires d'un DIPLOME DE 2^e CYCLE UNIVERSITAIRE.

«Gestion du Personnel et Amélioration des conditions de travail»

Cloture des inscriptions: lundi 8 Octobre
Dossier d'inscription sur demande à IFACE
79, avenue de la République 75011 Paris - Tél. 355.39.08 poste 448

IMPT ÉTABLISSEMENT FINANCIER

recherche pour son SERVICE PUBLICITE

UN (E) ASSISTANT (E) DU CHEF DE PUBLICITE MEDIA

Sous la responsabilité du Chef de Publicité sera chargé de :

- l'entretien à différents niveaux de campagnes publicitaires au niveau de la conception;
- surveiller la conformité des documents d'exécution en fonction de la maquette agréée;
- suivre les plannings d'avancement des différents projets.

Au niveau de la fabrication, la connaissance des différents types d'impression est exigée, assurer les contacts nécessaires avec les fournisseurs extérieurs.

Expérience d'agence de publicité 2 à 3 ans. Anglais souhaité.

Env. C.V. photo, prêt de salaire de 25.796 à : CONTESSE Publicité, 20, av. Opéra, Paris (1^{er}).

chef de produit senior

INDUSTRIE PHARMACEUTIQUE

La Filiale Française d'un Groupe International recherche un CHEF DE PRODUIT SENIOR à très fort potentiel. Sous la responsabilité du Directeur de la Division Pharmaceutique, il élaborera et met en œuvre la stratégie de lancement et les plans de promotion, définira les objectifs de vente, c'est-à-dire un professionnel d'environ 30 ans ayant à son actif une expérience réussie de la mise en œuvre des techniques de marketing et de gestion. La connaissance de l'industrie Pharmaceutique n'étant pas indispensable. Ce diplômé d'une Grande École de Gestion (HEC, ESSEC, ESCP, MEA) maîtrisant parfaitement l'anglais. Il doit avoir une excellente présentation et la capacité d'intégration rapide au sein d'une équipe jeune et dynamique. Envoyez lettre, manuscrite, C.V. détaillé et photo récente sous référence 574-M à :

selor

72, rue Anatole France 92300 Levallois-Perret

— NC2 —

Société Générale de Service et de Gestion, filiale de la Société Générale

recherche un

Ingénieur Grandes Ecoles

ayant quelques années d'expérience pour lui confier la responsabilité de la définition et du suivi des actions de Service Bureau pour l'ensemble du Groupe.

Lieu d'activité : PARIS.

Les candidatures sont à adresser, sous la réf. LB à SG2 12/14, avenue Vion Whitcomb - 75016 PARIS.



DIRECTEUR GÉNÉRAL DE LA FILIALE PHARMACEUTIQUE FRANÇAISE D'UN GROUPE MULTINATIONAL, je cherche, pour assurer notre développement.

un directeur commercial

Il sera mon adjoint direct et prendra en charge la fonction commerciale complète : visites médicales, études marketing, publicité, exportation. Il sera, bien sûr responsable de l'élaboration du budget promotionnel.

C'est un homme de 35 ans minimum, pharmacien ou de formation commerciale, ayant déjà une dizaine d'années d'expérience dans l'industrie pharmaceutique. Il parle couramment l'anglais. Il ne tient qu'à lui de progresser dans le groupe.

Ce poste est basé à PARIS.

Veuillez adresser, s'il vous plaît, votre curriculum vitae avec une lettre manuscrite à notre conseil, sous la référence 127 LM.

jacques tixier s.a.

7 rue de Logelbach 75017 Paris

société générale de fonderie

Leader dans l'équipement de l'Habitat

CHAPPEE JACOB DELAFON

Le Groupe S.G.F. consolide sa position de leader dans l'équipement de l'Habitat et accorde sa diversification vers les énergies nouvelles (Pompes à chaleur en particulier).

Pour participer à ces développements, nous recherchons :

DES CADRES DE FORT POTENTIEL

(X, ECP, MINES, AM, HEC, ESCP, ESSEC, MBA...)

Après une période de formation à l'Entreprise, au travers de missions techniques, administratives, commerciales... nous leur confierons des responsabilités de management.

Les deux postes ci-dessous F et G peuvent déboucher sur l'une de ces responsabilités.

PLAN INFORMATIQUE :

Nous nous dotons d'un nouvel outil informatique (implémentation d'IBM 8100 dans les 25 établissements) et recherchons pour compléter l'équipe chargée de la mise en œuvre du plan informatique :

UN ORGANISATEUR

diplômé de l'Enseignement supérieur (Ingénieur ou équivalent) ayant l'expérience des problèmes de gestion, principalement de gestion de production, pour être l'interface entre les utilisateurs et les équipes de réalisation informatique.

Ce poste suppose d'excellentes aptitudes à l'analyse et à la synthèse, un sens développé de la négociation et de la communication.

MARKETING :

Le service Marketing Chauffage (marques CHAPPEE) recherche :

UN CHARGE D'ETUDES COMMERCIALES

MISSION : Fournir les éléments objectifs, qualitatifs et quantitatifs de connaissance du marché permettant l'élaboration de la politique de marketing, le lancement de nouveaux produits et le contrôle des réalisations.

PROFIL :

Solide formation économique et statistique (DES Gestion, ISUP...).

Expérience confirmée à un poste d'études économiques.

Anglais indispensable.

Ecrire avec C.V. et présentations à Mme M.T. MARTIN S.G.F. - 8, Place d'Iéna - 75016 PARIS.

30.10.1979

offres d'emploi

NR2

Société Générale de Service et de Gestion, filiale de la Société Générale

Ingénieur Grandes Ecoles

avant quelques années d'expérience
confier la responsabilité des actions de Service et de Gestion
Lieu d'attribution : Paris
Les candidatures doivent être adressées à :
1814, avenue Victor Hugo, 75009 Paris

NR2

Directeur commercial

Le Directeur commercial est responsable de l'activité commerciale de la Société. Il doit assurer le développement de la clientèle, la gestion des commandes, la livraison des produits et le suivi des clients. Il doit également assurer la formation et le développement du personnel commercial.

jacques fixier s.a.
7 rue de la République 75011 Paris

Société Générale de Service et de Gestion

CHASSE ASSOCIATION

Les cadres de Port Potentiel

Le cadre de Port Potentiel est responsable de l'activité commerciale de la Société. Il doit assurer le développement de la clientèle, la gestion des commandes, la livraison des produits et le suivi des clients. Il doit également assurer la formation et le développement du personnel commercial.

Le cadre de Port Potentiel est responsable de l'activité commerciale de la Société. Il doit assurer le développement de la clientèle, la gestion des commandes, la livraison des produits et le suivi des clients. Il doit également assurer la formation et le développement du personnel commercial.

Le cadre de Port Potentiel est responsable de l'activité commerciale de la Société. Il doit assurer le développement de la clientèle, la gestion des commandes, la livraison des produits et le suivi des clients. Il doit également assurer la formation et le développement du personnel commercial.

Le cadre de Port Potentiel est responsable de l'activité commerciale de la Société. Il doit assurer le développement de la clientèle, la gestion des commandes, la livraison des produits et le suivi des clients. Il doit également assurer la formation et le développement du personnel commercial.

Le cadre de Port Potentiel est responsable de l'activité commerciale de la Société. Il doit assurer le développement de la clientèle, la gestion des commandes, la livraison des produits et le suivi des clients. Il doit également assurer la formation et le développement du personnel commercial.

Le cadre de Port Potentiel est responsable de l'activité commerciale de la Société. Il doit assurer le développement de la clientèle, la gestion des commandes, la livraison des produits et le suivi des clients. Il doit également assurer la formation et le développement du personnel commercial.

Le cadre de Port Potentiel est responsable de l'activité commerciale de la Société. Il doit assurer le développement de la clientèle, la gestion des commandes, la livraison des produits et le suivi des clients. Il doit également assurer la formation et le développement du personnel commercial.

Le cadre de Port Potentiel est responsable de l'activité commerciale de la Société. Il doit assurer le développement de la clientèle, la gestion des commandes, la livraison des produits et le suivi des clients. Il doit également assurer la formation et le développement du personnel commercial.

Le cadre de Port Potentiel est responsable de l'activité commerciale de la Société. Il doit assurer le développement de la clientèle, la gestion des commandes, la livraison des produits et le suivi des clients. Il doit également assurer la formation et le développement du personnel commercial.

Le cadre de Port Potentiel est responsable de l'activité commerciale de la Société. Il doit assurer le développement de la clientèle, la gestion des commandes, la livraison des produits et le suivi des clients. Il doit également assurer la formation et le développement du personnel commercial.

Le cadre de Port Potentiel est responsable de l'activité commerciale de la Société. Il doit assurer le développement de la clientèle, la gestion des commandes, la livraison des produits et le suivi des clients. Il doit également assurer la formation et le développement du personnel commercial.

Le cadre de Port Potentiel est responsable de l'activité commerciale de la Société. Il doit assurer le développement de la clientèle, la gestion des commandes, la livraison des produits et le suivi des clients. Il doit également assurer la formation et le développement du personnel commercial.

Le cadre de Port Potentiel est responsable de l'activité commerciale de la Société. Il doit assurer le développement de la clientèle, la gestion des commandes, la livraison des produits et le suivi des clients. Il doit également assurer la formation et le développement du personnel commercial.

REPRODUCTION INTERDITE

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

transac groupe CGE

pour assurer son expansion
et développer de nouveaux produits, (matériel et logiciel)
recherche
POUR SON SERVICE "SYSTEMES ET APPLICATIONS"

EN BANLIEUE SUD:

INGENIEURS LOGICIELS DEBUTANTS

(réf. 623 A)
Université ou Grande Ecole
Formation informatique

INGENIEURS LOGICIELS CONFIRMES

(réf. 623 B)
2 ans d'expérience en langage d'assemblage
sur système avec télécommunication de
préférence sur mini-ordinateur.

ANALYSTES

(réf. 623 C)
2 ans d'expérience en programmation
assembleur sur mini-ordinateur.
Connaissance en télécommunication appréciable.

ANALYSTES PROGRAMMEURS

(réf. 623 D)
2 à 4 ans d'expérience en langage évolué
(basic-cobol ou autre)
POUR REALISATION DES LOGICIELS
au sein de petites équipes sur sa gamme
de terminaux intelligents
- saisie avec télécommunication intégrée
- système de mini-gestion
- nouveaux réseaux TRANSPAC, SNA,
DSA, etc...

INGENIEURS CHIEF DE PROJET

(réf. 623 E)
Ayant 4 à 6 ans d'expérience dans les
systèmes avec télécommunication (BSC -
VIP - HDLC - X 25...)
Les candidats auront à :
- définir en collaboration avec la Direction
Commerciale les spécifications techniques
des systèmes à réaliser
- coordonner la réalisation de ces projets
avec les différents services opérationnels
de la Société
Voyages fréquents - Goût du contact clients.

INGENIEURS

CHIEF DE PROJET EXPORT

(réf. 623 F)
avec le même profil que précédemment,
parlant anglais et allemand couramment,
cette personne aura la responsabilité
technique des affaires avec nos filiales
Suisses et Allemandes.

COORDINATEURS D'AFFAIRES

(réf. 623 G)
Ces ingénieurs plus jeunes (seulement
2 à 4 ans d'expérience) travailleront en
collaboration avec les chefs de projets
(dans les mêmes fonctions) avant de
devenir chefs de projets eux-mêmes.

À PARIS:

INGENIEURS CHIEF DE PROJET

(réf. 623 H)
même profil que 623 E
travail semblable avec une teinte plus
technico-commerciale.

La développement rapide de notre
Compagnie promet à des candidats
dynamiques :
- un travail varié sur différents produits
et différents matériels,
- des prises de responsabilité
au sein de groupes de travail,
- une évolution d'activité vers des carrières
technico-commerciales ou autres.

Prévoir envoyer
candidature manuscrite
avec CV, photo et
prétentions à :
Mme VOLLON, TRANSAC SA
Centre Pierre Herrang
91680 BRUYERES LE CHATEL



L'Association Nationale
pour la Formation Professionnelle
des Adultes
recherche pour son Centre de
NEUILLY-sur-MARNE (93)

UN INFORMATICIEN (INGENIEUR OU MAITRISE EN INFORMATIQUE)

Possédant une expérience d'au moins
5 ans dans l'étude et la mise en place
d'applications transactionnelles à base
de télétransmission.
Une connaissance de l'environnement
d'une PME est souhaitée ou à défaut,
celui d'un petit ou moyen système
raccordé à un réseau.
Ce futur enseignant sera chargé :
- d'étudier et de conduire des formations
orientées vers les systèmes de
télétransmission,
et/ou
- de participer à la formation technico-
pédagogique et au perfectionnement
des Professeurs;
- d'assurer la conception,
l'expérimentation et la réalisation
des formations.
Un plan de formation de plusieurs
mois est prévu pour le candidat
reçu.
Si cette offre vous intéresse,
adressez C.V. détaillé et prétentions à :
ALAIN DESPOIS
A.F.P.A.
13, place de Villiers
93108 MONTREUIL

afpa

INDUSTRIE AERONAUTIQUE

recherche pour l'Etat (ST) proche
grande ville universitaire

JEUNE CADRE DE GESTION

DECS ou ESC
(option finances-comptabilité)
Courte expérience compt. analyt.
ou débiteur + stage.
Atteint : responsabilités
évolutives dans un service de
comptabilité analytique
(10 pers.) moyens informatiques
Poste d'avenir stable.
Adr. C.V. détaillé à :
SEITEC
CONSEIL EN RECRUTEMENT
6097 ST-REMY-DE-LOIRE
sous référence 807.

CISI COMPAGNIE INTERNATIONALE DE SERVICES EN INFORMATIQUE

un ingénieur

Chef de projet réalisation informatique scientifique : développe-
ment d'importants programmes d'applications (éléments finis,
graphiques, systèmes interactifs, langages d'utilisation...)
Formation supérieure et quelques années d'expérience.
Adressez C.V. et prétentions à :
CISI, Direction du Personnel, 35, boulevard Brune, 75014 PARIS

prematec

Informatique à visage humain

S.S.C.I. 9 ans d'existence, 70 personnes, C.A. 12 MF
recherche pour travail en petites équipes autonomes à Paris et à Dijon

ANALYSTES-PROGRAMMEURS

EXPERIENCE IBM 34

Avantages sociaux, horaires souples, intéressement aux résultats,
carrières et salaires fonction de la réussite.
Adressez curriculum vitae + photo et prétentions
11, boulevard Sébastopol - 75001 PARIS

VILLE 1500 habitants - Région
parisienne - recruté par voie
de mutation ou de détachement

SECRÉTAIRE GÉNÉRAL (E)

expérimenté (e). - Ecrire :
M. J. L. Centrale d'Annuaire
121, rue de Beaumarchais, Paris-2
Recherches Fme mécanographique
expérimentée. Bureau
Mons, compta, taxes compta
clients par descripteur multi-
média. - Ecrire : Société
107, avenue Jean-Jaurès, 93121
LA COURNEUVE. Tél. 63-65-97.

INSTITUT DE LANGUES

ch. JNE FME AMERICAINE
NATURALISÉE ou ANGLAISE,
éventuellement posséd. voiture,
pour cours - Tél. samedi au
77-12-12, et soir : 200-57-34.
Rech. pour motiver pour
l'acquisition de 3 à 10 h. d'une
dialecte 17 mois présent, troubles
de comportement, T.M. 67-54-44.

Responsable Comptabilité Clients

80 000 F/an +

Notre Société située à PARIS dans le 8^e arrondissement crée et fabrique des
articles de prestige qu'elle commercialise dans le monde entier. Sa Direction
Financière recherche pour notre siège le RESPONSABLE DU SERVICE
COMPTABILITE CLIENTS.
Il organise, anime et contrôle le travail de 10 personnes : facturation, correspon-
dances, comptabilisation des ventes, statistiques concernant une clientèle française
et étrangère très diverse (magasin détail et ventes en gros).
De formation BAC G2, BTS Comptable ou équivalent, âgé d'au moins 27 ans, il
justifie de plusieurs années de pratique de la comptabilité. Il lit l'anglais.
Le poste exige : aptitude au commandement, excellente expression écrite et
orale, goût des responsabilités, sens des relations avec la clientèle.
Méthode d'admission : lettre manuscrite, C.V. et rémunération actuelle sous référence
79209 M à notre Conseil
EMPL. - centor
13 bis, rue Henri Miroir
75008 - PARIS

C. M. I. S.

recherche

UN INGENIEUR CONSULTANT

Formation ESSECO, EKO.
En matière de bases de données et de traitement
d'informations.
Débutant ou 2 ans d'expérience dans les Etudes
de Marché.
Adressez C.V. + photo à Mme DERPINSKI
C.M.I.S.
123, boulevard de Grenelle, 75015 PARIS.

recherche pour son Siège Social d'ORSAY,
afin de pourvoir le poste de

RESPONSABLE ORGANISATION ET ETUDES DE LA DIVISION PRODUCTION

CENTRALIEN

Possédant : expérience professionnelle minimum
2 ans en organisation, gestion, informatique et/ou
domaine technique.
Bonne connaissance de l'Anglais indispensable.
Adressez C.V. au Service du Personnel
PFIZER France 88, rue de Paris 91400 - ORSAY

IMPORTANTES SOCIÉTÉS
DE DISTRIBUTION ALIMENTAIRE

recherche

CHARGÉ (E) de RELATIONS EXTERIEURES

qui participera à la définition de l'image de la
Société et assurera les contacts avec les médias.
- Diplômé d'études supérieures.
- Expérience dans la profession.
- Lieu de travail : PARIS.
Adressez C.V. et prétentions à M. H. BACQUET,
I.T.M. ENTREPRISES,
24, rue Auguste-Charbrière, 75015 PARIS.

IMPORTANT FÉDÉRATION PROFESSIONNELLE

recherche

JURISTE

ayant acquis 2 à 3 ans d'exp. professionnelle en :
DROIT SOCIAL ET DROIT DES AFFAIRES
Ce collaborateur (trice) sera chargé (ée) de la
rédaction des circulaires adressées aux Adhérents
et des consultations téléphoniques.
Dépendant du chef du département juridique et
social, il (elle) devra avoir un esprit d'initiative
et pouvoir participer à des réunions paritaires.
Adressez C.V., prétentions, photo à M. T. 15.500 M,
RÉGIE PRESSE - 85 bis, rue Beaumarchais, 75002 Paris,
qui transmettra.

Société de Conseil Immobilier de tout premier plan

Paris recherche

JEUNE CADRE

à vocation commerciale

Le candidat devra :
- Posséder un solide sens commercial et le goût
des négociations ;
- Avoir eu précédemment une première expérience de
contacts commerciaux à haut niveau ;
- Avoir une formation de type Ecole Supérieure
Commerce, Sciences Eco, etc.
Envoyez curriculum vitae, photo sous n° 21.702 à
PA 578, 27, rue du Général-Foy, 75008 Paris.

Leader mondial en Appareillages d'Analyses

Médicales et Industrielles recherche

TECHNICON

un médecin
et un pharmacien

Possédant de sérieuses connaissances en biologie
médicale, ils viendront renforcer notre équipe de
Marketing.
Le goût et le sens des contacts humains sont
nécessaires pour s'intégrer à une petite équipe.
De fréquents déplacements en France sont pré-
vus. La rémunération sera en rapport avec la
valeur et les résultats obtenus par les candidats :
notre société à vocation internationale offre de
larges possibilités d'évolution dans le cadre de son
expansion.
Adressez C.V., photo et prétentions à :
Monsieur COLISTRO - TECHNICON -
BP 10 - 95330 DOMONT.

Importante
Banque Internationale
recherche

Auditeur informaticien

(classe VI)

Le candidat qui dépend du contrôleur général devra :

- assurer tant en France qu'à l'étranger l'inspection des services informatiques du siège et des unités d'exploitation
- s'intégrer, grâce à son aptitude au travail en équipe et à son sens pédagogique, à des équipes pluridisciplinaires
- représenter son département auprès des services d'études afin de faire valoir et respecter les normes de sécurité

Il lui est demandé :

- une expérience réussie de chef de projet
- une connaissance informatique des applications bancaires
- une pratique d'un système d'exploitation (par exemple GCOS...) et du téléprocèsing. Des déplacements fréquents à l'étranger sont à prévoir.

L'anglais serait particulièrement apprécié.

Prière de nous adresser votre CV manuscrit, photo et prétentions (mentionner la référence CIA) que vous transmettez à :

em euro-média france

48, rue de Provence 75009 PARIS

Toutes les candidatures seront traitées avec la plus totale confidentialité.

radar

recherche

JURISTE

SON RÔLE :

- Information et conseil de la Direction Générale et des Sociétés en matière de réglementation économique en général et pour le secteur distribution, parafiscalité, droit contractuel
- Etudes juridiques, contentieux.
- Statistiques, documentation.
- Animation de sessions d'information interne.

LE (LA) CANDIDAT (E) :

- a un diplôme d'études supérieures (Droit, Sciences Eco, HEC, ESSEC, Sup de Co).
- a 2/3 années d'expérience au minimum.
- allie rigueur et ouverture d'esprit.
- est sensible aux problèmes commerciaux et intéressé (e) par la distribution.

NOUS LUI OFFRONS :

- Intégration dans Société en expansion.
- Travail en équipe dans cadre agréable.
- Possibilités importantes de développement du poste.

Lieu de travail : PARIS (8^e)

Envoyer lettre manuscrite avec prétentions, C.V. et photo à : Madame LABIE

25, rue François-1^{er} - 75008 PARIS

GESTION IMMOBILIÈRE PARIS

UNE SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE À PARIS,

cherche une

ASSISTANTE DE GESTION.

A 25 ans minimum, B.T.S. de secrétariat ou études supérieures, elle a déjà une expérience de la gestion immobilière. Elle est motivée par les tâches administratives et a le sens des chiffres. Statut cadre.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature à notre conseil, sous la réf. 130.

jacques fixier s.a.

7 rue de la République 75011 Paris

Filiale d'un groupe international - C.A.

120 millions de francs

13 agences réparties

dans toute la France,

recherche

RESPONSABLE

du service crédit

FONCTION : suivi détaillé des comptes clients, contrôle des conditions de paiement en fonction des politiques commerciales et financières, relance des retards de paiements, évaluation des risques, contentieux, responsabilité de rapports mensuels à la Direction Financière et à la Maison Mère. Le candidat retenu aura une formation juridique, comptable, informatique et 5 ans d'expérience dans une fonction similaire dans une Société à caractère international.

Anglais indispensable.

Lieu de travail proche banlieue Ouest.

Adressez lettre manuscrite avec C.V., détaillé, photo et prétentions au Chef du Personnel

FLYGT FRANCE S.A. - B.P. 398

92153 SURESNES.

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

DIRECTEUR DES RELATIONS SOCIALES

Le Président du Groupe des Transports MORY (6.000 personnes) cherche un successeur au Responsable — dont la recherche approche — du service chargé :

- d'assurer la Direction Générale et l'encadrement hiérarchique décentralisé dans leurs responsabilités de gestion de personnel ;
- d'assurer la gestion administrative centralisée des régimes de retraite et de prévoyance ;
- de développer la politique de formation professionnelle.

Profil du candidat recherché :

- être âgé de 35 ans minimum ;
- être un spécialiste et un praticien éprouvé de la législation sociale ;
- avoir exercé une responsabilité de haut niveau dans un service de personnel d'une grande entreprise.

Adr. candidature et C.V. détaillé à MORY S.A., Secrétariat Général, 92-88-10, 75461 Paris Cedex 10.

S.G.N. SOCIÉTÉ GÉNÉRALE POUR LES TECHNIQUES NOUVELLES

Groupe COGEMA (CEA) TECHNIP

spécialisé dans l'engineering nucléaire recherche PLUSIEURS

CADRES D'APPROVISIONNEMENT CONFIRMES

POUR SES SERVICES :

ACHAT : expérience de plusieurs années acquise dans société engineering plus particulièrement dans les domaines suivants :

- machines spéciales en moyenne mécanique
- chaudronnerie aciers inoxydables
- installations de ventilation procédés
- production et distribution de fluides utilisés.

Formation d'ingénieur souhaitée.

RELANCE : expérience d'un service d'ordonnement en usine ou en suivi de commandes d'une Société d'engineering. Formation technique indispensable.

Anglais et/ou allemand appréciés. Envoyer C.V., photo, présentations à SGN, Service du Personnel - B.P. No 30 - 75104 ST-QUENTIN-EN-YVELINES CEDEX.



THOMSON-CSF ACTIVITÉ SPATIALE

INGÉNIEURS PROJETS SPATIAUX

POSITION I, II ou III GRANDES ÉCOLES - SUP-ÉLEC, SUP-TELECOM - SUP-AERO

Quelques années d'expérience ou débutant.

MISSION : - conception, - développement, - gestion de projets spatiaux.

DOMAINES : - TELECOMMUNICATIONS, TELEVISION, TRANSMISSION D'IMAGES, ELECTRONIQUE NUMÉRIQUE ou ANALOGIQUE.

Anglais parlé et écrit. Lieu de travail : région parisienne - province.

Adresser C.V., rémunération souhaitée, photo à : Service du Personnel Département Espace-Satellites B.P. 31 - 92201 NEUILLY-LE-FORET.

SOCIÉTÉ DE PRÊT-A-PORTER MASCULIN

CADRE COMPTABLE niveau D.E.C.A.

Expérience : - méthodes comptables anglo-saxonnes et reporting mensuel.

- connaissance de l'informatique (IBM-34), - gestion trésorerie, - comptabilité industrielle.

Anglais apprécié mais non indispensable. Rémunération en fonction de l'expérience et des capacités.

Poste à pourvoir très rapidement à PARIS.

Adr. C.V., prêt. à ROYER - B.P. 56 PARIS (104).

L'UNION DES CAISSES CENTRALES DE LA MUTUALITÉ AGRICOLE

jeunes diplômés (ées)

d'enseignement supérieur, licenciés en droit privé, ayant des connaissances en droit social.

Ils seront chargés d'études et du contrôle technique de la législation sociale.

Adresser lettre de candidature avec C.V. et photo à : U.C.C.M.A. - Département Gestion du Personnel - 8/10, rue d'Antony - 75008 PARIS.

Société française Hoechst

vous propose à COMPAGNIE (OISE) dans sa principale unité de fabrication, la poste de

INGÉNIEUR TRAVAUX NEUFS ELECTRICITE

VOTRE MISSION : Au sein des Services Techniques de l'Usine : Vous participez aux avant-projets et à la mise au point des programmes de renouvellement et d'amélioration.

Vous êtes responsable de la réalisation (sur le plan technique, coûts et délais) des installations électriques de contrôle et de régulation. Vous assurez l'assistance technique des services d'exploitation et d'entretien.

Pour réussir, il vous faut : - une formation Ingénieur Grande Ecole (ECP, ESE ou équivalent) - une expérience industrielle similaire de 3 à 5 ans minimum.

- la connaissance de l'allemand.

L'expérience acquise dans ce poste clé permettra une large évolution de vos responsabilités au sein de l'usine et de la Direction Industrielle de la Société.

Adresser C.V. et présentations sous référence 239 à notre Département Ressources Humaines - Tour Roussel Nobel Cedex 03 92080 PARIS LA DEFENSE.

AÉROSPATIALE Division des engins tactiques

Proche banlieue Sud de Paris recherche

INGÉNIEURS ÉLECTRONICIENS

1) Débutants. 2) Ayant 2 à 3 années d'expérience. Formation ENST - ESP - INPG - ECP - ENSAE.

Départ des obligations militaires, pour assurer la conception, l'étude et la mise au point au niveau électronique des systèmes d'armes.

Adresser lettre man. C.V. dét. photo, n° 24 824, CONTEXTE PUBLICITÉ 20, av. de l'Opéra, PARIS (17), qui transmettra.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ FILIALE D'UN GROUPE MULTINATIONAL

recherche pour sa Direction Financière Région Parisienne

1 CONTROLEUR DE GESTION

Ce poste conviendrait à un généraliste de la gestion ayant :

- Le goût des activités internationales.
- Une formation de grande école commerciale.
- Une expérience de 5 ans minimum dans une fonction similaire.
- De bonnes connaissances en Anglais et en espagnol.

Envoyer C.V., photo et présentations sous référence 75261 M à BLEU Publicité 17, rue Lebel - 94300 VINCENNES

NCR FRANCE

SYSTÈMES INFORMATIQUES

N° 1 mondial des terminaux du secteur distribution (supermarchés) recherche pour PARIS

Programmeurs et Analystes

(Formation IUT ou équivalent Cobol souhaité)

Pour participer au développement d'applications de gestion et assurer le contrôle et le suivi des installations sur le territoire National.

Cette fonction exige sans des responsabilités et des relations humaines dans un secteur de pointe et implique une formation spécifique NCR et des perspectives de carrières intéressantes.

Envoyer C.V. et rémunération souhaitée à NCR - Direction du Personnel Tour Mestrum - 20 Place de Selva 92088 Paris La Défense Cedex 20

INGÉNIEUR-ÉLECTRONICIEN

Pour importante Société équipements automobile en région parisienne.

Il sera chargé d'assurer l'élaboration et l'application d'une politique qualité dans un secteur en expansion.

CE POSTE CONVIENTRAIT À : - Un homme de 35 ans minimum ; - Ayant une expérience de la production ; - Une expérience confirmée de la production électronique et la connaissance de la langue anglaise seraient appréciées.

Envoyer C.V., photo et présentations à n° 25.989, CONTEXTE PUBLICITÉ, 20, av. de l'Opéra, 75040 PARIS Cedex 01, qui tr.

Société Multinationale Produits de Grande Consommation

recherche

un Inspecteur des Ventes

REGION PARISIENNE

Connaissant la distribution moderne. Il devra :

- solliciter, former, contrôler une équipe de Représentants et de Merchandisers ;
- gérer une zone d'inspection en fonction d'objectifs concertés et à l'aide de moyens tant promotionnels que budgétaires.

Il sera dynamique, jeune, 28 ans minimum. Voiture indispensable.

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et présentations sous référence 4350 à L.T.P. 31, Bd Bonne Nouvelle 75082 Paris Cedex 02 - qui transmettra

IMPORTANT ORGANISME PUBLIC PARIS

recherche pour

- études législatives et réglementaires ;
- informations pratiques aux entreprises ;
- rédaction de publications.

DEUX JURISTES

Ayant une expérience en droit des affaires, diplômés du troisième cycle et possédant une bonne connaissance en :

- Droit administratif et droit économique, pour le premier.
- Droit civil et droit des Sociétés, pour le second.

Envoyer lettre manuscrite, C.V., photo, présentations, à Mme BACHÉDÉ, 13, rue Augustin-Thierry - 75019 PARIS.

L'UNION DES CAISSES CENTRALES DE LA MUTUALITÉ AGRICOLE

recherche

licenciés (ées) en droit privé

chargés de la gestion des sinistres cotéaux (débutants ou possédant une première expérience professionnelle dans l'assurance).

jeunes diplômés (ées)

d'enseignement supérieur

(licenciés en sciences économiques, diplômés d'écoles supérieures de commerce, ingénieurs agronomes).

Pour des postes de chargés d'études appelés à traiter des problèmes d'assurance du monde agricole.

Le goût des contacts et de la mobilité sont nécessaires pour réussir dans cette fonction.

Adresser lettre de candidature avec C.V. et photo à : U.C.C.M.A. - Département Gestion du Personnel - 8/10, rue d'Antony - 75008 PARIS.

IMPORTANT FABRICANT DE MATERIAUX DE CONSTRUCTION

HAUT DE GAMME, LEADER SUR SON MARCHÉ recherche

CHEF DES VENTES

Basé à PARIS, il sera chargé d'animer une équipe de vendeurs recrutés sur le territoire national une gamme de produits nouveaux.

Le candidat possédant une solide expérience de la clientèle négociant en matière de construction et une grande disponibilité pour les déplacements.

Env. avec CV à Mlle D'ORNANT FIDAL PARIS 18 bis, rue de Villiers - 92308 LEVALLOIS

SOCIÉTÉ DE CONSEIL EN INFORMATIQUE

recherche

jeunes collaborateurs

- 2 à 3 années d'études supérieures

- diplômés de formations militaires

- libres rapidement

- DESIREUX D'ENTREPRENDRE UNE CARRIÈRE dans :

L'INFORMATIQUE

Formation de base assurée dans le cadre d'un contrat de travail avec stage rémunéré.

Adresser lettre de candidat, avec CV détaillé + photo en précisant le date de disponibilité à n° 25286 CONTEXTE PUBLICITÉ 20, av. de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

Importante Société Pétrolière

recherche

INGÉNIEUR de PROCÉDÉS

chargé d'études de procédés relatives à la conception et la réalisation d'installations de production ou de traitement de gaz naturel et d'huile.

Ingénieur grande école, et possible spécialisé en génie chimique et possédant quelques années d'expérience d'exploitation industrielle de production pétrolière ou gazière ou de raffinage ou d'engendrement.

Anglais écrit et parlé indispensable. Adaptation rapide à la technologie des matériels et au calcul informatique.

Mobilité Province-Paris-expatiation.

Env. C.V. détaillé et présentations en rappelant la réf. 23.378 CONTEXTE PUBLICITÉ, 20, av. de l'Opéra, 75040 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

amri

Société Industrielle Française de biens d'équipement en rapide et constante expansion

recherche pour succéder le Directeur plan et développement

UN INGÉNIEUR

Débutant ou 1/2 ans d'expérience avec bonnes connaissances de gestion Anglais courant

Ecrire avec C.V., photo et présentations à : AMRI Service du Personnel 50, Avenue Daumesnil - 75012 PARIS

Jeune H.E.C. - ESSEC

pour très importante SOCIÉTÉ FRANÇAISE D'ÉLECTROMÉNAGER

- pénétrer un marché, vendre et faire vendre, c'est un métier qui vous attire.

- Votre première expérience de la vente, vous sera utile pour acquiescer sur le terrain, les bases techniques de notre profession et vous forger au sein de notre groupe multinational une carrière commerciale liée à vos investissements personnels.

Nous vous offrons : - un fixe + intéressement + prime.

Envoyez-nous avec photo en indiquant votre rémunération actuelle ne 34.503 CONTEXTE PUBLICITÉ, 20, avenue Opéra, Paris-18, qui transmettra.

Leader sur son marché, Société Internationale de produits de loisir, recherche

DIRECTEUR EXPORTATION

ayant déjà occupé ce poste, fortement titré, parlant anglais et espagnol, il aura à vendre monde entier, sans U.S.A. et Allemagne (pays limités) ; il devra créer et animer un réseau d'agents commerciaux dans chaque pays ; il est nécessaire qu'il connaisse bien les problèmes monétaires internationaux, les procédures des crédits export et des licences d'importation, les problèmes de normes internationales, les techniques d'admission.

Envoyer lettre manuscrite, C.V., très détaillée, références + 3 photos à Groupe des Consultants, Moulin du Colombier, ATTICHTY, 90350 Couise-la-Motte.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE CONSTRUCTION ÉLECTRIQUE

(3.000 personnes), recherche pour son siège social à PARIS (15)

COLLABORATEUR COMPTABLE

Titulaire des titres de CEC (Indispensables) Expérience cabinet. Anglais courant. Déplacements en France et hors de France à envisager.

Adr. C.V., photo et présentations sous n° 34.503 ConTEXTE PUBLICITÉ, 20, av. de l'Opéra, Paris-18

SOCIÉTÉ INFORMATIQUE en pleine expansion région OUEST PARIS

ANALYSTES-PROGRAMMEURS

niveau D.U.T. ou équivalent, expérience à un minimum en langage assembleur ou Cobol.

avantages sociaux, mutuelle, tickets restaurant - 13e mois.

Env. C.V., photo et présentations sous n° 4.776 P.M.P., 45, rue de Provence, 75009 PARIS, qui transmettra. Discretion assurée.

IMPORTANTE FABRIQUE DE PEINTURE

recherche pour son service Commercial sélectaire

JEUNE COLLABORATEUR

- Libre de suite

- sachant rédiger

- bonne faculté d'adaptation technique

- Tempérament commercial et esprit d'organisation pour assurer contact par courrier et par téléphone avec la clientèle et le réseau de vente et promouvoir les produits de la Société en appuyant l'effort de vente.

Ce poste assure un avenir brillant pour un élément de valeur.

Adresser C.V., manuscrit et présentations à LA SEIGNEURIE, 20, rue Gallien, 93001 BOBIGNY

IMPORTANTE SOCIÉTÉ JEUNE UNIVERSITAIRE

ouvert sur INFORMATIQUE DE GESTION Ecrire avec C.V. et présentations sous la référence 5178 à : PUBLICOPE-JUNIOR, 11, rue Royale, 75008 Paris.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ JEUNE E.S.C.

pour son département ANALYSES FINANCIÈRES. Ecrire avec C.V. et présentations sous la référence 5138 à : PUBLICOPE-JUNIOR, 11, rue Royale, 75008 Paris.

Recherches PROFESSEUR EXPÉRIMENTÉ DE PHILOSOPHIE pour classe terminale A Tél. : 325-49-83

CLINIQUE ERMONT (95) Tél. 659-48-12 - recherche - PANSEUR (95) D.E. - INFRAMIR (E) D.E. - AIDE-SOIGNANTE D.E. Saine et hor. intéressants

représentation offres

MULTICARTES

ou

GROSSISTES

pour prise d'ordre ou laines sur place, caissettes, arts culinaires.

Ecrire à M. EL-BEDKI, 86, boulevard Carnot, 61000 AGEN.

La mort du Juste

l'ambassadeur à Rome donna alors une grande réception, contre laquelle protesta le parti communiste. C'était la politique d'Etat, déjà et toujours ! Et l'on s'étonne quand même que les décennies écoulées n'aient pas cassé les schémas idéologiques ni les certitudes de Leonetti.

JACQUES NOBECOURT.

Sont publiés au *Journal officiel* du mercredi 19 septembre 1979 :

DÉS DÉCRETS

- Pris pour l'application de la loi n° 79-44 du 18 janvier 1979 portant modification des dispositions du code du travail relatives aux conseils de prud'hommes et aux conditions de recrutement en vue du scrutin du 12 décembre 1979 ;
- Modifiant le décret n° 73-579 du 22 octobre 1973 relatif à l'attribution d'une indemnité de pécule en faveur de certaines personnes des administrations de l'Etat.

Horizontalement :
 I. Attente. — II. Foule ; Une. —
 III. Fils ; IT. — IV. Ekan.
 Rdda. — V. Carcaul. — VI.
 Ectien. — VII. Armé. — In.
 VIII. Tote. — Ecu. — IX. Es.
 Tache. — X. Os ; Balne. — XI.
 Néantier.

Verticalement :
 1. Affection. 2. Tote.
 Roess. 3. Tulardier. 4. Ekan.
 coes ; En. — 5. Ne ; Etat.
 — 6. Geals. — 7. Eu ; Duo.
 Ecu. — 8. Nid ; Niches. —
 9. Métal ; Nue.

GUY BROUTY.

[illegible]

La raffinerie de pétrole de Tchécoslovaquie.

et l'ex-
celles
mes et de
projet
prises,
deviens
sement,
sures
ent à la
Projet
et son
de
dans
sont
publie
est ap-
de na-
toute
sont
sieurs

me
fin
don
tail
de s
est
en-
que
bâti
son
du p
me
app
prie
fin
plus
exp
ont
prie
Th

de l'india 50

Conseils et financements de grands programmes de développement: une des spécialisations de la Banque Morgan

Membre FDIC



Le financement de cette usine d'ammoniaque à Trinidad, une association du gouvernement de Trinidad et Tobago et d'une société américaine, a été mis en place par le groupe "Project Finance" Morgan. Ici à gauche, un responsable de l'usine décrit la phase suivante du projet à James Berliner et Michael Stephen, Vice Présidents de Morgan.

Le développement, l'extraction et l'exploitation des ressources naturelles requièrent de vastes programmes et de lourds investissements. Un seul projet peut comprendre plusieurs entreprises, privées et publiques et diverses devises. Face à la complexité de ces problèmes, les gouvernements et les entreprises multinationales s'adressent souvent à la Banque Morgan et à son groupe "Project Finance" pour sa compétence et son expérience dans ce domaine.

Les experts "Project Finance" de Morgan Guaranty ont des clients dans le monde entier : dans les secteurs minier, chimique, métallurgique, public et énergétique. Souvent, il est fait appel au groupe "Project Finance" dès la naissance d'un projet. Dès lors, une équipe est formée qui comprend d'autres spécialistes Morgan : des ingénieurs

miniers et pétroliers, des analystes financiers spécialistes d'une industrie donnée, des experts du crédit à l'exportation et en placements privés. Ensemble, ils développent un programme de financement sur mesure, qui tient compte des exigences économiques du projet, ainsi que des aspects fiscaux, légaux et comptables. Ils établissent un plan de remboursement du prêt qui s'accorde au cash-flow du projet.

Les responsables de grands programmes apprécient ces compétences. Ils apprécient aussi notre connaissance précise et immédiate des sources de fonds disponibles sur les principales places financières du monde et notre expérience dans la formation des syndicats de prêteurs de devises multiples pour de grands projets. Notre groupe "Project Finance" est à même de mettre

en rapport prêteurs et emprunteurs de la manière la plus avantageuse pour le projet.

Pour plus de renseignements sur la façon dont Morgan Guaranty conduit un grand programme de développement et la manière dont nous pouvons vous aider à monter un tel programme n'importe où dans le monde, contactez un responsable Morgan.

Morgan Guaranty Trust Company, 23, Wall Street, New York, N.Y. 10015. En France: 14, place Vendôme, Paris (tél.: 260.35.60). *Autres Succursales:* Londres, Bruxelles, Anvers, Amsterdam (Bank Morgan Labouchère), Francfort, Düsseldorf, Munich, Zurich, Milan, Rome, Madrid, St-Helier, Tokyo, Singapour, Hong Kong, Séoul, Nassau, Buenos Aires. *Bureaux de Représentation:* Beyrouth, Sydney, Manille, Jakarta, Kuala Lumpur, Sao Paulo, Caracas. *Filiales Internationales:* San Francisco, Houston, Miami, Toronto (J.P. Morgan of Canada Limited).

Banque Morgan

Le Monde

équipement

A PROPOS DE...

Une décision du gouvernement Thatcher Les P.T.T. britanniques éclatent

Le gouvernement britannique a décidé de séparer la poste et les services financiers, d'une part, et les télécommunications, d'autre part. La décision, qui est l'échec — de cette expérience — sera suivie avec autant plus d'intérêt par le gouvernement et les syndicats français qu'il est régulièrement question, de ce côté-ci de la Manche, de distinguer les activités postales du service téléphonique, réunis aujourd'hui dans un même département ministériel.

Le divorce avait été suggéré, depuis longtemps, en Grande-Bretagne, notamment par une commission d'enquête dont le rapport avait été enterré, en 1977, par le précédent gouvernement travailliste sous la pression du syndicat des postiers. La procédure de séparation prendra entre deux et cinq ans, selon les prévisions officielles. Sir Keith Joseph, ministre de l'Industrie, espère néanmoins, après avoir consulté les diverses administrations, les syndicats, les représentants des industries et des usagers, pouvoir présenter une nouvelle organisation avant la fin de 1980.

La réaction du syndicat des postiers a été — comme on s'y attendait — vigoureusement négative. Son président, M. Jackson, a souligné que la séparation créerait une double bureaucratie dont le public ferait les frais. En fait, le syndicat craint que le développement technique des télécommunications n'accroisse la dégradation des services postaux déjà passablement affaiblis. En revanche, les syndicats des ingénieurs et techniciens des postes approuvent la décision gouvernementale en estimant que le personnel comme le public bénéficieront de la séparation.

Cependant, tous les syndicats se retrouvent unis pour s'inquiéter de l'intention du gouvernement de mettre fin au monopole d'Etat sur les télécommunications, c'est-à-dire de « privatiser » ce service en permettant aux compagnies privées britanniques et étrangères de vendre directement au public le matériel téléphonique, allant de toute la gamme des simples appareils, aux machines à fax, jusqu'aux systèmes complexes utilisant les ordinateurs. Selon la formule de Sir Keith, « toutes les merveilles de la nouvelle technologie » seraient ainsi plus rapidement mises à la disposition des usagers par une administration indépendante des télécommunications. Mais, contrairement à la décision prise pour le pétrole de la mer du Nord, M. Keith a indi-

qué que pour le moment le gouvernement n'envisageait pas de faire appel aux capitaux privés. Le service des télécommunications est, en effet, très rentable puisqu'il a contribué, pour 247 millions, au bénéfice total de 375 millions de livres réalisés par le Post Office au cours de la dernière année fiscale. Cette prospérité est une raison supplémentaire pour les postiers de s'opposer à la division, dans la mesure où le bénéfice des télécommunications subventionnerait indirectement les services postaux peu rentables.

Et le monopole ?

Le gouvernement a bien souligné que la nouvelle corporation des télécommunications gardera le monopole sur l'infrastructure, c'est-à-dire sur les lignes et les câbles. Néanmoins la décision de « libéraliser » la vente du matériel téléphonique provoque de vifs remous. L'administration actuelle du Post Office a fait savoir qu'elle voulait être convaincue que le fin de ce monopole favoriserait le consommateur. Pour le moment, l'administration achète presque exclusivement aux quatre grands fournisseurs britanniques (General Electric, Plessey, Standard Telephone and Cables, Pye) qui, de l'avis des experts, sont distancés par la concurrence étrangère.

Ouvrir le marché national aux fabricants étrangers risquerait de dévaloriser l'industrie britannique au profit des compagnies américaines, allemandes, japonaises et françaises. Par ailleurs, les compagnies européennes bénéficieraient d'une protection de leur marché intérieur assurée par leur monopole. Sir Keith répond que le processus de libéralisation prendra entre trois et cinq ans, délai qui donne aux compagnies britanniques le temps nécessaire pour se préparer à la compétition, non seulement sur le marché intérieur, qui doit atteindre 2 milliards de livres en 1985, mais sur le marché mondial en constante expansion.

L'avenir des services postaux, lui, reste incertain. Le ministre du Commerce a décidé d'ouvrir une enquête sur le rôle des imprimantes dans le secteur de l'industrie des imprimantes, par suite de l'insuffisance des effectifs et de certaines pratiques restrictives, 40 millions de lettres restèrent en souffrance ou furent distribuées avec un retard de plusieurs semaines. Il semble que cette enquête soit l'annonce d'une offensive contre le monopole postal. Aussi bien Sir Keith a déclaré que si l'efficacité du service ne s'améliorait pas, le monopole pourrait être aboli. H. P.

● **Téléconférence à Amiens.** — M. Norbert Segard, secrétaire d'Etat aux P.T.T., inaugura le 18 septembre, un studio de téléconférence à Amiens. Ce studio permet à plusieurs personnes de converser avec un autre groupe situé à plusieurs centaines de kilomètres. Celui d'Amiens est le premier en France à être équipé d'un système de télé-téléphonie, c'est-à-dire que les participants peuvent non seulement s'entendre, mais aussi dessiner un croquis, automatiquement retransmis. (Corresp.)

● **Des vélos pour les factuels.** — Une trentaine de préposés à la distribution du courrier ont manifesté, le 17 septembre, dans les rues de Caen, pour obtenir la prise en charge totale par les P.T.T. des frais d'achat et d'entretien de leurs vélos. En effet, l'administration leur verse seulement 500 F au moment de l'achat et 15 F par mois, en moyenne, au titre de l'entretien. Vingt-huit mille préposés utilisent leur bicyclette comme outil de travail.

VIENDE PARAITRE
ATLASECO 79
Atlas économique et politique mondial
observateur
EN VENTE CHEZ TOUS LES
MARCHANDS DE JOURNAUX - 34 F

PÊCHE

La « guerre de la langoustine »

M. LE THEULE VA RECEVOIR UNE DÉLÉGATION DES MARINERS BRETONS

Le conflit qui oppose actuellement les pêcheurs bretons à la pêche à la langoustine et les autorités bretonnes, qui n'acceptent pas le maillage de leurs filets, vient de connaître une nouvelle péripétie avec l'occupation au Guilvinec des locaux des affaires maritimes. Cette occupation avait été décidée dans l'attente d'une réponse positive de M. Le Theule, ministre des transports, de la mer et de la pêche, à la demande de la délégation des marins-pêcheurs. M. Marc Bécam, maire de Quimper, secrétaire d'Etat aux collectivités locales, doit assister à l'entrevue.

La délégation des marins-pêcheurs sera composée du président du comité régional des pêches et de représentants des syndicats G.G.T., C.F.D.T. et F.V.S.M.P. (Fédération française du syndicat des marins-pêcheurs). M. Marc Bécam, maire de Quimper, secrétaire d'Etat aux collectivités locales, doit assister à l'entrevue.

COLLECTIVITÉS LOCALES

Les ingénieurs des travaux publics ne veulent pas devenir prisonniers des communes

Les ingénieurs des travaux publics de l'Etat (I.T.P.E.) sont inquiets. Après avoir réuni à Paris un congrès extraordinaire, les responsables du syndicat national (F.O.), qui groupe 80 % des quatre mille trois cents ingénieurs I.T.P.E., ont présenté à la presse les raisons de cette inquiétude.

Les ingénieurs I.T.P.E. se sentent menacés de toutes parts : la création éventuelle d'un grand corps d'architectes fonctionnaires risque de leur enlever une partie importante de leurs tâches ; et s'ils approuvent la réforme des collectivités locales et la décentralisation, ils ne veulent pas être offerts en dot aux communes à cette occasion.

Les I.T.P.E. constituent « l'armature technique et administrative » de l'ex-ministère de l'équipement et assurent la représentation territoriale. Ils travaillent aujourd'hui soit pour les transports, soit pour l'environnement et continuent d'assurer des tâches de contrôle pour plusieurs ministères qui n'ont pas de service

locaux. « Partout en France, on trouve les gendarmes, le percepteur et nous », raconte l'un d'eux. Le « subdi » de l'équipement est bien connu des élus et de plus en plus du public au fur et à mesure de la décentralisation des pouvoirs de compétence.

Favorables à la décentralisation, les ingénieurs I.T.P.E. assurent vouloir servir les collectivités locales, « comme ils le font déjà », mais ils tiennent à rester des fonctionnaires d'Etat ou à pouvoir réintégrer, après un détachement, leurs corps d'origine. Ils refusent d'être livrés aux incertitudes de la politique locale. A propos des rémunérations accessoires, leur position est claire : l'Etat doit prendre en charge en totalité la rémunération de ses agents.

S'ils craignent d'être lâchés par l'Etat, les ingénieurs I.T.P.E. se sentent aussi menacés à l'intérieur de leur propre maison. Ils sont carrément hostiles à la création d'un « grand » corps d'urbanistes et d'architectes de l'Etat en projet depuis le regroupement.

En matière d'urbanisme, ils estiment que leur compétence en vaut bien d'autres : « Ceux qui font de l'urbanisme, discipline de synthèse, ont reçu des formations diverses. Les ingénieurs I.T.P.E. prétendent à avoir droit comme d'autres. Pourquoi le concours des urbanistes de l'Etat serait-il ouvert exclusivement aux architectes ? »

« Nos fonctions ne peuvent se limiter à l'application de règlements et de normes », déclarent-ils en faveur de l'air pur et de l'eau fraîche, à l'application des règlements d'urbanisme. Ils critiquent les « contrôles renforcés en matière d'architecture », et ne veulent pas devenir les « élics de l'environnement ». Détenus à l'égard des « ponts », leurs supérieurs, mélangés envers les pécheurs fonctionnaires, ont été indifférents pour les ingénieurs des villes. Les I.T.P.E. font preuve d'un bel esprit de corps. Un corps... frileux. — M. Ch.

IL NE SERA PAS NÉCESSAIRE D'AUGMENTER LES IMPÔTS RÉGIONAUX

estiment les élus d'Ile-de-France

Le bureau du conseil régional de l'Ile-de-France déplore dans un communiqué la sous-consommation des crédits 1978 de la région, alors que « les élus veulent traduire, par leur budget, leur volonté de stimulation de l'investissement en Ile-de-France ».

Sur l'initiative du président du conseil régional, M. Michel Girard (U.D.R.), le bureau a parallèlement constaté, après avoir entendu le rapport présenté par M. Alain Crochet, directeur général du budget de la région, « que le produit des principales recettes fiscales de la région a dépassé de près de 100 millions, en 1978, les prévisions budgétaires initiales ». Dans ces conditions, le bureau « tire la conclusion qu'aucune augmentation de la fiscalité régionale ne sera nécessaire au cours de l'année prochaine » et s'apprête à affirmer cette position lors de l'examen du projet du budget pour 1979.

Parmi les chapitres budgétaires pour lesquels une sous-utilisation très nette a été constatée, le communiqué du bureau cite les équipements routiers : « Les crédits n'ont été engagés qu'à deux tiers, soit un reliquat de 100 millions de francs ». Le bureau estime aussi qu'il est « anormal » que certains équipements correspondant aux crédits votés ne soient engagés qu'avec un très grand retard, en particulier lorsqu'il s'agit de travaux essentiels pour l'activité des entreprises régionales que l'équipement routier ou les parcs de stationnement. »

AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

M. GUÉNA

PLAIDE POUR LE PÉRIGORD

M. Yves Guéna, député et maire R.P.R. de Périgueux, a lancé, mardi 18 septembre, à Paris, un appel aux industriels pour qu'ils viennent installer à Périgueux, « c'est-à-dire à Paris, a-t-il dit, nous formons le souhait que Paris, sous sa forme industrielle, vienne en Périgueux, où toutes les implantations d'usines nouvelles ont réussi ». Pour M. Guéna, « la main-d'œuvre périgourdine est capable, appliquée et curieuse, et les usines fonctionnent dans le calme et le sérieux ».

Ces propos optimistes et volontaires (malgré M. Guéna s'est gardé de tout esprit de rancune) ont été repris par M. Jean Gaillard, président de la chambre de commerce et d'industrie de Périgueux, qui a déclaré : « En Dordogne, il existe un consensus global des responsables économiques, politiques et administratifs pour le développement économique ».

Enfin, M. François Ceyras, président du C.N.P.F., plaident pour une coopération entre la région, dont il est originaire, et le Périgord voisin, a estimé : « Il est capital pour les entreprises françaises d'avoir une économie correctement répartie sur le territoire. Il nous faut régler contre les accumulations lourdes d'entreprises sur les grandes métropoles, dont nous avons été témoins ces dernières années, et qui ont provoqué tant de problèmes économiques et sociaux ».

CIRCULATION

Le plafond des amendes pour excès de vitesse serait relevé

Le garde des sceaux, M. Alain Peyrefitte, devait présenter au conseil des ministres de ce mercredi, un projet de loi proposant d'augmenter le plafond des amendes pouvant être infligées aux automobilistes ayant contrevenu aux règles de limitation de vitesse. Ce plafond, fixé à 2 000 F depuis 1958, serait porté à 6 000 F.

En revanche, l'examen du projet de loi prévoyant une modification du code de la route pour permettre de percevoir directement auprès des automobilistes le montant des amendes pour excès de vitesse est reporté à une date ultérieure.

Ce projet a en effet suscité de très vives réactions de la part des automobilistes et des milieux judiciaires. Ainsi, l'Association française des automobilistes (38, Champs-Élysées, 75008 Paris), qui déclare rassembler trois cent mille personnes, dénonce par avance « toute loi d'exception à l'encontre des seuls conducteurs ».

D'autre part, le comité central de la Fédération nationale des unions de jeunes avocats de France a exprimé « ses vives inquiétudes à l'annonce du projet gouvernemental de réforme du droit des contraventions en matière de circulation automobile ». « Ce projet, explique la Fédération, tend en effet à faire des

policiers à la fois des agents de constatation, des juges et des receveurs du fisc, à surpayer ceux à qui le hasard ou la nécessité ne permettent pas de payer l'amende sur le champ ; sous le prétexte de difficultés de recouvrement, à écarter purement et simplement des procès par la menace des triplements des amendes encourues, les présumés contrevenants qui auraient l'audace de contester les procès-verbaux dressés à leur encontre ; à contraindre les magistrats à appliquer des peines fixes, ce qui est la négation de leur rôle ; à bafouer le principe de la personnalité des peines en procédant pour la même infraction à des peines différentes selon le statut social du prévenu ».

La Fédération rappelle en conclusion que « l'automobiliste, toujours les taxes, quelle qu'en soit la justification avancée, attendent aux libérés fondamentales garanties par la Constitution ». Enfin, l'Association française des victimes de la route (31, rue d'Enghien, 75010 Paris) estime que, dans « le drastique fléau social qui représente les accidents de la route », on n'accorde pas « toute l'attention souhaitable au drame que vivent les familles des victimes ».

TRANSPORTS

Au-dessus des États-Unis

DES PIÈCES SE DÉTACHENT D'UN DC-9 ET D'UN BOEING-707

Incidents en plein vol pour deux appareils de deux compagnies de mal pour les passagers, mais les constructeurs vont devoir de nouveau se poser des questions.

Canada et d'un Boeing-707 d'American Airlines. Plus de peur que de mal pour les passagers, mais les constructeurs vont devoir de nouveau se poser des questions. En effet, selon le communiqué publié par Air Canada, après qu'un de ses appareils eut perdu une partie de son fuselage arrière alors qu'il venait de quitter l'aéroport international de Boston, le lundi 17 septembre, c'est une fissure due à la fatigue du métal qui aurait permis le détachement. L'avion pouvait rebrousser chemin et se poser normalement sur les pistes. Une blessure était légèrement blessée. Après examen, des fissures identiques devaient être décelées sur un autre DC-9 de la compagnie, ce qui entraînerait la révision de la maintenance d'appareils de ce type que possède Air Canada.

Vingt-quatre heures plus tard un Boeing d'American Airlines qui survolait la banlieue de Chicago perdit quatre éléments des volets de l'une des ailes. Les pièces mesurant jusqu'à 150 m. de longueur et la plus importante d'environ 100 m. tombèrent dans un jardin, pesant 130 kilos. Le Boeing ne transportait que du fret. Il venait de San Francisco et s'est posé sans encombre sur l'aéroport international de Chicago.

(Publié)
DÉPARTEMENT DE LA SEINE-MARITIME
DIRECTION DÉPARTEMENTALE DE L'ÉQUIPEMENT
REPUBLIQUE FRANÇAISE
Cité Administrative Saint-Sever - 76037 ROUEN CEDEX
Téléphone : 62-81-44 - Téléc. : DDEROU 770775 F

DEUXIÈME AVIS

COMMUNES D'ISNEAUVILLE, BOISQUILLAUME, FONTAINE-SOUS-PREAUX, SAINT-MARTIN-DU-VIVIER, QUINCAMPOIX, SAINT-ANDRÉ-SUR-CAILLY, PIERREVAL, LA RUE-SAINT-PIERRE, LE VIEUX-MANOIR, ESTOUTEVILLE-ECALLES

M. le Préfet de la Seine-Maritime informe le public que, par arrêté en date du 14 septembre 1979, les communes susnommées ont été rattachées au territoire de la Direction Départementale de l'Équipement de la Seine-Maritime.

— à la Préfecture de la Seine-Maritime, Direction Départementale de l'Équipement, Cité Administrative Saint-Sever, à ROUEN, bâtiment 2, 4^e étage, bureau 78, de 9 heures à 11 h. 30 et de 13 heures à 16 heures, tous les jours (samedis, dimanches et jours fériés exceptés) ;

— à la Mairie d'ISNEAUVILLE, de 9 heures à 12 heures et de 13 heures à 16 heures les jours (samedis, dimanches et jours fériés exceptés) ;

— à la Mairie de BOISQUILLAUME, de 9 heures à 12 heures et de 13 heures à 16 heures, tous les jours (samedis, dimanches et jours fériés exceptés) ;

— à la Mairie de FONTAINE-SOUS-PREAUX, de 9 heures à 12 heures et de 13 heures à 16 heures, tous les jours (samedis, dimanches et jours fériés exceptés) ;

— à la Mairie de SAINT-MARTIN-DU-VIVIER, de 9 heures à 12 heures et de 13 heures à 16 heures, tous les jours (samedis, dimanches et jours fériés exceptés) ;

— à la Mairie de QUINCAMPOIX, de 9 heures à 12 heures et de 13 heures à 16 heures, tous les jours (samedis, dimanches et jours fériés exceptés) ;

— à la Mairie de LA RUE-SAINT-PIERRE, de 9 heures à 12 heures et de 13 heures à 16 heures, tous les jours (samedis, dimanches et jours fériés exceptés) ;

— à la Mairie de LE VIEUX-MANOIR, de 9 heures à 12 heures et de 13 heures à 16 heures, tous les jours (samedis, dimanches et jours fériés exceptés) ;

— à la Mairie d'ESTOUTEVILLE-ECALLES, de 9 heures à 12 heures et de 13 heures à 16 heures, tous les jours (samedis, dimanches et jours fériés exceptés) ;

Près de Tours

LE PREMIER PASSAGE A NIVEAU SOLAIRE

Le premier passage à niveau à énergie solaire a été mis en service à Savonnieres, en Indre-et-Loire, sur la ligne Tours-Saumur. Un capteur comportant un millier de cellules photovoltaïques alimente la fonction des barrières et la signalisation sonore et visuelle. L'énergie est emmagasinée dans des accumulateurs.

En cas de « sous-alimentation » solaire, le système bascule sur le réseau E.D.F. Inversement, une réserve de dix heures de fonctionnement permet de pallier les éventuelles conséquences d'une panne ou d'une panne sur le réseau électrique normal. Enfin, en cas d'accident, un système de sécurité actionne la fermeture des barrières par simple gravité. Fonctionnant depuis le mois de juillet, l'installation demeure expérimentale.

● **RECTIFICATION.** — Dans nos éditions datées 19 septembre nous annonçons la création de deux mille emplois dans une entreprise de transports routiers, spécialisée dans l'acheminement de produits surgelés, qui envisageait d'installer une nouvelle société à Vannes dans le Morbihan. Ce chiffre de deux mille — trop optimiste — était le résultat d'une erreur de transmission. Il s'agit de deux cents emplois.

الطريق إلى

LOGEMENT

Le projet de budget prévoit une stagnation de la construction neuve

L'aide personnalisée s'accroît de 50 %

Au mieux, le rythme de la construction de logements en France, devrait se maintenir en 1980 au niveau de ce qu'il a été en 1979 : globalement, on s'attendait à 420 000 mises en chantier, contre 410 000. On restera encore loin des 430 000 mises en chantier de 1978, sans même remonter à 1973. L'Etat, pour sa part, alimentera la mise en chantier de 357 000 logements en 1980, contre 320 000 qui étaient prévus au budget de 1979, soit un accroissement de 11,6 % ; si l'on tient compte des 30 000 logements supplémentaires aidés décidés par le récent plan de soutien (le Monde du 30 août), cette progression du nombre de logements mis en chantier en 1980 se trouvera ramenée à 5 %.

Les prêts localisés aidés (P.L.A.) permettront la construction de 77 000 logements (70 000 prêts H.L.M. et 7 000 prêts du Crédit foncier), soit 10 % de plus qu'en 1979. Cependant, si l'on considère les 10 000 P.L.A. du plan de soutien qui conduisent à 80 000 logements localisés en 1979, il s'agit d'une légère diminution de 3,7 %.

En accession à la propriété, on observe globalement une augmentation de 3 % du nombre des logements aidés (de 154 080 en 1979 à 200 000 en 1980), mais cela recouvre une baisse de 14,7 % du nombre des prêts à accession à la propriété (145 000 logements PAP au lieu de 170 080) et une forte augmentation (+ 129 %) des prêts conventionnés ouvrant droit à l'A.P.L. (55 000 au lieu de 24 000). Rappelons que les prêts conventionnés, dont les taux d'intérêt sont plus élevés que ceux des PAP, s'adressent à des familles dont les revenus sont aussi plus élevés. Enfin, le budget de 1980 prévoit la distribution de 55 000 prêts conventionnés sans aide personnalisée au logement, contre 36 000 en 1979 (+ 53,3 %), et 28 000 prêts d'épargne-logement contre 20 000.

L'aide à la personne, de son côté, connaît un fort accroissement (+ 43,7 %), puisque la contribution de l'Etat à l'A.P.L. passe de 1 milliard à 1 milliard 400 millions de francs, et le Fonds national d'aide au logement de 2 033 milliards à 2 744 milliards.

Il reste qu'en autorisations de programme consacrées à la construction neuve, le projet de budget s'élève à 24,7 %, le montant des crédits de paiement affectés au budget des charges communes (primes d'épargne-logement, bonifications d'intérêt H.L.M. et Crédit foncier) restant égal à 5,8 milliards de francs.

L'amélioration du parc existant devrait toucher 125 580 logements contre 111 130 en 1979 (+ 13 %). Cela correspond à une baisse de 12,7 % du nombre de logements améliorés en locatif (63 880 contre 73 190) et à une augmentation (+ 62,5 %) des aides aux propriétaires occupants (61 700 contre 37 890).

En fin de compte, le projet de budget actuel ne reflète pas les intentions qui ont été énoncées dans les mesures de soutien de la fin du mois d'août. Il s'agit non d'un budget de relance de la construction mais, peut-être,

d'une stabilisation du mouvement de baisse du rythme de la construction, qui était constant depuis 1973. L'augmentation du prix des terrains, des coûts de la construction (et en particulier des matériaux, depuis la libération de leurs prix), des taux d'intérêt, autant de facteurs qui jouent un rôle dissuasif pour les éventuels candidats à l'accession à la propriété.

Quant à l'amélioration du parc locatif ancien, elle bute encore sur les problèmes juridiques du conventionnement qui ne sont pas encore résolus, malgré les négociations en cours entre les pouvoirs publics et les organismes de l'Etat. Selon M. Orlano, à fin juin, cinquante mille logements H.L.M. ont été « conventionnés » (ce qui ouvre à leurs locataires, après travaux et hausse de loyer, le droit à l'A.P.L.). Meilleure sera, sans doute, la situation des propriétaires occupants qui souhaitent améliorer leur logement, pourvu qu'ils sachent bien recenser l'ensemble des contributions à 80 000 logements localisés en 1979, il s'agit d'une légère diminution de 3,7 %.

En accession à la propriété, on observe globalement une augmentation de 3 % du nombre des logements aidés (de 154 080 en 1979 à 200 000 en 1980), mais cela recouvre une baisse de 14,7 % du nombre des prêts à accession à la propriété (145 000 logements PAP au lieu de 170 080) et une forte augmentation (+ 129 %) des prêts conventionnés ouvrant droit à l'A.P.L. (55 000 au lieu de 24 000). Rappelons que les prêts conventionnés, dont les taux d'intérêt sont plus élevés que ceux des PAP, s'adressent à des familles dont les revenus sont aussi plus élevés. Enfin, le budget de 1980 prévoit la distribution de 55 000 prêts conventionnés sans aide personnalisée au logement, contre 36 000 en 1979 (+ 53,3 %), et 28 000 prêts d'épargne-logement contre 20 000.

L'aide à la personne, de son côté, connaît un fort accroissement (+ 43,7 %), puisque la contribution de l'Etat à l'A.P.L. passe de 1 milliard à 1 milliard 400 millions de francs, et le Fonds national d'aide au logement de 2 033 milliards à 2 744 milliards.

Il reste qu'en autorisations de programme consacrées à la construction neuve, le projet de budget s'élève à 24,7 %, le montant des crédits de paiement affectés au budget des charges communes (primes d'épargne-logement, bonifications d'intérêt H.L.M. et Crédit foncier) restant égal à 5,8 milliards de francs.

L'amélioration du parc existant devrait toucher 125 580 logements contre 111 130 en 1979 (+ 13 %). Cela correspond à une baisse de 12,7 % du nombre de logements améliorés en locatif (63 880 contre 73 190) et à une augmentation (+ 62,5 %) des aides aux propriétaires occupants (61 700 contre 37 890).

En fin de compte, le projet de budget actuel ne reflète pas les intentions qui ont été énoncées dans les mesures de soutien de la fin du mois d'août. Il s'agit non d'un budget de relance de la construction mais, peut-être,

d'une stabilisation du mouvement de baisse du rythme de la construction, qui était constant depuis 1973. L'augmentation du prix des terrains, des coûts de la construction (et en particulier des matériaux, depuis la libération de leurs prix), des taux d'intérêt, autant de facteurs qui jouent un rôle dissuasif pour les éventuels candidats à l'accession à la propriété.

Quant à l'amélioration du parc locatif ancien, elle bute encore sur les problèmes juridiques du conventionnement qui ne sont pas encore résolus, malgré les négociations en cours entre les pouvoirs publics et les organismes de l'Etat. Selon M. Orlano, à fin juin, cinquante mille logements H.L.M. ont été « conventionnés » (ce qui ouvre à leurs locataires, après travaux et hausse de loyer, le droit à l'A.P.L.). Meilleure sera, sans doute, la situation des propriétaires occupants qui souhaitent améliorer leur logement, pourvu qu'ils sachent bien recenser l'ensemble des contributions à 80 000 logements localisés en 1979, il s'agit d'une légère diminution de 3,7 %.

En accession à la propriété, on observe globalement une augmentation de 3 % du nombre des logements aidés (de 154 080 en 1979 à 200 000 en 1980), mais cela recouvre une baisse de 14,7 % du nombre des prêts à accession à la propriété (145 000 logements PAP au lieu de 170 080) et une forte augmentation (+ 129 %) des prêts conventionnés ouvrant droit à l'A.P.L. (55 000 au lieu de 24 000). Rappelons que les prêts conventionnés, dont les taux d'intérêt sont plus élevés que ceux des PAP, s'adressent à des familles dont les revenus sont aussi plus élevés. Enfin, le budget de 1980 prévoit la distribution de 55 000 prêts conventionnés sans aide personnalisée au logement, contre 36 000 en 1979 (+ 53,3 %), et 28 000 prêts d'épargne-logement contre 20 000.

L'aide à la personne, de son côté, connaît un fort accroissement (+ 43,7 %), puisque la contribution de l'Etat à l'A.P.L. passe de 1 milliard à 1 milliard 400 millions de francs, et le Fonds national d'aide au logement de 2 033 milliards à 2 744 milliards.

Il reste qu'en autorisations de programme consacrées à la construction neuve, le projet de budget s'élève à 24,7 %, le montant des crédits de paiement affectés au budget des charges communes (primes d'épargne-logement, bonifications d'intérêt H.L.M. et Crédit foncier) restant égal à 5,8 milliards de francs.

L'amélioration du parc existant devrait toucher 125 580 logements contre 111 130 en 1979 (+ 13 %). Cela correspond à une baisse de 12,7 % du nombre de logements améliorés en locatif (63 880 contre 73 190) et à une augmentation (+ 62,5 %) des aides aux propriétaires occupants (61 700 contre 37 890).

En fin de compte, le projet de budget actuel ne reflète pas les intentions qui ont été énoncées dans les mesures de soutien de la fin du mois d'août. Il s'agit non d'un budget de relance de la construction mais, peut-être,

AFFAIRES

LAFARGE VEND SON ACTIVITÉ « EMBALLAGE » A UN GROUPE SUÉDOIS

Lafarge va céder au groupe papeter suédois Billerud-Uddeholm la majeure partie de la participation de 64 % qu'elle détenait dans la société Lafarge-Emballage (491 millions de francs de chiffre d'affaire, mille six cents employés). Le papetier américain Union Camp Corporation, autre actionnaire important de Lafarge-Emballage (34 %), a signé un accord identique avec Billerud-Uddeholm.

Lafarge-Emballage, créé en 1958 par le cadre de la politique de diversification du groupe, est le premier fabricant français de sacs en papier et le troisième producteur de carton ondulé. Depuis 1974, la croissance du marché du carton est stoppée et les tonnages vendus par la société ont même légèrement diminué (118 000 tonnes en 1978 contre 125 000 tonnes).

Lafarge a essayé de s'intégrer vers l'amont et de développer ses activités papeteres. Sans succès. Aussi le groupe a-t-il finalement décidé de passer la main à Billerud-Uddeholm qui, avec un chiffre d'affaires de 3 milliards de francs, est un des principaux papetiers mondiaux des installations en France sont complétées par celles de Lafarge-Emballage.

Lafarge, qui conserve une douzaine de pour cent de son ancienne filiale, va recevoir 110 millions de francs du groupe suédois. Cet argent devrait servir à la rénovation des installations de la papeterie et à l'implantation de nouvelles unités dans des pays en voie de développement.

C.I.I.-H.B. A INVESTI 1 MILLIARD DE FRANCS DANS SA NOUVELLE GAMME D'ORDINATEURS

L'entrée du groupe Saint-Gobain-Pont-à-Mousson dans le capital de la Compagnie des machines Bull, notre principal actionnaire, sera la bienvenue, a déclaré le 18 septembre, M. Jean-Pierre Brulé, P.-D.G. de C.I.I.-Honeywell-Bull.

La Compagnie a présenté, comme prévu, les deux premiers modèles de sa nouvelle gamme d'ordinateurs « 270 » (le Monde du 15 septembre). Ces machines, qui prendront la succession des ordinateurs de moyenne puissance « 84 », d'origine Honeywell-Bull et de la ligne Iris de l'ex-C.I.I., ont nécessité, au cours de ces dernières années, un investissement de plus de 1 milliard de francs. Ils seront, estime la Compagnie, « les produits » les plus rentables qu'elle ait jamais eus. « Cette nouvelle gamme d'ordinateurs est à la disposition d'Honeywell », a ajouté M. Brulé. Mais pour le moment, « le partenaire américain n'a pris aucune décision » quant à l'inscription de « PTG » à son catalogue.

Interrogé sur une éventuelle relance de la coopération européenne en informatique, M. Brulé a précisé que la Compagnie avait « fait des propositions à ce sujet à la commission des Communautés européennes ». « Il faut trouver des points précis sur lesquels la coopération peut se faire. Il y a des domaines, composants, périphériques, réseaux, pour lesquels les constructeurs européens peuvent travailler ensemble ».

Interrogé sur une éventuelle relance de la coopération européenne en informatique, M. Brulé a précisé que la Compagnie avait « fait des propositions à ce sujet à la commission des Communautés européennes ». « Il faut trouver des points précis sur lesquels la coopération peut se faire. Il y a des domaines, composants, périphériques, réseaux, pour lesquels les constructeurs européens peuvent travailler ensemble ».

FISCALITÉ

LE PROJET DE LOI DE FINANCES POUR 1980

Le montant global de T.V.A. alloué aux collectivités locales sera majoré de 16,4 %

Le projet de loi de finances pour 1980 vient d'être rendu public dans sa forme définitive. Il comporte quelques compléments par rapport aux indications que nous avons données lors de l'analyse générale de projet de budget de l'Etat (le Monde du 7 septembre). Voici les principaux d'entre eux.

● **Augmentation de la part de la T.V.A. allouée aux collectivités locales** (art. 30). — Le gouvernement propose au Parlement de fixer à 18,386 % du produit de la T.V.A. la part de cet impôt versée aux collectivités locales. Cela représenterait une somme globale, en 1980, de 37 milliards 886 millions de francs, en progression de 16,076 % sur l'exercice actuel. Cette augmentation serait supérieure à celle du produit total de la T.V.A. qui sera de 14,2 % seulement l'an prochain (selon le projet de budget) par rapport à la loi de finances de 1979 (et même 12,8 % si l'on compare aux recettes de T.V.A. effectivement escomptées pour cette année).

● **Détaxation des carburants agricoles** (art. 27). — La quantité d'essence pouvant donner lieu au dégrèvement traditionnel est limitée à 40 000 mètres cubes. Il ne sera pas ouvert l'an prochain de contingent au titre du pétrole lampant.

● **Majoration de moitié du quota au F.M.I.**

● **Relevement de la quote-part française au F.M.I.** (article 48). — La quote-part française au Fonds monétaire international sera portée de 1919 millions de D.T.S. (droits de tirage spéciaux) à 2 878,5 millions. Cette majoration de moitié, qui s'inscrit dans le cadre d'une révision mondiale des quotes-parts nationales, décidée en septembre 1978 par le conseil des gouverneurs du F.M.I., laissera inchangée la part de la France dans le total des quotas au F.M.I., qui demeurent au quatrième rang (491 % du total), derrière les Etats-Unis (21,5 %), le Royaume-Uni (17,5 %), l'Allemagne (15,5 %), précédant le Japon (14,2 %).

Elle sera payée, pour un quart, en D.T.S. et pour les trois quarts, en monnaie nationale. La part payable en D.T.S. sera prélevée sur les avoirs de change de la France et compensée par un accroissement de même montant de la position de réserve de la France au F.M.I. Ce paiement sera donc sans incidence sur le montant total des réserves de change françaises. Il entraînera de charge nette ni pour les réserves publiques de change ni pour le trésor, puisque les dépenses en francs correspondant au versement de la part souscrite

seront payées, pour un quart, en D.T.S. et pour les trois quarts, en monnaie nationale. La part payable en D.T.S. sera prélevée sur les avoirs de change de la France et compensée par un accroissement de même montant de la position de réserve de la France au F.M.I. Ce paiement sera donc sans incidence sur le montant total des réserves de change françaises. Il entraînera de charge nette ni pour les réserves publiques de change ni pour le trésor, puisque les dépenses en francs correspondant au versement de la part souscrite

seront payées, pour un quart, en D.T.S. et pour les trois quarts, en monnaie nationale. La part payable en D.T.S. sera prélevée sur les avoirs de change de la France et compensée par un accroissement de même montant de la position de réserve de la France au F.M.I. Ce paiement sera donc sans incidence sur le montant total des réserves de change françaises. Il entraînera de charge nette ni pour les réserves publiques de change ni pour le trésor, puisque les dépenses en francs correspondant au versement de la part souscrite

seront payées, pour un quart, en D.T.S. et pour les trois quarts, en monnaie nationale. La part payable en D.T.S. sera prélevée sur les avoirs de change de la France et compensée par un accroissement de même montant de la position de réserve de la France au F.M.I. Ce paiement sera donc sans incidence sur le montant total des réserves de change françaises. Il entraînera de charge nette ni pour les réserves publiques de change ni pour le trésor, puisque les dépenses en francs correspondant au versement de la part souscrite

seront payées, pour un quart, en D.T.S. et pour les trois quarts, en monnaie nationale. La part payable en D.T.S. sera prélevée sur les avoirs de change de la France et compensée par un accroissement de même montant de la position de réserve de la France au F.M.I. Ce paiement sera donc sans incidence sur le montant total des réserves de change françaises. Il entraînera de charge nette ni pour les réserves publiques de change ni pour le trésor, puisque les dépenses en francs correspondant au versement de la part souscrite

seront payées, pour un quart, en D.T.S. et pour les trois quarts, en monnaie nationale. La part payable en D.T.S. sera prélevée sur les avoirs de change de la France et compensée par un accroissement de même montant de la position de réserve de la France au F.M.I. Ce paiement sera donc sans incidence sur le montant total des réserves de change françaises. Il entraînera de charge nette ni pour les réserves publiques de change ni pour le trésor, puisque les dépenses en francs correspondant au versement de la part souscrite

seront payées, pour un quart, en D.T.S. et pour les trois quarts, en monnaie nationale. La part payable en D.T.S. sera prélevée sur les avoirs de change de la France et compensée par un accroissement de même montant de la position de réserve de la France au F.M.I. Ce paiement sera donc sans incidence sur le montant total des réserves de change françaises. Il entraînera de charge nette ni pour les réserves publiques de change ni pour le trésor, puisque les dépenses en francs correspondant au versement de la part souscrite

seront payées, pour un quart, en D.T.S. et pour les trois quarts, en monnaie nationale. La part payable en D.T.S. sera prélevée sur les avoirs de change de la France et compensée par un accroissement de même montant de la position de réserve de la France au F.M.I. Ce paiement sera donc sans incidence sur le montant total des réserves de change françaises. Il entraînera de charge nette ni pour les réserves publiques de change ni pour le trésor, puisque les dépenses en francs correspondant au versement de la part souscrite

seront payées, pour un quart, en D.T.S. et pour les trois quarts, en monnaie nationale. La part payable en D.T.S. sera prélevée sur les avoirs de change de la France et compensée par un accroissement de même montant de la position de réserve de la France au F.M.I. Ce paiement sera donc sans incidence sur le montant total des réserves de change françaises. Il entraînera de charge nette ni pour les réserves publiques de change ni pour le trésor, puisque les dépenses en francs correspondant au versement de la part souscrite

seront payées, pour un quart, en D.T.S. et pour les trois quarts, en monnaie nationale. La part payable en D.T.S. sera prélevée sur les avoirs de change de la France et compensée par un accroissement de même montant de la position de réserve de la France au F.M.I. Ce paiement sera donc sans incidence sur le montant total des réserves de change françaises. Il entraînera de charge nette ni pour les réserves publiques de change ni pour le trésor, puisque les dépenses en francs correspondant au versement de la part souscrite

seront payées, pour un quart, en D.T.S. et pour les trois quarts, en monnaie nationale. La part payable en D.T.S. sera prélevée sur les avoirs de change de la France et compensée par un accroissement de même montant de la position de réserve de la France au F.M.I. Ce paiement sera donc sans incidence sur le montant total des réserves de change françaises. Il entraînera de charge nette ni pour les réserves publiques de change ni pour le trésor, puisque les dépenses en francs correspondant au versement de la part souscrite

seront payées, pour un quart, en D.T.S. et pour les trois quarts, en monnaie nationale. La part payable en D.T.S. sera prélevée sur les avoirs de change de la France et compensée par un accroissement de même montant de la position de réserve de la France au F.M.I. Ce paiement sera donc sans incidence sur le montant total des réserves de change françaises. Il entraînera de charge nette ni pour les réserves publiques de change ni pour le trésor, puisque les dépenses en francs correspondant au versement de la part souscrite

seront payées, pour un quart, en D.T.S. et pour les trois quarts, en monnaie nationale. La part payable en D.T.S. sera prélevée sur les avoirs de change de la France et compensée par un accroissement de même montant de la position de réserve de la France au F.M.I. Ce paiement sera donc sans incidence sur le montant total des réserves de change françaises. Il entraînera de charge nette ni pour les réserves publiques de change ni pour le trésor, puisque les dépenses en francs correspondant au versement de la part souscrite

seront payées, pour un quart, en D.T.S. et pour les trois quarts, en monnaie nationale. La part payable en D.T.S. sera prélevée sur les avoirs de change de la France et compensée par un accroissement de même montant de la position de réserve de la France au F.M.I. Ce paiement sera donc sans incidence sur le montant total des réserves de change françaises. Il entraînera de charge nette ni pour les réserves publiques de change ni pour le trésor, puisque les dépenses en francs correspondant au versement de la part souscrite

seront payées, pour un quart, en D.T.S. et pour les trois quarts, en monnaie nationale. La part payable en D.T.S. sera prélevée sur les avoirs de change de la France et compensée par un accroissement de même montant de la position de réserve de la France au F.M.I. Ce paiement sera donc sans incidence sur le montant total des réserves de change françaises. Il entraînera de charge nette ni pour les réserves publiques de change ni pour le trésor, puisque les dépenses en francs correspondant au versement de la part souscrite

seront payées, pour un quart, en D.T.S. et pour les trois quarts, en monnaie nationale. La part payable en D.T.S. sera prélevée sur les avoirs de change de la France et compensée par un accroissement de même montant de la position de réserve de la France au F.M.I. Ce paiement sera donc sans incidence sur le montant total des réserves de change françaises. Il entraînera de charge nette ni pour les réserves publiques de change ni pour le trésor, puisque les dépenses en francs correspondant au versement de la part souscrite

seront payées, pour un quart, en D.T.S. et pour les trois quarts, en monnaie nationale. La part payable en D.T.S. sera prélevée sur les avoirs de change de la France et compensée par un accroissement de même montant de la position de réserve de la France au F.M.I. Ce paiement sera donc sans incidence sur le montant total des réserves de change françaises. Il entraînera de charge nette ni pour les réserves publiques de change ni pour le trésor, puisque les dépenses en francs correspondant au versement de la part souscrite

seront payées, pour un quart, en D.T.S. et pour les trois quarts, en monnaie nationale. La part payable en D.T.S. sera prélevée sur les avoirs de change de la France et compensée par un accroissement de même montant de la position de réserve de la France au F.M.I. Ce paiement sera donc sans incidence sur le montant total des réserves de change françaises. Il entraînera de charge nette ni pour les réserves publiques de change ni pour le trésor, puisque les dépenses en francs correspondant au versement de la part souscrite

seront payées, pour un quart, en D.T.S. et pour les trois quarts, en monnaie nationale. La part payable en D.T.S. sera prélevée sur les avoirs de change de la France et compensée par un accroissement de même montant de la position de réserve de la France au F.M.I. Ce paiement sera donc sans incidence sur le montant total des réserves de change françaises. Il entraînera de charge nette ni pour les réserves publiques de change ni pour le trésor, puisque les dépenses en francs correspondant au versement de la part souscrite

seront payées, pour un quart, en D.T.S. et pour les trois quarts, en monnaie nationale. La part payable en D.T.S. sera prélevée sur les avoirs de change de la France et compensée par un accroissement de même montant de la position de réserve de la France au F.M.I. Ce paiement sera donc sans incidence sur le montant total des réserves de change françaises. Il entraînera de charge nette ni pour les réserves publiques de change ni pour le trésor, puisque les dépenses en francs correspondant au versement de la part souscrite

seront payées, pour un quart, en D.T.S. et pour les trois quarts, en monnaie nationale. La part payable en D.T.S. sera prélevée sur les avoirs de change de la France et compensée par un accroissement de même montant de la position de réserve de la France au F.M.I. Ce paiement sera donc sans incidence sur le montant total des réserves de change françaises. Il entraînera de charge nette ni pour les réserves publiques de change ni pour le trésor, puisque les dépenses en francs correspondant au versement de la part souscrite

seront payées, pour un quart, en D.T.S. et pour les trois quarts, en monnaie nationale. La part payable en D.T.S. sera prélevée sur les avoirs de change de la France et compensée par un accroissement de même montant de la position de réserve de la France au F.M.I. Ce paiement sera donc sans incidence sur le montant total des réserves de change françaises. Il entraînera de charge nette ni pour les réserves publiques de change ni pour le trésor, puisque les dépenses en francs correspondant au versement de la part souscrite

seront payées, pour un quart, en D.T.S. et pour les trois quarts, en monnaie nationale. La part payable en D.T.S. sera prélevée sur les avoirs de change de la France et compensée par un accroissement de même montant de la position de réserve de la France au F.M.I. Ce paiement sera donc sans incidence sur le montant total des réserves de change françaises. Il entraînera de charge nette ni pour les réserves publiques de change ni pour le trésor, puisque les dépenses en francs correspondant au versement de la part souscrite

seront payées, pour un quart, en D.T.S. et pour les trois quarts, en monnaie nationale. La part payable en D.T.S. sera prélevée sur les avoirs de change de la France et compensée par un accroissement de même montant de la position de réserve de la France au F.M.I. Ce paiement sera donc sans incidence sur le montant total des réserves de change françaises. Il entraînera de charge nette ni pour les réserves publiques de change ni pour le trésor, puisque les dépenses en francs correspondant au versement de la part souscrite

seront payées, pour un quart, en D.T.S. et pour les trois quarts, en monnaie nationale. La part payable en D.T.S. sera prélevée sur les avoirs de change de la France et compensée par un accroissement de même montant de la position de réserve de la France au F.M.I. Ce paiement sera donc sans incidence sur le montant total des réserves de change françaises. Il entraînera de charge nette ni pour les réserves publiques de change ni pour le trésor, puisque les dépenses en francs correspondant au versement de la part souscrite

seront payées, pour un quart, en D.T.S. et pour les trois quarts, en monnaie nationale. La part payable en D.T.S. sera prélevée sur les avoirs de change de la France et compensée par un accroissement de même montant de la position de réserve de la France au F.M.I. Ce paiement sera donc sans incidence sur le montant total des réserves de change françaises. Il entraînera de charge nette ni pour les réserves publiques de change ni pour le trésor, puisque les dépenses en francs correspondant au versement de la part souscrite

seront payées, pour un quart, en D.T.S. et pour les trois quarts, en monnaie nationale. La part payable en D.T.S. sera prélevée sur les avoirs de change de la France et compensée par un accroissement de même montant de la position de réserve de la France au F.M.I. Ce paiement sera donc sans incidence sur le montant total des réserves de change françaises. Il entraînera de charge nette ni pour les réserves publiques de change ni pour le trésor, puisque les dépenses en francs correspondant au versement de la part souscrite

seront payées, pour un quart, en D.T.S. et pour les trois quarts, en monnaie nationale. La part payable en D.T.S. sera prélevée sur les avoirs de change de la France et compensée par un accroissement de même montant de la position de réserve de la France au F.M.I. Ce paiement sera donc sans incidence sur le montant total des réserves de change françaises. Il entraînera de charge nette ni pour les réserves publiques de change ni pour le trésor, puisque les dépenses en francs correspondant au versement de la part souscrite

seront payées, pour un quart, en D.T.S. et pour les trois quarts, en monnaie nationale. La part payable en D.T.S. sera prélevée sur les avoirs de change de la France et compensée par un accroissement de même montant de la position de réserve de la France au F.M.I. Ce paiement sera donc sans incidence sur le montant total des réserves de change françaises. Il entraînera de charge nette ni pour les réserves publiques de change ni pour le trésor, puisque les dépenses en francs correspondant au versement de la part souscrite

seront payées, pour un quart, en D.T.S. et pour les trois quarts, en monnaie nationale. La part payable en D.T.S. sera prélevée sur les avoirs de change de la France et compensée par un accroissement de même montant de la position de réserve de la France au F.M.I. Ce paiement sera donc sans incidence sur le montant total des réserves de change françaises. Il entraînera de charge nette ni pour les réserves publiques de change ni pour le trésor, puisque les dépenses en francs correspondant au versement de la part souscrite

en francs seront compensées par des recettes d'égal montant provenant de la souscription au F.M.I. de bons du Trésor sans intérêt.

● **Subventions aux chaînes de télévision** (article 57). — La majoration de 6,8 % du taux de la redevance sur les téléviseurs en 1980 permettra de porter à 4 501 millions le montant des droits RO D DROUINUNUNUN recueillis grâce à cette taxe. La répartition de la somme restant disponible après couverture des charges de recouvrement sera faite selon la grille suivante : 43,5 % pour FR 2, 34,7 % pour Radio-France, 17,2 % pour Antenne 2 et 4,6 % pour TF 1.

(La première et la deuxième chaînes de télévision recevront cette année une dotation dite « précatatoire » (c'est-à-dire distincte du produit de la répartition de la redevance déterminée par la qualité et l'audience des programmes), qui doit permettre, selon le ministre de la culture et de la communication, à la fois une relance de la création télévisée et un démarrage des coproductions avec le cinéma (des deux chaînes bénéficiant désormais, comme FR 3, de la carte de producteur). Une partie de cette somme est destinée en outre au futur siège d'Antenne 2, précédé de son siège de Valenciennes.)

● **Provisions des entreprises de presse** (article 70). — L'article 39 bis du code général des impôts relatif au financement de la franchise d'impôt des éléments d'actif des entreprises de presse devrait en principe cesser d'être applicable pour les exercices clos postérieurement au 31 décembre. Le gouvernement propose de le proroger pour deux ans en en limitant la portée. La proportion dans laquelle les entreprises de presse peuvent pratiquer les provisions ou déductions autorisées serait ramenée à 30 % ou 50 % du bénéfice imposable, selon qu'il s'agit de la généralité des publications ou de quelques-unes. De même, la quote-part du prix de revient des éléments d'actif susceptible d'être financée au moyen des sommes prélevées en franchise d'impôt sur les bénéfices serait réduite de moitié. Pour ces éléments d'actif, les entreprises devraient ainsi accruser leurs marges d'amortissement ultérieur.

Par ailleurs, « pour mettre fin à certains abus », le gouvernement propose d'exclure les éléments d'actif non amortissables (terrains, prises de participation) de la liste des immobilisations dont l'acquisition est susceptible de constituer un emploi valable des sommes déduites des bénéfices imposables directement ou sous forme de provisions.

(Le financement des investissements réalisés par les entreprises de presse a été, depuis la libération, assuré par les dispositions fiscales particulières codifiées dans l'article 39 bis du code général des impôts. La loi de finances soumise cette année au Parlement atténue sensiblement la portée de ce privilège fiscal en limitant d'une part la fraction du bénéfice qui peut être provisionnée et en exigeant d'autre part que, désormais, les investissements soient supérieurs à la provision.)

Les abus qui ont été commis dans l'utilisation de ces dispositions ne doivent pas masquer le rôle important qu'elles ont joué pour assurer l'indépendance financière des entreprises de presse. Les dispositions de la loi de finances de 1979, qui ont permis de créer un système de prêts à taux réduits pour favoriser les investissements complémentaires nécessaires aux dispositions prévues fiscales.)

PRESSE

● **Un nouveau « Jardin des modes »**. — Le Jardin des modes nouvelle formule, en grand format (27,5x39 cm) — rappelle par son style et son papier mat Madame Express à ses débuts dont Mme Alice Morgana, directrice du mensuel, a longtemps assuré le destin.

De la haute couture aux frilles, tous les aspects des modes actuelles sont présentés, commentés, illustrés, avec adresses et prix. Ainsi qu'une page en pleine page et courtois du troc. Une place spéciale est réservée aux patrons de tricot, spécialité de la revue (le numéro : 10 27).

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS	SIX MOIS
	Rep. + en 1979	Rep. + en 1979	Rep. + en 1979	Rep. + en 1979
\$ E.-U.	4,2245	4,2285	—	—
Yen (100)	1,6285	1,6285	—	—
DM (100)	2,3378	2,3398	—	—
Florin (100)	2,1545	2,1575	—	—
F.S. (100)	4,2245	4,2285	—	—
L. (1000)	2,1545	2,1575	—	—
£ (1000)	2,1545	2,1575	—	—
Fr. franc.	11	11	—	—

TAUX DES EURO-MONNAIES

	61/2	61/2	61/2	61/2</
--	------	------	------	--------

Le montant global de T.V.A. alloué aux collectivités locales sera majoré de 10 %

Le montant global de T.V.A. alloué aux collectivités locales sera majoré de 10 %

Le montant global de T.V.A. alloué aux collectivités locales sera majoré de 10 %

Le montant global de T.V.A. alloué aux collectivités locales sera majoré de 10 %

Le montant global de T.V.A. alloué aux collectivités locales sera majoré de 10 %

Le montant global de T.V.A. alloué aux collectivités locales sera majoré de 10 %

Le montant global de T.V.A. alloué aux collectivités locales sera majoré de 10 %

Journal de la semaine

ÉTRANGER

(Publié)

DÉPARTEMENT DES HAUTS-DE-SEINE

DIRECTION DÉPARTEMENTALE DE L'ÉQUIPEMENT
SUBDIVISION DES ÉTUDES FONCIÈRES ET DE TOPOGRAPHIE

AVIS

D'OUVERTURE D'ENQUÊTE PUBLIQUE

COMMUNES DE COURBEVOIE, NANTERRE ET PUTEAUX

BOULEVARD CIRCULAIRE DE L'É.P.A.D. ET N. 314
CLASSEMENT DANS LA CATÉGORIE DES ROUTES NATIONALES
AVEC LE STATUT DE ROUTE EXPRESS

Le Public est informé que par arrêté préfectoral en date du 6 août 1979, il a été prescrite une enquête publique concernant le projet d'aménagement et de classement de la route nationale n° 314, dite « Boulevard Circulaire », dans les communes de Courbevoie, Nanterre et Puteaux.

En ce qui concerne NANTERRE :
Du lundi au vendredi inclus, de 8 h. 30 à 12 h. et de 13 h. 30 à 18 h.
En ce qui concerne PUTEAUX :
Du lundi, de 9 h. 15 à 12 h. et de 13 h. 30 à 18 h. 15.
Du mardi au vendredi inclus, de 9 h. à 12 h. et de 13 h. 30 à 18 h. 15.

Permanence assurée le samedi, de 9 h. à 12 h.
Les personnes désireuses d'émettre un avis sur ce projet pourront consulter leurs observations sur le registre ouvert à cet effet aux jours, heures et lieux cités ci-dessus. Elles pourront, de même, les adresser à M. LESANIER Robert, Ingénieur en Chef, Responsable de la Ville de PARIS, 11, avenue de la Source - 94100 NOGENT-SUR-MARNE, nommé Commissaire Enquêteur.

A l'issue de cette enquête, les copies des conclusions du Commissaire Enquêteur seront tenues à la disposition du Public à la Mairie de COURBEVOIE, NANTERRE et PUTEAUX et à la Préfecture des Hauts-de-Seine, Direction Départementale de l'Équipement, Accueil du public Niveau 1, 91, aux heures normales d'ouverture.
Cette publication est effectuée en vertu de l'art. R. 11-4 du Code de l'expropriation pour cause d'utilité publique.

EN GRANDE-BRETAGNE

Le conflit de la métallurgie se transforme en épreuve de force

De notre correspondant

Londres. — Les conversations engagées entre le syndicat des métallurgistes et les employeurs ont échoué. Après six heures de discussions, les deux parties ont publié un communiqué constatant que leurs points de vue respectifs étaient trop éloignés pour le moment. Ainsi, après sept semaines de grève partielle, le conflit se transforme en une épreuve de force. Les arrêts de travail continuent, d'après les employeurs, près de 400 millions de livres de manque à gagner et entraînent la fermeture de nombreuses entreprises dépendant des livraisons de la métallurgie.

Après l'échec des pourparlers, le syndicat aura à décider s'il doit envisager une grève totale ou bien continuer à rechercher un compromis avec les employeurs. La décision est difficile compte tenu des « rébellions » sporadiques des ouvriers refusant d'obéir aux instructions du syndicat. Cependant, en effet, gagnent déjà plus que ce que réclame le syndicat pour les catégories les moins défavorisées. Mais, contrairement aux espoirs des patrons, l'ordre de grève partielle s'est largement suivi, malgré la menace d'un lock-out généralisé. Déjà, Rolls-Royce a fermé ses portes à trente mille ouvriers, bien qu'un nombre voisin d'employés continuent le travail.

Bien qu'il se tienne théoriquement à l'écart, conformément à sa philosophie politique, le gouvernement encourage les patrons de la métallurgie à résister aux revendications syndicales, et particulièrement à celles concernant la réduction de la semaine de travail. En effet, sur le problème des salaires, un compromis apparaît possible entre les 70 livres par semaine offertes par les employeurs et les 80 livres demandées par le syndicat. En revanche, les patrons refusent fermement de réduire de quarante à trente-neuf heures la semaine de travail. Ils offrent seulement en compensation un ou deux jours supplémentaires de vacances dans l'année. Le syndicat, qui au début demandait une réduction progressive à trente-cinq heures, serait même prêt à renoncer à

sa revendication des trente-neuf heures, mais seulement si le patronat envisageait d'accorder aux ouvriers entre une à deux semaines de vacances supplémentaires.

Le gouvernement livre, par personnes interposées, une bataille importante pour l'avant de sa politique économique et sociale. Il entend illustrer les mérites du « free bargaining », la libre négociation des salaires, sans l'intervention gouvernementale, en espérant que les parties prendront une meilleure conscience de leurs responsabilités. Toute entreprise qui envisagerait des concessions trop grandes risquerait de tomber en faillite.

Malgré quelques défections, le front patronal s'est montré très ferme, tout comme le front syndical. Le gouvernement estime que les syndicats se rendront compte que des revendications « immédiates » ne peuvent qu'entraîner un accroissement du chômage.

HENRI PIERRE.

LES PRIX DE DÉTAIL ONT AUGMENTÉ DE 0,8 % (EN AOÛT)

Londres (A.F.P.). — Le taux annuel d'inflation en Grande-Bretagne s'est élevé en août à son plus haut niveau depuis août 1977, en atteignant 15,8 % contre 15,6 % le mois précédent. Toutefois les prix de détail n'ont augmenté que de 0,8 % en août, après avoir bondi de 4,3 % en juillet.

Il n'en reste pas moins que de nouvelles hausses sensibles sont attendues dans les prochains mois. Aussi les majorations récentes des charges sociales, du prix des repas dans les écoles, de l'électricité, des cigarettes et des coiffes, ainsi qu'une augmentation des tarifs de transport à Londres ne sont pas encore reflétées dans l'indice officiel. Le taux annuel d'inflation pourrait s'élever à 17,5 % dans quelques mois, ce qui est néanmoins bien inférieur au « record » de 26,9 % enregistré en août 1975.

Aux Pays-Bas

Le déficit budgétaire représente 4 % du revenu national

De notre correspondant

Amsterdam. — Le gouvernement de M. Van Agt a présenté, mardi 18 septembre, le projet de budget néerlandais pour 1980. Le montant des dépenses est estimé à 111,6 milliards de florins, tandis que les recettes se situent à 107,6 milliards, soit un déficit de 11,1 milliards, représentant 4 % du revenu brut néerlandais (1). Habituellement la limite du déficit est fixée à 3 %, mais le gouvernement pense pouvoir prendre le risque de la dépasser dans l'espoir que, d'ici une ou deux années, le déficit sera de nouveau réduit. Cette décision implique à la longue un danger pour le florin, qui pourrait être dévalué.

Selon les autorités de La Haye, l'accroissement des dépenses, en 1980, est dû aux augmentations de salaires dans le secteur public et aux investissements jugés nécessaires pour 1980. Le gouvernement veut maintenir le pouvoir d'achat des salariés gagnant moins de 32 000 florins brut par an, et dans ce but leurs impôts seront réduits.

Pour combattre le chômage, de nouveaux emplois — entre cinq mille et dix mille — devront être créés. Près de 500 millions de florins ont été prévus à ce sujet. En outre, pour l'amélioration du fonctionnement du marché du travail (formation professionnelle), le gouvernement envisage de dépenser 450 millions de florins, tandis que pour la restructuration de l'industrie, 530 millions de florins seront mis de côté. Le gouvernement a aussi fait savoir que les Pays-Bas doivent, coûte que coûte, faire des économies d'énergie : un montant de 530 millions de florins a été prévu pour les recherches dans le secteur des énergies de remplacement.

Les recettes seront elles aussi plus élevées en 1980 que cette année. Le prix du gaz — dont disposent les Pays-Bas grâce aux réserves de la mer du Nord — augmentera parallèlement à celui du pétrole et rapportera l'année

prochaine environ 250 millions de florins en plus qu'en 1979. De leur côté, les impôts sur les hautes salaires s'accroîtront, ce qui rapportera 390 millions de florins supplémentaires. D'autres taxes seront majorées, notamment sur le tabac, l'alcool, l'essence et le gaz. Cependant, le gouvernement devra effectuer des emprunts sur le marché financier, mais il a déclaré ne pas vouloir emprunter à l'étranger, contrairement à ce qu'on pensait.

MARC BLAISSE.

ÉTATS-UNIS

● Les revenus personnels des Américains ont augmenté de 0,4 % en août, soit la plus faible progression depuis janvier. Ce résultat, qui n'a pas compensé la hausse du coût de la vie (1 %), s'explique principalement par une baisse de 0,5 % des revenus dans le secteur manufacturier, la plus forte baisse depuis février 1978. En août, les revenus ont représenté un montant annuel de 1 940 milliards de dollars. — (A.F.P.)

● Les mines américaines ont fonctionné à 84,6 % de leur capacité de production en août (contre 85,9 % en juillet), soit la plus faible proportion depuis juin 1978 (83,3 %). Ces statistiques, qui reflètent essentiellement la baisse des activités dans le secteur automobile, sont à rapprocher de la baisse de la production industrielle de 1,1 % constatée en août et d'une augmentation de 1,9 % des stocks en juillet. — (A.F.P.)

POLOGNE

● La Pologne a lancé deux emprunts sur le marché financier international, l'un de 750 millions de deutschemarks, l'autre de 100 millions, annonce un communiqué de la Dresdner Bank publié à Francfort. Le premier crédit servira à financer un projet d'exploitation des gisements de vanadium et d'uranium dans le nord-est de la Pologne. — (A.F.P.)

DÉFICIT DE LA BALANCE COMMERCIALE EN AOÛT

Londres (A.F.P.). — La balance commerciale britannique a été déficitaire de 100 millions de livres en août, après avoir été à peu près équilibrée en juillet. Pour les huit premiers mois de 1979, le déficit s'est élevé à 2,5 milliards de livres.

Selon le ministère, les exportations sont demeurées en août stationnaires à leur niveau de juillet, soit 3,6 milliards de livres, tandis que les importations, dont le niveau était déjà « très préoccupant », ont atteint 3,7 milliards de livres (contre 3,6 en juillet) à cause d'une aggravation du déficit pétrolier (138 millions contre 82 millions en juillet) consécutive au relèvement des prix appliqué par l'OPEP.

Pour les huit premiers mois de l'année, les exportations ont enregistré une progression de 7 % en valeur, avec une moyenne de 3,3 milliards par mois ; mais leur volume est demeuré inchangé. Les importations ont progressé de 18 % en valeur (3,6 milliards de livres par mois), mais de 12 % en volume.

L'excédent des opérations invisibles a pratiquement disparu au cours des récents mois, en raison

de l'accroissement des contributions britanniques au budget de la C.E.E. et des rapatriements de bénéfices effectués par les compagnies pétrolières étrangères participant à l'exploitation des gisements de la mer du Nord. Ce surplus était évalué jusqu'en mars à 100 millions de livres.

MEXIQUE

● L'Etat mexicain a lancé un emprunt de 600 millions de dollars sur le marché financier international, annonce la West-deutsche Landesbank de Düsseldorf qui préside le consortium bancaire d'émission. Cet emprunt est d'une durée de six ans et d'un taux de 0,5 point au-dessus du « Libor », le taux interbancaire appliqué aux emprunteurs de première catégorie. Selon la banque ouest-allemande, la réputation dont jouit le Mexique sur le marché financier international lui a permis d'obtenir des conditions particulièrement favorables pour cet emprunt. — (A.F.P.)

Les clés du succès

Les calculateurs scientifiques Hewlett-Packard Série B sont destinés aux futurs scientifiques, ingénieurs et mathématiciens.

Nous les appelons les « clés du succès » car ils vous déchargent des calculs complexes qu'ils effectuent à votre place, vous permettant ainsi de vous consacrer entièrement à vos études, et de vous ouvrir les portes du succès. Excellents sur tous les plans : qualité, fiabilité, performances, ces calculateurs disposent d'une logique ordinateur : pile opérationnelle à 4 niveaux qui enregistre et réintroduit automatiquement les résultats intermédiaires. Conséquences : économie de temps et d'efforts, suppression des erreurs.

Faites dès maintenant l'acquisition des calculateurs scientifiques Hewlett-Packard Série B.

Leurs prix ont en effet baissé de 15 à 24 % selon le modèle par rapport à la dernière rentrée universitaire.

C'est le moment d'aller chez votre revendeur Hewlett-Packard qui vous fera une démonstration des « clés du succès ».

Demander l'adresse des revendeurs HP à Hewlett-Packard France, BP 6, 91401 Orsay cedex. Tél. : 907.78.25.

- calculateur scientifique HP-31R : 388,08 F 295 F*
- calculateur scientifique et statistique HP-32E : 558,60 F 445 F*
- calculateur scientifique programmable HP-33R : 670,32 F 565 F*
- * Prix T.T.C. valables au 1^{er} septembre 1979.



HEWLETT hp PACKARD

HEWLETT PACKARD AU SICOB : Stand 3.300, Niveau 3, Zone C, Stand O.E.M. 13.15.17

S.I.C.O.B. - NIVEAU 4 - ZONE A - STAND 4116

robotron

présente sa gamme complète
de la machine à écrire à l'ordinateur de bureau.



- système de commande à microprocesseur,
- mémoire 4 K bytes,
- galet de caractères interchangeable,
- correction automatique,
- visualisation à 6 chiffres - signal optique - signal sonore.

UNE DES NOUVEAUTÉS LA MACHINE À ÉCRIRE ÉLECTRONIQUE S 6001

robotron france
91, avenue de la République
75540 PARIS Cedex 11 - Tél.: 357.17.20.

Exportateur:
robotron
Export-Import - Berlin (R.D.A.)

La fourrure rajeunit.

Astrakan : 3900 f



certe bleus

La fourrure, cette année : une évolution en douceur très remarquée. L'astrakan devient une des grandes vedettes de l'hiver. Le style "rétro" lui va bien. Son prix n'est plus un problème. Crédit gratuit 9 mois sur la fourrure femme, jusqu'au 26/9, à partir de 1000 f d'achats à l'exception des articles marqués d'un point rouge. Dès acceptation du dossier après versement comptant 20%, les frais du crédit cetelem sont pris en charge par les Galeries Lafayette (reg variable suivant le montant du crédit) sauf assurance facultative.

Galerias Lafayette

Hausmann - Montparnasse - Belle-Epine

AGRICULTURE

Les exportations de beurre de la C. E. E. seront soumises à des licences

Bruxelles (Communauté européenne). — L'exportation de beurre communautaire vers les pays tiers sera dorénavant subordonnée à l'octroi d'une licence par la Commission européenne. C'est ce qu'a annoncé, mardi 18 septembre, M. Gundelach, le vice-président de la Commission, chargé des affaires agricoles, aux ministres de l'Agriculture des Neuf réunis à Bruxelles. Mesure parfaitement anodine ? C'est ce qu'affirme certainement en toute bonne foi M. Gundelach, c'est ce que croit M. Méhaignerie.

Il s'agit, comme cela se fait pour d'autres produits, telles les céréales, de licences dont la seule raison d'être est l'information statistique rapide de la Commission, et qui seront délivrées de manière totalement automatique, a expliqué M. Gundelach.

La Commission, a-t-il ajouté, n'a pas du tout l'intention de freiner les exportations de beurre vers les pays tiers. Pas plus vers l'U.R.S.S. que vers d'autres destinations. Elle estime que des exportations rendues possibles par l'octroi de subventions prises en charge par le Fonds européen agricole sont nécessaires, compte tenu du niveau élevé de production des Neuf.

Comment cependant ne pas replacer cette décision administrative

De notre correspondant

tive dans le contexte politique actuel, où l'on voit le Royaume-Uni (presse et gouvernement), appuyé apparemment par une partie du Parlement européen, reprendre avec vigueur ses attaques contre le niveau trop élevé des dépenses de soutien agricole, et plus particulièrement contre celles entraînées par l'exportation de beurre vers l'U.R.S.S. et les pays de l'Est ? La réaction de M. Walker, le ministre anglais, qui a immédiatement présenté aux journalistes cette innovation annoncée par M. Gundelach comme un succès, est à cet égard révélatrice. Il faut que la Commission soit capable d'informer le Parlement européen lorsqu'il lui demande quel est le dernier état des exportations de beurre ; pour l'instant, il ne peut le faire qu'avec deux ou trois mois de retard, après avoir reçu les statistiques des douanes, commente M. Gundelach. Sans doute, mais comment ne pas penser que cette information accrue et continue va conduire le Parlement à se déchaîner à la moindre annonce de vente de beurre à l'Est ?

Les réactions contestables — c'est un euphémisme au moins — dans le cas n° 2, c'est-à-dire de MM. Plumb et Callaghan, président britannique et vice-président français de la commission de l'Agriculture du Parlement européen, se plaignant publiquement que leur Assemblée n'ait pas été consultée, lorsqu'ils ont eu vent de négociations concernant la vente de 75 000 tonnes de beurre à l'U.R.S.S., en dit long sur ce que risque d'être l'attitude du Parlement. La Commission réis-

tera-t-elle à de telles pressions ? M. Gundelach peut-être, mais il n'y est pas seul.

Après l'offensive de même nature déclenchée contre ces exportations voici trois ans, on peut se demander si le maintien d'un courant substantiel et continu d'exportations de beurre vers l'Est n'a pas été rendu possible par le fait que les négociants ont réussi à l'entretenir, de manière certes tout à fait conforme à la réglementation communautaire, mais discrète, en s'abstenant par exemple de demander à Bruxelles la préfixation des restitutions, ce qui rendait public leur contrat. Ils se mettaient ainsi à l'abri des inquisitions des parlementaires, lesquels, pour le bonheur des négociations, ignorent le plus souvent tout — l'intervention de M. Callaghan illustre superbement — de la réglementation dont ils affirment vouloir assurer le contrôle.

Par ailleurs, les ministres de l'Agriculture ont longuement délibéré sans faire de progrès, du profil à donner à la future organisation commune du marché du lait. Les Français veulent obtenir pour les producteurs la mise en place d'un mécanisme de soutien et de protection contre la concurrence des pays tiers presque aussi complet que celui dont est doté le marché de la viande bovine.

Les autres Etats membres refusent d'aller si loin. Mais pour l'instant, bien qu'il y ait urgence, car on s'attend à ce que la Cour de justice de Luxembourg déclare bientôt illégal le maintien de l'organisation de marché nationale française, il n'y a pas encore de compromis en vue.

Ph. L.

SOCIAL

Formation professionnelle LA PROGRESSION DES DÉPENSES PUBLIQUES SERA MOINS IMPORTANTE EN 1980 QU'EN 1979

Alors qu'il entreprend une tournée régionale pour « vendre » aux chefs d'entreprise le troisième pacte national pour l'emploi, M. Jacques Legendre, secrétaire d'Etat auprès du ministre du travail et de la participation, chargé de la formation professionnelle, a présenté devant la presse, mardi 18 septembre, le bilan des actions du gouvernement et des entreprises pour 1978-1979 et le budget de la formation professionnelle pour 1980.

● L'insertion des jeunes dans la vie active a été favorisée par le second pacte pour l'emploi bien qu'il n'ait pas obtenu globalement les résultats du précédent. Le secrétaire d'Etat est plus optimiste pour le troisième pacte qui a été accueilli « avec favorablement » par les chefs d'entreprise rencontrés lors de ses voyages à Lille et Poitiers. Mais les pactes ayant des effets de nature essentiellement conjoncturelle sur l'emploi des jeunes, M. Legendre a rappelé que le gouvernement avait déposé un projet de loi pour la création d'autorités de formation en alternance des jeunes de plus de seize ans. Ce système sera appliqué « progressivement » jusqu'en 1981, date à laquelle il devrait se substituer au troisième pacte.

● Pour l'apprentissage il a été noté qu'à la prime versée aux maîtres d'apprentissage a été substituée une exonération des charges sociales versées par le chef d'entreprise et apprenant mais que cette opération financière est sensiblement blanche pour le budget de l'Etat.

● L'effort des entreprises en faveur de la formation professionnelle a représenté, en 1978, 1,83 % de la masse salariale contre 1,78 % en 1977, alors que la taxe obligatoire est de 1,1 %. Mais il convient de soustraire de ces 1,83 % la part versée au Trésor pour le compte de la formation des jeunes demandeurs d'emploi, soit 0,2 %. On constate alors que depuis 1974 l'effort des entreprises est resté stable, entre 1,60 % et 1,83 %. « Ces chiffres sont réconfortants », a souligné M. Legendre, « parce que les entreprises, bien qu'elles se plaignent du poids des charges sociales, n'ont pas sacrifié la formation. Elles ont compris le parti qu'elles pouvaient en tirer pour s'adapter aux mutations technologiques. » Ces observations globales se différencient, en fait, selon la taille : de 0,85 % de leur masse salariale pour celles de dix à dix-neuf salariés à 2,90 % pour les plus de deux mille, déduction des 0,2 % non comprise. En 1978, un million sept cent trente-cinq mille salariés (soit 17,8 %) ont bénéficié de 66 millions d'heures de stage. Parmi eux et 1/3 sont ouvriers et employés, mais la part des manœuvres et O.S. diminue (18 % il y a six ans, 15 % en 1978).

● Le projet de budget de la formation professionnelle fait état d'un montant de dépenses de 7,578 millions, soit une progression de 12,5 % par rapport au budget initial de 1978. Cette progression est nettement inférieure à celle des années précédentes (+ 38 % en 1979), ainsi qu'à celle du budget global de l'Etat pour 1980 (+ 14,3 %).

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

GROUPES BABCOCK FIVES

FIVES-CAIL BABCOCK PREND LE CONTRÔLE DE CREPELLE ET CIE ET DES ÉTABLISSEMENTS CARTIER S.A.

A la suite de négociations engagées avec un groupe d'actionnaires de Crepelle et Cie, Fives-Cail Babcock prend le contrôle de cette société, dont l'origine remonte à 1857 et qui est implantée dans le Nord. Les activités de Crepelle et Cie s'exercent dans deux domaines principaux : d'une part le moteur Diesel de 500 à 2 000 ch, dont les applications concernent les moteurs de propulsion et les groupes électrogènes terrestres et marins, d'autre part les compresseurs et les pompes à vide pour toutes applications industrielles.

Son chiffre d'affaires a atteint 112 millions de francs en 1978 ; elle emploie cinq cents personnes environ dans ses usines de Lille et Sedan.

Par ailleurs, Fives-Cail Babcock, qui avait en 1978 pris une participation majoritaire dans Pierre Guérin S.A., étend ses activités de fournisseur d'équipements agricoles en prenant le contrôle de Cartier S.A., société implantée à Surgères (Charente-Maritime), spécialisée dans la fabrication de matériels de laiterie, de fromagerie et de vinification (cuves en acier inoxydable, tanks de stockage, équipements de manutention automatique et de montage pour les fromageries).

Son chiffre d'affaires est de l'ordre de 25 millions ; elle emploie quatre-vingt personnes.

Par ces deux acquisitions, le groupe Fives-Cail Babcock se présente maintenant comme le premier constructeur français de compresseurs et le plus important fabricant français de matériel de laiterie et de produits dérivés du lait.

UNE NOUVELLE SICAV : INTER VALEURS INDUSTRIE

Créée à l'initiative du groupe CRI (Crédit, Recherche, Investissement, Prévoyance, Gestion de Patrimoine, Information, Formation, Intégration), cette nouvelle SICAV figure parmi les titres dont l'achat procure les avantages fiscaux prévus par la loi Monory du 13 juillet 1978. Le portefeuille sera, en majeure partie, constitué d'une sélection largement diversifiée de valeurs industrielles françaises.

Les premiers actionnaires d'Inter Valeurs Industrie sont : Caisse de retraite Interentreprises, Compagnie financière de Suze, Caisse de retraite Interprofessionnelle, SOGIVALEMOB du groupe Société générale, Société financière et foncière, du groupe de la Régie nationale des usines Renault, Société industrielle de banque, du groupe Vallourec, Crédit chimique du groupe PUF et Total.

Le conseil d'administration est présidé par M. Guy Maurice, directeur général du groupe CRI. Inter Valeurs Industrie sera très prochainement ouverte au public.

BURROUGHS CORP.

Burroughs présente de nouveaux matériels sur son standard SICOB : — Une nouvelle gamme de terminaux modulaires fabriqués en France. — Des nouveaux systèmes de traitement de documents magnétiques et optiques « à 3 000 ». — Un nouveau modèle, dans la gamme des calculateurs fabriqués en France « à 2 300 ».

DIAMANTS RUBIS - SAPHIRS - ÉMERAUDES ACHAT VENTE

DÉPÔTS VENTES - BIJOUX D'OCCASION - CONSEILS, PARTAGES, EXPERTISES GRATUITS -

GODECHOT & PAULIET

86, AVENUE RAYMOND-POINCARÉ
PARKING FOCH 727-34-80 MÉTRO V-HUGO
Tous les jours sauf dimanche

LES MARCHÉS

18 SEPTEMBRE

BOURSE DE PARIS

10 SEPTEMBRE

11 SEPTEMBRE

12 SEPTEMBRE

13 SEPTEMBRE

14 SEPTEMBRE

15 SEPTEMBRE

16 SEPTEMBRE

17 SEPTEMBRE

18 SEPTEMBRE

19 SEPTEMBRE

20 SEPTEMBRE

21 SEPTEMBRE

22 SEPTEMBRE

23 SEPTEMBRE

24 SEPTEMBRE

25 SEPTEMBRE

26 SEPTEMBRE

27 SEPTEMBRE

28 SEPTEMBRE

29 SEPTEMBRE

30 SEPTEMBRE

1 OCTOBRE

2 OCTOBRE

3 OCTOBRE

4 OCTOBRE

5 OCTOBRE

6 OCTOBRE

7 OCTOBRE

8 OCTOBRE

9 OCTOBRE

10 OCTOBRE

11 OCTOBRE

12 OCTOBRE

13 OCTOBRE

14 OCTOBRE

15 OCTOBRE

16 OCTOBRE

17 OCTOBRE

18 OCTOBRE

19 OCTOBRE

20 OCTOBRE

21 OCTOBRE

22 OCTOBRE

23 OCTOBRE

24 OCTOBRE

25 OCTOBRE

26 OCTOBRE

27 OCTOBRE

28 OCTOBRE

29 OCTOBRE

30 OCTOBRE

31 OCTOBRE

1 NOVEMBRE

2 NOVEMBRE

3 NOVEMBRE

4 NOVEMBRE

5 NOVEMBRE

6 NOVEMBRE

7 NOVEMBRE

8 NOVEMBRE

9 NOVEMBRE

10 NOVEMBRE

11 NOVEMBRE

12 NOVEMBRE

13 NOVEMBRE

14 NOVEMBRE

15 NOVEMBRE

16 NOVEMBRE

17 NOVEMBRE

18 NOVEMBRE

19 NOVEMBRE

20 NOVEMBRE

21 NOVEMBRE

22 NOVEMBRE

23 NOVEMBRE

24 NOVEMBRE

25 NOVEMBRE

26 NOVEMBRE

27 NOVEMBRE

28 NOVEMBRE

29 NOVEMBRE

30 NOVEMBRE

1 DÉCEMBRE

2 DÉCEMBRE

3 DÉCEMBRE

4 DÉCEMBRE

5 DÉCEMBRE

6 DÉCEMBRE

7 DÉCEMBRE

8 DÉCEMBRE

9 DÉCEMBRE

10 DÉCEMBRE

11 DÉCEMBRE

12 DÉCEMBRE

13 DÉCEMBRE

14 DÉCEMBRE

15 DÉCEMBRE

16 DÉCEMBRE

17 DÉCEMBRE

18 DÉCEMBRE

19 DÉCEMBRE

20 DÉCEMBRE

21 DÉCEMBRE

22 DÉCEMBRE

23 DÉCEMBRE

24 DÉCEMBRE

25 DÉCEMBRE

26 DÉCEMBRE

27 DÉCEMBRE

28 DÉCEMBRE

29 DÉCEMBRE

30 DÉCEMBRE

31 DÉCEMBRE

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

2. IDÉES
— DÉFENSE : « Dissuasion et dissuasion », par Christian Schmidt ; « Pour une politique d'indépendance », par Didier Matheux.
- 3-4. EUROPE
4. DIPLOMATIE
— Les Neuf acceptent les principes d'une révision du traité d'Euroatom.
5. PROCHE-ORIENT
— IRAN : démission du ministre de la défense.
5. AMÉRIQUES
— LE CONFLIT DU SAHARA OCCIDENTAL : un récit de l'occupation de Bouja par les troupes marocaines.
- 6-7. ASIE
— L'Indonésie, « démocratie à 40 % » (II), par Patrice de Beer.
- 8 à 11. POLITIQUE
— Un des chefs du « putsch » d'Alger, le général André Zeller est mort.

LE MONDE DES ARTS ET DES SPECTACLES

- Pages 17 à 26
- ARCHÉOLOGIE : Deuxième congrès international des égyptologues à Grenoble, par Yvonne Beyerol, Claude Francillon, Frédéric Edelmann, Hommage à Serge Sauneron, par J.-P. Feroncel-Rupo.
 - CINÉMA : Un bilan des exportations françaises, par Claude Gauthier, « West Indies », de Med Boudo, par Louis Marcorialis.
 - THÉÂTRE : « Othello », de Jean-Marie Pette, par Michel Cournot.
 - MUSIQUE : « L'Estrope du soldat », de Brangues, par Jean-Marie Dunoyer, Bach à Vabre, par Gérard Condé.

- 12-13. SOCIÉTÉ
— JUSTICE : devant le tribunal correctionnel de Bobigny, la mort d'un currier des presses.
14. ÉDUCATION
— Les difficultés de la rentrée scolaire.
14. DÉFENSE
— Avant le voyage du pape en Irlande et aux États-Unis.
16. ARCHÉOLOGIE
— SPORTS
- 28-29. LE SINGO
— « Les mutations de l'industrie informatique », par Emmanuel Ader.
- Un outil à la mode : l'audit, par Guy Boulaye.
30. ÉQUIPEMENT
— COLLECTIVITÉS LOCALES : les ingénieurs des travaux publics ne veulent pas devenir prisonniers des communes.
- 39 à 42. ÉCONOMIE
— AGRICULTURE : les exportations de beurre de la C.E.E. seront soumises à des licences.

LIRE ÉGALEMENT

- RADIO-TELEVISION (37)
Annonces classées (31 à 36) ; Carnet (30) ; Aujourd'hui (38) ; « Journal officiel » (39) ; Météorologie (33) ; Mots croisés (36) ; Bourses (42).

ANTHONY créations masculines



142 bd St-Germain

A B C D E F G

UNE INNOVATION DE JEAN-PAUL II

Tous les cardinaux sont convoqués à Rome pour le début du mois de novembre

De notre correspondant

Cité du Vatican. — Inaugurant une nouvelle formule, Jean-Paul II a décidé de convoquer à Rome l'ensemble des cardinaux avant la fin de cette année. Le 4 novembre — fête de saint Charles, dont le pape porte le prénom — est l'une des dates possibles de cette réunion inhabituelle dont l'ordre du jour n'a pas encore été divulgué. En principe, cent trente prélats devraient y prendre part, parmi lesquels : soixante-huit Européens, trente-sept Américains, douze Africains, dix Asiatiques et trois Océaniens.

D'ordinaire, les consistoires ne sont organisés qu'après la mort du pape, en vue de l'élection de son successeur, ou alors de manière assez formelle, lors d'une canonisation ou de la nomination de nouveaux cardinaux. Mais ces assemblées jouaient jadis un rôle important dans le gouvernement de l'Eglise. Jean-Paul II renoue donc avec la tradition, même si la prochaine réunion ne porte pas le nom de consistoire.

Pendant tout un temps, le Sacré Collège constituait le conseil effectif du pape. Au fil des années, il a perdu de son importance.

Jean-Paul II veut peut-être rendre compte aux cardinaux de son prochain voyage aux Nations unies, d'une manière plus générale, de

l'ensemble de ses activités après un an de pontificat. On peut supposer aussi qu'il sollicitera les avis du Sacré Collège pour quelques questions délicates (comme la révision du droit canon ou l'affaire Lefebvre) ou pour une initiative déterminée (toutes les hypothèses sont permises). Mais il semble que le pape ait un projet plus ambitieux : celui d'associer de plus près le collège des cardinaux au gouvernement de l'Eglise par une sorte de session annuelle qui durerait deux ou trois jours. Jean-Paul II pourrait ainsi « prendre le pouls » des communautés chrétiennes et, du fait même, remettre dans le circuit « un certain nombre de cardinaux qui, n'étant pas préteurs de congrégation ni d'organismes équivalents, sont un peu en marge ».

Une revalorisation du Sacré Collège s'inscrit dans le principe de collégialité auquel Jean-Paul II a manifesté plus d'une fois son attachement. Parallèlement, le synode mondial des évêques qui a déjà bien du mal à s'affirmer ? On ne le pense généralement pas à Rome : la plupart des cardinaux sont des archevêques résidentiels et font d'ailleurs partie du synode. Cette nouvelle initiative illustre en tout cas le dynamisme et la liberté d'action de Jean-Paul II, qui semble compenser un pouvoir personnel accru par une plus grande collégialité à tous les niveaux. — R. S.

M. Malaud estime que le pouvoir use d'une tactique habile et systématique pour orienter l'information

M. Philippe Malaud, député (non inscrit) de Saône-et-Loire, membre de la commission d'enquête sur les conditions de l'information publique, a rendu public, mardi 18 septembre, une déclaration dans laquelle il affirme que la commission « a fait un travail considérable », mais que « la publication des comptes rendus d'audition aurait été choquante, car la plupart de ceux qui se sont résolus à dire quelque chose de précis ne l'ont fait que sur l'assurance formelle du secret, qui leur a été donnée ».

M. Malaud, qui avait été secrétaire d'Etat chargé de la fonction publique et des services de l'information dans le premier gouvernement de M. Messmer (5 juillet 1972-28 mars 1973), puis ministre de l'information (5 avril-22 octobre 1973), estime « évident que les conditions d'exercice de l'information ne sont pas satisfaisantes ». « Il y a manifestement, dit-il, des inégalités dans les conditions d'accès aux moyens d'information. (...) Giscardien et socialistes bénéficient incontestablement, par les faiseurs tant combinés et tant concurrents du pouvoir et de l'information, de situations préférentielles, les communistes et le R.P.R. étant cantonnés dans des rôles marginaux et souvent réduits à jouer les utilités ».

M. Malaud estime que « l'interventionnisme et l'audience incontestables » du pouvoir auprès des médias « relèvent d'une tactique habile et systématique — d'autres disent insidieuse et hypocrite, — mais, à coup sûr, très supérieure en efficacité aux méthodes plus ouvertes utilisées pendant les quinze premières années de la même république. Pour l'essentiel, elle a consisté à mettre en place un réseau léger mais très opérationnel, parfois parallèle, à base de relations personnelles discrètement mais étroitement déléguées. Il est normal que ceux qui n'en ont pas les bénéfices en soient ulcérés ».

(N.D.L.R. — C'est sur proposition de M. Malaud, ministre de l'information, que M. Pierre Lefranc, ancien collaborateur du général de Gaulle, avait été nommé le 5 mai 1973 à la présidence de la Société française de radiodiffusion (SOFRAD) au profit de M. Denis Baudouin, jusqu'alors conseiller technique au cabinet de Georges Pompidou, président de la République. La première période du deuxième gouvernement Messmer avait été marquée par un très vif conflit entre M. Malaud et M. Arisur Conté, président-directeur général de l'O.R.T.F. A cette occasion avait été notamment rendue publique une lettre adressée par le ministre à M. Alain Dangard, directeur général délégué de l'O.R.T.F., dans laquelle France-Culture était qualifiée de « tribune réservée en permanence au parti communiste et à la C.G.T. ». Le 23 octobre 1973, M. Conté avait été destitué de son poste et M. Malaud avait été chargé de ses fonctions en matière d'information et nommé à la fonction publique. Il avait conservé ces dernières responsabilités, avec le titre de ministre, dans le troisième gouvernement Messmer (27 février-27 mai 1974). — R. S.)

gnaux et souvent réduits à jouer les utilités.

gnaux et souvent réduits à jouer les utilités.

gnaux et souvent réduits à jouer les utilités.

gnaux et souvent réduits à jouer les utilités.

gnaux et souvent réduits à jouer les utilités.

gnaux et souvent réduits à jouer les utilités.

gnaux et souvent réduits à jouer les utilités.

gnaux et souvent réduits à jouer les utilités.

gnaux et souvent réduits à jouer les utilités.

gnaux et souvent réduits à jouer les utilités.

Les occupants d'immeubles chauffés au fuel vont voir leurs charges augmenter fortement dès l'automne

Le vice-président de la Fédération nationale des agents immobiliers (F.N.A.I.M.), M. Louis Reich, a annoncé, mardi 18 septembre, à Nancy, une augmentation « de deux mois 20 % » des charges locatives pour quelque trois millions de logements chauffés au fuel, et ce, dès cet automne.

Cette hausse traduira à la fois la majoration du prix du fuel domestique (il a augmenté de 34 % environ depuis janvier dernier) et un décalage de nouvelles hausses) et aussi le raccourcissement des délais de paiement du combustible. Certains pays producteurs de pétrole (Koweït, Irak, Iran) ont en effet réduit à trente jours fin de mois le délai de règlement du « brut » par les compagnies pétrolières ; celles-ci ont répercuté ces exigences sur les négociants en fuel, qui, à leur tour, demandent à leurs clients (particuliers, gestionnaires d'immeubles privés ou publics, en copropriété ou en location) de les régler « à réception de facture ». Réunis en congrès, à Nancy, les adhérents de la F.N.A.I.M., qui sont des gestionnaires d'immeubles privés, constatent que « seuls seront chauffés cet hiver ceux qui pourront payer tout de suite ».

« Nous allons perdre sur rationnement par l'argent », a affirmé M. Alain Reich.

Les congressistes ont dénoncé le taux élevé de T.V.A. (17,6 %) qui frappe un produit de première nécessité comme le fuel. « Depuis huit ans, les prix du combustible ont quadruplé. Les recettes de l'Etat sur le chauffage des immeubles ont augmenté dans les mêmes proportions et représentent actuellement plus de 3 milliards de francs », a ajouté M. Reich.

« Les propriétaires de maisons individuelles voient leur situation inchangée, habitués qu'ils sont, dans la plupart des cas, à régler immédiatement le livreur des le remplissage de leur citerne. Seul le montant de la facture change ».

« Les copropriétaires d'immeubles chauffés collectivement au fuel auront à régler, sans aucun doute, des provisions beaucoup plus importantes, le syndic ne devant pas leur avancer le montant des charges — il n'en aurait guère le moyen — mais simplement gérés leur bien ».

« Les locataires d'immeubles privés vont, dans le meilleur des cas, voir le montant de leurs acomptes mensuels de chauffage s'élever considérablement (jusqu'à 40 %) dit un communiqué de la F.N.A.I.M. A moins que le propriétaire ou l'administrateur de biens gestionnaire ne leur demande de régler provisionnellement en une fois le montant de chaque livraison. Le locataire sera là indispensable pour que la situation soit supportable ».

« Les locataires d'immeubles H.L.M. ne risquent guère de voir abandonner la pratique des acomptes mensuels. Leur révision en hausse est cependant inéluctable ».

Plus encore que la campagne de l'Agence pour les économies d'énergie, la hausse des charges de chauffage risque d'être la meilleure incitation pour les propriétaires occupants à entreprendre des travaux d'isolation de leurs locaux pour réduire la consommation du trop coûteux combustible. Quant aux locataires, ils trouveront peut-être dans leurs quinzi-vingt-dix années de vie, qu'il est « normal » d'exiger de leurs propriétaires de tels travaux.

« Les locataires d'immeubles H.L.M. ne risquent guère de voir abandonner la pratique des acomptes mensuels. Leur révision en hausse est cependant inéluctable ».

« Les locataires d'immeubles H.L.M. ne risquent guère de voir abandonner la pratique des acomptes mensuels. Leur révision en hausse est cependant inéluctable ».

« Les locataires d'immeubles H.L.M. ne risquent guère de voir abandonner la pratique des acomptes mensuels. Leur révision en hausse est cependant inéluctable ».

« Les locataires d'immeubles H.L.M. ne risquent guère de voir abandonner la pratique des acomptes mensuels. Leur révision en hausse est cependant inéluctable ».

« Les locataires d'immeubles H.L.M. ne risquent guère de voir abandonner la pratique des acomptes mensuels. Leur révision en hausse est cependant inéluctable ».

« Les locataires d'immeubles H.L.M. ne risquent guère de voir abandonner la pratique des acomptes mensuels. Leur révision en hausse est cependant inéluctable ».

« Les locataires d'immeubles H.L.M. ne risquent guère de voir abandonner la pratique des acomptes mensuels. Leur révision en hausse est cependant inéluctable ».

« Les locataires d'immeubles H.L.M. ne risquent guère de voir abandonner la pratique des acomptes mensuels. Leur révision en hausse est cependant inéluctable ».

« Les locataires d'immeubles H.L.M. ne risquent guère de voir abandonner la pratique des acomptes mensuels. Leur révision en hausse est cependant inéluctable ».

« Les locataires d'immeubles H.L.M. ne risquent guère de voir abandonner la pratique des acomptes mensuels. Leur révision en hausse est cependant inéluctable ».

« Les locataires d'immeubles H.L.M. ne risquent guère de voir abandonner la pratique des acomptes mensuels. Leur révision en hausse est cependant inéluctable ».

« Les locataires d'immeubles H.L.M. ne risquent guère de voir abandonner la pratique des acomptes mensuels. Leur révision en hausse est cependant inéluctable ».

« Les locataires d'immeubles H.L.M. ne risquent guère de voir abandonner la pratique des acomptes mensuels. Leur révision en hausse est cependant inéluctable ».

« Les locataires d'immeubles H.L.M. ne risquent guère de voir abandonner la pratique des acomptes mensuels. Leur révision en hausse est cependant inéluctable ».

« Les locataires d'immeubles H.L.M. ne risquent guère de voir abandonner la pratique des acomptes mensuels. Leur révision en hausse est cependant inéluctable ».

« Les locataires d'immeubles H.L.M. ne risquent guère de voir abandonner la pratique des acomptes mensuels. Leur révision en hausse est cependant inéluctable ».

« Les locataires d'immeubles H.L.M. ne risquent guère de voir abandonner la pratique des acomptes mensuels. Leur révision en hausse est cependant inéluctable ».

« Les locataires d'immeubles H.L.M. ne risquent guère de voir abandonner la pratique des acomptes mensuels. Leur révision en hausse est cependant inéluctable ».

« Les locataires d'immeubles H.L.M. ne risquent guère de voir abandonner la pratique des acomptes mensuels. Leur révision en hausse est cependant inéluctable ».

« Les locataires d'immeubles H.L.M. ne risquent guère de voir abandonner la pratique des acomptes mensuels. Leur révision en hausse est cependant inéluctable ».

Les occupants d'immeubles chauffés au fuel vont voir leurs charges augmenter fortement dès l'automne

Le vice-président de la Fédération nationale des agents immobiliers (F.N.A.I.M.), M. Louis Reich, a annoncé, mardi 18 septembre, à Nancy, une augmentation « de deux mois 20 % » des charges locatives pour quelque trois millions de logements chauffés au fuel, et ce, dès cet automne.

Cette hausse traduira à la fois la majoration du prix du fuel domestique (il a augmenté de 34 % environ depuis janvier dernier) et un décalage de nouvelles hausses) et aussi le raccourcissement des délais de paiement du combustible. Certains pays producteurs de pétrole (Koweït, Irak, Iran) ont en effet réduit à trente jours fin de mois le délai de règlement du « brut » par les compagnies pétrolières ; celles-ci ont répercuté ces exigences sur les négociants en fuel, qui, à leur tour, demandent à leurs clients (particuliers, gestionnaires d'immeubles privés ou publics, en copropriété ou en location) de les régler « à réception de facture ». Réunis en congrès, à Nancy, les adhérents de la F.N.A.I.M., qui sont des gestionnaires d'immeubles privés, constatent que « seuls seront chauffés cet hiver ceux qui pourront payer tout de suite ».

« Nous allons perdre sur rationnement par l'argent », a affirmé M. Alain Reich.

Les congressistes ont dénoncé le taux élevé de T.V.A. (17,6 %) qui frappe un produit de première nécessité comme le fuel. « Depuis huit ans, les prix du combustible ont quadruplé. Les recettes de l'Etat sur le chauffage des immeubles ont augmenté dans les mêmes proportions et représentent actuellement plus de 3 milliards de francs », a ajouté M. Reich.

« Les propriétaires de maisons individuelles voient leur situation inchangée, habitués qu'ils sont, dans la plupart des cas, à régler immédiatement le livreur des le remplissage de leur citerne. Seul le montant de la facture change ».

« Les copropriétaires d'immeubles chauffés collectivement au fuel auront à régler, sans aucun doute, des provisions beaucoup plus importantes, le syndic ne devant pas leur avancer le montant des charges — il n'en aurait guère le moyen — mais simplement gérés leur bien ».

« Les locataires d'immeubles privés vont, dans le meilleur des cas, voir le montant de leurs acomptes mensuels de chauffage s'élever considérablement (jusqu'à 40 %) dit un communiqué de la F.N.A.I.M. A moins que le propriétaire ou l'administrateur de biens gestionnaire ne leur demande de régler provisionnellement en une fois le montant de chaque livraison. Le locataire sera là indispensable pour que la situation soit supportable ».

« Les locataires d'immeubles H.L.M. ne risquent guère de voir abandonner la pratique des acomptes mensuels. Leur révision en hausse est cependant inéluctable ».

« Les locataires d'immeubles H.L.M. ne risquent guère de voir abandonner la pratique des acomptes mensuels. Leur révision en hausse est cependant inéluctable ».

« Les locataires d'immeubles H.L.M. ne risquent guère de voir abandonner la pratique des acomptes mensuels. Leur révision en hausse est cependant inéluctable ».

« Les locataires d'immeubles H.L.M. ne risquent guère de voir abandonner la pratique des acomptes mensuels. Leur révision en hausse est cependant inéluctable ».

« Les locataires d'immeubles H.L.M. ne risquent guère de voir abandonner la pratique des acomptes mensuels. Leur révision en hausse est cependant inéluctable ».

« Les locataires d'immeubles H.L.M. ne risquent guère de voir abandonner la pratique des acomptes mensuels. Leur révision en hausse est cependant inéluctable ».

« Les locataires d'immeubles H.L.M. ne risquent guère de voir abandonner la pratique des acomptes mensuels. Leur révision en hausse est cependant inéluctable ».

« Les locataires d'immeubles H.L.M. ne risquent guère de voir abandonner la pratique des acomptes mensuels. Leur révision en hausse est cependant inéluctable ».

« Les locataires d'immeubles H.L.M. ne risquent guère de voir abandonner la pratique des acomptes mensuels. Leur révision en hausse est cependant inéluctable ».

« Les locataires d'immeubles H.L.M. ne risquent guère de voir abandonner la pratique des acomptes mensuels. Leur révision en hausse est cependant inéluctable ».

« Les locataires d'immeubles H.L.M. ne risquent guère de voir abandonner la pratique des acomptes mensuels. Leur révision en hausse est cependant inéluctable ».

« Les locataires d'immeubles H.L.M. ne risquent guère de voir abandonner la pratique des acomptes mensuels. Leur révision en hausse est cependant inéluctable ».

« Les locataires d'immeubles H.L.M. ne risquent guère de voir abandonner la pratique des acomptes mensuels. Leur révision en hausse est cependant inéluctable ».

« Les locataires d'immeubles H.L.M. ne risquent guère de voir abandonner la pratique des acomptes mensuels. Leur révision en hausse est cependant inéluctable ».

« Les locataires d'immeubles H.L.M. ne risquent guère de voir abandonner la pratique des acomptes mensuels. Leur révision en hausse est cependant inéluctable ».

« Les locataires d'immeubles H.L.M. ne risquent guère de voir abandonner la pratique des acomptes mensuels. Leur révision en hausse est cependant inéluctable ».

« Les locataires d'immeubles H.L.M. ne risquent guère de voir abandonner la pratique des acomptes mensuels. Leur révision en hausse est cependant inéluctable ».

« Les locataires d'immeubles H.L.M. ne risquent guère de voir abandonner la pratique des acomptes mensuels. Leur révision en hausse est cependant inéluctable ».

« Les locataires d'immeubles H.L.M. ne risquent guère de voir abandonner la pratique des acomptes mensuels. Leur révision en hausse est cependant inéluctable ».

« Les locataires d'immeubles H.L.M. ne risquent guère de voir abandonner la pratique des acomptes mensuels. Leur révision en hausse est cependant inéluctable ».

« Les locataires d'immeubles H.L.M. ne risquent guère de voir abandonner la pratique des acomptes mensuels. Leur révision en hausse est cependant inéluctable ».

Le Canard enchaîné

M. DASSAULT A DÉCLARÉ AU FISC QUELQUE 24 MILLIONS DE REVENUS EN 1978

Le Canard enchaîné du 19 septembre publie la feuille d'impôt sur le revenu de M. Marcel Dassault, député (R.P.R.) de l'Oise. Selon ce document, M. Dassault aurait déclaré au fisc cette année, au titre des revenus de 1978, 2 600 000 F de rémunérations de gestion ou d'associé reçus des diverses sociétés qu'il anime ou auxquelles il participe, 20 656 025 F de revenus de capitaux mobiliers (qui lui ont donné droit notamment à un avoir fiscal de 3 449 112 F), 643 720 F de salaires correspondant à la partie imposable de son indemnité parlementaire ainsi qu'à son traitement qui lui verse Jours de France, dont il est à la fois propriétaire et rédacteur en chef, enfin 7 410 F de revenus non commerciaux.

Soit un total de 53 507 133 F (et 27 358 297 F si l'on compte l'avoir fiscal). De ce total, M. Dassault a déduit 272 930 F de déficits fonciers. Le député a déclaré au fisc avoir opéré 1 999 731 F d'investissements en actions, dont 5 000 F donnent droit à déduction spéciale au titre de la « loi Monory » d'encouragement à l'épargne. Il a effectué des versements à des œuvres, qui lui ont ouvert droit à un abatement global de 125 416 F. Selon le Canard enchaîné, le patrimoine de M. Dassault, « d'après les revenus mobiliers mentionnés dans la feuille d'impôt, à quelque 6 à 8 milliards de francs ».

« Le n'y peut rien »

M. Dassault a réagi, au miroir de R.T.L., avec une certaine indifférence à la publication de sa feuille d'impôt. « Vous savez, on en voit de toutes les couleurs, qu'est-ce que vous voulez que j'y fasse ? Les gens verront que le pape des impôts », s'élèvera-t-il.

Interrogé sur son revenu annuel, il a ajouté : « Pour vous dire la vérité, je n'en sais rien, mais si c'est marqué sur la feuille d'impôt c'est que c'est vrai ». Comme on lui faisait remarquer que cela représentait l'équivalent du salaire annuel de mille quatre-vingt-dix amnésias, il a répondu : « Ce sont des choses qui arrivent, je n'y peux rien ».

Le numéro du « Monde » daté 19 septembre 1979 a été tiré à 368 950 exemplaires.

(Publicité)

Dale Carnegie

Dale Carnegie, Fondateur

Sachez parler en public

EN 14 SOIRÉES ATTRAYANTES, apprenez à mieux exprimer vos idées. Développez assurance et facilité de contact.

Votre vie personnelle, professionnelle et sociale sera dynamisée par la méthode Carnegie, 100 % pratique, enseignée dans 43 pays.

Des anciens du cours Dale Carnegie vous renseigneront à la conférence d'information gratuite du

Vend. 21 Sept., 19 h.

Salons de l'Étoile, 35, av. Friedland, Paris 8^e, M° Étoile. Cours Carnegie, présentés dans 33 villes par G. Weyne. 954.01.00/62.53

Salons de l'Étoile, 35, av. Friedland, Paris 8^e, M° Étoile. Cours Carnegie, présentés dans 33 villes par G. Weyne. 954.01.00/62.53

Salons de l'Étoile, 35, av. Friedland, Paris 8^e, M° Étoile. Cours Carnegie, présentés dans 33 villes par G. Weyne. 954.01.00/62.53

Salons de l'Étoile, 35, av. Friedland, Paris 8^e, M° Étoile. Cours Carnegie, présentés dans 33 villes par G. Weyne. 954.01.00/62.53

Salons de l'Étoile, 35, av. Friedland, Paris 8^e, M° Étoile. Cours Carnegie, présentés dans 33 villes par G. Weyne. 954.01.00/62.53

Salons de l'Étoile, 35, av. Friedland, Paris 8^e, M° Étoile. Cours Carnegie, présentés dans 33 villes par G. Weyne. 954.01.00/62.53

Salons de l'Étoile, 35, av. Friedland, Paris 8^e, M° Étoile. Cours Carnegie, présentés dans 33 villes par G. Weyne. 954.01.00/62.53

Salons de l'Étoile, 35, av. Friedland, Paris 8^e, M° Étoile. Cours Carnegie, présentés dans 33 villes par G. Weyne. 954.01.00/62.53

Salons de l'Étoile, 35, av. Friedland, Paris 8^e, M° Étoile. Cours Carnegie, présentés dans 33 villes par G. Weyne. 954.01.00/62.53

Salons de l'Étoile, 35, av. Friedland, Paris 8^e, M° Étoile. Cours Carnegie, présentés dans 33 villes par G. Weyne. 954.01.00/62.53

Salons de l'Étoile, 35, av. Friedland, Paris 8^e, M° Étoile. Cours Carnegie, présentés dans 33 villes par G. Weyne. 954.01.00/62.53

Salons de l'Étoile, 35, av. Friedland, Paris 8^e, M° Étoile. Cours Carnegie, présentés dans 33 villes par G. Weyne. 954.01.00/62.53

Salons de l'Étoile, 35, av. Friedland, Paris 8^e, M° Étoile. Cours Carnegie, présentés dans 33 villes par G. Weyne. 954.01.00/62.53

Salons de l'Étoile, 35, av. Friedland, Paris 8^e, M° Étoile. Cours Carnegie, présentés dans 33 villes par G. Weyne. 954.01.00/62.53

Salons de l'Étoile, 35, av. Friedland, Paris 8^e, M° Étoile. Cours Carnegie, présentés dans 33 villes par G. Weyne. 954.01.00/62.53

Salons de l'Étoile, 35, av. Friedland, Paris 8^e, M° Étoile. Cours Carnegie, présentés dans 33 villes par G. Weyne. 954.01.00/62.53

Salons de l'Étoile, 35, av. Friedland, Paris 8^e, M° Étoile. Cours Carnegie, présentés dans 33 villes par G. Weyne. 954.01.00/62.53

Salons de l'Étoile, 35, av. Friedland, Paris 8^e, M° Étoile. Cours Carnegie, présentés dans 33 villes par G. Weyne. 954.01.00/62.53

COMMENT GARDER UNE CERTAINE TENUE A LA CAMPAGNE

Tunmer

5, PLACE STAUGUSTIN PARIS.

Pour la beauté du sport depuis 1895.

Tunmer

5, PLACE STAUGUSTIN PARIS.